

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°468

MARS 2024

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions du
Gouvernement français et de la Mairie de Paris*

Ce bulletin paraît en français et anglais
Prix au numéro : France: 6 € – Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € – Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.
ISBN 0761 1285 (imprimé)
ISSN 2970-4499 (en ligne)

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

SOMMAIRE

- **TURQUIE : LA DÉBÂCLE ÉLECTORALE D'ERDOGAN**
- **IRAK : INCERTITUDES SUR LES ÉLECTIONS PARLEMENTAIRES AU KURDISTAN**
- **IRAN : PARODIE D'ÉLECTIONS ET « VICTOIRE » SANS SURPRISE DES ULTRA-CONSERVATEURS**
- **SYRIE : UN RAPPORT ACCABLANT DE HUMAN RIGHTS WATCH SUR LA SITUATION DES DROITS HUMAINS DANS LES TERRITOIRES SOUS OCCUPATION TURQUE**
- **NEWROZ : CÉLÉBRATIONS AU KURDISTAN ET PARTOUT DANS LE MONDE.**

TURQUIE : LA DÉBÂCLE ÉLECTORALE D'ERDOGAN

La campagne pour les élections municipales du 31 mars s'est déroulée sans incidents majeurs dans la plupart des provinces du pays sauf au Kurdistan où la police a arrêté avant les célébrations de Newroz plusieurs centaines de militants kurdes.

Organisée en plein jeûne de Ramadan, cette campagne n'a guère mobilisé des foules. Fatiguée par des scrutins qui se succèdent depuis 2011 sans apporter la moindre amélioration à son sort, la population a boudé les meetings et autres rassemblements politiques. Bien qu'il s'agissait d'une élection

locale, le président turc Erdogan s'est investi sans compter dans la campagne comme chef de l'AKP et il a mobilisé les media et toutes les ressources de l'État en faveur des candidats de son parti. Infatigable malgré ses 70 ans, il a tenu meeting dans 52 des 81 villes du pays, promettant monts et merveilles pour un futur proche où le fléau de l'inflation sera enfin maîtrisé et descendra à un chiffre alors qu'il est officiellement à 67% par an, voire selon les économistes turcs indépendants à plus de 120%, et les taux de crédit à plus de 50%.

La couverture de la campagne

électorale dans les media, contrôlés à plus de 90% par le pouvoir, a été particulièrement inique. Le président Erdogan disposait d'un temps illimité sur les antennes des chaînes de télévision qui ont aussi accordé la part de lion aux candidats de son parti et à ceux de son allié de coalition le parti de l'Action nationaliste (MHP), d'extrême droite. Le Parti républicain du peuple (CHP) principale formation de l'opposition qui possède sa propre chaîne de télévision HALK TV (TV Peuple) a pu néanmoins bénéficier d'un minimum de couverture dans les media proches du pouvoir. En revanche, le parti pro-kurde DEM, deuxième

formation de l'opposition au Parlement, a été complètement ignoré par les chaînes de télévisions turques tant publiques que privées. Il a souffert aussi de ses arrestations massives des militants. Plusieurs milliers de ses cadres, dont ses ex-co-présidents, 8 anciens députés et 25 maires élus en 2014 et 2019 sont toujours en prison.

Dans cette compétition électorale pour le moins inégale, le Parti de la Justice et du Développement (AKP) du président Erdogan a essuyé la plus lourde défaite de son histoire. Avec 35,8% des suffrages exprimés, il enregistre son pire score dans des élections municipales depuis plus de 20 ans et devient le deuxième parti derrière son rival, le Parti républicain du peuple (CHP), kémaliste et nationaliste qui, avec 37,8% des voix devient, pour la première fois depuis 1977, le premier parti du pays. Le CHP a remporté haut la main 35 des 81 villes du pays contre 21 villes en 2019, dont 6 des 10 métropoles. Parmi elles Istanbul, Ankara, Izmir, Bursa, Antalya. Dans la grande mégapole d'Istanbul, particulièrement convoitée par le président Erdogan, le maire sortant Ekrem Imamoglu a battu son concurrent d'AKP avec une marge sans appel de 11,5%, soit plus d'un million de voix d'écart. Le maire CHP sortant d'Ankara Mansur Yavas a fait encore mieux en surclassant son rival d'AKP de 28,19%.

En net recul, l'AKP a gagné dans 24 villes, pour la plupart de taille moyenne d'Anatolie et du littoral de la Mer Noire représentant environ 23% de la population du pays. Les villes dirigées par le CHP représentent 64% de la population et plus de 80% de l'économie du pays.

De son côté, en dépit de tous les obstacles dressés sur son chemin, le parti pro-kurde DEM a gagné dans 10 villes dont, bien sûr à Diyarbakir, capitale politico-culturelle du Kurdistan, ainsi qu'à

Batman, Mardin, Siirt, Agri, Mus, Igdır, Hakkari et à Dersim, ville natale de Kemal Kılıçdaroglu, ex-leader du CHP, et à Van. Dans cette grande ville le candidat DEM, l'ex-député Hadeş Ahmet Zeydan, sorti de prison pour délit d'opinion il y a à peine un an, a obtenu plus de 55% des suffrages et le DEM a réalisé un grand schlem en remportant les mairies de toutes les sous-préfectures (ilçe) et de tous les districts de cette province. Au total, le DEM a conquis les 10 villes mentionnées et plus d'une soixantaine de sous-préfectures des provinces kurdes. Trois villes, Bitlis, Sırnak et Kars lui ont échappé de peu grâce à des manipulations des forces de sécurité turques qui ont, sous prétexte de protection des bureaux de vote, fait venir près de 50.000 soldats et policiers turcs, souvent dépêchés des lointaines provinces du littoral de la Mer Noire et favorables à l'AKP, qui ont été autorisés à voter dans ces villes kurdes peu peuplées où ils ont pu changer l'issue du scrutin. Cette « ingénierie électorale » que l'armée turque considère comme légale a outré la population locale qui l'a dénoncée sur les réseaux sociaux et qui compte, sans illusion, saisir le Haut Conseil électoral turc pour que des élections soient réorganisées dans ces trois villes dans le respect des droits de leurs habitants à élire leurs élus locaux sans manipulation ni ingérence.

Les municipalités dirigées par le parti DEM représentent 7% de la population totale de la Turquie.

Si, avec des manœuvres frauduleuses, l'AKP a pu gagner dans 4 provinces kurdes (Bingöl, Bitlis, Sırnak, Kars) peu peuplées, ses scores électoraux sont en très net recul par rapport aux élections de 2023 et de 2019. Le parti islamique kurde Huda Par, soutenu et encouragé par le pouvoir, au lieu de réduire l'influence du parti pro-kurde laïc DEM, a capté une partie des électeurs kurdes conservateurs de l'AKP réalisant à Batman un

score exceptionnel de 15,6% mais partout ailleurs des résultats plus modestes de 3% à 5%. Une autre formation, le nouveau Parti de la Prospérité, se réclamant de l'héritage du leader historique de l'islam politique turc Necmettin Erbakan et dirigé par son fils Fatih Erbakan a su rassembler une partie des déçus de l'AKP. Faisant campagne contre la paupérisation croissante des couches populaires, réclamant une revalorisation substantielle des salaires et des pensions de retraite pour rattraper l'inflation, exigeant la rupture des relations diplomatiques avec « le régime sioniste génocidaire » et l'interdiction des associations LGBT, ce nouveau parti a séduit la frange la plus islamiste de l'électorat musulman conservateur, il a conquis deux villes dont celle d'Urfa (Edesse) considéré jusque-là comme un fief d'AKP et plusieurs petites villes d'Anatolie avec des candidats entrés récemment en dissidence avec l'AKP. Il dépasse assez largement en voix le MHP partenaire de la coalition de l'AKP.

Les résultats des élections municipales turques donnent lieu à des analyses variées. Pour le président Erdogan lui-même, qui est intervenu le soir des élections sur les chaînes de télévision, il s'agit d'un tournant dont il conviendrait de tirer au plus vite les enseignements. Sans féliciter les maires élus, il a promis de « respecter la décision de la nation » et invité son camp à l'auto-critique, reconnaissant que « malheureusement nous n'avons pas obtenu les résultats que nous souhaitions ». De son côté, le nouveau chef du parti vainqueur CHP, Özgür Özel, dans sa déclaration s'est félicité de la victoire de son parti tout en reconnaissant qu'elle ne reflétait pas l'influence du parti dans le pays car beaucoup de démocrates kurdes et des déçus de l'AKP ont voté en faveur des candidats du CHP pour faire battre ceux de l'AKP. L'apport du vote kurde aux candidats du CHP a été décisif

dans certaines métropoles comme Istanbul. Par contre ce parti n'a réalisé que des scores marginaux dans les provinces kurdes.

Les analystes relèvent que l'absentéisme relativement élevée (26% contre 13% en 2023) a aussi contribué à la débâcle de l'AKP. Environ 14 millions des 61,4 millions d'électeurs ne se sont pas rendus aux urnes. Plus de la moitié d'entre eux seraient d'anciens électeurs de l'AKP, déçus par les piètres performances économiques du gouvernement mais ne souhaitant pas non plus aller voter pour un parti de l'opposition, sont restés chez eux pour envoyer un message de mécontentement aux gouvernants. D'autres observateurs re-

marquent que, ayant fait le vide autour de lui, le président Erdogan n'a pas pu présenter aux électeurs, y compris dans sa ville natale d'Istanbul, que des candidats sans envergure ni charisme, incapables de s'attirer l'adhésion populaire.

Un mot enfin sur la place des femmes dans ces élections. Au total 11 femmes ont été élues maires dont 6 du CHP, 4 de DEM et 1 seule de l'AKP à Gaziantep. Au Kurdistan, Mme Serra Bucak a été élue avec 64% des voix maire de Diyarbakir, Mme Gulistan Sönük élue avec 64,5% des voix maire de Batman, Mme Sofya Alagas, élue maire de Siirt, ville natale de la Première Dame turque Emine Erdogan, et Mme Hazel

Aras élue avec 50,07% des suffrages maire d'Agri, province du nord à la frontière de l'Arménie où est situé le Mont Ararat.

Dans toutes les autres villes kurdes moyennes et petites dirigées par le parti DEM il y a toujours un tandem de co-maires, 1 homme et 1 femme. Si les Kurdes sont proches de la parité homme-femme, au CHP le taux est de 6/35 et à l'AKP 1/24.

Sauf convocation d'élections anticipées, il n'y aura plus d'élections en Turquie jusqu'aux élections présidentielles et parlementaires de 2028 et légalement le président Erdogan au pouvoir depuis 20 ans n'a plus le droit de se présenter.

IRAK : INCERTITUDES SUR LES ÉLECTIONS PARLEMENTAIRES AU KURDISTAN

La tenue des élections pour le Parlement du Kurdistan, fixées en principe au 10 juin, devient de plus en plus incertaine. Après les partis chrétiens et turkmènes protestant contre la suppression d'un quota de 11 sièges qui, depuis 1992 leur étaient réservés et qu'un récent arrêt de la Cour suprême irakienne remet en cause, c'est le Parti démocratique du Kurdistan, principale formation politique de la Région qui menace de boycotter ces élections. Dans un communiqué rendu public le 18 mars, le Bureau politique du PDK déclare : « Nous estimons qu'il est dans l'intérêt de notre peuple que notre parti ne se conforme pas à une décision inconstitutionnelle et à un système imposé de l'extérieur ». Le PDK affirme qu'il ne participerait pas à un vote imposé par la Cour qui « viole la loi et la Constitution ».

L'arrêt de la Cour suprême est, de toute évidence, contraire à la Constitution irakienne dont l'article 141 qui stipule que « La législation adoptée au Kurdistan depuis 1992 reste en vigueur et les décisions prises par le gou-

vernement de la région du Kurdistan, y compris les décisions judiciaires et les contrats, sont considérées comme alides, sauf si elles sont modifiées ou abrogées conformément aux lois de la région du Kurdistan, par l'organe compétent de la région du Kurdistan, à condition qu'elles ne soient pas contraires à la Constitution.

Or la loi électorale du Kurdistan fait partie de la législation adoptée au Kurdistan depuis 1992 qui prévoit un contingent de 11 sièges pour les chrétiens et les Turkmènes du Kurdistan afin qu'ils puissent être représentés dignement au parlement et dans les autres instances du Gouvernement du Kurdistan. C'est dans le cadre de cette législation que des élections pluralistes ont été organisées depuis 1992, c'est-à-dire avant la chute de la dictature de Saddam Hussein en 2003 ainsi qu'après sa chute et après l'adoption par referendum de l'actuelle Constitution en 2005 sans aucune observation ou réserve de la part de cette Cour suprême. Celle-ci a été instituée en 2005 à titre transitoire pour la période précédant l'adoption définitive de la Constitution. L'article

92 de la Constitution prévoit la création d'une Cour suprême fédérale dont la composition, le fonctionnement et les prérogatives doivent être déterminés par une loi adoptée à la majorité des deux-tiers des membres de la Chambre des députés. Or, une telle loi, malgré les multiples relances des autorités kurdes ainsi que des dirigeants sunnites, n'a pas encore été élaborée. A la place le Parlement irakien a adopté en 2021 à la majorité simple de 204 députés une loi « validant » l'existence juridique de cette Cour suprême mise en place en 2005 à titre provisoire. Cette loi adoptée par la majorité chiite est totalement inconstitutionnelle car son adoption, d'après l'article 92 de la Constitution, nécessite une majorité de deux-tiers.

Ainsi rafistolée, la Constitution est devenue une machine de guerre utilisée sans retenue pour détricoter le statut d'autonomie du Kurdistan et mettre au pas les dirigeants sunnites considérés comme insuffisamment dociles comme le président sunnite du Parlement irakien, al-Habousi, qui sans procès ni débat parlementaire

a été destitué de son poste et de son mandat de député. Depuis, le poste du président du Parlement est resté vacant, une vacance qui aggrave encore le chaos politique ambiant à Bagdad.

La Cour suprême fédérale, mise en place à titre transitoire, était composée de 9 membres dont 5 chiites, 2 Kurdes et 2 sunnites. La loi inconstitutionnelle de 2021 a supprimé le droit de la Région du Kurdistan de nommer deux membres de cette Cour en coordination avec le Conseil judiciaire de la Région du Kurdistan. Elle a, depuis sa revigoration en 2021, rendu une dizaine d'arrêts violant les pouvoirs et prérogatives constitutionnels de la Région du Kurdistan. Les Kurdes, qui après une douzaine d'années de quasi indépendance, avaient en 2003 consenti à réintégrer le cadre irakien sur l'insistance des Etats-Unis et l'engagement que leur pleine autonomie serait respectée et garantie par la nouvelle Constitution irakienne, se retrouvent à nouveau démunis. La Constitution garantit leurs droits et leur autonomie mais n'est pas en mesure de garantir la pleine application de cette Constitution et de s'opposer à la dérive centralisatrice et autoritaire d'un gouvernement fédéral sous l'emprise de Téhéran qui ne respecte pas ses engagements ni en matière économique et financière ni sur le plan politique.

Evoquant cette crise insurmontable, un dirigeant kurde stigmatisait la dictature des juges fédéraux en ces termes : En Iran il y a un Guide suprême dont les fetwas sont sans appel ; en Irak on a une Cour suprême qui décide de tout, se substitue souvent au pouvoir législatif dont les arrêts sont sans appel. S'y soumettre c'est accepter que les droits acquis de haute lutte par le peuple kurde soient bafoués les uns après les autres à l'instigation de Bagdad et de Téhéran, s'y opposer et provoquer une crise qui sera d'autant plus dévastatrice que

depuis l'arrêt de ses exportations pétrolières en mars 2023 le Kurdistan subit une asphyxie financière.

Le 5 mars, l'un des deux juges kurdes de la Cour suprême, Abdulrahman Sulaiman a démissionné en estimant qu'après la série de jugements défavorables au Kurdistan il en était arrivé à la conclusion selon laquelle il existe « une volonté évidente dans ces décisions consécutives de la Cour de revenir à l'autorité centrale et de s'éloigner des principes fédéraux ». Impuissant face à une majorité chiite politiquement motivée et sans doute en service commandé, il a choisi de démissionner pour ne pas apparaître complice par silence de cette dérive centralisatrice et anticonstitutionnelle.

La décision du PDK de boycotter les élections a suscité de nombreuses réactions. Ce parti historique, qui lutte depuis 1946 pour l'autonomie du Kurdistan, qui détient 45 sièges sur 111 au Parlement du Kurdistan, est un acteur essentiel de la vie politique kurde locale. Le Président de la Région, le Premier ministre et la plupart des ministres sont issus de ses rangs. Sans sa participation les élections ne pourraient se tenir et au cas où elles seraient organisées comme le souhaite l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) qui ne compte que 21 sièges au Parlement du Kurdistan, elles seraient dépourvues de sens et de légitimité. Alertée, l'ambassadrice des Etats-Unis à Bagdad, Mme Alina Romanowski, a exprimé « son inquiétude » tandis que la Mission d'assistance des Nations-Unies pour l'Irak (MANUI) a tenu à souligner que « les élections sont essentielles et a appelé toutes les parties à travailler dans l'intérêt du peuple pour trouver une solution ».

Appel de bon sens mais sans portée ni conséquence. Néanmoins les autorités kurdes envisagent d'envoyer après le Ramadan, une énième délégation à Bagdad pour tenter de trouver un compromis, forcément

provisoire et imparfait, sur les nombreux contentieux en cours dont les questions budgétaires, la reprise des exportations pétrolières, l'imbroglio juridique créé par les arrêts de la Cour fédérale.

Le gouvernement irakien, malgré plusieurs accords et l'adoption de la loi budgétaire nationale, n'est toujours pas disposé à débloquer l'intégralité des fonds destinés aux salaires des fonctionnaires du Kurdistan irakien. Le gouvernement régional du Kurdistan (GRK) a affirmé que le gouvernement irakien avait débloqué 568 milliards de dinars irakiens pour les salaires de février, soit 300 milliards de dinars de moins que ce qui était réellement nécessaire. Le GRK a étayé ses affirmations en publiant un rapport soulignant le fait que la loi budgétaire récemment adoptée oblige Bagdad à verser au Kurdistan irakien plus de 9 000 milliards de dinars (environ 6 milliards de dollars) pour 2023.

L'Association de l'industrie pétrolière du Kurdistan (APIKUR) a publié un rapport sur l'état du gel en cours des exportations de pétrole du Kurdistan irakien à l'occasion du premier anniversaire du gel. Les exportations ont été interrompues en mars 2023 lorsque la Chambre de commerce internationale de Paris s'est prononcée en faveur de Bagdad plutôt qu'Ankara concernant le soutien de cette dernière aux exportations indépendantes de pétrole du Kurdistan irakien via la Turquie. Le rapport APIKUR estime que l'Irak a perdu au moins 11 milliards de dollars de revenus et des centaines de millions de dollars en investissements depuis le début du gel. Le rapport de l'APIKUR appelle également l'administration Biden et le Congrès américain à annuler la visite prévue du Premier ministre irakien Mohammed Shia al Soudani à moins que le pipeline reliant le Kurdistan irakien à la Turquie ne soit rouvert, que les compagnies pétrolières étrangères ne commencent à recevoir des paiements et

que Bagdad mette en œuvre le budget 2024 et fournisse au gouvernement régional du Kurdistan (GRK) sa part du budget fédéral. Parallèlement, le ministre des Ressources naturelles du Kurdistan (MNR) a déclaré que depuis mars 2023, le Kurdistan avait livré 11 millions de barils de pétrole à Bagdad mais n'avait pas reçu « un seul dinar » en retour. Le MNR a souligné que les exportations pétrolières du Kurdistan ne représentaient que 10 % des exportations totales de l'Irak et que les revenus tirés du pétrole ne constituaient qu'une partie des droits financiers alloués à la région dans le cadre du budget irakien. Le MNR a en outre souligné que l'arrêt des exportations de pétrole avait précipité une « crise financière », provoquant des retards dans le décaissement des salaires publics.

A Washington, huit congressmen républicains américains ont soumis une lettre au président Joe Biden l'exhortant à exiger du Premier ministre irakien, Mohammed Shia al Soudani, qu'il autorise la reprise des exportations de pétrole du Kurdistan irakien via la Turquie. La lettre exprimait une « profonde préoccupation » quant au projet de l'administration Biden d'accueillir al-Soudani à la Maison Blanche le 15 avril. Les congressmen ont également demandé à l'administration Biden d'arrêter les transferts de dollars américains vers l'Irak jusqu'à ce que le département du Trésor certifie que ces transferts ne sont pas effectués pour bénéficier à l'Iran ou à ses milices.

Tout au long du mois de mars, les

bombardements turcs et les activités de déstabilisation de l'Iran se sont poursuivis.

Le 1er mars, un drone turc présumé a frappé un bureau du Mouvement pour la liberté de la société du Kurdistan (Tevgera Azadî) dans le district de Kalar, dans le gouvernorat de Suleimanieh, tuant une personne. Tevgera Azadî a été créé en 2014 et est considéré comme une émanation du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Un médecin kurde Abdulkadir Toprak a été assassiné à Suleimanieh. Toprak était originaire de Turquie et résidait au Kurdistan irakien depuis plus d'une décennie après avoir été persécuté par le gouvernement turc.

Le 7 mars des drones turcs ont tué deux membres des Unités de résistance de Sinjar (YBS) dans le quartier yézidi de Shingal (Sinjar).

Le 10 mars une frappe aérienne turque près du sous-district de Shiladeze a entraîné la mort de deux civils le 10 mars. Les attaques turques contre la région du Kurdistan ont coûté la vie à plus d'une centaine de civils depuis leur début en 2015, sous prétexte de combattre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Le même jour, une autre frappe aérienne turque dans la ville yézidie de Shingal a entraîné la mort d'un membre des Unités de résistance de Sinjar (YBS) et en a blessé un autre.

Selon les Community Peacemaker Teams (CPT), depuis 2024, la Turquie a bombardé 141 fois la province de Duhok, dont 75 sur la

montagne Gara, fief du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Le rapport du CPT note que quatre civils ont été tués par des frappes aériennes et des bombardements turcs, et qu'un autre a été blessé. « Le but des bombardements est de faire pression et de forcer les villageois et les civils de la montagne de Gara à partir afin que la Turquie puisse établir et contrôler une zone plus vaste pour mener ses opérations. Cette tactique a été fréquemment utilisée par l'armée turque au Kurdistan irakien pour prendre le contrôle de zones civiles », peut-on lire dans le rapport. Des centaines de villages kurdes et chrétiens ont été évacués à cause des opérations turques depuis 2015.

Par ailleurs, le parti Komala du Kurdistan iranien a annoncé que le régime iranien avait assassiné le 16 mars un membre du parti près de son siège dans le village de Zerguez, dans le gouvernorat de Suleimanieh. " Shuaib Zarei, un courageux Peshmerga et un membre fidèle de Komala, a été assassiné par les mains sombres des milices de la République islamique ", peut-on lire dans le communiqué de Komala qui affirme que ses membres s'attendent à ce que les forces de sécurité du Kurdistan irakien les protègent des attaques iraniennes. La chaîne kurde Rudaw a rapporté que les forces de sécurité ont arrêté l'auteur de l'assassinat le 16 mars à Penjwin. Le régime iranien a une longue histoire d'assassinats de dissidents anti-régime au Kurdistan irakien, en Europe et même aux États-Unis depuis qu'il a pris le pouvoir en 1979.

IRAN : PARODIE D'ÉLECTIONS ET « VICTOIRE » SANS SURPRISE DES ULTRA-CONSERVATEURS

Le régime iranien, fortement contesté, a organisé le 1^{er} mars des élections parlementaires pour désigner les 290 membres de son Assemblée (Medjlis) nationale afin de prouver sa légitimité

à l'opinion publique locale et internationale.

Outre le Parlement, les 61 millions d'électeurs sur 85 millions d'habitants étaient appelés à renouveler l'Assemblée des Experts chargés

de désigner le moment venu le guide suprême, la plus haute autorité de la République islamique.

L'issue du scrutin était sans surprise car tous les candidats tant soit peu indépendants, modérés, centristes

ou réformistes avaient été écartés. S'apprêtant à une période de confrontation avec Israël et les Etats-Unis, le régime théocratique veut disposer d'une chambre d'enregistrement unicolore, fiable, combattive et fidèle à son guide suprême. Devant ce déni de démocratie, les représentants de la société civile, le Front des partis réformateurs, ainsi d'ailleurs que les anciens présidents « modérés », Mohammad Khatami et Hassan Rouhani, les leaders du Mouvement Vert, tous les partis kurdes, baloutches et arabes avaient appelé au boycott de cette parodie électorale (Le Monde, 4 mars). De son côté, l'ayatollah Khamenei a exhorté à maintes reprises les Iraniens à « participer à ces élections fortes et ferventes », car « il est important de montrer au monde que la nation est mobilisée » (AFP, 1er mars). Appel apparemment peu suivi car malgré la prolongation des heures d'ouverture des bureaux de vote de 18h à 24h et le battage médiatique incessant, la population dans sa grande majorité a boycotté les urnes.

Dans la capitale Téhéran où de nombreux journalistes et observateurs ont pu voir des bureaux de vote peu fréquentés, le ministère de l'Intérieur s'est contenté d'un taux de participation de 26,24% . Dans l'ensemble du pays, il serait officiellement de 41%, soit le taux le plus faible depuis la création de la République islamique. Ce taux est d'ailleurs fortement contesté par les ONG de la société civile qui affirment qu'il serait nettement en dessous de 25%, voire dans nombre de provinces, comme celles du Kurdistan, inférieur à 12%. Cependant, malgré les images des bureaux de vote désœuvrés dans la plupart des villes kurdes, le ministère de l'Intérieur a affiché un taux de participation de 32,65% pour la province du Kordestan dont le chef-lieu est Senneh (Sanandadj), de 42,85% pour la province kurde Kermanschah, de 47,58% au Lorestan, voire 60,8% pour la province d'Ilam. Dans la

province d'Ourmia, appelée officiellement Azarbaïdjan occidental mais peuplée majoritairement de Kurdes, le taux de participation affiché était de 48,32%. Sur les 12 sièges à pourvoir de cette province à population mixte 7 sont allés aux candidats kurdes, 5 aux Azéris. A Senneh, les candidats kurdes ont remporté 6 sièges sur 6, à Ilam 3 sur 3, à Kermanschah 6 sur 8 au 1^{er} tour, 2 sièges sont restés en ballotage pour un second tour car aucun candidat n'a obtenu plus de 20% de suffrages. Idem pour la province du Lorestan où 7 candidats kurdes ont été élus au 1^{er} tour et 2 sièges restent à pourvoir au 2^e tour.

L'élection d'une trentaine de parlementaires kurdes « acceptables » pour le régime n'a guère de chance de faire entendre les aspirations de la population qu'ils sont censés représenter. Ils pourraient tout au plus porter les revendications économiques et sociales de leurs électeurs dans un Parlement qui de toute façon n'a guère de pouvoir. L'essentiel du pouvoir étant détenu par le Guide suprême l'ayatollah Khamenei, par les Gardiens de la révolution et par les diverses instances non élues de la République islamique. Celle-ci sort de ces scrutins plus affaiblie avec une légitimité fortement compromise aux yeux de sa propre population.

La composition finale du Parlement ne sera connue qu'après un second tour qui sera organisé ultérieurement en avril ou en mai afin de pouvoir attribuer les 45 sièges non pourvus au 1^{er} tour. Sur les 245 députés déjà élus, 200 sont classés « principalistes », c'est-à-dire des fondamentalistes défendant des « principes » fondateurs de la République comme le port obligatoire du voile et l'hostilité envers les pays occidentaux. 11 femmes en tchador et portant le voile ont été élues dans cette assemblée de 290 membres contre 16 dans la précédente dont le président Mohammed Bagher Qalibat, ex-commandant des Gardiens de la révolution, a été réélu député « dif-

ficilement » sans doute grâce à l'intervention de la Providence.

Le scrutin pour l'assemblée des experts a abouti à la désignation des candidats ultraconservateurs préalablement adoués par l'ayatollah Khamenei qui poussa son zèle radical jusqu'à écarter la candidature de cette instance de l'ancien président Hassan Rouhani ou encore celle d'un autre prélat pilier du système Sadegh Amedi Larijani.

Commentant les résultats de ces élections, l'ancien président Mohammed Khatami, fondateur du mouvement de réforme, a déclaré « Sur la base des chiffres officiels, nous pouvons dire que la majorité des Iraniens sont insatisfaits du statut quo et de la gouvernance actuelle et cela nous donne peu d'espoir pour le futur » (New York Times, 8 mars). Un autre ex-président radical devenu critique du gouvernement actuel déclare dans un message vidéo que « la manipulation officielle du scrutin le rend désolé personnellement et pour le pays ». De quelle victoire parle-t-on ? Mettre de côté le peuple n'est pas une victoire, c'est la plus grande défaite ». Les commentateurs iraniens les plus prudents, comme le réformiste Saeed Shariati qui estime que même en prenant en compte le taux de participation officiel de 41%, le taux de suffrages exprimés reste autour de 30%, car beaucoup d'électeurs ont voté blanc. Il exprime l'espoir que « le message de la nation sera entendu et compris » (NYT, 8 mars).

Minoritaire, militarisé et très contesté, le régime iranien assure sa survie par une répression massive et féroce. Selon le rapport annuel de l'ONG Iran Human Rights, rendu public le 5 mars (AFP, Le Figaro) en 2023 au moins 834 personnes ont été exécutées en Iran, dont au moins 22 femmes. Ce bilan marque « une augmentation alarmante de 40% par rapport à 2022 » et constitue un record depuis 2015. C'est « la seconde fois en 20 ans que le nombre d'exécutions dépasse

le seuil de 800 par an. C'est un chiffre effroyable alerte l'ONG.

De sa prison, la réente lauréate du Prix Nobel de la Paix, Mme Narges Mohammadi a lancé un appel le 18 mars (Le Figaro) à l'ONU et à la communauté internationale réclamant « une pression systématique et globale » contre l'Iran face au durcissement de la répression. Celle-ci est d'ailleurs dénoncée à l'ONU par des dizaines de pays et des ONG qui demandent également. Le renouvellement des mandats de la mission d'enquête de l'ONU sur l'Iran et du Rapporteur spécial. Les mandats de ces experts onusiens, qui d'ailleurs n'ont jamais été autorisés à se rendre en Iran, prennent fin en avril.

Imperturbable Téhéran poursuit sa répression tous azymuths contre opposants et contestataires ou considérés comme tels. Des femmes non voilées dans l'espace public sont interpellés et punies et cela donne parfois /// à des altercations avec la police des mœurs ou des religieux zélés comme l'incident filmé de l'altercation entre une femme non voilée et un religieux le 13 mars dans une clinique de la ville de Qom relaté par RFI qui a fait le buzz sur les réseaux sociaux.

Au Kurdistan iranien, la répression cible tous les milieux sociaux et tout particulièrement les kolbars, ces colporteurs miséreux qui essaient de gagner quelques sous en se livrant à un petit commerce frontalier avec le Kurdistan irakien.

Selon Hengaw le régime iranien a tué quatre kolbars et en a blessé 63 en février. Par ailleurs, le régime a arrêté trois Kurdes à Diwandara, deux adolescents kurdes à Saqqez et Bokan, un athlète kurde accusé d'avoir critiqué un candidat politique à Qorveh et un militant kurde à Kermanshah.

Le régime iranien a poursuivi sa pratique consistant à exécuter des prisonniers kurdes, dont quatre

personnes condamnées pour des accusations non politiques. Deux militants kurdes, Zaniar Fatahi à Bokan et Sasamn Jamnara à Ilam, ont été condamnés respectivement à dix-huit et trois mois de prison par les tribunaux révolutionnaires islamiques. À l'occasion de la Journée internationale de la femme, l'ONG Hengaw a signalé l'exécution de vingt-deux femmes en Iran, et 325 femmes ont été arrêtées en 2023.

Les gardes-frontières iraniens et irakiens ont continué de cibler les porteurs de frontière kurdes (kolbars) le long de la frontière Iran-Irak et en ont blessé au moins deux douzaines au cours des deux premières semaines de mars, dont l'un est décédé neuf jours après avoir été blessé. Le gouvernement irakien complète sa répression croissante des activités transfrontalières en érigeant des centaines de kilomètres de clôture le long de la frontière entre le Kurdistan iranien et irakien. L'approche intransigeante du gouvernement irakien à l'égard de sa frontière nord avec l'Iran découle d'un récent accord de sécurité conclu avec le régime iranien. Cela dit, la décision du gouvernement irakien de clôturer la frontière a suscité des protestations de la part des résidents locaux d'Halabja et d'autres villes frontalières qui affirment que les clôtures prévues traverseraient leurs propriétés. Par ailleurs, l'ONG Hengaw a rapporté que les forces de sécurité du régime iranien avaient arrêté plusieurs Kurdes, dont deux adolescents à Diwandara, un militant écologiste à Senna, un militant à Saqqez et un homme à Shinno. Hengaw a également affirmé que les forces du régime avaient torturé à mort un manifestant de Takab dans une prison de Saqqez. Enfin, les tribunaux du régime ont condamné six militants à Shinno et Bokan pour participation à des manifestations antigouvernementales.

Les forces de sécurité iraniennes ont arrêté plusieurs militants kurdes et organisateurs des célébrations

du Newroz, notamment un célèbre chanteur nommé Hassan Kakai, qui a été torturé après s'être produit lors d'un concert du Newroz, et un militant Semko Naserolahi à Bokan. Les autorités iraniennes ont également arrêté Jalal Khwamardi et un chanteur Arman Saedpanah à Senna, Saber Ebrahimi et quatre autres personnes à Shinso, et Lutfollah Parwiz à Kermanshah. Bien que célébrée aussi par les non-Kurdes, Newroz est la fête la plus importante des Kurdes et revêt une signification particulière pour eux car elle commémore le triomphe de la liberté sur l'oppression. Par ailleurs, l'ONG Hengaw a rapporté que le régime avait condamné cinq Kurdes à la prison pour « appartenance » à des partis d'opposition. De plus, le tribunal révolutionnaire islamique de Mahabad a condamné un ancien prisonnier politique à 13 ans de prison pour « avoir fait la guerre à Dieu ».

Fin mars, les gardes-frontières iraniens ont blessé au moins six porteurs frontaliers kurdes (kolbars). Deux autres kolbars sont morts après être tombés d'une falaise près de Sardasht, et un autre a succombé à des engelures à Ourmia. L'ONG Hengaw a rapporté que le régime iranien avait tué quatre kolbars et en avait blessé 54 en mars. Parallèlement, le tribunal révolutionnaire islamique de Senna a condamné un adolescent Kolbar à deux ans de prison et 77 coups de fouet. À Diwandara, le frère ou la sœur d'un manifestant assassiné a été condamné à trois ans et trois mois de prison pour appartenance à un parti d'opposition kurde. Sur le plan diplomatique, le 25 mars le président turc Recep Tayyip Erdogan a eu une conversation téléphonique avec le président iranien Ebrahim Raisi et a menacé de lancer de nouvelles incursions en Irak et en Syrie à plusieurs reprises, la dernière fois lors d'un discours le 31 mars. Le média iranien semi-officiel Mehr News a affirmé que Raïssi espérait que « la coopération entre Téhéran et Ankara conduirait à garantir

les intérêts des deux nations et à accroître l'unité au sein de la Oumma islamique ».

Par ailleurs, selon le New York Times du 15 mars, des pourparlers secrets américano-iraniens ont eu lieu à Oman. Les Américains auraient demandé à l'Iran d'utiliser son influence sur les milices alliées pour faire cesser leurs attaques en Mer Rouge et contre les bases américaines au Proche-Orient.

Téhéran aurait, de son côté, demandé à Washington d'œuvrer pour un cessez-le-feu rapide à Gaza. On ignore si ces pourparlers préliminaires vont se poursuivre et déboucher éventuellement à un dégel dans les relations irano-américaines après les élections américaines de novembre prochain en cas de réélection du président Joe Biden.

En attendant, durement frappé par les sanctions internationales,

le régime iranien a annoncé le 17 mars (AFP, Le Monde) d'importants contrats d'un montant de 13 milliards de dollars pour doper sa production pétrolière qui en 2020 était tombée à son plus bas niveau depuis 30 ans. L'Iran espère augmenter en 2025 à 4 millions de barils par jours et engranger ainsi un surplus de 15 milliards de dollars à ses revenus pétroliers qui constituent une part essentielle de son budget.

SYRIE : UN RAPPORT ACCABLANT DE HUMAN RIGHTS WATCH SUR LA SITUATION DES DROITS HUMAINS DANS LES TERRITOIRES SOUS OCCUPATION TURQUE

L'ONG internationale de défense des droits humains a rendu public le 29 février 2024 un rapport accablant sur les violations massives des droits humains dans les territoires kurdes syriens sous occupation turque.

Intitulé « Everything is by the power of the weapons » (Tout est par le pouvoir des armes), ce rapport de 97 pages, publié en anglais, en arabe et en turc, documente ces violations et abus commis par l'autorité de la puissance occupante, donc responsable en Droit international, qui restent à ce jour impunis. Le texte, traduit en français par nos soins, commence avec un avertissement. Ce rapport contient des descriptions alarmantes et des détails graphiques qui peuvent être perturbants pour les lecteurs.

Extraits

Dans de vastes étendues du nord de la Syrie, la Turquie est une puissance occupante.

Elle exerce un contrôle administratif et militaire du côté syrien de sa frontière sud à la fois directement et à travers un mandataire de facto qu'elle a contribué à créer, l'Armée Nationale Syrienne (ANS), une coalition lâche de groupes d'opposition armés principalement composée d'anciens combattants

de l'Armée Syrienne Libre (ASL).

Le gouvernement turc a déclaré qu'il visait à transformer les zones qu'il occupe en "zones sûres", à la fois pour créer une zone tampon de sécurité le long de sa frontière sud et pour permettre le retour des réfugiés syriens vivant en Turquie. Mais ces zones ne sont pas sûres ; elles sont marquées par des abus des droits de l'homme principalement perpétrés par des factions de l'ANS et la vie pour les 1,4 million de résidents de la région est caractérisée par l'absence de loi et d'insécurité. "Tout est par le pouvoir de l'arme", a déclaré un ancien résident qui a vécu sous le règne de l'ANS pendant un peu moins de 3 ans.

Basé sur des entretiens avec 58 victimes, survivants, proches et témoins de violations, ainsi que divers représentants d'organisations non gouvernementales, de journalistes, d'activistes et de chercheurs, ce rapport documente des enlèvements, des arrestations arbitraires, des détentions illégales, y compris d'enfants, des violences sexuelles et des tortures perpétrées par les différentes factions de l'ANS, la police militaire, une force établie pour réprimer de tels abus, et des membres des Forces Armées Turques et des agences de renseignement turques, y compris l'Organisation Nationale de Renseignement (Milli İstihbarat

Teşkilatı, MİT) et un certain nombre de directions de renseignement militaire. Il documente également des violations des droits au logement, à la terre et à la propriété, y compris des pillages et des sacages généralisés ainsi que des saisies de propriété et des extorsions, et expose l'échec lamentable de la plupart des mesures de responsabilité introduites ces dernières années pour réduire les abus ou fournir une réparation aux victimes. Tant que l'impunité pour des violations graves et systématiques des droits de l'homme et des crimes de guerre possibles règne, les espoirs de retour pour les centaines de milliers de Syriens déplacés et dépossédés qui ont fui leurs foyers pendant et après les opérations militaires successives de la Turquie dans la région continuent de diminuer. Beaucoup vivent aujourd'hui dans des camps surpeuplés et mal desservis et des abris collectifs à travers le nord-est de la Syrie.

La Turquie a mené trois opérations militaires en Syrie du Nord depuis 2016 dans le but d'affaiblir la présence kurde le long de sa frontière. Dans sa première opération en 2016, elle a occupé la région principalement arabe au nord d'Alep, comprenant Azaz, al-Bab et Jarablus, qui étaient précédemment sous le contrôle de l'État islamique (également connu sous le nom de ISIS/Daech). Dans sa

deuxième incursion en 2018, elle s'est emparé d'Afrin, une enclave majoritairement kurde juste à l'ouest d'Azaz qui était sous le contrôle des forces kurdes depuis 2012. Et dans sa troisième incursion en 2019, les forces armées turques ont repris le contrôle d'une bande de terre étroite d'environ 150 kilomètres de long sur 30 kilomètres de profondeur entre Tel Abyad et Ras al-Ain (nom kurde : Serêkanîyê) dans le nord-est de la Syrie aux forces kurdes. Elle a mené ces trois opérations avec l'aide de divers groupes armés locaux, notamment des groupes turkmènes, d'anciens groupes de l'Armée syrienne libre et d'autres groupes islamistes devenus collectivement connus sous le nom d'Armée nationale syrienne (ANS) en 2017. Les incursions militaires ont entraîné un déplacement massif et ont été marquées par de graves violations des droits de l'homme et du droit humanitaire, notamment des bombardements indiscriminés, des exécutions sommaires, des arrestations illégales, la torture et les disparitions forcées, ainsi que le pillage systématique et la saisie illégale de biens.

Aujourd'hui, plusieurs années plus tard, la Turquie maintient le contrôle sur les territoires qu'elle occupe à la fois par le biais de ses forces armées et de ses agences de renseignement, avec plus de 100 sites militaires, bases et postes d'observation à travers le nord de la Syrie, ainsi que par son contrôle direct sur l'ANS, à laquelle elle fournit des armes, des salaires, une formation et un soutien logistique. La Turquie exerce également un contrôle administratif sur les régions occupées via les autorités locales des districts voisins de la Turquie. Par exemple, le bureau du gouverneur de la province turque de Hatay supervise directement la fourniture d'éducation, de santé, de services financiers et d'aide humanitaire à Afrin. En septembre 2023, les médias turcs ont rapporté que la Turquie avait l'intention de dési-

gner un seul gouverneur pour superviser toutes les zones sous son contrôle, mais en janvier 2024, aucun développement de ce genre n'avait eu lieu.

Alors que l'ANS rend officiellement compte au Ministère de la Défense du Gouvernement Intérimaire Syrien (GIS), un organe gouvernemental autoproclamé et reconnu internationalement représentant l'opposition syrienne et basé à Azaz, ses factions répondent en fin de compte aux forces militaires et aux agences de renseignement turques. Les forces de police militaires et civiles établies sous la supervision du GIS pour faire respecter l'Etat de droit suite à des allégations d'abus généralisés répondent également aux forces militaires et aux agences de renseignement turques, ont déclaré à Human Rights Watch deux sources informées ayant une connaissance directe du fonctionnement interne de l'ANS. "Rien ne se passe sans leur connaissance", a déclaré l'un d'eux. Human Rights Watch n'a pas pu trouver de directives publiées détaillant le rôle des autorités turques dans la structure de commandement dans les territoires syriens occupés par la Turquie.

Parce que les autorités turques assimilent les Unités de Protection du Peuple (Yekineyen Parastina Gel, YPG) et les Unités de Protection des Femmes (Yekineyen Parastina Jin, YPJ), les principaux éléments des Forces Démocratiques Syriennes (SDF) dirigées par les Kurdes et soutenues par les États-Unis, au Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), qu'ils considèrent comme une organisation terroriste et une menace existentielle pour la Turquie, les résidents kurdes qui vivaient dans leurs foyers et cultivaient leurs terres sous le contrôle des SDF, et qui étaient ainsi effectivement considérés comme fidèles aux SDF ou à l'une de ses diverses composantes, ont largement supporté le poids des abus documen-

tés. Les Arabes et d'autres personnes qui étaient également perçus comme ayant des liens avec les SDF et l'Administration Autonome du Nord-Est de la Syrie (AANES), l'organe de gouvernance civile dans les zones contrôlées par les SDF, ont également été ciblés.

Ce rapport met clairement en lumière que les autorités turques ne font pas simplement abstraction de la réalité misérable sur le terrain dans le nord de la Syrie, mais qu'elles portent une responsabilité directe pour bon nombre des abus liés aux détentions et des violations des droits de propriété. Ces abus et violations sont le plus souvent dirigés contre les civils kurdes et toute personne perçue comme ayant des liens avec les forces dirigées par les Kurdes, et sont parfaitement conformes aux objectifs déclarés de la Turquie visant à affaiblir la présence kurde dans le nord de la Syrie et à créer une ceinture de sécurité ou une zone tampon "de bout en bout" entre sa frontière sud et les zones contrôlées par les SDF dans le nord de la Syrie. Alors que des dizaines de milliers de personnes ont fui vers d'autres parties de la Syrie, et au-delà, lors de l'incursion de la Turquie à Afrin, les autorités turques ont rapidement orchestré l'établissement de centaines de familles arabes sunnites déplacées de la Ghouta orientale dans les maisons des habitants kurdes du district. Beaucoup plus de familles déplacées de la Ghouta, de la région rurale de Damas, du nord de Hama et d'Idlib, y compris celles des combattants déployés dans la région, sont arrivées à Afrin au cours des années suivantes. Une tendance similaire a été documentée dans la bande entre Tel Abyad et Ras al-Ain après l'opération militaire turque de 2019.

Un deuxième objectif déclaré des incursions militaires de la Turquie, communiqué par le président Recep Tayyip Erdoğan, a été de

créer ce qu'il appelle des "zones sûres" dans les territoires qu'elle occupe afin de réinstaller plus d'un million de réfugiés syriens actuellement présents en Turquie, dont beaucoup vivent là depuis des années et viennent d'autres régions de Syrie. Mais comme le montre ce rapport, les régions sous occupation turque sont loin d'être sûres. En plus de l'absence de l'Etat de droit, les régions occupées par la Turquie, comme d'autres parties de la Syrie, souffrent également de conditions économiques et humanitaires désastreuses. Expulser un grand nombre de personnes vers des régions où elles ont une crainte crédible de persécution ou de torture violerait les obligations de la Turquie en vertu du Droit international. Les expulsions et le rétablissement à grande échelle modifieraient également considérablement la composition ethnique du nord de la Syrie, une région habituée aux changements démographiques forcés.

La Turquie a déjà procédé à des retours forcés de réfugiés syriens. Depuis au moins 2017, les forces turques ont arrêté, détenu et expulsé sommairement des milliers de réfugiés syriens, les contraignant souvent à signer des formulaires de retour "volontaire" et les obligeant à traverser vers le nord de la Syrie par divers points de passage frontaliers. En effet, rien qu'en juillet 2023, la Turquie a renvoyé plus de 1 700 Syriens dans la région de Tel Abyad.

La responsabilité des abus des droits de l'homme et des crimes de guerre potentiels commis par les commandants et les membres de diverses factions, ainsi que la police militaire dans les territoires turcs occupés, demeure évasive. Malgré quelques poursuites internes limitées par l'Armée Nationale Syrienne, les tribunaux militaires compétents en la matière manquent d'indépendance et d'impartialité, les procès sont rarement publics et peu d'informations sur

les procédures sont disponibles. La Turquie n'a pas pris de mesures significatives pour tenir les éléments de l'ANS ou ses propres responsables pour responsables, ni pour accorder l'accès à des observateurs indépendants des droits de l'homme.

En 2023, les États-Unis ont sanctionné trois factions de l'ANS et leurs dirigeants pour de graves violations des droits de l'homme contre des civils. En janvier 2024, deux organisations de défense des droits de l'homme ont déposé une plainte pénale auprès du Bureau du Procureur fédéral allemand l'appelant à enquêter sur les violations du Droit international commises par les factions de l'ANS à Afrin depuis 2018. Selon le principe de "juridiction universelle", les autorités judiciaires nationales peuvent poursuivre en justice des individus crédiblement impliqués dans certains crimes internationaux graves même s'ils ont été commis ailleurs et que ni les auteurs présumés ni les victimes ne sont ressortissants du pays.

En tant que puissance occupante et gouvernement de facto dans cette région, la Turquie est tenue de veiller à ce que ses forces respectent strictement le Droit international des droits de l'homme et le droit humanitaire, de restaurer et de maintenir l'ordre public et la sécurité dans les territoires qu'elle contrôle, de protéger les habitants contre la violence, de tenir responsables ceux qui commettent des abus, de fournir des réparations à toutes les victimes de violations graves des droits de l'homme aux mains de ses forces et des forces locales qu'elle contrôle, et de garantir les droits des propriétaires et des rapatriés, notamment en les indemnisant pour la confiscation et l'utilisation illégales de leurs biens et pour tout dommage causé. La Turquie et le Gouvernement Intérimaire Syrien devraient accorder un accès immédiat et sans entraves à des organismes d'enquête indépen-

dants dans les territoires sous leur contrôle.

Le rapport se termine par une série de « recommandations au gouvernement turc, au gouvernement intérimaire syrien et à l'Armée nationale syrienne » qu'il serait inutile de reprendre sachant qu'elles n'ont aucune chance d'être suivies.

Le rapport lance un appel aux Etats membres de l'ONU : « En vertu du principe de compétence universelle et conformément aux lois nationales, enquêter sur et poursuivre les personnes impliquées de manière crédible dans des crimes graves relevant du Droit international commis dans le nord de la Syrie occupé ».

(Pour consulter le rapport complet

URL d'article :

<https://www.hrw.org/report/2024/02/29/everything-power-weapon/abuses-and-impunity-turkish-occupied-northern-syria>

Par ailleurs, un rapport récemment publié par la Commission d'enquête des Nations Unies sur la Syrie a qualifié les frappes aériennes turques contre les infrastructures de l'Administration autonome du nord et de l'est de la Syrie (AANES) de "violation du droit international humanitaire". La commission a souligné les pertes civiles résultant des attaques turques et a souligné la nécessité urgente d'un cessez-le-feu en Syrie

Voici les autres événements majeurs survenus dans le Rojava.

Des affrontements armés entre factions soutenues par la Turquie ont repris le 3 mars à Afrin occupée. L'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) a signalé qu'un civil et deux membres de Jaysh al Nassr avaient été tués lors d'affrontements avec des militants de Nour Al-Dein Zinky dans le district de Jinderes à Afrin. Depuis l'occupation d'Afrin, les

groupes soutenus par la Turquie se sont engagés dans de multiples conflits pour le pillage des ressources et des territoires kurdes occupés, ainsi que pour le contrôle de points de contrôle qui servent de sources de revenus.

Le 6 mars, des frappes aériennes turques consécutives sur quatre véhicules près de Direk (Al-Malikiyah) ont tué trois officiers chrétiens des forces de sécurité intérieure (Asayesh) de l'Administration autonome du nord et de l'est de la Syrie (AANES). L'Asayesh a affirmé que les frappes initiales visaient deux véhicules, et que les frappes ultérieures visaient la force de réaction rapide envoyée pour aider les victimes et le véhicule transportant les blessés depuis la scène des attaques. Par ailleurs, l'Asayesh a déclaré avoir arrêté 13 terroristes de Daesh, 31 militants du régime d'Assad et trois membres de groupes soutenus par la Turquie lors d'opérations de sécurité dans le gouvernorat d'Al Hasakah. Simultanément, les Forces démocratiques syriennes (FDS) ont diffusé des images de la saisie de vingt millions de pilules de Captagon à Manbij. Les FDS ont affirmé que la drogue provenait de la ville côtière de Tartous, contrôlée par le régime d'Assad. Le régime d'Assad et les milices pro-Assad produisent et font passer clandestinement du Captagon pour générer des revenus faisant fi des efforts régionaux et internationaux visant à contrer ce commerce aux conséquences mortelles.

L'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) a signalé trente-sept arrestations arbitraires et enlèvements menés par les services de renseignement turcs et leurs mercenaires syriens dans la région occupée d'Afrin en février. Douze Kurdes, dont des personnes âgées, auraient été pris pour cible en raison de leur association présumée avec l'ancienne administration kurde avant l'invasion turque d'Afrin.

La deuxième semaine de mars, l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) a rapporté l'arrestation par les services de renseignements turcs de dix Kurdes à Afrin occupée les 6 et 12 mars. Parallèlement, une attaque du régime syrien contre des villages proches d'Afrin a entraîné la mort d'une femme et des blessés, quatre civils.

Un colon d'Afrin, occupée par la Turquie, a tué jeudi 14 mars un jeune garçon kurde Ahmed Khaled Ma'amo, suscitant l'indignation de la communauté kurde déjà confrontée aux changements démographiques et au nettoyage ethnique de la part de la Turquie et de ses mercenaires. L'Administration autonome pour le nord et l'est de la Syrie (AANES) a condamné ce meurtre, dénonçant l'invasion d'Afrin par la Turquie, qui dure depuis six ans, comme une « tache de honte » pour l'humanité. Ils ont accusé le gouvernement turc d'avoir donné des instructions à ses mercenaires syriens pour qu'ils procèdent à « des changements démographiques, des meurtres, des enlèvements et des violations des droits des femmes ». Cet incident coïncide avec la reprise des conflits internes entre factions soutenues par la Turquie à Afrin, l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) faisant état de 8 700 enlèvements et arrestations arbitraires depuis le début de l'invasion. L'OSDH a également souligné le déplacement de 310 000 civils, soit 56 % des habitants indigènes, en raison de l'invasion turque. Lors d'un autre incident, une frappe aérienne turque dans la campagne d'Alep (Shahbaa) a tué un civil et en a blessé un autre.

Les Forces démocratiques syriennes (FDS) ont déjoué une tentative d'évasion du camp d'Al Hol, qui abrite les prisonniers de Daech et leurs familles. Les FDS ont rapporté que deux individus, identifiés comme des « louveteaux du

califat », originaires du Turkménistan et d'Indonésie, avaient tenté de s'enfuir avec l'aide d'un passeur syrien. L'opération a toutefois échoué, ce qui a permis l'arrestation des trois auteurs. Alors que le camp d'Al Hol reste une « bombe à retardement », des centaines de familles irakiennes sont revenues d'Al Hol au début du mois dans le but d'atténuer les risques sécuritaires et d'empêcher la résurgence du « califat », alors qu'une partie importante de la population du camp est restée fidèle à l'organisation terroriste. De plus, les FDS ont éliminé Samir al Shikhan un djihadiste irakien de premier plan, lors d'une opération à Raqqa le 24 mars. En outre, à l'occasion du cinquième anniversaire de la défaite physique du « califat » de Daech, les FDS ont émis un avertissement selon lequel l'organisation terroriste « représente toujours un grand danger », exhortant le monde à collaborer efficacement avec les FDS et soulignant le rôle vital de la Coalition internationale dans la lutte en cours.

À l'occasion de la Journée mondiale de l'eau, célébrée le 22 mars, l'Administration autonome du nord et de l'est de la Syrie (AANES) a exhorté la communauté internationale à intervenir et à mettre fin à la « politique de guerre de l'eau » de la Turquie dans la région, qui a laissé des millions de Syriens sans accès à l'eau. Ces dernières années, dans le cadre de sa campagne contre l'AANES, dirigée par les Kurdes, le gouvernement turc a considérablement réduit le débit de l'Euphrate vers la Syrie, violant ainsi un traité international signé entre la Syrie et la Turquie.

Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), l'organisation turque « Mains blanches » a inauguré un nouveau complexe de logements pour les familles affiliées aux factions syriennes soutenues par la Turquie dans la région occupée d'Afrin. Le quartier

nouvellement créé comprend 80 appartements situés dans le quartier de Shirawa. Depuis l'occupation turque d'Afrin en 2018, des milliers de logements ont été construits dans le cadre du plan de restructuration démographique de la Turquie, visant principalement à modifier la composition ethnique de la région en y installant les populations non kurdes.

Le 27 mars, des djihadistes de Daech ont lancé une attaque contre un bu-

reau administratif des forces de sécurité à Raqqa. L'assaut a entraîné la mort de deux policiers et blessé un civil. Les Forces démocratiques syriennes (FDS) ont signalé l'arrestation d'un djihadiste et s'efforcent d'appréhender d'autres personnes impliquées dans l'attaque. Parallèlement, l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) a documenté la décapitation de huit soldats syriens par le groupe terroriste, tandis que trois autres ont péri dans des combats dans le désert

syrien. Les avions militaires russes ont également mené des dizaines de frappes aériennes dans la région, notamment à Raqqa. Par ailleurs, le général américain à la retraite Frank McKenzie a parlé à ABC News de la menace croissante posée par Daech, notamment des tentatives visant à cibler les États-Unis. Récemment, l'ONG SOHR a rapporté que six terroristes de Daech avaient été introduits clandestinement par des merenaires turcs depuis Afrin occupée vers la Turquie.

NEWROZ : CÉLÉBRATIONS AU KURDISTAN ET PARTOUT DANS LE MONDE.

Les célébrations de Newroz, le Nouvel an kurde, se sont déroulées dans toutes les régions du Kurdistan et dans la diaspora dans une ambiance festive et avec un esprit combatif.

Au Kurdistan iranien, plus d'un an après la mort de Jîna Aminî et de la répression féroce qui s'est abattue sur les manifestations du mouvement Femme, Vie, Liberté, et trois semaines après la parodie des élections, les Kurdes, vêtus de leurs costumes traditionnels, ont joyeusement et massivement célébré cette fête pré-islamique marquant, dans la tradition kurde millénaire, la victoire de la résistance populaire contre la tyrannie, celle des lumières sur les ténèbres. De la ville Khoy au nord, à la frontière avec l'Arménie, à Qasr-e Shirin, à l'extrémité sud du Kurdistan iranien le gens ont dansé autour des feux, chanté, exprimé leur joie, leur mépris et leur défiance contre un régime théocratique qui passe son temps à célébrer les morts et « les martyrs » qui se complait dans une sinistre culture de deuil et de flagellation.

Au Kurdistan irakien, les célébrations se sont passées dans le calme dans toutes les localités avec en point d'orgue la marche aux flambeaux des milliers de personnes à

la tombée de la nuit à Aqrê. De nombreux diplomates et expatriés présents au Kurdistan avaient été invités à assister à cet événement spectaculaire.

Au Rojava, la fête a été célébrée un peu partout notamment à Kamishli comme un moment fort de résistance contre les ennemis de la liberté comme Daech mais aussi contre l'occupation turque de certains territoires kurdes syriens. Le commandant en chef des Forces démocratiques syriennes, le général Mazloum Kobané, a, à cette occasion, diffusé un message de paix et un appel au dialogue.

Au Kurdistan de Turquie, les festivités ont cette année coïncidé avec la campagne pour les élections municipales. Le parti pro-kurde DEM a pris l'initiative d'organiser des rassemblements dans ce double objectif de fête de résistance et de mobilisation pour les élections. A partir du 17 mars et jusqu'au 25 mars, des célébrations ont eu lieu dans toutes les villes kurdes et dans les métropoles turques abritant d'importantes communautés kurdes comme Istanbul, Izmir, Mersin, etc. La plus importante de ces célébrations a rassemblée, le 21 mars, près d'un million de personnes à Diyarbakir, la capitale politico-culturelle kurde. Outre les candidats aux élections et les diri-

geants du parti DEM, la Passionaria kurde Leyla Zana y a pris la parole appelant les Kurdes à l'unité et à se mobiliser pour élire des maires kurdes défendant les intérêts du peuple kurde, pour mettre un terme au régime scandaleux des kayum, ces fonctionnaires turcs nommés par Ankara à la place des maires élus démocratiquement par la population.

Dans la diaspora, le Newroz a été fêté un peu partout en Europe, aux États-Unis mais aussi dans de lointaines communautés kurdes d'Asie centrale, au Kazakhstan et en Kirghizie. L'une des fêtes les plus remarquables a été celle de la communauté kurde au Japon dans une banlieue de Tokyo, dans un parc où flottaient de nombreux drapeaux kurdes.

A Paris, comme chaque année, l'Institut kurde a organisé la fête de Newroz, le 20 mars. Cette année elle s'est déroulée dans la mairie du 20^{ème} arrondissement de Paris, avec la participation de plus de 800 invités dont de nombreux enfants, en présence notamment des maires du 10^{ème} et du 20^{ème} arrondissement de Paris, de nombreux élus et de très nombreux non Kurdes venus fêter le Nouvel an avec leurs amis kurdes en compagnie de la musique et des danses kurdes.

The New York Times

Farnaz Fassihi and Leily Nikounazar

March 1, 2024

Many Iranians Boycott Vote, Despite Officials' Pleas and Roses at Polls

Ordinary Iranians, fed up with a faltering economy and the government's oppressive rules and violent crackdowns on peaceful protests, heeded calls to stay home.

Iran held parliamentary elections on Friday, but despite officials' last-minute attempts to increase voter turnout with pleas on social media and roses at polling stations, many people stayed away from the ballot in an act of protest against the government, according to witnesses, interviews and news reports.

In the capital, Tehran, the turnout was estimated at 11 percent, the hard-line parliamentary candidate [Ali Akbar Raefipour](#) said in a post on social media, and across the country, turnout was around 40 percent, according to IRNA, the official Iranian news agency — even with polls extending their opening hours to 10 p.m. from 8 p.m.

The current speaker of the Parliament, Gen. Mohammad Ghalibaf, a commander of the Revolutionary Guards Corps who is running for re-election on the conservative ticket, took to the social media platform X on Friday to plead with people to call at least 10 others and urge them to vote.

"It's not just winning the elections that matters, increasing participation is also a priority," General Ghalibaf [said in his post](#).

For many ordinary Iranians fed up with a faltering economy — and with the government's oppressive rules and [violent crackdowns](#) on peaceful protests — their demands for change extend far beyond what is offered by the existing political parties,



Casting ballots in parliamentary elections at a mosque in Tehran on Friday. Turnout was far lower than in previous years.

with their reformist and conservative factions.

Ahead of the vote, [calls for a widespread boycott of the election had gained steam](#), with prominent activists and dissidents encouraging Iranians to turn the occasion into a protest against the government. The jailed [Nobel Peace Prize laureate Narges Mohammadi](#) said in a statement that boycotting the vote was a "moral duty."

Iranian soldiers lining up to vote on Friday.

In [protests that erupted in 2022 in the aftermath of the death of Mahsa Amini](#) while in the custody of the morality police, men

and women chanted for an end to the clerics' rule of Iran with the slogan "Reformists, conservatives, the game is over."

"This system has done nothing positive to improve people's lives," said Marziyeh, a 59-year-old woman from the southwest city of Ahvaz who, like many interviewed, insisted on giving only her first name for fear of retribution.

Former President Mohammad Khatami, father of the reform party, did not vote, according to his former vice president, Mohammad-Ali Abtahi, marking the first time that Mr. Khatami had sat out an election. He apparently was the most senior politician in Iran to boycott the vote.

The Reformist Front, a coalition of parties, said it had no candidates in the race and called it "meaningless, noncompetitive and ineffective elections."

In past years, elections in Iran were competitive and participation reached over 50 percent. But on Friday, amid the drop in turnout, state television sought to cast a different narrative.

It showed selected polling stations in Tehran where officials cast ballots and government supporters lined up to vote, flashing their identification cards for the camera. State television also showed polling stations in smaller towns that had voters casting ballots.

Outside the Shah Abdol-Azim shrine in Rey, Iran. State TV showed selected polling sites with apparently robust turnouts.

President Ebrahim Raisi said on state television after casting his ballot that the election was a “symbol of national cohesion and unity, and all political groups have come today with their candidates to mark a glorious day for the Iranian nation.”

Hatef Salehi, 38, an analyst who is an employee of Tehran’s municipality, said in an interview, “I voted because I still think the best way to change the political and social system from radicalization is through gradual reform and the ballot box.”

But residents across a range of locations — big cities like Tehran, Isfahan and Shiraz and smaller ones like Sari and Lahijan — said in interviews that polling stations in their neighborhoods were mostly empty and only the most loyal supporters of the government had shown up to vote, with many other Iranians choosing not to leave their homes.

A 23-year-old university student in Tehran who asked that his

name not be used out of fear of retribution said he and his friends were not voting because “prisoners don’t vote for their prison guards.”

A separate election was held for the Assembly of Experts, an 88-member clerical body that is responsible for naming, advising and supervising the supreme leader. The incoming assembly is expected to name the successor to the current supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, who is 84 and has been in the role for more than three decades.

Supreme Leader Ali Khamenei arriving to cast his ballot on Friday. The incoming assembly is expected to name his successor.

Novel ways to lure voters to the ballot were on display around Tehran. At the landmark Hosseinieh Ershad, a religious and cultural center that serves as a marquee polling station, a man handed out long-stemmed roses to people standing in line. A young couple showed up in their wedding attire. And downtown, a pop singer staged a concert inside Talar Vahdat, a

cultural venue turned polling station for artists, musicians and actors.

At a news conference on Friday, Mohsen Eslami, the spokesman for the country’s election headquarters, named a handful of provinces as leading in voter turnout. But they were mostly smaller provinces like Kohgiluyeh and Boyer-Ahmad, in the west, and Kerman, in the east, and Qom, the religious stronghold of the government, in the center of the country.

The conservative are expected to win and maintain their grip on the Parliament. They are running nearly unchallenged because most of their rivals from independent, centrist and reformist political factions were disqualified from the race.

Official results are expected in a few days, though officials have been known to announce results province by province within 24 hours.

Voters on Friday in Tehran. The conservatives are expected to maintain their grip on Parliament.

Despite the reformist factions

having no candidates on the ballot, a split emerged among members: Some prominent figures showed up to vote, including Behzad Nabavi and Mohammad Reza Aref.

Saeid Nourmohammadi, the spokesman for the Neday-e-Iranian party, which identifies as reformist, said his party was supporting about 30 candidates whom it considered more centrist and close to reformists.

“Historically, we have gained nothing by boycotting the election,” Mr. Nourmohammadi said. “Even if there is no possibility to win the election, we should still put efforts to win some seats in the Parliament.”

A 40-year-old engineer named Mahdiyeh from Tehran said that, until a few years ago, she had participated in every election but that the candidates she supported had failed to bring any tangible changes. She said she was not voting this time.

“At the moment, I am not going to vote,” she said in an interview. “I cannot find a candidate who would be able to possibly represent me.”



avec AFP
03 mars 2024

Iran : Exécution d’une personne accusée d’espionnage pour le compte d’Israël

Une justice iranienne a exécuté une personne pour une attaque de drone ayant visé un site du ministère de la Défense dans le centre de l’Iran l’année dernière, ont rapporté dimanche des médias d’Etat.

Cette personne « avait prévu de faire exploser le complexe

d’ateliers du ministère de la Défense à Ispahan sous la conduite de l’officier du renseignement du Mossad », l’agence de renseignement extérieur d’Israël, selon la télévision d’Etat. La date de l’exécution et l’identité du « terroriste », comme l’a appelé la télévision d’Etat, n’ont pas été précisées.

« Une usine de fabrication de munitions » visée

Le ministère du Renseignement iranien avait indiqué en février 2023 avoir arrêté les « principaux acteurs » impliqués dans l’attaque de drone.

En janvier 2023, un système antiaérien avait détruit un

drone et deux autres avaient explosé lors d’une attaque contre une infrastructure du ministère de la Défense dans la province d’Ispahan. D’après le ministère, l’attaque nocturne n’avait pas fait de victime et n’avait causé que des dégâts mineurs au site.

Les autorités n’ont pas donné de détails sur les activités sur

le site, mais l'agence de presse officielle iranienne Irna a indiqué que la frappe avait visé « une usine de fabrication de munitions ».

Guerre larvée entre l'Iran et Israël

Iran et Israël se livrent depuis des années une guerre larvée.

Israël accuse l'Iran – qui dément – de vouloir acquérir la bombe atomique et dit chercher par tous les moyens à l'en empêcher. Israël veut aussi contrer l'influence de l'Iran au Moyen-Orient.

Téhéran l'accuse en retour d'être à l'origine d'une série de sabotages et d'assassinats vi-

sant son programme nucléaire.

En août 2023, l'Iran avait affirmé avoir déjoué un projet « très complexe » initié par le Mossad de « sabotage » de son industrie de missiles balistiques.

Quatre hommes pendus

En janvier dernier, la justice iranienne a [pendu quatre membres](#) de la minorité kurde pour espionnage au profit d'Israël.

Les quatre hommes avaient été arrêtés le 23 juillet 2022 alors qu'ils préparaient une opération contre un centre du ministère de la Défense à Ispahan, selon les autorités.



avec AFP
03 mars 2024

En Iran, les conservateurs sortent gagnants d'élections législatives marquées par une abstention record

Les conservateurs vont renforcer [leur contrôle du Parlement iranien](#). Deux jours après le scrutin, le dépouillement des bulletins de vote s'est poursuivi dimanche, dans l'attente de la proclamation des résultats définitifs par le ministère de l'Intérieur.

D'ores et déjà, des médias officiels ont estimé que le taux de participation aux élections législatives s'était élevé à environ 41%, soit une abstention record en 45 ans de République islamique.

Le double scrutin destiné à élire les 290 députés et les 88 membres de l'Assemblée des experts, chargée de désigner le guide suprême, a donc mobilisé quelque 25 millions des 61 millions d'électeurs, dans un pays de 85 millions d'habitants. Aucune estimation indépendante n'était disponible.

« Plan de boycott »

La participation était le principal enjeu de ces élections, considérées comme un test pour le pouvoir car elles sont les premières depuis le vaste mouvement de contestation ayant se-



Le taux de participation s'était élevé à environ 41%, soit une abstention record en 45 ans de République islamique. ATTA KENARE / AFP

coué le pays à la suite de la mort en septembre 2022 de [la jeune Mahsa Amini](#), arrêtée pour non-respect du strict code vestimentaire du pays.

Les chiffres montrent une tendance à la baisse marquée de la participation, qui s'était élevée

à 42,57% aux précédentes législatives de 2020, organisées au début de la crise du Covid. Elle était déjà au plus bas depuis la proclamation de la République islamique en 1979.

Les autorités se sont cependant félicité du niveau de la partici-

pation, qui démontre que «le plan de boycott des élections fomenté par des ennemis de l'étranger» n'avait pas fonctionné. C'est «un nouvel échec historique infligé aux ennemis de l'Iran après les émeutes» de 2022, a jugé samedi le président Ebrahim Raïssi.

En Iran, une victoire sans surprise des conservateurs après une abstention sans précédent aux législatives

La principale coalition de partis réformateurs, le Front des réformes, avait annoncé son refus de participer à ces « élections dénuées de sens » compte tenu de la disqualification de nombre de ses candidats avant le scrutin.

Les conservateurs au pouvoir en Iran ont remporté sans surprise les élections législatives de vendredi, marquées par une abstention inédite depuis le début de la République islamique, en 1979. Quatre jours après le scrutin, le ministère de l'intérieur a annoncé, lundi 4 mars, que « 25 millions » d'Iraniens, soit « 41 % » des 61 millions d'électeurs, s'étaient déplacés dans les bureaux de vote. Ce chiffre est inférieur à celui de 42,57 % pour les précédentes législatives, en 2020, qui avaient été perturbées par la crise du Covid-19.

La participation a ainsi été la plus faible pour des législatives depuis la révolution de 1979, sur fond d'appels à l'abstention lancés à la suite de la disqualification de nombreux candidats modérés ou réformateurs avant le scrutin. Ces élections étaient considérées comme un test pour le pouvoir, car elles étaient les premières depuis le vaste mouvement de contestation ayant secoué le pays à la suite de la mort, en septembre 2022, de la jeune Mahsa Amini, arrêtée pour non-respect du strict code vestimentaire iranien.

Le ministre de l'intérieur, Ahmad Vahidi, s'est félicité lundi qu'« en dépit de la propagande puissante et sans précédent des ennemis et du recours à tous les outils pour dissuader les gens de voter, et malgré des problèmes économiques, le peuple a montré une magnifique mobilisation ». Il a mis en cause des forces « néfastes, parmi lesquelles des services de renseignement et des groupes terroristes » ayant tenté de « saper la sécurité » des élections, sans y parvenir. Il n'a pas donné de détails à propos de ces « ennemis », mais le guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, avait mis en cause les Etats-Unis, Israël et certains pays européens. Washington avait jugé, jeudi, que ces élections n'étaient ni « libres » ni « équitables ».

« Elections dénuées de sens »

La principale coalition de partis réformateurs, le Front des réformes, avait annoncé son refus de participer à ces « élections dénuées de sens » après la disqualification de nombreux de ses candidats avant le scru-

tin. En raison de ce boycott, le prochain Parlement sera très largement sous le contrôle des différentes formations conservatrices et ultraconservatrices qui soutiennent le gouvernement du président Ebrahim Raïssi, élu en 2021.

La composition du Parlement ne sera connue qu'après un second tour, qui se tiendra en avril ou mai pour 45 des 290 sièges, les candidats n'ayant pas obtenu un nombre suffisant de suffrages.

D'après l'analyse par les médias des différentes listes en présence, quelque 200 des 245 députés déjà élus peuvent être rattachés aux « principales », appellation qui regroupe toutes les tendances du camp conservateur, jusqu'aux plus extrêmes.

Ces dernières, favorables à une ligne stricte quant aux valeurs de la République islamique, comme le port obligatoire du voile, prônent la fermeté vis-à-vis des pays occidentaux. Les responsables de ces tendances sont restés discrets, et aucun n'a crié victoire. Certains d'entre eux ont été difficilement réélus, à

l'image du président du Parlement sortant, Mohammad Bagher Qalibaf, qui pourrait se voir contester la présidence de l'Assemblée.

Le nombre de députés réformateurs ou centristes devrait être compris entre 40 et 45, selon les estimations de journaux modérés. Sur l'ensemble du territoire, 11 femmes ont été élues, sur 245, alors qu'elles sont 16 à siéger actuellement au Parlement.

Les Iraniens étaient également appelés à renouveler les 88 membres de l'Assemblée des experts, chargée de désigner le guide suprême. Composée de 88 religieux, cette assemblée va rester dominée par les conservateurs, des candidats modérés ayant été disqualifiés, à l'image de l'ancien président Hassan Rohani.

L'Assemblée des experts renouvelée pourrait être appelée à jouer un rôle de premier plan dans le processus de désignation d'un nouveau guide suprême en cas de disparition de l'ayatollah Ali Khamenei, âgé de 84 ans.

LE FIGARO

avec AFP
04 mars 2024

Turquie : l'inflation accélère à 67,1% sur un an en février (officiel)

L'inflation a de nouveau accéléré sur un an en février en Turquie, à 67,1% contre 64,9% en janvier, selon les données officielles publiées lundi. Sur un mois, la hausse des prix à la consommation, alimentée par la dépréciation quasi continue de la livre turque, s'est établie à 4,5%. La hausse des prix concerne tout particulièrement les produits alimentaires (+71,1%), les transports (+78%), la santé (+81,25%),

l'éducation (+91,8%) ainsi que l'hôtellerie et la restauration (+94,8%), selon l'institut statistique turc.

Quoiqu'élevés, les chiffres officiels sont contestés par les économistes indépendants du Groupe de recherche sur l'inflation (Enag), qui estiment la hausse des prix à la consommation à 122% en glissement annuel.

Ramadan : synonyme de dépenses accrues pour les familles

Malgré les hausses régulières des salaires et des pensions de retraite, l'inflation demeure un sujet brûlant en Turquie à une semaine du début du mois du ramadan, souvent synonyme de dépenses accrues pour les familles. Le président Recep Tayyip Erdogan a affirmé dimanche que les politiques «anti-inflationnistes commenceront à se faire ressentir concrètement

vers la fin de l'année». Depuis la réélection en mai du président Erdogan, la nouvelle équipe à la tête de la Banque centrale et du ministère de l'Économie a fait remonter le taux directeur de 8,5 à 45% afin de tenter de réduire l'inflation. La Banque centrale turque a toutefois maintenu fin février son taux directeur à 45%, marquant la fin de son cycle de resserrement monétaire.

Malgré les hausses régulières des salaires et des pensions de retraite, l'inflation demeure un sujet brûlant en Turquie à une semaine du début du mois du ramadan, souvent synonyme de dépenses accrues pour les familles. Le président Recep Tayyip Erdogan a affirmé dimanche que les politiques «anti-inflationnistes commenceront à se faire ressentir concrètement

vers la fin de l'année». Depuis la réélection en mai du président Erdogan, la nouvelle équipe à la tête de la Banque centrale et du ministère de l'Économie a fait remonter le taux directeur de 8,5 à 45% afin de tenter de réduire l'inflation. La Banque centrale turque a toutefois maintenu fin février son taux directeur à 45%, marquant la fin de son cycle de resserrement monétaire.



4 March, 2024

Turkey to 'secure' Iraq border in the summer, says Erdogan

ERBIL, Kurdistan Region - Turkey's President Recep Tayyip Erdogan on Monday said that Ankara is close to completing a zone that will "permanently resolve" the security issues along their border with the Kurdistan Region and Iraq by the summer.

"We are about to complete the circle that will secure our Iraqi borders," said Erdogan following the Turkish government's weekly cabinet meeting in Ankara.

"This summer, we will have permanently resolved the issue concerning our Iraqi borders," he added. Erdogan also called on every-

one in the region to respect Ankara's security strategy, "Otherwise, they will be the cause of the tensions that will arise," he said.

Last month, Erdogan said that Ankara will take more "effective measures" towards securing its southern border and will have "largely completed fortifications" in the Kurdistan Region's mountainous areas in the summer.

"During the summer months, we will have largely completed our fortifications in the Operation Claw region, allowing us to take far more effective measures," Erdogan said at the time.

Operations Claw are a series of military operations by the Turkish army in the mountainous areas of the Kurdistan Region targeting positions of the Kurdistan Workers' Party (PKK), aiming to eradicate the group. The first iteration of Operation Claw was launched in May 2019 and was then followed by Operation Claw-Tiger in 2020. The third iteration of the offensive, launched in April 2021, consisted of two simultaneous cross-border campaigns, a ground campaign, and an air campaign, dubbed Operation Claw-Lightning and Operation Claw-Thunderbolt. A year later, Turkey launched Operation Claw-Lock. Turkey has recently upped its

attacks against the PKK in the Kurdistan Region. It has also intensified its targeting of Kurdish fighters in northern Syria due to their alleged ties with the PKK.

Kurdish civilians and rights organizations have criticized Turkey's military campaign as civilian lives and property are frequently caught in the crossfire.

In late February, the Christian Peacemaker Teams (CPT), a human rights organization that monitors Turkey's operation in the Kurdistan Region, told Rudaw that Ankara has conducted 1548 attacks in the Region in 2023.



Karwan Faidhi Dri
4 March, 2024

Kurdish parties in Kirkuk to jointly celebrate...



Kurds celebrating Newroz in Kirkuk in 2017. Photo: Rudaw

ERBIL, Kurdistan Region - Kurdish leading parties in Kirkuk on Monday agreed to celebrate the Kurdish New Year, Newroz, together, along with other Kurdish political factions.

A delegation from the Kirkuk branch of the Kurdistan Democratic Party (KDP) on Monday visited the Patriotic Union of Kurdistan's (PUK) Kirkuk base, discussing intra-Kurdish unity as talks over the establishment of the local government in the province continue.

The members of the two leading Kurdish parties stressed that "all Kurdish political entities in Kirkuk should try to celebrate Newroz and all other celebrations to-

gether," Rawand Mala Mahmoud, head of PUK's branch in Kirkuk, told reporters.

He elaborated that this is part of the parties' efforts to "further unify the Kurdish house and gain the public's confidence."

Kurds celebrate their New Year on the eve of March 21 by lighting torches that are then branshished by crowds hiking through hills and mountains, and by holding picnics together with family members and loved ones over the course of at least three days.

Iraqi authorities have either banned or limited the celebration of Newroz in Kirkuk since 2017 when Iraqi forces retook control of the previously Kurdish-held

city and expelled the Peshmerga forces after the province took part in Kurdistan Region's independence referendum.

Divisions between Kurdish parties in the province have been identified as a key reason behind their failure to garner enough seats in the December local elections to secure the position of the governor, which has been held by an unelected Arab since 2017. Between the collapse of the Baathist regime in 2003 and 2017 the position had always been held by Kurds.

PUK secured five seats in the 16-seat provincial council and the KDP gained only two. Despite having the backing of a Christian member of the body, they cannot

form a local government without the support of Turkmens or/and Arabs.

Two amendments made to the provincial council elections law in May last year, which apply only to Kirkuk, make it difficult to predict who will fill the province's governor seat next.

One amendment states that "the results of the elections shall not act as a legal or administrative basis to determine the future of Kirkuk province."

"Power shall be distributed in a fair representation which guarantees the participation of the province's components regardless of the results of the elections," reads another amendment.

Iran: au moins 834 personnes exécutées en 2023, un record depuis 2015

Une augmentation «alarmante» de 43% par rapport à 2022. Selon le rapport annuel des ONG Iran Human Rights et Ensemble contre la peine de mort, **l'Iran a exécuté** au moins 834 personnes en 2023, le chiffre le plus haut depuis 2015.

«Le nombre d'exécutions a littéralement explosé en 2023, souligne ce 16e rapport des ONG sur la peine de mort en Iran. «C'est la seconde fois en 20 ans que le nombre d'exécutions dépasse le seuil de 800 par an. (C'est un chiffre) effroyable».

Les **exécutions en Iran** - un des pays qui exécute le plus avec la Chine et l'Arabie saoudite - s'effectuent par pendaison ou strangulation. En 2023, au moins 22 femmes ont été exécutées dans la **République islamique d'Iran**, le nombre le plus élevé de ces dix dernières années, rapportent ces ONG. En 2015, les autorités iraniennes avaient procédé à l'exécution de 972 personnes, rappelle Iran Human Rights (IHRNGO), basé en Norvège, et Ensemble contre la peine de mort (ECPM), basé à Paris.

Au moins huit manifestants exécutés

Dans ce rapport de 100 pages, ces ONG accusent l'Iran de recourir à la peine de mort comme un «outil de répression politique» après le **vaste mouvement de contestation dans ce pays**.



Le nombre d'exécution a augmenté de 43% entre 2022 et 2023. Borna_Mir / stock.adobe.com

Ce mouvement a été déclenché par la mort en septembre 2022 de **Mahsa Amini, une Kurde iranienne de 22 ans**, trois jours après avoir été arrêtée par la police des mœurs pour un voile mal ajusté. Sa famille et les militants des droits humains soutiennent qu'elle a été battue à mort, ce que réfutent les responsables iraniens. Les manifestations, qui avaient secoué pendant plusieurs semaines le régime de la République islamique, se sont désormais calmées face à une répression qui a entraîné la mort de centaines de personnes d'après des associations de défense des droits, et des milliers d'arrestations selon l'ONU.

«Instiller la peur dans la société est le seul moyen pour le régime de s'accrocher au pouvoir, et la peine de mort est son instrument le plus important», dénonce Mahmood Amiry-Moghaddam, directeur

d'IHRNGO, dans un communiqué.

Le rapport n'inclut pas dans ses statistiques les «551 personnes, au moins, tuées lors des manifestations ou d'autres exécutions extrajudiciaires à l'intérieur et à l'extérieur des prisons». Selon ces ONG, au moins huit manifestants figurent au nombre des personnes exécutées en 2023, dont six avaient été arrêtées dans le contexte des manifestations et condamnées.

«Mauvais signal»

Selon le rapport, au moins 471 personnes (56% du total des exécutions) ont été exécutées pour des affaires liées à la drogue - soit plus de 18 fois que le chiffre enregistré en 2020 - et au moins 282 personnes (34% du total des exécutions) ont été exécutées pour meurtre. L'Iran, qui affiche **l'un des taux les plus élevés au monde de consommateurs**

d'opiacés, est une des principales voies d'acheminement vers l'Europe et le Moyen-Orient de drogues en provenance de l'Afghanistan voisin. «L'escalade spectaculaire du nombre d'exécutions liées à la drogue en 2023 est particulièrement préoccupante, estiment les ONG. Les personnes exécutées pour infraction à la législation sur les stupéfiants appartiennent aux communautés les plus marginalisées de la société, et les minorités ethniques, en particulier les Baloutches, sont largement surreprésentées parmi les personnes exécutées.»

Raphaël Chenuil-Hazan, directeur d'ECPM, critique dans le communiqué que l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC) soit, selon lui, «resté silencieux». «L'abolition de la peine de mort pour les infractions liées à la drogue doit être une condition préalable à toute coopération future entre l'ONUDC et l'Iran en matière de lutte contre le trafic de stupéfiants.»

Mahmood Amiry-Moghaddam se dit très inquiet «du manque actuel de réaction forte au niveau international» face à ces exécutions, dans le contexte de la focalisation de la communauté internationale sur la guerre entre Israël et le Hamas. Ce manque de réaction «envoie un mauvais signal aux autorités» iraniennes, déplore-t-il, estimant qu'«augmenter le coût politique des exécutions par la pression internationale peut ralentir la machine à tuer du régime» iranien.

The New York Times

Thomas L. Friedman
March 5, 2024

Opinion Columnist, who reported from the U.S. garrison in Al Tanf in southern Syria

America’s Shadow War With Iran

It’s often been said that the most dangerous hot spot in the world is the waterway between Taiwan and mainland China, where the Chinese Navy and Air Force flex their muscles every day to try to intimidate Taiwan — while the U.S. Navy patrols nearby. I wonder. There is actually a stable balance of deterrence there right now. You could hold a friendly regatta in the Taiwan Straits compared to where I just visited.

I spent two days last week hopscotching in a CH-47 Chinook helicopter among seven U.S. military bases in western Jordan and eastern Syria with America’s senior Middle East Centcom commander, Gen. Michael Kurilla. There is no equilibrium here. What you have, instead, is *the other Middle East war* that began shortly after the tragic Israel-Hamas war that broke out on Oct. 7.

This other Middle East war pits Iran and its proxies — the Houthis, Hezbollah and Shiite militias in Iraq — against both the small network of U.S. bases in Syria, Jordan and Iraq established after 2014 to destroy the ISIS Islamic state and against the U.S. naval presence in the Red Sea and Gulf of Aden that keeps the vital shipping lanes there secure and open.

These Iranian-armed Shiite militias in Iraq and the Houthi fighters in Yemen may not look or seem like lethal threats, but do not be fooled. They have learned to arm, build, adapt and deploy some of the most sophisticated precision weaponry in the world. That weaponry, provided by Iran, can hit a three-foot-wide target 500 miles away.

The young U.S. soldiers and sailors arrayed against them cut their teeth on video games, but

now find themselves playing the real thing, deploying with software and cursors the world’s most sophisticated countermeasures and interceptors to swat away *almost every* rocket and drone the Iranian proxies have been throwing at them.

In short, Americans may not know they’re at war with Iran, but Iran’s Revolutionary Guards know for sure they are in a shadow war with America through their proxies.

And if one of these Iranian proxies gets “lucky” and creates a mass casualty event by striking a U.S. warship or the barracks of one of the U.S. bases in Jordan or Syria — something akin to the Marine Corps barracks bombing in Beirut in 1983 — the U.S.-Iran conflict would surely come out of the shadows and become a direct shooting war in the region the world most depends on for its oil.

Just thought I’d let you know.

This other Middle East war kicked into high gear on Oct. 17, 10 days after the attack on Israel by Hamas, Centcom officials explained to me, when Iran clearly took a decision to rev up all its proxies. Under the cover of the Gaza war and tempted by the anti-American sentiment it has generated, Iran tried to see if it could significantly degrade the U.S. network of facilities in Iraq, eastern Syria and northern Jordan, or perhaps dislodge U.S. forces altogether.

I suspect Tehran also had another goal in mind: to intimidate America’s Arab allies by showing them the damage Iran could inflict on their U.S. protector.

What I know for sure, though, is that this is the most dangerous game of chicken going on any-

where on the planet today, for three reasons.

The first is the sheer volume of rockets, drones and missiles that Iran’s proxies have deployed — particularly the Houthis in Yemen and the Shiite militias in Iraq. According to Centcom, hundreds of warheads carried by Iranian-supplied land-to-sea rockets, cruise missiles, ballistic missiles, attack drones, suicide speedboats and unmanned underwater vehicles have been fired since Oct. 17 by Iran’s proxies at U.S. bases, warships and commercial vessels in the Red Sea.

Fortunately, despite the volume of attacks, the U.S. has managed to destroy or deflect most of the incoming with interceptors and a growing electronic forest of radars and countermeasures being deployed at the bases and on U.S. warships. This is no easy task; several rockets and drones have gotten through, injuring over 180 U.S. personnel so far, Centcom said, and I saw the physical damage they did at several bases we visited.

These U.S. bases are not luxury compounds. Many started as ramshackle ISIS-controlled bases or small towns that the U.S. and its Kurdish allies took over beginning in 2014 after intense fire-fights with ISIS in a war that threatened the governments of Syria, Iraq and Jordan all at the same time.

Today, they consist of prefab living quarters surrounded and separated by hundreds and hundreds of concrete blast walls imported by the U.S. to limit the damage of any incoming warheads. Spotty wireless enables soldiers to FaceTime with families and follow sports. Spartan kitchens serve corn dogs, chicken nuggets and the like, and at some of the “nicer” facilities,

maybe even a daily selection of fresh fruit — though when you’re a 70-year-old visitor carrying around 50 pounds of body armor and a helmet, it’s amazing how good a big fat corn dog from an Army mess in the Syrian desert can taste.

But because these bases were designed and situated to block ISIS from reconstituting its supply lines and critical mass, they were never meant to deter or attack the vast modern rocket arsenals of Iran and its proxies.

Which is why on Jan. 28, a one-way Iranian attack drone with a 20-pound warhead, launched by a coalition of Iranian-backed Shiite militias called the Islamic Resistance in Iraq, hit a U.S. facility, Tower 22, in northeastern Jordan.

I visited Tower 22 with General Kurilla’s team last week. The blast **killed three U.S. soldiers**, who were blown right out of their bunks, and injured 47. Fortunately, the modular living quarters there were separated by blast walls. A soldier in the bunkhouse right next to the one hit told us he was talking to his wife on FaceTime when the drone struck; protected by a thick cement barrier, he emerged shaken but unscathed. Watching live, his wife thought he was dead when he disappeared in smoke but he was able to contact her three hours later and assure her otherwise.

I was surprised to learn just how aggressive the Iranians have encouraged their proxies to be, which is what leads to the second, extremely dangerous aspect of this war.

It was what General Kurilla dryly described to me as a deterrence “conversation” Centcom had with Iran after the Tower 22 attack to

make clear to Tehran that it was playing with fire.

On Feb. 2, the U.S. launched airstrikes against the whole Iranian proxy network in Iraq and Syria, and the next day against Houthi sites in Yemen, hitting more than 100 targets overall, with a combination of long-range B-1 bombers out of Texas, and cruise missiles and fighter bombers launched from the Eisenhower carrier group in the Red Sea. Some 40 people were [reported to have been killed](#) in the U.S. retaliatory strikes. The operation was then capped off on Feb. 7 when the U.S. decided to demonstrate to Iran and its proxies what kind of combined intelligence/precision warfare the U.S. can deploy by killing Abu Baqir al-Saedi, the specific commander from [Kataib Hezbollah](#) who the U.S. determined was in charge of drone attacks on its bases in Iraq, Jordan and Syria.

Al-Saedi was hit while driving on a Baghdad street by the same kind of drone-fired Hellfire [missile](#) that killed the senior Iranian Revolutionary Guard commander Qassim Suleimani in 2020. It was equipped with six swordlike blades that once it penetrates a vehicle slice and dice anything in their path like a blender, which is why the missile has been nicknamed the "[Flying Ginsu](#)."

This American response clearly got the Iranians' attention, and Iran's proxies have been observing an undeclared cease-fire on land ever since, which certainly helped ease my mind as we flew around in helicopters and a C-130 all over the ungoverned spaces of eastern Syria, too close for my comfort one day near the joint Russian-Iranian base on the western side of the Euphrates. This informal cease-fire, though, has not been embraced by the Houthis, who have declared that they will not stop firing at international ships, the U.S. Navy or Israel, at least until there is a cease-fire in Gaza. Last weekend, the Belize-flagged cargo ship *Ruby*, which the Houthis hit with

an anti-ship ballistic missile on Feb. 18, became the first vessel to [entirely sink](#) in the Bab el-Mandeb Strait, as a result of a Houthi missile attack. It created a huge ecological mess of leaked fuel and the fertilizer it was carrying. Thank you, Houthis.

And that leads to the third dangerous aspect of this shadow war. At every base we visited there was a top-secret room journalists could not go into, called the combat integration center. Inside, young American soldiers (and sailors on Navy vessels) stare at screens, try to identify the myriad objects flying toward them and decide by its radar and visual signature whether to engage one, ignore another or let a third go by, figuring it is going to miss and land harmlessly. Discipline is important when you're firing \$200,000 interceptors at \$20,000 Iranian drones, a Centcom officer told me.

These operators often have less than 90 seconds to make up their mind whether to engage an incoming drone with a [Coyote](#) drone-interceptor that can detect and destroy attack drones at very close range and can be launched from ground vehicles, helicopters or surface vessels.

In other words, every day is pregnant with a low-probability-but-high-consequence event. And the first, and often last, line of defense is usually a 20-something U.S. soldier or sailor squinting at a computer screen, trying to decide with software within seconds what is coming his or her way and engaging the right countermeasures.

Amid all of this, I should add, we also visited Al Hol detention camp in the middle of nowhere in north-eastern Syria, where [some 43,000 people](#) — mostly ISIS "brides" and their children — are being held in tents and prefabs under Kurdish guards until they can be deprogrammed and returned to their home countries. It is pretty strange to talk to an American or British woman who

got drawn into the ISIS cult and hear that she has five or six kids by three or four different ISIS combatants, all of whom were killed by the U.S.-led coalition. Judging from the number of rocks some of the kids threw at our armored convey, the deprogramming process has a way to go.

Given all the risks and open sores out here, it's worth asking: Why stay? First let me describe a scene, and then offer an answer.

The scene: General Kurilla's team was visiting the Tanf garrison, a small logistics support base inside Syria, near where Syria, Iraq and Jordan meet. Kurilla took the opportunity to do a battlefield promotion, from second lieutenant to first lieutenant, for a medical platoon leader stationed there. We were standing in an alley and around us were all just different shades of brown — the desert, the buildings, you name it.

Kurilla first asked for someone to get him an American flag and a couple of minutes later two platoon members showed up with a small one and held it up at shoulder level, framing Kurilla and the young officer being promoted.

"Our army is unique in the world," Kurilla said to the young man. "We don't swear an oath to a person or a king, we swear an oath to an idea, embodied in the Constitution and ingrained in our democracy, that all men and women are created equal. We swear an oath to defend that idea."

Kurilla then administered the oath that every U.S. soldier — this one an enlistee who had worked his way up — repeats as he or she rises in rank. His oath complete, the newly minted first lieutenant slapped on a cap displaying his new rank and then gave a shout-out to each member of his platoon.

There was something about that scene that hit me: the two

soldiers holding up their little Stars and Stripes that provided the only color in this vast brown tableau, and the oath of allegiance to an idea, not a king, muffled by the protective blast walls of this far-flung base in a region that has mostly known only the opposite.

During the post-Cold War era, from the early 1990s to the 2010s, I thought it might actually be possible to bring more consensual politics and pluralism to this part of the world — thanks to the Oslo Accords, the Jordanian-Israeli peace treaty, the Arab Spring uprisings and the greater integration that was resulting from globalization.

But it did not happen. Rather than the spread of democracy this region experienced metastasizing disorder and failing states. At the same time, the big divide in the world became no longer between democracy and autocracy, but between order and disorder.

The best case for U.S. forces remaining in eastern Syria, Iraq and the Red Sea is precisely so that the disorder "over there" — from the likes of ISIS, failed states like Syria and the eating away of nation-states by Iranian proxy militias — doesn't come "over here."

It is not a pretty or heroic mission — living in body armor all day in a harsh and hostile environment, with all the corn dogs you can eat as one of the few pleasures — but it's probably worth it. That said, we should have no illusions about the risks because the shadow war playing out there could come screaming out of the shadows at any moment.

Thomas L. Friedman is the foreign affairs Opinion columnist. He joined the paper in 1981 and has won three Pulitzer Prizes. He is the author of seven books, including "From Beirut to Jerusalem," which won the National Book Award.



Anne Andlauer
Correspondante à Istanbul,
5 Mars 2024

Turquie: face à l'inflation galopante, les Turcs peinent de plus en plus à se loger

Oguz, un enseignant de 33 ans, vit dans l'arrondissement de Kadiköy, sur la rive asiatique d'Istanbul. Ces derniers temps, son loyer de 18 000 livres (environ 525 euros) engloutit les deux tiers de son salaire :

« Je ne m'en sors pas. Je m'endette auprès de ma famille, comme quand j'étais étudiant... En plus, c'est au péril de ma vie, car je n'ai pas les

moyens de louer un logement sûr, **alors qu'Istanbul est menacée par un séisme**. Vivre en Turquie, c'est ça : ne rien pouvoir prévoir, ou devoir vivre comme si ce qui est prévisible – ici, un séisme – n'allait pas arriver. »

En février, les prix des logements ont encore augmenté, à +3,5% sur un mois. C'est particulièrement le cas dans les grandes villes. Selon la mairie

d'Istanbul, l'an dernier, les prix à la vente ont grimpé de 84% en moyenne, et les loyers de 75%. Oguz, l'enseignant, ne croit plus aux promesses du gouvernement :

« Le précédent ministre de l'Économie nous annonçait déjà la lumière au bout du tunnel. Le problème, c'est qu'on ne sait pas si c'est la sortie... ou les phares du train qui arrive en sens inverse et va nous

percuter ! L'absence de visibilité, c'est usant. »

Oguz, comme beaucoup de Turcs, s'attend à ce que le gouvernement mène une politique d'austérité après les élections municipales du 31 mars. Il s'attend donc à ce que son pouvoir d'achat continue de baisser.



Washington Kurdish Institute

Est. 1996

Kurdistan's Weekly Brief | March 5, 2024

A weekly brief of events occurred in the Kurdistan regions of Iran, Iraq, Syria, and Turkey.

Iran

Iran's parliamentary elections **ecorded** their lowest turnout ever at 41 percent. Iran's dire economic situation and the massive anti-government protests that began in 2022 contributed to the abysmal turnout, which resulted in massive gains for Iran's hardliners. The hardliners' decisive victory caused the Iranian rial to **plunge to an all-time low** on Monday. Iranian Kurdistan boycotted the elections, though the Kurdish-majority province of Urmia, which

has been dominated by pro-regime Azeri politicians, saw Kurds **win seven of twelve seats**. Concurrently, Iran's Kurdish parties expressed their view that the low turnout was a sign of victory over the regime.

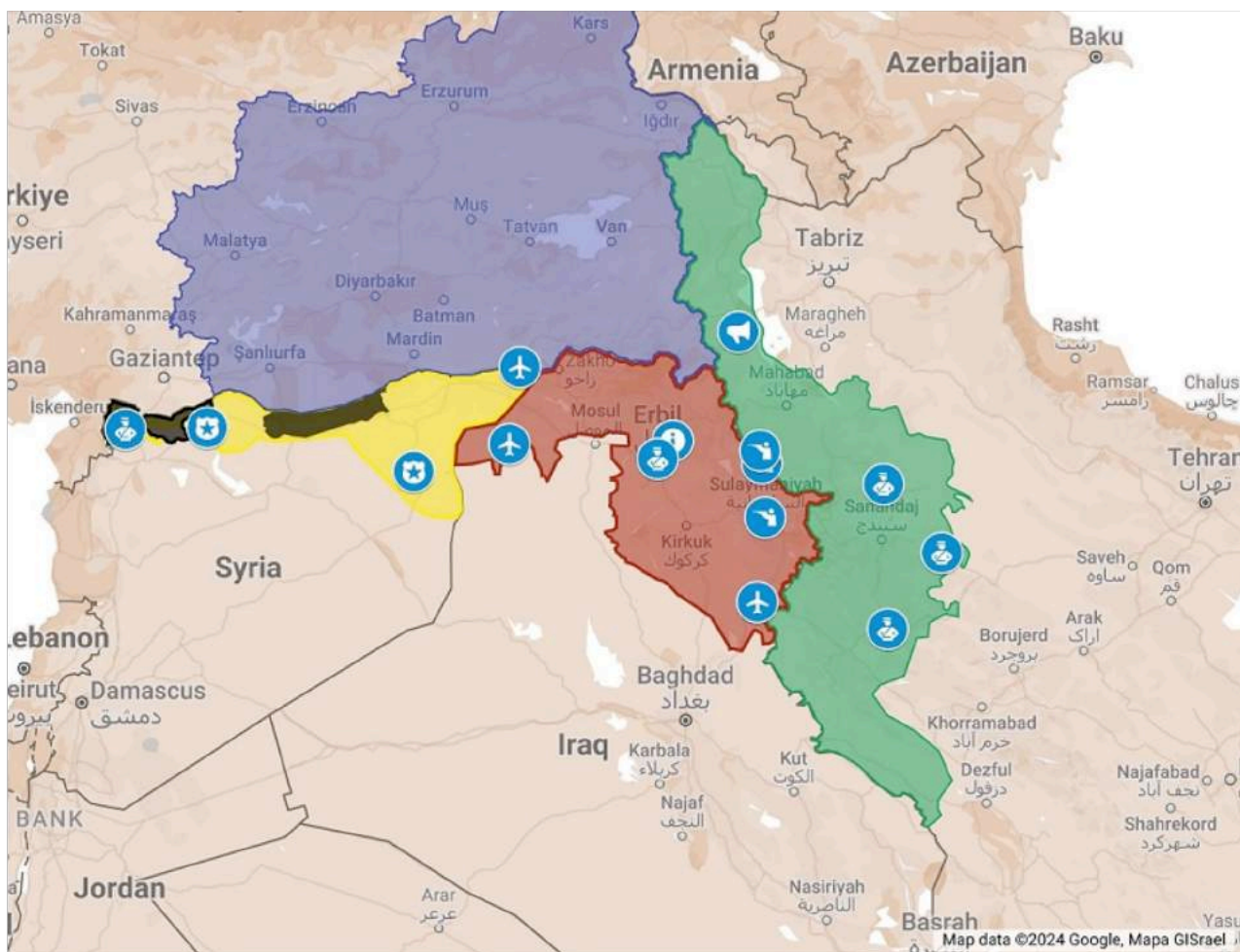
Iranian border guards killed a Kurdish border porter (kolbar) named **Ali Zarghami** near Saqqez and another named **Kawan Amjadi** near Sardasht. According to the Hengaw Organization for Human Rights, the Iranian regime **killed** four kolbars and wounded 63 in

February. Separately, the regime arrested three Kurds in **Diwandara**, **two Kurdish teenagers** in Saqqez and Bokeran, a **Kurdish athlete** accused of criticizing a political candidate in Qorveh, and a Kurdish activist in **Kermanshah**.

Iraq

President of Kurdistan Region Nichervan Barzani **declared** Iraqi Kurdistan's parliamentary elections would be held on June 10. These elections will be supervised by Iraq's Indepen-

dent High Electoral Commission (IHEC) after Iraq's Federal Supreme Court annulled Iraqi Kurdistan's election laws and dissolved the Kurdistan Parliament's **quota seats** for Christians and Turkmen. Iraqi Kurdistan's Turkmen and Christian parties are still protesting the Federal Supreme Court's **decision** to do away with their seats, and Iraqi Kurdistan's parliamentary elections were previously delayed by political disagreements that led to the Kurdistan's Parliament's period being extended by one year.



Former President of Kurdistan Region and current head of the Kurdistan Democratic Party (KDP) Masoud Barzani expressed concerns about the Federal Supreme Court's ruling on Iraqi Kurdistan's election laws during an interview with [Mont Carlo International](#). "If Iraq adopts what has been agreed upon and returns to democracy and basic principles—participation, consensus, balance—then it is possible to save Iraq from the crisis it is going through," said Barzani. Barzani also warned that a U.S. withdrawal from Iraq would lead to a replay of the 2011 U.S. withdrawal that led to the rise of ISIS (Da'esh).

On Friday, a suspected [Turkish drone](#) struck an office of the Kurdistan Society Freedom Movement (Tavgari Azadi) in Sulaymaniyah Governorate's Kalar District, killing one person. Tavgari Azadi was established in 2014 and is considered an offshoot of the Kurdistan Workers' Party (PKK). On Saturday, a Kurdish doctor named

Abdulkadir Toprak was assassinated in Sulaymaniyah. Toprak was originally from Turkey and had resided in Iraqi Kurdistan for over a decade after being [persecuted](#) by the Turkish government. Finally, Turkish drones [killed two members](#) of the Sinjar Resistance Units (YBS) on Thursday in the Yazidi district of Shingal (Sinjar).

Syria

Consecutive Turkish airstrikes on four vehicles near Direk (Al-Malikiyah) killed three Christian officers of the Autonomous Administration of North and East Syria's (AANES) Internal Security Forces (Asayesh) on Wednesday. The Asayesh [claimed](#) the initial strikes targeted two vehicles, and subsequent strikes targeted the quick reaction force sent to aid the victims and the vehicle carrying the wounded from the scene of the attacks. Separately, the Asayesh [said](#) it arrested 13 Da'esh terrorists, 31 Assad regime militants, and three members of Turkish-backed

groups during security operations in al Hasakah Governorate. Simultaneously, the Syrian Democratic Forces (SDF) released footage of the seizure of [twenty million captagon pills in Manbij](#). The SDF claimed the drugs originated in the Assad regime-controlled coastal city of Tartus. The Assad regime and pro-Assad regime militias [produce and smuggle](#) captagon to generate revenue amid [regional and international efforts](#) to counter the trade.

The Syrian Observatory for Human Rights (SOHR) [reported](#) thirty-seven arbitrary arrests and kidnappings conducted by Turkish intelligence and their Syrian proxies in the occupied Afrin during February. In the past week, [twelve Kurds](#), including elderly individuals, were reportedly targeted for their alleged association with the former Kurdish administration before the Turkish invasion into Afrin.

Turkey

Turkish police [arrested](#) three

supporters of the pro-Kurdish Peoples' Equality and Democracy Party (Dem Party) in Istanbul. The Turkish government's crackdown, which includes mass arrests and tightening internet censorship, comes as the Dem Party [gears up](#) for local elections on March 31. That said, the Dem Party released a statement commemorating the ninth anniversary of the peace process between the Turkish government and the PKK known as the Dolmabahce Peace Accord. "The way out of the multiple crises that Turkey is in is through defending the historical Kurdish peace with courage and determination," [read](#) the Dem Party statement. In recent weeks, thousands of Kurds in the diaspora have united in [ongoing rallies](#), demanding an end to the government-imposed isolation on the imprisoned Kurdish leader, Abdullah Ocalan. Concurrently, [Kurdish politicians](#) continue their advocacy for a renewed peace process to address the Kurdish issue in Turkey.



March 5, 2024

Direct flight between Erbil, Diyarbakir to resume this month

During the meeting, Erbil Governor announced that, “Direct flight between Erbil and Diyarbakir will be resumed,” and that, “The main aim is to expand the financial ties.

ERBIL (Kurdistan 24) - A delegation of Diyarbakir Chamber of Commerce and Industry led by its President Ahmed Kaya visited Erbil on Tuesday and was welcomed by Erbil Governor Omid Khoshnaw, President and members of the chamber of Commerce and Industry.

During the meeting, Erbil Governor announced that, “Direct flight between Erbil and Diyarbakir will be resumed,” and that, “The main aim is to expand the financial ties.”

Regarding the visit of the president of Diyarbakir Chamber of Commerce and Industry, Omid Khoshnaw told Kurdistan24, «Our meeting emphasized the development of relations between the two chambers of commerce of Erbil and Diyarbakir, which have had very good relations in the past.”

«The delegation gave us the good news that the direct flight between Erbil and Diyarbakir will soon resume. This will certainly serve both sides, the people of both provinces, promote relations and trade movement,» he said.

Omid Khoshnaw stressed the importance of strengthening the relations with Turkey and reiterated that, “Relations between the Kurdistan Region



Erbil International Airport (EIA). (Photo: Kurdistan 24)

and Turkey are good at all levels, but the relationship between the chambers of commerce will improve relations on all levels.”

“The Diyarbakir Chamber of Commerce will hold an exhibition at the end of April. They have invited us and we have accepted the invitation with pleasure,” he stated.

In return, the President of the Diyarbakir Chamber of Commerce, while describing his visit to Erbil and the Kurdistan Region, announced that “We feel at home.”

«We have had trade relations

with the chambers of commerce of Erbil, Duhok, and Sulaimani since 2008 and we want to develop them. We have signed several trade agreements in recent years,» he informed.

«We feel at home. Our main goal is to increase the volume of trade. We want to remove obstacles such as visa problems,» Kaya said.

According to Mr. Kaya, the flights between Erbil and Diyarbakir will resume this month. “This will further develop relations so that we can work together, both sides will benefit and we can create a strong

sector in the world,» he said.

«In 2014, we exported about \$13 billion to the Kurdistan Region and Iraq; in 2022 we reached \$14 billion. This is not enough for us and we believe that with the development of relations, there will be more coordination and partnerships, and this will be through the governor and chambers of commerce,» Kaya explained.

Read More: Erbil governor expresses wish for direct flights from Erbil to Turkey's Diyarbakir province.



March 6, 2024

Ultrationalist leader slams Istanbul mayor over Kurdish song

The leader of a Turkish ultrationalist party on Wednesday slammed Istanbul's incumbent mayor Ekrem Imamoglu for tearing up while listening to a Kurdish song during a ceremony late last month.

Imamoglu, who is running in the country's local elections to retain his seat as the opposition's Republican People's Party's (CHP) candidate, participated in a ceremony that celebrated the life of the pro-Kurdish Turkish writer Yasar Kemal on February 28. During the ceremony, the mayor tore up during the performance of a Kurdish song by Kurdish singer Rojda. Imamoglu said in a televised program on Monday night that he was "deeply affected," by the song.

Imamoglu's words and his public display of emotion did not sit well with ultrationalist politician Umit Ozdag, the leader of the far-right Zafer Party, who accused the mayor of "praising those who do propaganda for the separatist group PKK [Kurdistan Workers' Party] in exchange for three votes."

According to Ozdag, Imamoglu's public display of emotions shows that his party, CHP, is cooperating with the pro-Kurdish People's Equality and Democracy Party (DEM Party), and therefore cannot be trusted



A poster depicting Istanbul Mayor Ekrem Imamoglu hoisted by supporters during a rally in 2019. File photo: AFP

to protect the state's Turkish identity.

Ozdag later posted a video on X, showing an incorrect translation of the song's lyrics, claiming its message was one of "hostility towards Turks."

Imamoglu claims to have enjoyed a good relationship with Kurds during his term as Istanbul's mayor, especially after winning the mayoralty race in the 2019 elections thanks to the votes of the Kurdish population of the city, as the pro-Kurdish People's Democratic Party (HDP) did not field can-

didates for the position.

During an interview with a Turkish journalist in late February, Imamoglu said that "nothing can fall between him and the Kurds," praising his good relations with the city's Kurdish population.

Nevertheless, Kurdish cultural activities have been banned in Istanbul on multiple occasions during Imamoglu's tenure, the latest being in February when a Kurdish play was [banned](#) in the city's Sisli district for unknown reasons.

Turkey is set to hold its local

elections later this month, with the Istanbul mayor eyeing seeking to keep his seat until 2029. Unlike in the 2019 race, this year the pro-Kurdish DEM Party has also fielded a candidate, and Imamoglu does not enjoy the support of the country's opposition parties, making the matter of his reelection difficult.

In the latest election [survey](#) conducted by Turkish pollster MetroPoll on March 2, Imamoglu marginally leads the race against the ruling Justice and Development Party's (AKP) candidate Murat Kurum.

LE FIGARO

avec AFP
06 mars 2024

Syrie: 18 personnes ramassant des truffes ont été tuées dans une attaque attribuée à l'État islamique

Dix-huit personnes, pour la plupart des civils, ont été tuées mercredi dans une attaque attribuée au groupe État islamique (EI) dans l'est de la Syrie, a annoncé dimanche l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). Plus de 50 personnes sont portées disparues à la suite de l'attaque et les affrontements ayant opposé les assaillants aux forces progouvernementales, selon l'Observatoire. «Dix-huit personnes, dont quatre combattants prorégime, ont été tuées et plus de 50 autres sont portées disparues, après une attaque lancée par des hommes armés probablement affiliés à l'EI» contre des personnes ra-

massant des truffes, a indiqué l'Observatoire.

Selon l'OSDH, basé au Royaume-Uni, mais qui dispose d'un vaste réseau de sources dans le pays en guerre, les assaillants ont attaqué le groupe avec des mitrailleuses. Une douzaine de voitures ont été incendiées durant de violents affrontements entre djihadistes et combattants prorégime après l'attaque, a ajouté l'ONG.

Attaques meurtrières

L'EI, qui a pris le contrôle de pans entiers du pays à partir de 2014, a été défait territorialement en mars 2019 par une

coalition internationale antidjihadiste dirigée par les États-Unis, et les forces kurdes. Mais des cellules de l'organisation djihadiste éparpillées dans le désert y mènent régulièrement des attaques meurtrières, en particulier durant la saison des pluies, entre février et avril, seule période de l'année où les truffes des sables peuvent être ramassées. Le désert syrien est réputé pour produire certaines des meilleures truffes du monde, qui atteignent des prix élevés dans un pays en pleine crise économique après près de 13 ans de guerre et où leur récolte peut représenter un gagne-pain intéressant.

Selon l'OSDH, les djihadistes

de l'EI s'en prennent souvent à des habitants qui vont chercher des truffes dans des zones reculées. Malgré les fréquentes mises en garde des autorités, cette activité à haut risque se poursuit. En 2023, plusieurs centaines de personnes, pour la plupart des civils, ont été tuées en ramassant des truffes des sables, lors d'attaques de combattants de l'EI dans le désert ou dans des explosions de mines, selon un décompte de l'OSDH. La guerre en Syrie, déclenchée par la répression en 2011 de manifestations pro-démocratie, a fait plus d'un demi-million de morts, déplacé des millions de personnes et morcelé le pays.



6 march, 2024

US supports justice for Yazidis, survivors of genocide in Iraq, Syria

ERBIL, Kurdistan Region - US Secretary of State Antony Blinken on Tuesday reiterated Washington's "unwavering support" for justice for Yazidis during a meeting with survivor and Nobel laureate Nadia Murad.

"I reiterated our unwavering support for justice and recovery for Yazidis and other survivors of genocide in Iraq and Syria," Blinken said on X. When the Islamic State (ISIS)

captured Shingal in 2014, it committed genocide against the Yazidis, massacring men and older women, enslaving women and children, and destroying many villages and towns. Those who escaped the group were forced to flee to camps across Iraq and the Kurdistan Region.

Nadia Murad, who was abducted by ISIS during the genocide the group committed against Yazidis in Shingal, re-

ceived the Nobel Peace Prize in 2018 and is an advocate for survivors of violence.

ISIS was declared territorially defeated in Iraq in 2017 and in Syria in 2019. Years later, however, thousands of Yazidis are still living in difficult conditions in camps, unable to return to their homes because of insecurity and lack of reconstruction.

Erbil and Baghdad in 2020 signed an agreement over the

governance and security of Shingal in order to "normalize" and resolve a number of issues that have prevented the return of the area's inhabitants who fled ISIS war.

Murad has been at the forefront of the fight to hold ISIS members accountable with their crimes, as well as working together with the Kurdistan Region Presidency to ensure the safe return of survivors to the Yazidi heartland of Shingal.

The New York Times

Brian Schaefer
March 6, 2024

Fighting Through Art: A Kurdish Dancer's Journey to New York Stages

Hussein Smko's encounter with an American soldier in Iraq led him to become a dancer. This week he performs in Pontus Lidberg's work at the Joyce Theater.

When Hussein Smko was 9, the American military arrived in his hometown, Erbil, the capital of Iraq's Kurdish region. It was 2003, and Smko, already a survivor of the Kurdish civil war, would chase the American Humvees with other kids. One day a soldier beckoned him over and demonstrated a simple, beguiling gesture: He held out a straight arm then made it ripple like water, a classic hip-hop move.

"I thought it was like a big sparkle," Smko, 30, said in an interview. "And I was like, How could you break your bones like that?"

That brief encounter loomed large for Smko, starting him on an unlikely dance journey that eventually brought him to a small, sun-dappled theater in Tarrytown, N.Y., where he was rehearsing with the Swedish choreographer Pontus Lidberg last week. The dance they were preparing, "On the Nature of Rabbits," opens Wednesday at the Joyce Theater in Manhattan.

Lidberg was working with Smko on a small moment of improvisation. "It has to be yours," Lidberg told him. "It has to feel right." Smko prowled the stage to some spiky Shostakovich music, displaying an uncanny mix of intensity and naturalness.

A rehearsal for Lidberg's "On the Nature of Rabbits," with the choreographer on the



Hussein Smko in Tarrytown, N.Y., where he was rehearsing Pontus Lidberg's "On the Nature of Rabbits," which will be at the Joyce Theater in Manhattan beginning Wednesday. Amir Hamja / The New York Times

ground. Amir Hamja/The New York Times

"Pontus has been really asking me to be free," Smko said during a cigarette break outdoors. "I'm trying to move more with gentleness and ease. For a traditionally trained dancer, that might be a purely physical note.

But for Smko, it felt more personal. "I've always been so rough with my life and with my movement," he said. "And now it's like, 'Relax.'"

Smko's path to this moment has been twisting and at times precarious. After his encounter with that liquid-armed soldier,

he immersed himself in hip-hop dance, learning Michael Jackson routines through pirated music videos. Finding outlets for dance was difficult, though. Iraq was "an extremist space at the time," he said. "We had no studios, we had no art." He was teased and called gay. But he persevered, and at 13 he started the Street Wolves, a hip-hop troupe that helped spread the form in Kurdistan. His pursuit of dance brought him to workshops offered by American Voices, a cultural exchange program affiliated with the United States Department of State. That led to a two-month tour of several East Coast cities, including Niagara Falls, N.Y., where he met his future wife, a U.S. citizen. After the tour, he moved in with her, then brought her to Kurdistan in 2013. The next year, [ISIS laid siege to the region](#).

Smko's wife returned to the U.S. to give birth to their daughter while he stayed and prepared to fight. But a relative dissuaded him, which sparked a realization.

"I decided then that I want to fight through art," he said. "I was like, 'OK, I need to go back to New York. I need to pursue what I really want to pursue.'"

He applied for a green card and moved to Niagara Falls in 2015. The next summer, he was contacted by Jonathan Hollander, the founder and director of [Battery Dance](#), a New York company that had briefly trained Smko on Skype years earlier. Hollander had been planning to bring another Iraqi

dancer, Adel Euro, to perform in the company's annual festival, but [Euro was killed in a bombing in Baghdad](#) less than two months before the event. Hollander asked Smko to dance in his honor.

That performance led to four-year relationship with the company as the inaugural [Adel Euro fellow](#). The company quickly absorbed him into its classes and rehearsals, and suddenly Smko was dancing with trained professionals. "Hussein came up to that level," Hollander said. "It was just a miracle."

During that residency, Smko moved away from hip-hop, embraced contemporary dance and began to [choreograph](#). But when it ended in 2020, he found himself at a crossroads. He worked for the Muslim American Leadership Alliance, and at a hotel front desk. He and his wife separated. He went back to Erbil to see his family, his first visit in seven years.

His prospects improved in 2022, when he was introduced to the dancer and filmmaker Sasha Korbut and cast in the short film "[Incomplete](#)," alongside Lidberg. "Our energies were synced up," Lidberg said of working with Smko. "It was the most natural thing."

That chemistry inspired Lidberg to include Smko in the development of "Rabbits," though Smko couldn't perform in the work's premiere at the Venice Biennale last year because of travel restrictions. But Smko's contribution to the process proved invaluable. Lidberg, who is used to working with polished, formally trained dancers, appreciated Smko's raw physicality and unaffected vitality, calling them "rare qualities" for a dancer.



Lidberg and Smko. Amir Hamja/The New York Times Amir Hamja / The New York Times

This week at the Joyce, Smko will get to perform in the work that he helped create. His role has now been expanded after a Swedish dancer was unable to travel to New York because of his own visa issues.

"Rabbits" examines the transition from adolescence to adulthood, the line between dreams and reality, and the damaging impact of H.I.V. on romance and intimacy between gay men, drawing from Lidberg's own experiences, which have "haunted me for a while," he said.

Though homosexuality wasn't

openly spoken about in Kurdistan, Smko said he had done research to understand the history and impact of H.I.V. and AIDS, and that the exploration of sexuality was one he related to.

"I have had my own experiences with different sexualities," he said. "My mind was always open toward it, but obviously I couldn't express it back home." Getting the opportunity to probe his feelings through work like Lidberg's is "one of the main reasons I came here," he said. "To be myself."

Smko credits Lidberg with giving him new dance-making tools, particularly the use of abstract imagery and storytelling. Amir Hamja/The New York Times

That desire for self-expression has influenced his other work as well. In 2019, he founded a company, Project Tag, that has shown work at the Battery Dance Festival and other small performance platforms. It is "a goal for me to speak about my background and my history," he said.

One showing caught the eye of Handan Ozbilgin, the artistic director of the LaGuardia Performing Arts Center in Queens, who said she was "mesmerized" by a Smko duet that she described as "vulnerable even though it's masculine." She offered him rehearsal space and encouraged him to apply for grants to support larger work. Last fall, Smko presented an evening-length work-in-progress at LaGuardia called "Sarah," inspired by his sister who still lives in Erbil. The loosely narrative work explores — with his sister's permission — her struggle for autonomy and agency in an evolving, yet still traditional and patriarchal, society.

Smko credits Lidberg with giving him new dance-making tools, particularly the use of abstract imagery and storytelling. "I always spoke about the reality part only," Smko said of his own choreography. Working with Lidberg inspired him to re-evaluate his approach to "Sarah," which he hopes will receive a full production later this year.

Now, Smko said, when he considers the story he wants to tell and how to tell it, he thinks, "More dreams."



Bizhar Zubair
March 8, 2024

Yazidi girl warmly welcomed in Duhok after being rescued from ISIS captivity

ERBIL, Kurdistan Region - A Yazidi girl on Thursday was warmly welcomed by the residents of Semel district in Duhok province days after she was rescued from Islamic State (ISIS) captivity and reunited with family. She had been held by the extremist group for ten years.

Kovan Ido was only 14 when she was abducted from her village in Shingal (Sinjar) district during the extremist group's brutal offensive in 2014.

«I am very happy to return,» she told reporters after arriving in Semel, adding that ISIS «deprived me of my family for ten years.»

«I did not have any information about them [my family] since 2014,» she said in Arabic, unable to speak in her mother tongue after being kept captive for ten years.

Ido was in al-Hol camp in northeast Syria (Rojava), an infamous camp housing tens of thousands of women and children affiliated to ISIS. On Saturday, she was finally returned to Sinjar, and on Thursday she was warmly welcomed by her overjoyed family and community members in the Semel district of Duhok province.

Iraq's national intelligence service on Saturday said that she was repatriated by their



Kovan Ido was welcomed by family members in Duhok province on March 7, 2024, ten years after being held by ISIS. Photo: Naif Ramadan/Rudaw

forces, following a directive from Prime Minister Mohammed Shia' al-Sudani.

«The operation was carried out based on accurate intelligence about her whereabouts in Syrian territory, in order to reach her and return her to Iraq and hand her over to her family,» said the Iraqi intelligence in a statement.

The Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) on February 4 announced that Ido was liberated in al-Hol camp by the Women's Protection Units (YPJ) - the SDF's all-female partner force. The YPJ said that the group handed the Ya-

zidi woman to her family on Saturday.

When ISIS swept through the Yazidi heartland of Shingal in August 2014, committing genocide, the group abducted 6,417 women and children who were forced into sexual slavery and labour. Around 2,700 of them are still missing. Many have been rescued from al-Hol, the notorious camp that houses tens of thousands of ISIS families and supporters.

Ido's return is a bittersweet moment for the Yazidi community. While they are overjoyed to have her back, they know

that many other Yazidis are still missing and unaccounted for. The Yazidi community continues to call for international support in bringing the perpetrators of these crimes to justice and ensuring the safe return of all Yazidi abductees.

Al-Hol camp is located in Hasaka province in Rojava. The sprawling camp has been criticized for its poor conditions and insecurity. Many of the residents still hold ISIS ideology and the camp has been dubbed a breeding ground for terrorism. Kurdish forces have conducted several security operations in the camp.

Le Conseil de l'Europe s'inquiète de la situation « alarmante » de l'Etat de droit en Turquie

Tandis que la marche pour la Journée internationale des droits des femmes reste interdite à Istanbul, la commissaire européenne aux droits humains dénonce dans un rapport « la répression policière brutale », les restrictions des libertés démocratiques ou encore la partialité du pouvoir judiciaire.

Difficile d'être plus explicite. « La liberté d'expression est en péril en Turquie, les journalistes, les défenseurs des droits humains et la société civile évoluent dans un environnement extrêmement hostile, marqué par des pressions systématiques et des poursuites judiciaires à leur encontre. » L'auteur de ces lignes est Dunja Mijatovic, la commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, dont la Turquie est un membre fondateur.

Ce n'est pas la première fois que le Conseil relève ainsi les errances et entorses à l'Etat de droit dans ce pays dirigé depuis plus de vingt et un ans par Recep Tayyip Erdogan, lui-même emprisonné un temps avant d'accéder à la plus haute marche du pouvoir. Mais cette année semble avoir particulièrement retenu l'attention de l'institution européenne. Dans son rapport, publié mardi 5 mars, M^{me} Mijatovic, dont le mandat s'achève le 1^{er} avril, constate une situation « alarmante » dans tout le pays en matière de droit et de justice.

La responsable bosnienne déplore les entraves à la liberté de réunion, évoquant « une répression policière brutale », « des arrestations massives » et des poursuites pénales contre des manifestants paci-



Lors d'une manifestation pour protester contre toutes les violences basées sur le genre et les féminicides, avant la Journée internationale des droits des femmes, à Istanbul, en Turquie, le 3 mars 2024. DILARA SENKAYA / REUTERS

fiques. Elle regrette particulièrement les multiples interdictions de manifester visant les femmes, les défenseurs des personnes LGBT ou de l'environnement. Et de dénoncer le fait qu'à nouveau, ce 8 mars, « la marche organisée à Istanbul à l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes soit interdite depuis huit ans ».

Blocage des contenus en ligne

En trois chapitres organisés de façon dense et ramassée, Dunja Mijatovic enchaîne les exemples et les observations. La commissaire attire notamment l'attention sur « l'environnement extrêmement hostile à la dissidence et sur les restrictions sévères des libertés démocratiques des citoyens et de la société civile dans son ensemble ». Les législations adoptées ces deux dernières années par les autorités visant à accorder des pouvoirs supplémentaires à l'autorité de ré-

gulation des technologies de l'information et de la communication sont particulièrement critiquées.

« Au fur et à mesure que le temps passe et que les autorités ne remédient pas à ces violations, les dommages causés à la liberté des médias et à la liberté d'expression en Turquie laissent des traces de plus en plus profondes, conduisant à l'autocensure des journalistes et des médias indépendants. Il en va de même pour le public

en général, y compris la jeune génération », déplore le rapport.

Bien qu'il n'existe pas de statistiques officielles sur le nombre de blocages des contenus en ligne, plusieurs enquêtes indiquent que, depuis décembre 2022, plus de 150 000 adresses URL et 55 500 tweets ont été bloqués par les autorités. Le rapport cite notamment l'exemple du « Dictionnaire amer » (*Eksi Sözlük*), l'une des plateformes de médias sociaux turcs les plus populaires, qui a été bloquée à plusieurs reprises par décision de justice. A la suite du tremblement de terre du 6 février 2023, l'accès avait été entravé pour des raisons de sécurité nationale, « bien que le site ait été utilisé pour passer des appels afin de demander de l'aide et des secours dans les zones touchées par le séisme », note la commissaire.

« Les autorités ont poursuivi leur répression à l'encontre des journalistes travaillant pour des médias prokurdes », poursuit la responsable. En avril 2023, soit un mois avant la présidentielle de mai, au moins dix journalistes figuraient parmi les 150 personnes arrêtées lors des raids menés par les forces de police dans 21 villes, qui visaient également des politiciens, des avocats et des artistes.

Avocats « pris pour cibles »
Dans une dernière partie, consacrée à l'indépendance et l'impartialité de la justice, Dunja Mijatovic se dit préoccupée par le fait que « les avocats continuent d'être pris pour cibles, notamment sur la base de l'hypothèse de la "culpabilité par association" dans les affaires liées au terrorisme », une préoccupation que la commissaire avait déjà abordée dans un précédent rapport en 2020. « Le droit à la liberté de réunion pacifique, garanti

par la Convention européenne des droits de l'homme, a été gravement compromis en Turquie par des interdictions systématiques, un maintien de l'ordre rigoureux, y compris un recours excessif à la force et des arrestations massives. »
L'affaire dite des « Mères du samedi », du nom de ces familles qui ont repris leurs manifestations hebdomadaires, en 2009, pour réclamer les corps de leurs enfants disparus dans les années 1990, au plus fort de la sale guerre entre l'armée et le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), est « symptomatique », note le rapport, du dysfonctionnement du système judiciaire. Malgré deux arrêts de la Cour constitutionnelle, en 2019 et 2020, qui ont confirmé le droit à la liberté de réunion pacifique des « Mères du samedi », ce n'est qu'en novembre 2023 qu'un groupe d'une dizaine de personnes a été autorisé à se rassembler devant le lycée Galatasaray, à Istanbul, après

avoir été privé de ce droit pendant cinq ans.

« Des rapports concordants confirment une forte partialité du pouvoir judiciaire à l'égard des intérêts politiques et un manque systémique d'indépendance du pouvoir judiciaire turc », dit encore le rapport, qui rappelle les cas du [mécène Osman Kavala](#), « injustement détenu depuis 2017 », et du [dirigeant kurde incarcéré Selahattin Demirtas](#), dont la requête est pendante depuis 2019.

Pour la commissaire, cette situation « pose un risque existentiel pour l'Etat de droit en Turquie et, par extension, pour le respect de tous les droits humains ». Et de conclure en appelant Ankara à libérer les prisonniers d'opinion, à réviser ses lois restrictives et à respecter les décisions de sa propre Cour constitutionnelle.

The New York Times

Margaret Lyons
March 8, 2024

What to Watch This Weekend: A Surreal Family Comedy

The Turkish series "A Round of Applause" offers a fresh and surprising vision of anxiety and alienation.

The Turkish series "A Round of Applause" (in Turkish, with subtitles, or dubbed) is a vivid, imaginative depiction of family neuroses. The concept of sublimated despair is a pillar of contemporary television, but the show's surrealism is fresh and surprising — made even more so by the sense of creeping sameness of so many other shows right now.

"Applause," on Netflix, follows Zeynep (Aslihan Gurbuz), her husband, Mehmet (Fatih Artman), and her son, Metin (played at various ages by Rezdar Tastan, Eyup Mert Ilkis and Cihat Suva-

rioglu), though the show begins before his conception. First, Zeynep and Mehmet have some friends over for dinner, but the guests' behavior becomes stranger and more childlike during the visit — they're too scared to sleep in their own bed during a thunderstorm, they say. They behave petulantly at the breakfast table and eventually go so far as to call Zeynep and Mehmet "mom" and "dad." The show's surrealism gains momentum from there, and the warped perspective becomes more central — more grotesque, more exciting, funnier — as the show goes on.

When we meet Metin, he's in

utero, portrayed as grown man, bearded and smoking and ranting like a political prisoner. He has already absorbed all of his mother's unhappiness, he wails, yanking on a massive umbilical cord for emphasis. He lacks purpose; he feels oppressed; he doesn't want to be born, not yet at least, not until he's ready. Metin's mournful skepticism of life itself plays out through his hyper-articulate childhood and adrift adulthood, first as a boy whose playground girlfriend dumps him for being "suffocating," then as a 13-year-old who writes his mother a rap called "The Funeral of Meaning on Earth," and

later as a grandiose, depressed DJ. On the one hand, this despondence has been with Metin since before he even existed. On the other, it is nurtured throughout his life by his mother's blind praise and his father's emotional detachment.

There are six half-hour episodes of "Applause," and they left me in a glorious daze, both delighted by its absurdist humor and fascinated by its dreamlike vision of anxiety and alienation. The show is an unflattering portrait, but it's not a caricature; its exaggerations become truer than true, more like a myth than a joke.

En Turquie, les organisations féministes se concentrent sur les violences faites aux femmes

En dépit de l'interdiction d'accéder à la place Taksim d'Istanbul, des manifestations ont eu lieu vendredi dans un contexte de régression des droits et d'étouffement de la société civile.

La pluie, le vent, les barages de police omniprésents : rien n'a semblé pouvoir freiner la détermination des manifestantes venues, vendredi 8 mars au soir, autour de la place Taksim d'Istanbul qui, comme les années précédentes pour la journée des droits des femmes, était interdite d'accès. Elles étaient plusieurs centaines de femmes, peut-être plusieurs milliers, à se serrer le long de l'avenue Siraselviler et des rues adjacentes de ce quartier de Cihangir, situé sur la rive européenne de la mégapole turque.

Elles ont chanté, crié, sifflé et brandi des pancartes pour la défense de leurs droits. Des jeunes pour la plupart, remontées contre le détricotage systématique des acquis des dernières décennies, concrétisé par exemple avec la [sortie, en 2021, sous le gouvernement islamo conservateur de Recep Tayyip Erdogan, de la Convention d'Istanbul](#) sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, que le pays avait pourtant été le premier à ratifier en 2011. Les chiffres des féminicides en Turquie ne cessent de croître. Selon la plate-forme We Will Stop Femicides, 71 femmes ont ainsi été tuées depuis le début de l'année, dont sept pour la seule journée du 27 février, un sinistre record.

« Nous sommes plus nombreuses que l'année dernière, sourit Nilay, 22 ans, étudiante à l'université du Bosphore, qui



Marche de la journée internationale des droits de la femme près de la place Taksim à Istanbul, en Turquie, le 8 mars 2024. YASIN AKGUL / AFP

n'a donné que son prénom, comme d'autres personnes interrogées. *Je suis ici parce que je veux sentir que je ne suis pas seule. Je n'ai souffert d'aucune violence physique, mais je fais partie de cette minorité, en Turquie, en tant que femme, qui ressent au plus près cette violence systématique émanant de l'Etat.* » A ses côtés, Ruzerin, 22 ans, ne dit pas autre chose : « Je manifeste pour voir tous ces gens dans la rue qui œuvrent pour ma sécurité. Je me sens plus forte avec eux. »

« Nous ne nous tairons pas »

Plus loin, derrière une pancarte

brandie par plusieurs manifestantes et sur laquelle on peut lire « Si tu as peur de l'obscurité de la nuit, nous mettrons le feu à la ville », Sarya, 23 ans et déjà militante de longue date, semble elle aussi apprécier l'instant : « La place Taksim est un symbole important pour nos luttes. Nous essayerons d'y accéder à nouveau. Nous devons le faire. Le jour où nous y arriverons, cela marquera un recul pour les autorités et cette atmosphère étouffante qu'elles font régner. »

Dans la capitale, à Ankara, au même moment, elles étaient également plusieurs centaines, des jeunes pour la plupart, à

se rassembler dans la rue centrale de Sakarya, malgré la pluie et les cordons de policiers. Là aussi, slogans et revendications LGBT, comme à chaque manifestation féministe. Begüm, 22 ans, est étudiante en biologie. Elle participe pour la première fois à une marche de nuit. « Mes parents se sont séparés l'an dernier, dit-elle d'une voix triste. Mon père a menacé ma mère alors qu'il n'avait jamais été un homme violent. Nous avons dû faire appel à un juge pour obtenir un éloignement. »

Peu avant, dans la journée, l'excitation était palpable dans le local de la Fondation de so-

lidarité des femmes, située dans le quartier central de Kizilay. Ilgi Kahraman et ses collègues se sont réunies pour préparer les pancartes de la manifestation. « *Nous ne nous tairons pas, nous n'avons pas peur, nous ne vous obéirons pas* », peut-on lire sur les cartons de couleur étalés sur la table.

Paillettes sur les paupières, cheveux teints au henné, jupe mauve de la couleur du mouvement féministe, Ilgi Kahraman, 35 ans, est salariée à la fondation. « *Pour moi, le féminisme, c'est une stratégie de survie* », dit-elle avec un large sourire. La fondation a été créée en 1993 et a fonctionné un temps comme un refuge pour femmes victimes de violences domestiques. Depuis,

elle continue d'exister uniquement grâce à des dons. D'un point de vue juridique, le statut des fondations les protège, mais Ilgi précise : « *Si une association ne plaît pas au pouvoir, il est plus facile de trouver un prétexte pour la fermer, nous ne sommes à l'abri de rien.* »

En une dizaine d'années de militantisme, elle dit être parfois gagnée par le découragement : « *Au lendemain des manifestations de Gezi [soulèvements antigouvernementaux de 2013], nous débattions d'amour et de liberté...* » Aujourd'hui, le romantisme est bien loin, reconnaît-elle, et c'est surtout sur les violences faites aux femmes que les efforts du mouvement féministe se concentrent.

Mouvement féministe groggy

Les années qui ont suivi la tentative de coup d'Etat de juillet 2016 ont été dévastatrices pour la société civile. Profitant de pouvoirs élargis pendant les deux années de l'état d'urgence, le pouvoir de Recep Tayyip Erdogan a marginalisé, voire criminalisé, toutes les oppositions. Les emprisonnements, les fermetures d'associations et la radicalisation du discours au plus haut sommet de l'Etat – repris par la presse progouvernementale – ont porté un coup presque fatal aux voix dissidentes.

Comme d'autres luttes, le mouvement féministe, en dehors de ces rares moments de rassemblement, paraît groggy, replié sur lui-même, comme en témoigne la baisse d'activité des

organisations de défense de la cause des femmes. « *Je pouvais compter trois ou quatre organisations féministes il y a encore quelques années, mais elles n'existent plus, regrette Ilgi Kahraman, qui tient toutefois à ajouter : Si le nombre d'organisations a diminué, le discours féministe s'est, lui, incroyablement bien diffusé.* »

« *Les violences contre les femmes ont augmenté. L'une des raisons, c'est que les femmes s'expriment aujourd'hui désormais davantage. Dans de très nombreux cas, leur conjoint ou ex-conjoint les tue, car elles osent dire qu'elles veulent se séparer* », souligne-t-elle. Lucide, elle conclut : « *Les prochaines années s'annoncent difficiles.* »



10 march 2024

Iran condemns UN report on violations during 2022 protests

ERBIL, Kurdistan Region - Tehran on Saturday strongly condemned a report from a United Nations fact-finding mission that accused Iranian authorities of committing "crimes against humanity" during the 2022 nationwide protests, calling the report part of the West's "Iranophobia".

The Independent International Fact-Finding Mission on the Islamic Republic of Iran said on Friday that Iranian women and girls have been "severely deprived" of their basic rights and that many of the violations committed by authorities in their response to the Jin Jiyan Azadi protests amount to "crimes against humanity."

Iranian foreign ministry spokesperson Nasser Kanaani in a statement on Saturday said that the report was based on "biased" information and that the UN mission was following the agenda of Tehran's rivals.

Tehran considers the report "a clear example of the misuse of the concepts and values of human rights to advance short-sighted political goals and considers it to be devoid of any validity and legal effect," read the statement from the spokesperson.

"The founding countries of the so-called fact-finding mission are angry about the security and stability of the Islamic Republic of Iran and the failure

of their interference in the riots... and they intend to take revenge on the Iranian nation through the publication of this report," it added.

The Jin Jiyan Azadi protests were sparked by the September 2022 death of a Kurdish woman, Zhina (Mahsa) Amini, in the custody of the morality police after she was detained for reportedly not correctly wearing a hijab, in violation of Iran's strict dress code.

Condemning Amini's death, women and girls led massive, nationwide protests that were the greatest existential threat to the Islamic regime since its founding more than four decades earlier. The demonstra-

tors were met with lethal force. At least 551 protesters were killed, including 49 women and 68 children, according to the UN report. Thousands more were arrested.

The UN report said Iran's crackdown on the protests stemmed from institutionalized discrimination against women and girls.

Kanaani refuted the UN's findings, stating that the future of Iran will be built by its women and girls and called them "a source of pride." He added that a committee, formed by Iranian President Ebrahim Raisi to investigate the 2022 protests, has recently submitted its final report to the president.



10 mars 2024

« En Iran, le tabou du hidjab est enfin brisé » par Mehrangiz Kar, avocate et militante des droits des femmes

Les jeunes Iraniens, comme les médias occidentaux, ont tendance à penser que dès que l'ayatollah Khomeini a décrété le voile obligatoire en 1979, les femmes non voilées d'avant la révolution ont tout de suite accepté de le porter. En vérité, la résistance des citoyennes non voilées face à cette mesure autoritaire et contraire aux droits humains a une riche histoire. Les préjugés subis par les femmes qui s'y sont opposées sont inestimables, et les instances juridiques et sécuritaires qui leur ont imposés refusent toujours d'en fournir les statistiques. Bref, les femmes ont payé leur résistance, aussi bien théorique que pratique, au voile obligatoire, au prix d'arrestations, de détentions, de coups de fouet, de pénalités, de licenciement, d'inscriptions au casier judiciaire et de diverses autres façons.

Avant la révolution de 1979, les femmes iraniennes avaient le choix de porter ou non le hidjab. Le gouvernement ne s'en mêlait pas. Le non-port du hidjab ne constituait pas un délit pénal. Par conséquent, les autorités n'importunaient pas les citoyennes, quelles que fut leur tenue. La liberté vestimentaire comme un grand nombre de libertés civiles étaient admises. Les limites de la tradition et des valeurs religieuses étaient fixées conformément aux croyances de chacun. On vivait selon son propre mode de vie, en paix avec les autres. Au sein des familles iraniennes, les femmes vivaient à leur gré, certaines avec, d'autres sans le voile. En 1979, les jeunes femmes socialement actives et non voilées de ma gé-

nération ne se souvenaient pas de querelles publiques entre les familles dues à des différences dans leurs modes de vie.

Le pouvoir idéologique émanant de la révolution islamique n'a pas nui qu'aux femmes. Il a nui également à l'ensemble de la société iranienne, en provoquant un clivage majeur sur la question du hidjab. Les responsables politiques ont adopté la dangereuse méthode de dresser « une catégorie de femmes contre une autre » afin de réprimer celles qui n'obtempéraient pas. Fidélisées par le gouvernement, certaines ont intégré le marché du travail comme agents de « contrôle du corps des femmes », en s'adonnant à cœur joie au harcèlement systématique des contestataires.

Depuis, pendant plus de quatre décennies, le système de contrôle du corps féminin s'est peu à peu développé, tout en réprimant violemment toute résistance civile. Le dernier épisode de cette lutte acharnée s'est produit le 16 septembre 2022 avec la mort de la jeune Mahsa Amini, détenue par les patrouilles de la police des mœurs. Baptisée « révolte » ou encore « révolution de Mahsa », la résistance civile pacifique des femmes aux méthodes mortifères du gouvernement a connu un tournant ce jour-là. Cette grande bataille avait pour slogan « Non au hidjab obligatoire » et revendiquait des droits humains tels que celui de bénéficier d'une sécurité judiciaire et civile, ainsi que la reconnaissance du droit de tout un chacun à une vie normale et aux libertés la garantissant. Les autorités, prises au dépourvu par le courage de la jeune génération, ont fait tirer à balles

réelles sur filles et garçons.

Plus d'un an s'est écoulé depuis. Des vies ont été sacrifiées. De jeunes gens sont châtiés et même exécutés sans autre forme de procès. Certains attendent toujours dans le couloir de la mort. Trente mille opposants ont été arrêtés, dont une grande partie libérée sous caution se trouve contrainte au silence. Des milliers de personnes sont licenciées. De nombreux étudiants sont empêchés de poursuivre leurs études. Un nombre non négligeable de jeunes se sont donné la mort après leur libération.

En dépit de tout cela, le tabou du hidjab obligatoire est aujourd'hui brisé et de nombreuses femmes prennent le risque d'apparaître tête nue en public. La répression féroce des forces de l'ordre n'a pas faibli. Pourtant, la volonté des femmes à reconquérir leur liberté vestimentaire est si forte qu'elle a éclipsé bon nombre des préoccupations du gouvernement en matière de politique intérieure.

Le petit tableau, peint ci-dessus, montre que le défi des femmes face au gouvernement islamique a quelque peu été affecté par les erreurs des révolutionnaires non voilés de 1979. La priorité absolue de tous les révolutionnaires, hommes et femmes confondus, était de renverser le Chah. Le but en justifiait les moyens. C'était la condition sine qua non d'un avenir radieux. En guise de ralliement avec les femmes voilées qui envahissaient de plus en plus les rues, les Iraniennes non voilées ont préféré alors intégrer les rangs des manifestations avec un petit fichu

sur la tête. Selon la rhétorique « affectueuse » des responsables révolutionnaires de l'époque, la victoire n'était envisageable que si les femmes constituaient un corps uni et voilé. Il arrivait même qu'ils distribuent des tchadors noirs dans les rangs des manifestations. On entendait certaines révolutionnaires murmurer que « grâce à un morceau de tissu, elles creusaient la tombe de l'impérialisme et du Chah, son préposé ».

A vrai dire, il n'y avait pas d'obstacle sérieux à ce que les citoyennes non voilées continuent de participer à la révolution. Ce qui avait évolué, c'était leur propre mentalité. Elles trouvaient désormais que le hijab était un morceau de tissu auquel il fallait se soumettre par pragmatisme révolutionnaire. Elles étaient persuadées qu'elles s'en débarrasseraient facilement une fois la victoire atteinte, et les libertés politiques et l'égalité juridique obtenues. Elles étaient loin de comprendre qu'une fois inscrit dans la structure du pouvoir, ce même morceau de tissu approuverait toutes les discriminations qualifiées de nos jours d'« apartheid de genre ».

Mais choisir de porter le hijab, pour les femmes non voilées, n'était hélas pas uniquement une tactique révolutionnaire. Tous les droits des femmes et leur égalité même avec les hommes étaient ainsi remis en cause. Les instances révolutionnaires ont considéré ce degré de consentement des femmes révolutionnaires non voilées comme un bon présage, et se sont mises à croire que les conditions de la mise en œuvre de leur plan politique étaient désormais réunies. Malheureusement,

ment, d'éminentes personnalités féminines de gauche ou de droite, qui possédaient une certaine influence dans la société, ne prêtaient pas attention à cette erreur tactique des citoyennes non voilées, considérant qu'il ne faut pas nuire à l'unité des femmes et diviser leurs rangs en critiquant leur démarche révolutionnaire. Un climat délétère a ainsi été créé par le nouveau pouvoir. Profitant des huit ans de guerre avec l'Irak, il insistait sur l'importance de l'unité territoriale du pays, ainsi que sur le vœu des martyrs de la guerre qui, dans leurs testaments, demandaient aux femmes de respecter le hijab. Il en a profité pour imposer ses

lois discriminatoires aux citoyennes, les refoulant au ban de la société, et les privant des droits dont elles jouissaient avant 1979. La propagande officielle prétendait en effet que dans leurs testaments, les martyrs de la guerre considéraient le hijab des femmes plus efficace que leur propre sang versé. La pression politique et nationale en période de guerre était épuisante. Elle ne laissait aux femmes aucun angle pour protester contre leur bannissement et leur statut de citoyen inférieur.

Tout ce qui est arrivé aux femmes l'a finalement été grâce à ce piètre morceau de tissu. Cepen-

dant, depuis 1979, génération après génération, les femmes iraniennes ont livré une grande bataille pour en arriver là où elles sont aujourd'hui, c'est-à-dire pour réussir à briser le plus grand tabou de leur condition sociale : le hijab.

A présent, une bataille encore plus grande les attend : abolir la structure idéologique misogyne et la législation qui l'accompagne. La tâche n'est pas facile, mais le combat est bien engagé.

Texte recueilli par Chirinne Ardakani

Mehrangiz Kar, une voix in-

ternationalement reconnue
Née en 1944 à Ahvaz, Meh-
rangiz Kar est une avocate
et militante féministe inter-
nationalement reconnue. Ar-
rêtée en 2000 à son retour
d'une conférence à Berlin,
condamnée pour atteinte à
la sécurité nationale et pro-
pagande anti-islamique, elle
est contrainte à l'exil aux
Etats-Unis. Elle est la veuve
du dissident Siamak Pour-
zand, qui s'est suicidé en
2011 après une longue pé-
riode de torture dans les pri-
sons iraniennes.

Sept Iraniennes en quête de liberté.

Le Monde

avec AFP
12 mars 2024

La Chine, la Russie et l'Iran mènent des exercices militaires conjoints

Les trois pays, qui ont une volonté commune de contrer ce qu'ils présentent comme l'hégémonie américaine, organisent des manœuvres dans le golfe d'Oman, de lundi à vendredi.

Les marines chinoise, russe et iranienne organisent depuis lundi 11 mars, et durant la semaine, des exercices militaires conjoints dans le golfe d'Oman, dans un contexte régional explosif avec la guerre à Gaza et des attaques en mer Rouge par les rebelles yéménites houthistes.

Ces trois pays, qui partagent une volonté commune de contrer ce qu'ils présentent comme l'hégémonie américaine, avaient déjà organisé en mars 2023 des exercices

conjoints dans la région. Ces manœuvres ont pour objectif de « *maintenir conjointement la sécurité maritime régionale* », selon le ministère de la défense chinois.

« *La Chine enverra le destroyer lance-missiles Urumqi, la frégate lance-missiles Linyi et le navire de ravitaillement Dongpinghu* », a-t-il dit lundi, au premier jour de ces exercices qui s'achèveront vendredi.

« **Assurer la sécurité de l'activité économique maritime** »

Un détachement de navires de la flotte russe du Pacifique, mené par le croiseur *Varyag*, est arrivé à cet effet lundi au port iranien de Chabahar (Sud-Est), ont rapporté les médias d'Etat russes. « *L'objectif principal des manœuvres est d'assurer la sécurité de l'activité économique maritime* », ont-ils précisé, citant le ministère de la défense russe.

Le début de ces exercices, lundi, a coïncidé avec la première journée du ramadan, et alors que l'armée israélienne poursuit ses bombardements à

Gaza. Les rebelles houthistes, soutenus par l'Iran et qui contrôlent de vastes régions du Yémen, mènent en parallèle depuis novembre 2023 des attaques contre des navires dans la région, une importante voie de transit pour le commerce mondial. Ils affirment agir en solidarité avec les Palestiniens dans la bande de Gaza, où Israël mène une guerre contre le Hamas en représailles à l'attaque sans précédent du 7 octobre 2023 sur son sol.

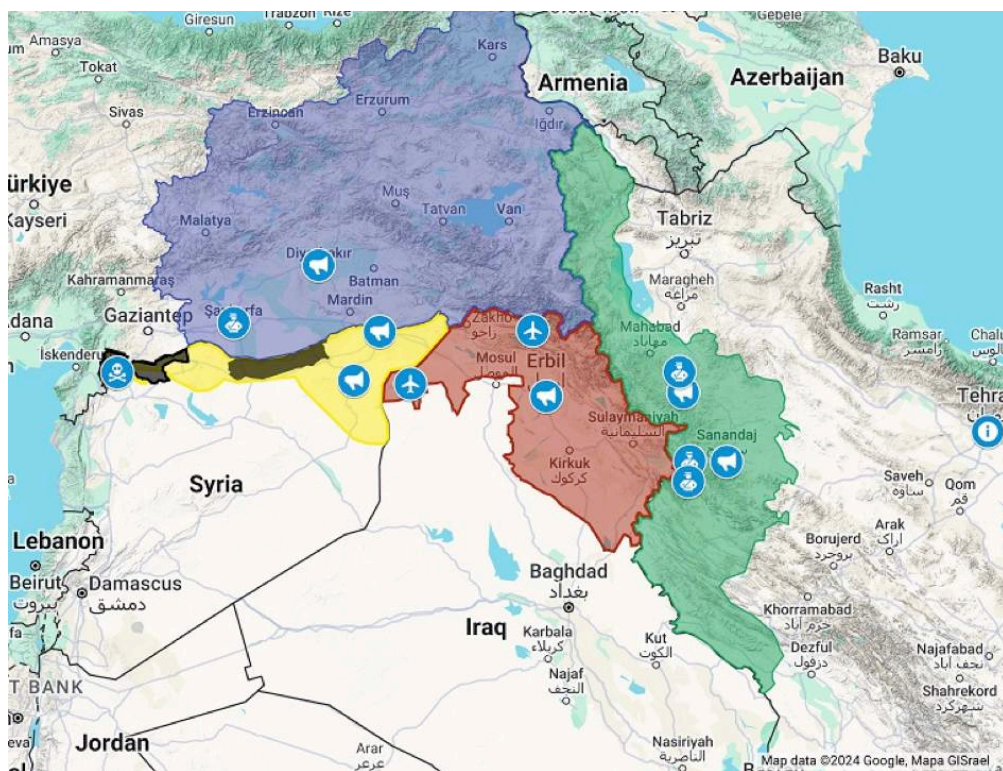


Kurdistan’s Weekly Brief | March 12, 2024

A weekly brief of events occurred in the Kurdistan regions of Iran, Iraq, Syria, and Turkey.

Iran

The Iranian regime continued its practice of executing **Kurdish prisoners**, including four individuals sentenced on non-political charges. Throughout 2024, authorities carried out dozens of executions, many of whom had been sentenced to death but were awaiting implementation for years. Simultaneously, security forces in Pawa detained **Awara Haidary**, a female Kurdish poet and writer, for her social media activity, though she was later released following extensive investigations. Similarly, in Sawllawa, a **Kurdish man** was arrested for his alleged affiliation with a Kurdish opposition party. Furthermore, two Kurdish activists, **Zaniar Fatahi** in Bokeran and **Sasamn Jamnara** in Ilam, received prison sentences of eighteen months and three months, respectively, from the Islamic Revolutionary Courts. On International Women’s Day, the Hengaw Organization for Human **Rights reported** the execution of twenty-two women in Iran, with 325 women arrested in 2023. Notably, the **only woman** currently on death row in Iran is Kurdish. Additionally, the United Nations’ Independent International Fact-Finding Mission on the Islamic Republic of Iran (**FFMI**) **documented** human rights violations by the regime during the Zhina Amini uprising in 2022. The FFMI highlighted violations against protesters, including the “violations committed against protesters and others, including on the use of force, arrests and detentions, treatment in detention, digital space and legal proceedings related to the protests.” The FFMI, operating



under the UN’s Human Rights Council, also noted the “Institutional discrimination against women and girls,” by the regime during the anti-government demonstrations. Lastly, the US Office of the Director of National Intelligence **issued a warning** that Iran will continue to threaten “US interests, allies, and influence in the Middle East.” The report also acknowledged domestic challenges facing the regime that could impede its further advancement of goals.

Iraq

Following more than ten rulings against the Kurdistan Region in recent years, Kurdish **judge Abdulrahman Sulaiman** resigned from the Supreme Court on Tuesday. Sulaiman, one of only two Kurds among the court’s nine members, cited

his resignation as a result of his conclusion that there is “a desire” evident in the court’s consecutive rulings “to return to central authority and move away from federal principles.” He expressed frustration at being unable to defend the entity of the Kurdistan Region within the framework of the Iraqi constitution. One recent ruling by the Supreme Court **stripped the Kurdistan Region** of its authority to distribute salaries to its employees, granting this power instead to the federal government, further undermining the Kurdistan Regional Government (KRG). The legitimacy of the supreme court itself is in question, as it was formed on an **unconstitutional basis**. The ongoing issues surrounding Kurdistan’s budget and the payment of public employees’ salaries remain unresolved.

A Turkish airstrike near the Shiladeze subdistrict resulted in the **deaths of two** civilians on Friday. Turkish attacks on the Kurdistan region have **claimed the lives** of more than a hundred civilians since their inception in 2015 under the pretext of combatting the Kurdistan Workers’ Party (PKK). On the same day, another Turkish airstrike in the Yazidi town of Shingal (Sinjar) led to the **death of a member** of the Sinjar Resistance Units (YBS) and injured another.

Syria

A **recently published** report by the UN Syria Commission of Inquiry characterized Turkish airstrikes on the infrastructure of the Autonomous Administration of North and East Syria (AANES) as a “violation of in-

ternational humanitarian law.” The commission highlighted the civilian casualties resulting from Turkey’s attacks and emphasized the urgent need for a ceasefire in Syria. Last week, the Syrian Observatory for Human Rights (SOHR) reported the Turkish intelligence’s arrest of **ten Kurds** in occupied Afrin on March 6 and 12. Meanwhile, a Syrian regime attack on villages near Afrin resulted in the death of a woman and the injury of four civilians.

On the anniversary of the Kurdish uprising in Qamishli against the Syrian regime in 2011, the AANES released a statement emphasizing dialogue between opposition powers. “We call on all Syrian national forces to recognize the reality of our pioneering role in Syria and refrain from undermining our people’s resolve. Dialogue is the correct path to resolving all matters,” the statement read.

Turkey

The pro-Kurdish Peoples’ Equality and Democracy Party (DEM) continues to intensify its local election campaign leading up to March 31. The party released the “Newroz Declaration” in Diyarbakir (Amed), advocating for “peaceful democratic methods” to address the long-standing Kurdish issue across greater Kurdistan. “The Kurdish question is a matter of status, and its resolution is achievable through the status that each part of Kurdistan gains within

itself.” Last week, authorities arrested thirty-one Kurds in **Urfa** and **Ankara**, primarily members of the DEM party, on charges of “membership in an illegal organization.” In another development, Turkish President Recep Tayyip Erdogan revealed plans to launch a new invasion campaign in Iraq and Syria. Recently, Turkey’s Foreign Minister visited Washington and met with Secretary of State Tony Blinken as part of the “U.S.-Turkey Strategic Mechanism.”



Siavosh Ghazi

notre correspondant à Téhéran,

13 mars 2024

Iran: arrestations après la diffusion en vidéo d’une altercation entre une femme non voilée et un religieux

La vidéo a été prise par une caméra de surveillance dans une clinique de Qom et envoyée à la chaîne de télévision – en persan – **Iran International**, très hostile au pouvoir iranien, qui est basée à Londres. Les personnes interpellées sont soupçonnées d’avoir envoyé les images pour diffusion.

Dans l’enregistrement, la **jeune femme** sans voile accuse le religieux de l’avoir

prise en photo alors qu’elle patientait dans un couloir et exige qu’il l’efface. Le religieux rejette les accusations. Alors, commence une altercation. Une autre femme arrache alors le téléphone portable du religieux qui essaie de récupérer son appareil. À ce moment-là, la première jeune femme porte un grand coup au visage du religieux.

#JeSuisUneDévergondée

Depuis le mouvement de contestation après la mort de Mahsa Amini, arrêtée pour infraction au code vestimentaire et morte en détention, le pouvoir iranien a multiplié les mesures contre les femmes qui refusent de porter le voile, obligatoire en public. Dans les lieux publics, elles sont identifiées par les caméras de surveillance ou encore par les fidèles du pouvoir qui les prennent en photo pour les envoyer à la police.

Après la publication de la vidéo, de nombreux internautes ont pris la défense de la femme alors que certains médias conservateurs ont justifié l’acte du religieux. Certains ont même utilisé le *hashtag* **#ManSali-tehHastam** qui signifie : « *Je suis également une dévergondée* », terme utilisé par certains fidèles du pouvoir pour qualifier la jeune femme.

Le film « Chroniques de Téhéran » ausculte avec brio la violence ordinaire en Iran

Une suite de neuf vignettes dresse un état des lieux de la résistance, au lendemain du mouvement « Femme, vie, liberté ».

Ici, nul cri de révolte contre la censure. *Chroniques de Téhéran*, une suite de neuf scènes d'Ali Asgari et Alireza Khatami, dévoilées à Cannes (section Un certain regard) en mai 2023, sonde la violence « ordinaire » vécue par les Iraniens, qu'ils ou elles cherchent un emploi, veulent déclarer une naissance ou simplement retirer un permis de conduire.

Tous les jours, des hommes et des femmes se retrouvent confrontés, pour des actes en apparence anodins, à des individus investis d'une autorité – un fonctionnaire, un employeur – qui abusent de leur position dominante, cuisinent leur interlocuteur, s'immiscent dans leur intimité, laissent planer des menaces... Mais tous les citoyens ne courbent pas l'échine.

Une certaine résistance se fait jour : elle se niche dans l'ironie du langage, dans l'esquive ou la manipulation, créant des retournements de situation, accrochant le spectateur aux dialogues. D'autant que ces histoires ne sont presque jamais résolues, les réalisateurs quadragénaires les coupant au moment de tension maximale, comme dans un épisode de série.

Acteurs formidables

L'effet de frustration fonctionnelle, et la mise en scène accentue le suspense. Chaque vignette est filmée en plan fixe, laissant hors champ les inter-



Image extraite de « Chroniques de Téhéran », d'Ali Asgari et Alireza Khatami. ARP SÉLECTION

rogateurs, dont on n'entend que la voix : ne reste dans le cadre que l'individu, dont les réactions, les réponses, racontent un état des lieux de la résistance en Iran – un coup de chapeau aux acteurs, tous formidables. On n'est ni dans le cinéma coup de poing de Mohammad Rasoulof (*Le diable n'existe pas*, 2020), ni dans les méandres d'un récit à la *Asghar Farhadi*, même si Alireza Khatami a travaillé avec l'auteur d'*Une séparation* (2011).

Chroniques de Téhéran, tourné en sept jours avec les moyens du bord, porte l'empreinte du mouvement « Femme, vie, liberté », né en Iran au lendemain de la mort

de la jeune Mahsa Amini, en septembre 2022, des suites de son arrestation pour un foulard mal ajusté. Plusieurs scènes questionnent ainsi la « police » de l'apparence féminine. L'un des plans les plus saisissants est le regard caméra d'une fillette qui découvre, dépitée, son reflet dans le miroir (la caméra et le miroir ne faisant qu'un) : ses longs cheveux roux ont disparu sous le voile beige crème, tel est son destin à la veille de la rentrée.

Il y a aussi cette chauffeuse de taxi, coupe ultracourte sous la capuche, qui vient contester une amende qu'elle a reçue pour avoir conduit les cheveux au vent. Ce n'est pas elle sur

l'image flashée par le radar, dit-elle. D'ailleurs, l'habitacle de la voiture n'est-il pas un espace privé ? « Non, car vous êtes visible de l'extérieur », dit l'agente. « Qu'est-ce qui relève de l'espace privé, en Iran ? », ose l'administrée. Une autre histoire, celle d'un poème tatoué sur le corps, nous confirme que la liberté se réduit comme peau de chagrin en Iran.

Film iranien d'Ali Asgari et Alireza Khatami. Avec Bahman Ark, Arghavan Shabani, Servin Zabetian, Sadaf Asgari, Faezeh Rad, Hossein Soleymani, Majid Salehi, Farzin Mohades, Gouhar Kheir Andish, Ardashir Kazemi (1 h 17).

The New York Times

Farnaz Fassihi
March 13, 2024

Dancing and Jumping Over Fire, Iranians Use Holiday to Defy Rules

Large crowds packed the streets to celebrate the tradition of Chaharshanbeh Suri. Iran has banned dancing in public, which has also been a way to protest.

Iransians have looked for opportunities in recent months to display defiance against the rules of the clerical government. In Tuesday night's annual fire festival, many found a chance.

Across Iran, thousands of men and women packed the streets as they danced wildly to music and jumped joyfully over large bonfires, according to [videos on social media](#) and interviews with Iranians. The police said the crowds were so large in Tehran and other cities that traffic came to a standstill for many hours and commuters had difficulty reaching public transportation, according to Iranian news reports.

Dancing, especially for men and women together, is banned in public in Iran and has long been a form of protest.

In many places, the gatherings turned political, with crowds chanting, "Freedom, freedom, freedom," "Death to the dictator" and "Get lost, clerics," according to [videos](#) and interviews with participants. In the city of Rasht in northern Iran, a crowd booed security officers who drove by in motorcycles, [videos showed](#).

Iranians were celebrating the ancient Persian tradition of Chaharshanbeh Suri before the coming new year, Nowruz, which is on the first day of spring. In a ritual on the eve of the last Wednesday of the year, people jump over fire to cleanse the spirit from malaise of the old year and take on the glow of the flames in preparation for the new year.

The dancing crowds were another example of how far a large part of Iran's society, particularly the youth, has moved away from the ruling clerics. "The people are so happy,



Iranian women in Tehran celebrating. In cities across Iran, large crowds danced wildly and jumped over bonfires. Arash Khamooshi for The New York Times

God willing the toppling of the Islamic Republic," a narrator of celebrations in the city of Karaj said in a video [published by BBC Persian](#).

The government [crushed a nationwide uprising](#) in 2022 that was led by women and girls who demanded an end to clerical rule. Since then, many Iranians have used [religious ceremonies, popular songs](#) and sports events to continue voicing their demand for change.

When the revolution toppled the monarchy in 1979, the new clerical rulers declared an Islamic theocracy and for years discouraged and even cracked down on Persian celebrations that predated Islam, including Chaharshanbeh Suri. But Iranians continued to celebrate the ritual, which they consider an inseparable part of Iranian culture. "The celebration of Persian holidays and the exhibition of joyous gatherings have become inherently politi-

cal, which is why we are also seeing antigovernment slogans" said Nahid Siamdoust, an assistant professor in media and Middle East studies at the University of Texas at Austin. "These festivities unite Iranians across the country and provide an opportunity for people to exhibit a sociality that is at odds with state-imposed culture."

In some apartment complexes in Tehran and other cities, DJs played Persian pop songs as a packed crowd danced and sang along, according to [videos on social media and BBC Persian](#). In other places, parked cars blasted music from speakers in an open trunk. Young women, their hair flowing in defiance of the mandatory hijab law, danced on top of cars and [in groups](#).

People circled the bonfire and held hands while singing "For Women, for Life, for Freedom" from the lyrics of "Baraye," an anthem of

the female-led uprising in 2022, [videos on BBC Persian showed](#). The singer and songwriter [Shervin Hajipour won a Grammy Award](#) last year for the song. This month, Iran sentenced Mr. Hajipour to prison. Singing his song on Tuesday was a way to show solidarity, said Narges, a 35-year-old in Tehran who asked that her surname not be used for fear of retribution.

There were reports on social media of sporadic clashes between the crowds and security forces. [One video showed](#) forces dispersing the crowds in the neighborhood of Narmak in Tehran by smashing the windows of a cafe where people had gathered to dance.

Every year, the celebrations lead to casualties because of unsafe handling of homemade explosives and fireworks. Iran's Emergency Center said at least 14 people were killed and nearly 1,800 suffered injuries from burns, according to official media reports.



March 13, 2024

KDP asks Iraqi electoral body to increase Halabja seat count

ERBIL, Kurdistan Region - The Kurdistan Democratic Party (KDP) has asked the Iraqi electoral body to review and increase the number of seats allocated for Halabja province for the upcoming Kurdistan Region elections, the body's spokesperson told Rudaw on Wednesday.

Unlike in previous elections, which followed a single constituency system, the June vote will see the Kurdistan Region divided into four constituencies. Sulaimani will have the most number of seats with 38, followed by Erbil with 34, Duhok with 25, and Halabja with three.

Jumana al-Ghalai, spokesperson of Iraq's Independent High Electoral Commission (IHEC), told Rudaw's Nahro Mohammed that the KDP has submitted a request to the IHEC to increase Halabja's seats, adding that the body has not yet provided an official response. She stressed that the decision is not in their hands.

"The Federal Supreme Court rules on how the seats should be divided, not the commission. That is why the seats cannot be changed, because the Federal Supremes' Court's decision is final, cannot be appealed, and all must follow," said Ghalai.

The division into four constituencies came as part of Iraq's top court's February ruling which found the 11 quota seats reserved for ethnic and religious minorities in the Kurdistan parliament to be "unconstitutional", effectively eliminating them.



The monument in Halabja built to honor the victims of the 1998 chemical attack on the city.
Photo: Bilind T. Abdullah / Rudaw

The Kurdistan Region Judicial Council said in a statement on Wednesday that changing the number of seats in the Kurdistan parliament is not within the Federal Supreme Court's jurisdiction, as the Iraqi constitution recognizes the Region and its existing authorities.

"The constitution has recognized that Kurdistan Region's laws need to be prioritized in case of a contradiction or a disagreement with the federal laws... The Federal Court has made itself the legislator through amending the seats of the Kurdistan parliament," read a statement from Abdul-Jabbar Aziz Hassan, head of the Kurdistan Region Judicial Council. In the statement, he cited Article 117 of the Iraqi constitution, which recognized the Kurdistan Region and its existing auth-

orities as a federal region, as well as Article 115 which states that "all powers not stipulated in the exclusive powers of the federal government belong to the authorities of the regions and governorates that are not organized in a region. With regard to other powers shared between the federal government and the regional government, priority shall be given to the law of the regions and governorates not organized in a region in case of dispute."

Hassan stressed that the Federal Supreme Court does not have the power to amend constitutional articles or attempt to violate and create problems for them through baseless excuses. Additionally, he claimed that the establishment of Federal Supreme Court is unconstitutional itself, citing Article 92

which defines the court as an "independent judicial body, financially and administratively."

The June 10 election will be unique in Kurdistan Region's parliamentary history, with fewer seats in the legislature, a new constituency system, and the poll being administered by the federal commission for the first time due to disagreements between the main Kurdish parties that resulted in the failure to reactivate the regional electoral body.

The election is taking place with about a year and a half delay. It was initially scheduled for October 2022, but was repeatedly postponed because of disagreements between the political parties and pending court cases in Baghdad.



De notre correspondante à
Istanbul, Anne Andlauer
13 mars 2024

Turquie: Erdoğan s'implique corps et âme dans les municipales pour regagner Istanbul et Ankara

Même porté par sa victoire à la présidentielle et aux législatives de mai 2023, il semble que le président Recep Tayyip Erdoğan aura du mal à récupérer la mairie d'Ankara, si l'on se fie aux sondages réalisés jusqu'ici. Comme Istanbul, la capitale avait basculé du côté de l'opposition aux municipales de 2019.

En revanche, une victoire à Istanbul paraît à sa portée : cela serait moins dû aux « performances » de son candidat Murat Kurum, un bureaucrate auquel il manque une bonne dose d'éloquence et de charisme, qu'à l'état de l'opposition.

Le maire sortant d'Istanbul Ekrem Imamoglu, candidat à un second mandat, avait été élu grâce à une large alliance d'opposition. Mais cette alliance a éclaté après la défaite au scrutin de l'an dernier, et Ekrem Imamoglu n'a plus que son parti - le CHP, principal parti d'opposition - pour le soutenir. Des prokurdes aux ultranationalistes, toutes les autres composantes de l'opposition présentent leur propre candidat. C'est la principale chance de Tayyip Erdoğan, qui s'implique pleinement dans la campagne et devrait concentrer ses meetings des dernières semaines sur Istanbul.

Erdoğan mélange promesses et menaces de coupes aux aides pour les sinistrés

La stratégie du président turc est, pour l'instant, un mélange



Des personnes marchent sous les affiches électorales du président turc Recep Tayyip Erdoğan, du candidat à la mairie d'Istanbul du parti AKP (au pouvoir) Murat Kurum et des drapeaux du parti à Istanbul, 20 février 2024. © Umit Bektas / Reuters

de promesses et de menaces. Le président et son parti AKP tentent de discréditer les maires d'opposition, en dépeignant des villes mal gérées, en décrivant les cinq dernières années comme une parenthèse malheureuse et en promettant des moyens immenses – ceux des mairies et de l'État – pour régler les problèmes des villes.

À plusieurs reprises, Recep Tayyip Erdoğan a même eu recours à une forme de chantage : à Istanbul, il a déclaré que le maire actuel n'avait pas les « moyens » de développer de grands projets car « c'est nous qui dirigeons le pays ». À Ordu, sur la mer Noire, il a lancé aux électeurs : « Avec nous, les villes ont du gaz naturel. Sans nous, il n'y en a pas. »

Encore plus marquant, à Hatay, la ville la plus touchée par le séisme meurtrier dans le sud du pays en 2023, le président a laissé entendre que si une mairie

n'était pas du même bord politique que le gouvernement, aucune aide ne pouvait lui parvenir.

Dernier élément de la stratégie du président : jouer sur le lien affectif avec ses électeurs déçus - notamment par la crise économique - pour les convaincre de le soutenir encore une fois. C'est sans doute pour cela qu'il a affirmé la semaine dernière que ce scrutin serait son dernier.

L'opposition divisée compte sur le vote utile

L'opposition aborde ces élections avec un peu de fébrilité, notamment à Istanbul. Ekrem Imamoglu compte sur son bilan pour être réélu et consacre ses discours aux projets déjà accomplis. Il présente également son principal rival comme un « débutant » inexpérimenté.

Le maire sortant sait que la rup-

ture de l'alliance d'opposition joue en sa défaveur. Mais il compte sur ce qu'il appelle « l'alliance des électeurs ». En clair : sur le fait qu'une part suffisante des électeurs des autres partis d'opposition, notamment du parti pro-kurde, choisiront de voter non pas pour le candidat de leur parti, mais pour Ekrem Imamoglu par pure stratégie, pour infliger une nouvelle défaite au président Erdoğan à Istanbul.

Tenir tête à Erdoğan jusqu'à la présidentielle de 2028

Les enjeux du scrutin du 31 sont aussi grands pour l'opposition que pour le camp présidentiel. Il s'agit d'abord de rattraper un peu la défaite cuisante de l'an dernier, pour que leurs électeurs gardent espoir dans le processus électoral et restent mobilisés jusqu'à la présidentielle de 2028.

Pour les maires d'opposition, à Ankara mais surtout à Istanbul, une nouvelle victoire serait la promesse d'un destin national dans la perspective de la prochaine présidentielle, à laquelle Recep Tayyip Erdoğan n'est pas censé participer.

Enfin, dans un pays soumis à un régime à ce point centralisé et personnalisé, ces mairies d'opposition incarnent une forme de contre-pouvoir, qui empêche le président turc et son parti d'accaparer la totalité des ressources financières et politiques du pays. C'est aussi pour cela, au-delà du symbole, que Recep Tayyip Erdoğan veut absolument récupérer la mairie d'Istanbul.

« L'Iran m'a instrumentalisé pour ses marchandages indignes »

Détenu 455 jours à Téhéran avant d'être échangé, le Belge Olivier Vandecasteele lance Protect Humanitarians, un projet destiné à venir en aide aux acteurs humanitaires menacés.

Olivier Vandecasteele pèse chacun de ses mots. Depuis [sa libération, en mai 2023](#), des prisons iraniennes où il a passé quatre cent cinquante-cinq jours, l'humanitaire belge avait gardé le silence. Il accepte aujourd'hui de témoigner de sa détention, mais aussi de sa volonté d'aller de l'avant, et présente [Protect Humanitarians, une initiative qu'il vient de lancer en Belgique](#), jeudi 14 mars, dans le but de soutenir les acteurs humanitaires. « *Depuis ma libération, j'ai privilégié ma reconstruction et travaillé sur mon projet, qui est né avant mon arrestation et que j'ai nourri pendant cette période* », explique-t-il, installé dans un café parisien devant une pochette remplie de documents.

Avant l'Iran, Olivier Vandecasteele, 43 ans, a travaillé notamment au Mali et en Afghanistan. En 2015, il s'installe à Téhéran comme directeur pour le Conseil norvégien pour les réfugiés, actif auprès des migrants afghans, dont le nombre, invérifiable, est estimé à environ 2 millions dans le pays. Cinq ans plus tard, il dirige l'ONG Relief International, puis repart en Belgique. En février 2022, alors qu'il retourne en Iran pour quelques jours avec un visa de touriste, afin de fermer son compte bancaire, vider son appartement et récupérer ses affaires, il est arrêté par les services de renseignement iraniens.

« *J'avais invité chez moi quelques amis pour leur dire au revoir. Les agents, venus*

m'arrêter, s'étaient cachés derrière le livreur de pizza qu'on attendait », raconte-t-il. En civil, ces agents refusent de lui montrer un mandat d'arrêt.

L'humanitaire est alors conduit à la prison tristement célèbre d'Evin, située dans le nord de Téhéran. Il y passera neuf mois à l'isolement total, avant d'être transféré, en août 2022, dans une *safe house*, une maison avec trois chambres, où il demeure seul. De temps en temps, il sent la présence d'autres personnes qu'il ne croise jamais.

Acharnement de ses geôliers

Durant sa détention, aucune procédure ne sera respectée, à commencer par les très rares conversations téléphoniques permises avec sa famille en Belgique, et le peu de visites consulaires, tout aussi rares, qui lui sont octroyées. Les interrogatoires sont laborieux et souvent longs. Olivier Vandecasteele écrit des centaines de pages pour répondre « *toujours aux mêmes questions* » sur ses activités humanitaires. Derrière l'acharnement de ses geôliers se cache, dit-il, la volonté de l'« *épuiser* » ou de l'« *amener à la faute* ».

« *Je leur répétais que pendant mes six années en Iran, je n'ai rien fait de répréhensible et qu'eux-mêmes étaient au courant de toutes mes activités*, raconte-t-il. *J'essayais de leur expliquer la situation des migrants afghans vivant dans leur pays et que c'était l'Iran qui avait demandé une aide hu-*

manitaire à l'Union européenne dans le cadre du JCPoA » – référence au Joint Comprehensive Plan of Action (plan d'action global conjoint), l'accord nucléaire conclu en 2015 entre l'Iran et les Etats-Unis, le Royaume-Uni, l'Allemagne, la France, la Russie et la Chine, devenu caduc après la sortie unilatérale de Washington, sous la présidence de Donald Trump, en 2018.

En novembre 2022, Olivier Vandecasteele comparaît devant un juge à Téhéran. Jusqu'à ce jour, malgré ses demandes répétées, aucune raison n'a été avancée par les autorités iraniennes sur son arrestation. Deux mois plus tard, en janvier 2023, Tasnim, l'une des agences de presse officielles iraniennes annonce la condamnation de l'humanitaire à quarante ans de prison et soixante-quatorze coups de fouet.

Les accusations portées contre lui sont celles retenues contre les citoyens étrangers ou binationaux que Téhéran utilise comme monnaie d'échange dans ses marchandages avec la communauté internationale : « *espionnage* » et « *collaboration avec le gouvernement américain* ».

Un « diplomate » iranien

Le Belge est aussi condamné pour « *contrebande de devises* » et « *blanchiment d'argent* ». « *Les Iraniens ont été incapables de me montrer la moindre preuve*, soutient Oli-

vier Vandecasteele. *Je n'ai jamais eu accès à mon dossier ni à un avocat de mon choix malgré mes demandes répétées.* » Ses interrogateurs finissent par évoquer un lien entre son dossier et celui d'Assadollah Assadi, un « *diplomate* » iranien en poste à Vienne à l'origine d'un projet d'[attentat avorté contre l'opposition iranienne](#), à Villepinte (Seine-Saint-Denis), en juin 2018.

Arrêté en Allemagne et extradé vers la Belgique, où se trouvaient trois de ses complices, l'Iranien a été condamné à vingt années de détention en février 2021. Sa libération apparaît désormais clairement conditionnée à celle d'Olivier Vandecasteele.

Dans sa cellule d'isolement, le Belge s'impose une routine. Il se force à marcher, parfois « *20 kilomètres par jour, pour être fatigué le soir et dormir* ». Il fait appel à ses souvenirs : « *J'essayais de me rappeler les lectures, les morceaux de musique et les gens qui m'avaient marqué.* » Pendant ce temps, sa famille alerte à de multiples reprises sur les conditions sévères de sa détention, qui risquent de mettre sa vie en péril.

En avril 2023, il est de nouveau transféré à Evin, où il passe trois jours dans une cellule avec l'un des quatre otages français en Iran, [Louis Arnaud](#), l'Espagnol Santiago Sanchez Cogedor, libéré fin décembre 2023, et l'universitaire irano-suédois Ahmadreza Djalali. Arrêté en 2016, ce profes-

seur invité à la Vrije Universiteit de Bruxelles vit sous la menace d'une exécution. « *J'ai beaucoup parlé avec mes codétenus pour comprendre ce qui m'arrivait. Cela a créé des liens forts entre nous* », explique Olivier Vandecasteele. Puis l'humanitaire belge est placé dans une autre section avec les Afghans illégaux, accusés d'appartenir à l'organisation Etat islamique.

Le 26 mai 2023, ses geôliers l'extraient de sa cellule, lui mettent un bandeau sur les yeux et le font monter dans un 4 x 4. « *On a roulé plus longtemps*

que d'habitude », se rappelle-t-il. Enfin autorisé à retirer son bandeau, il comprend qu'il se trouve à l'aéroport Mehrabad, situé dans l'ouest de Téhéran. Il est échangé, par le biais du sultanat d'Oman, contre Assadollah Assadi. « *L'Iran a instrumentalisé un humanitaire pour ses marchandages indignes* », accuse aujourd'hui M. Vandecasteele.

Créer un fonds d'urgence

Depuis son retour en Belgique, il dit trouver « *beaucoup d'énergie* » dans la mise en place de son initiative, Protect Human-

tarians. Inspiré d'ONG comme Reporters sans frontières, hébergé pendant un an par la Fondation Roi Baudouin, l'équivalent belge de la Fondation de France, le projet a pour ambition d'analyser les menaces envers les humanitaires, et de créer un fonds d'urgence pour apporter un soutien matériel, médical et légal aux humanitaires menacés, en particulier aux acteurs locaux qui sont les moins protégés.

Olivier Vandecasteele cherche encore à mettre les mots justes sur ce qui lui est arrivé et les sentiments qu'il a éprouvés. Il

puise des forces dans la lecture, notamment celle de [l'ouvrage Torture blanche](#) (traduit de l'anglais par Didier Ausan, Albin Michel, 288 pages, 20,90 euros) – des témoignages de prisonnières politiques iraniennes sur les cellules d'isolement, recueillis par la militante des droits humains Narges Mohammadi, Prix Nobel de la paix 2023. Il pense aussi souvent à ceux qu'il a croisés à Evin. « *Je me dis que j'aurais pu rester en prison et que l'un de mes codétenus aurait pu être libéré, glisse-t-il. Je ne serai vraiment soulagé qu'à leur libération.* »



March 14, 2024

Around 2,000 Iraqi families repatriated from Syria camp

ERBIL, Kurdistan Region - The spokesperson for the Iraqi migration ministry on Thursday told Rudaw that about 2,000 families have been repatriated to Iraq from northeast Syria's (Rojava) al-Hol camp over the years.

"Until now, through 14 batches, around 2,000 families numbering about 8,000 individuals, have been repatriated from al-Hol camp and the repatriation process will continue," Ali Abbas, spokesperson for Iraq's ministry of migration and displaced, told Rudaw.

The families will first be transferred to Nineveh's al-Jada camp for rehabilitation before they're sent back to their homes, according to Abbas.

Al-Hol camp is located in northeast Syria's Hasaka province and houses over 50,000 ISIS-linked people. The camp



Al-Hol camp in Hasaka, northeastern Syria (Rojava) on December 6, 2021. Photo: Delil Souleiman / AFP

has infamously been branded a breeding ground for terrorism, with authorities describing it as a "ticking time bomb." The camp residents come from around the world, but the bulk are Syrian and Iraqi.

Iraqi National Security Advisor Qasim al-Araji earlier this month said that around 20,000

Iraqis below the age of 18 are still at al-Hol, describing them as "time bombs for the future." Iraq has repatriated thousands of ISIS-linked people from Rojava in recent years, including fighters from the group who were detained by the Kurdish forces. United States Secretary of Defense Lloyd Austin in August commended Baghdad

for repatriating nationals.

Kurdish authorities in the region have repeatedly called on the international community to repatriate their nationals from the camps, but their calls have largely gone unanswered as most countries are unwilling to bring back their nationals due to security concerns.

Swedish Foreign Minister Tobias Billstrom on Wednesday said that Stockholm will not be offering aid to repatriate nationals from Syria camps, stressing that the remaining Swedes in Syria had over the years been given the opportunity to return to the country but had repeatedly refused.

"Sweden has no legal obligation to act for these individuals to be brought to Sweden. This applies to women, children and men," he told AFP.



Washington Kurdish Institute

Est. 1996

Kirkuk Minute | March 14, 2024

A biweekly brief of events and news occurred in the disputed territories.

Kirkuk

After months of local elections, Kirkuk's political landscape remains deeply divided, hindering the formation of an administration. Iraqi Prime Minister Mohammed Shia al Sudani met with leaders from the winning parties on February 21 in an attempt to broker agreements. A statement from al Sudani's office outlined points of agreement, including the establishment of a "Kirkuk administration coalition" and a commitment to "partnership, consensus, and non-exclusion" as guiding principles for governance in Kirkuk. Despite several subsequent meetings led by Prime Minister al Sudani with the winning parties, they were unsuccessful in reaching a consensus on forming the administration. The primary dispute centers around the allocation of the governorship post, with the Kurds, Arabs, and Turkmen each seeking the position. The suggestion to divide the governorship term into alternating periods has met resistance from the Kurdish faction, who hold seven out of sixteen seats and constitute the majority in the province."

On February 25, the Iraqi Supreme Court ruled to compel the Independent High Electoral Commission

(IHEC) to audit and review the voters' registration in Kirkuk province. The lawsuit was initiated by the head of the Turkmen Front, Hassan Turan, and is perceived as targeting Kurdish voters who returned to Kirkuk after displacement by the former Iraqi regime. Separately, the Supreme Court dismissed a lawsuit filed by Iranian-backed politicians contesting their loss in the election. The lawsuit sought the annulment of the results of the recent provincial council election in Kirkuk.

On March 15, four Turkmen and a Shabiki lawmaker announced the establishment of a new parliamentary bloc within the House of Representatives, splitting from the Turkish-backed Turkmen Front-led coalition. In a video statement, two prominent lawmakers, Garib Askar and Mokhtar al Mosawi, cited their decision as a move to "enhance Turkmen political efficacy" and serve the "national interest." They named the new coalition "Turkmen Framework Bloc." The bloc is primarily composed of Iranian-backed lawmakers.

The State Organization for Marketing of Oil (SOMO) released general statistics on exports and revenue for February without disclosing details. According to SOMO,

99,592,311 barrels were exported, primarily through Basrah. However, the report omitted Kirkuk exports to Jordan, as exports to Turkey have remained suspended since March 2023. This report marks the first instance since 2003 that details of oil exports have been withheld. In a separate development, on March 10, the Oil Pipelines company, a division of the Oil Ministry, announced the completion of repairs and renovations to the Beji-Kirkuk pipeline. This comes after the pipeline was disrupted in 2014 due to terrorist attacks. The pipeline facilitates the transportation of oil products such as gasoline, kerosene, and natural gas from the Beji refineries to Kirkuk warehouses, boasting a daily export capacity of 4 to 6 million liters. Spanning 86 kilometers, the pipeline serves as a vital link between the Beji refinery and Kirkuk.

On February 29, security forces arrested a Da'esh terrorist responsible for financing operations in Kirkuk. Additionally, on March 2, warplanes targeted a Da'esh hideout in the Wadi Shay (Rokhana valley) near the Daquq district. With the terrorist group intensifying its activities, federal government officials, including a committee from the Interior Min-

istry and the Army Chief of Staff, visited Kirkuk on separate occasions. Despite numerous official visits from Baghdad, efforts to transfer the security file to the local police, as previously agreed upon during the formation of the Iraqi cabinet, have been unsuccessful. Since 2017, when Iraqi forces, including Iranian-backed militias, assumed security responsibilities in the province after displacing the Peshmerga forces, Da'esh terrorists have notably escalated attacks in Kirkuk.

Shingal (Sinjar)

On February 29, a Turkish drone targeted a vehicle belonging to the Sinjar Resistance Units (YBS) near Rasga village in the Yazidi district of Shingal. This attack resulted in the death of a YBS commander and injuries to another member. Similarly, on March 8, a Turkish drone strike killed one YBS member and wounded two others near Qasraka, west of Shingal. In another development, a Yazidi girl named Govan Edo was liberated from the al Hol camp in Syria. Edo returned to her home after spending a decade in Da'esh captivity. She was abducted alongside thousands of girls during the genocide perpetrated by the terrorists in 2014.

The New York Times

Farnaz Fassihi
March 15, 2024

Iran and U.S. Held Secret Talks on Proxy Attacks and Cease-Fire

Diplomats gathered in Oman in January, with the U.S. side seeking to stop attacks on Red Sea shipping and American bases, and Iran looking for a Gaza cease-fire.

Iran and the United States held secret, indirect talks in Oman in January, addressing the escalating threat posed to Red Sea shipping by the Houthis in Yemen, as well as the attacks on American bases by Iran-backed militias in Iraq, according to Iranian and U.S. officials familiar with the discussions.

The secret talks were held on Jan. 10 in Muscat, the capital of Oman, with Omani officials shuffling messages back and forth between delegations of Iranians and Americans sitting in separate rooms. The delegations were led by Ali Bagheri Kani, Iran's deputy foreign minister and chief nuclear negotiator, and Brett McGurk, President Biden's coordinator for the Middle East.

The meeting, first [reported by The Financial Times](#) this week, was the first time Iranian and American officials had held in-person negotiations — albeit indirectly — in nearly eight months. American officials said Iran requested the meeting in January and the Omanis strongly recommended that the United States accept.

Since the beginning of the war in Gaza after Hamas's Oct. 7 attacks on Israel, the United States and Iran have reassured each other that neither was seeking a direct confrontation, a stance conveyed in messages they passed through intermediaries.

But in Oman, each side had a



A Houthi soldier in Sana, Yemen, on Friday, at a protest against the United States and Israel. Houthi attacks have been disrupting Red Sea shipping since the start of the war in Gaza. Yahya Arhab/EPA, via Shutterstock

clear request of the other, according to U.S. and Iranian officials.

Washington wanted Iran to rein in its proxies to stop the Houthi attacks on ships in the Red Sea and the targeting of American bases in Iraq and Syria. Tehran, in turn, wanted the Biden administration to deliver a cease-fire in Gaza.

No agreement was reached, however, and within hours after Mr. McGurk left the meeting with the Iranians, the United States led [military strikes on Jan. 11 on multiple Houthi targets](#) in Yemen. In early Feb-

ruary, the United States [launched strikes](#) on Iranian-linked military bases in Iraq and Syria in retaliation for the killing of [three American service members](#) in an attack by Iraqi militia close to Iran.

Attacks on U.S. bases have [since ended in Iraq](#), and there have been reports of only a few such attacks in Syria.

A senior American official said that the United States had engaged in the talks to show that even as tensions spiked, Washington was still open to pursuing diplomacy with Iran — but that if the dialogue did not produce

results, the United States would use force.

Two Iranian officials, one with the foreign ministry, said that Iran had maintained in the talks that it did not control the activity of the militia, particularly the Houthis, but that it could use its influence on them to ensure that all attacks would come to a halt if a cease-fire were reached in Gaza — but not before.

Iran and the United States have continued trading messages regularly about the proxy militias and a cease-fire since they met in January, with the Omanis as

intermediaries, American and Iranian officials said.

“Having channels of communication, even if indirect, can certainly be useful to mitigating the possibility of miscalculation and misunderstanding,” said Ali Vaez, the Iran director for International Crisis Group. “But, as we’ve seen since then, especially but certainly not exclusively over Houthi attacks in the Red Sea, tensions between the two sides remain significant.”

The United States and Iran both made decisions to avert a direct war in February. American forces avoided direct hits on Iran in their military response, and Iran persuaded the militia in Iraq to stop attacks on U.S. bases and the militias in Syria

to decrease the intensity of attacks to prevent American deaths.

But the Houthis have carried on with 102 attacks against ships in the Red Sea and Gulf of Aden since Nov. 19, according to the Pentagon. As of March 14, the United States had conducted 44 strikes on Houthi targets, but these attacks have not deterred the Houthis, who have threatened to use more advanced weaponry.

A senior U.S. official said the Houthis had conducted a test launch of a new medium-range missile. The official said the reports in the Russian news media this week about the Houthis’ gaining access to hypersonic missiles were most likely not accurate.

The Houthi leader Abdul-Malik al-Houthi said on Thursday that the Houthis would be expanding their targeting range to stop Israeli-linked ships from passing through the Indian Ocean and the Cape of Good Hope, along Africa’s far southern coast.

Analysts said that the Houthis [had turned out to be a winning card for Iran](#) in the current conflict because they had inflicted damage to international shipping and increased the stakes of the war in Gaza beyond the region. It is leverage that Iran will not give up easily, analysts said.

Last spring, Iran and U.S. delegations in Oman negotiated [a deal to release American detainees held in Iran](#) in exchange for the release of about \$6

billion of Iran’s frozen oil-revenue funds in South Korea. They also reached an unofficial agreement to defuse tensions in the region and lower the severity of attacks on American bases in Iraq and Syria.

“The goal of the recent negotiations in Oman was for both sides to return to that unofficial agreement and keep tensions at a low level,” said Sasan Karimi, a political analyst in Tehran. “We shouldn’t expect any breakthroughs between Iran and the U.S.; it’s all narrowly focused on the region for now. They want Iran to use its convincing power with the militia, and Iran is saying, Not so fast, not until you give us a cease-fire.”



March 15, 2024

Turkey produces nearly 15,000 barrels of oil in Diyarbakir: Minister

ERBIL, Kurdistan Region - Turkey’s energy minister revealed on Thursday that the oil production in the Kurdish province of Diyarbakir (Amed) currently amounts to 15,000 barrels of oil per day, adding that Ankara plans to further increase the production by searching for new oil fields in the province.

Alparслан Bayraktar, the Turkish energy and natural resources minister, said during an event in Amed on Thursday that his country is moving towards energy independence.

“Diyarbakir is an important oil site for us. Nearly 15,000 barrels of oil are produced every day,” Hurriyet news outlet reported Bayraktar as saying. “Hopefully, we will take it even higher with new [oil] discoveries,” he added.

Turkish state media also cited the minister as saying during the same event that the largest discovery Turkey has made is in the area of Gabar mountain in Sirmak province.

“Today, we produce our own oil there. We will further increase

its production. We found gas in the Black Sea. Today, natural gas is consumed in Diyarbakir, Bismil, 81 provinces and 860 settlements of Turkey,” noted the minister, stressing that they want to fully rely on domestically-produced gas rather than gas imports from abroad.

Bayraktar said in a separate event on Wednesday that Turkey will conduct three hydrocarbon explorations in the Black Sea later this year.

Sirmak Governor Osman Bilgin said in May last year that new

oil reserves were discovered in the province, adding that “exploration-related operations are being carried out in all of Sirmak’s mountains.”

Sirmak is a small province in southeastern Turkey, bordering the Kurdistan Region.

In December 2022, Turkish President Recep Tayyip Erdogan announced the discovery of an oil field in Sirmak’s Gabar Mountain, containing an estimated 150 million barrels valued at approximately \$12 billion.

The New York Times

Peter Baker
March 15, 2024

U.S. and Allies Warn Iran Not to Send Missiles to Russia

The Group of 7 major industrial powers threatened “significant measures” against Tehran if it aids Moscow’s war against Ukraine, including a cutoff of Iran Air flights to Europe.

The United States and six other major world powers warned Iran on Friday not to provide ballistic missiles to Russia to aid Moscow’s war against Ukraine and threatened to retaliate if it does by cutting off Iranian air travel to Europe, among other measures.

The Group of 7 nations issued the warning in a statement coordinated with the White House in hopes of making Tehran think twice before arming Russia even further at a time when American security aid to Ukraine

remains blocked in Congress by Republican leaders, who are following the lead of former President Donald J. Trump.

The Reuters news agency reported last month that Iran had already provided Russia with around 400 surface-to-surface missiles, including many from the Fateh-110 family of short-range weapons capable of striking targets as far as 435 miles away. Biden administration officials said on Friday that they had not been able to confirm that Iran had already trans-

ferred missiles but assume that it intends to.

The G7 leaders said they were “extremely concerned” about reports of possible Iranian transfers. “We call on Iran not to do so, as it would add to regional destabilization and represent a substantive material escalation in its support for Russia’s war in Ukraine — an aggression which constitutes a flagrant violation of international law and the U.N. Charter,” they said in their statement.

“Were Iran to proceed with pro-

viding ballistic missiles or related technology to Russia, we are prepared to respond swiftly and in a coordinated manner including with new and significant measures against Iran,” the leaders added.

Biden administration officials said that one example of a response would be to end flights into Europe by Iran Air, the country’s flagship national carrier, further isolating the nation.

Le Monde

avec AFP
15 mars 2024

Turquie : vingt et un migrants sont morts noyés en mer Egée

Selon les autorités, le « bateau transportant des migrants en situation irrégulière a chaviré au large d’Eceabat », dans des eaux turques situées à 50 kilomètres environ de l’île grecque de Limnos.

At least twenty and one migrants, including five children, who boarded a small inflatable boat on Friday in the Aegean Sea off the coast of north-west Turkey, announced the official Anadolu agency, citing the local governor. « Les cadavres de 21 personnes dont ceux de 5 enfants ont été retrouvés », a fait savoir le gouvernorat de la province de Çanakkale dans un communiqué. Le gouvernorat précise qu’au moins quatre personnes ont survécu au naufrage qui a eu lieu dans la nuit.

Selon les autorités, le « bateau transportant des immigrants en situation irrégulière a chaviré au large d’Eceabat », dans des eaux

turques situées à 50 kilomètres environ de l’île grecque de Limnos. De nombreuses ambulances ont été dépêchées vers le port de Kabatepe, situé face à l’île de Gökçeada, pour secourir d’éventuels rescapés, selon Anadolu.

De nombreux migrants continuent de tenter de rejoindre l’Union européenne en embarquant à bord de canots depuis les côtes turques en direction des îles grecques voisines. Les garde-côtes turcs disent avoir secouru ou interpellé depuis le début de la semaine plusieurs centaines de migrants tentant la traversée vers la Grèce, souvent accompagnés d’enfants.

Au moins cinq personnes s’étaient

noyées mi-novembre après le naufrage de leur embarcation au large de la province turque d’Izmir, qui fait face aux îles grecques de Chios et Samos.

Plus de 3 000 migrants disparus en Méditerranée en 2023

Selon l’Organisation internationale pour les migrations (OIM), plus de 3 000 migrants ont disparu en Méditerranée en 2023, le plus lourd bilan depuis 2017. Depuis janvier, 360 migrants sont morts ou portés disparus, selon la même source.

Un nouveau drame est venu s’ajouter mercredi à la longue liste des tragédies en Méditerranée, avec au moins 60 migrants disparus en

mer après être parti des côtes libyennes, selon les témoignages de rescapés secourus par le navire ambulance *Ocean-Viking*.

Dans un rapport publié au début de mars, le Conseil européen pour les réfugiés et les exilés (ECRE) s’alarmait de l’augmentation du nombre d’arrivées de migrants sur les îles grecques depuis la Turquie. Le pays abrite près de quatre millions de réfugiés sur son territoire, en grande majorité des Syriens, selon le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). Un accord a été signé en 2016 entre l’Union européenne et la Turquie pour que le pays garde sur son sol les réfugiés syriens.



March 15, 2024

Iraq bans PKK, labeling it a threat to the country

ERBIL, Kurdistan Region - The Iraqi National Security Council on Thursday banned the Kurdistan Workers' Party (PKK) from operating in the country, following a top security meeting with a Turkish delegation in Baghdad. Both sides discussed measures to be taken against the group which Baghdad claims poses a security threat to the country and neighboring Turkey.

A high-level Turkish delegation, which included Ankara's Foreign minister Hakan Fidan, Defense Minister Yasar Guler and Ibrahim Kalin, the head of the intelligence agency (MIT), visited Baghdad on Thursday, holding the second round of a top security meeting with their Iraqi counterparts. The first round of the security talks was held in Ankara in December.

"Both sides stressed that the PKK organization represents a security threat to both Turkey and Iraq, and it is certain that the presence of the organization on Iraqi territory represents a violation of the Iraqi constitution," read a joint statement from the foreign ministries of Ankara and Baghdad.

"Turkey welcomed the decision taken by the Iraqi National Security Council to list the PKK as a banned organization in Iraq. The two sides consulted on the measures that must be taken against the organization and its banned extensions [PKK's alleged offshoots] that target Turkey from within Iraq's territory," it added without identifying the PKK's "extensions."

Turkey considers the Shingal Resistance Units (YBS), which controls parts of Shingal (Sinjar) and enjoys good ties with

Iraqi security forces, a branch of the PKK. It is not clear if the all-Yazidi group will be targeted by Baghdad's decision to ban the PKK.

Ankara has frequently targeted the YBS with drones, killing dozens of its members.

Iraq's decision to ban the PKK comes ahead of Turkish President Recep Tayyip Erdogan's expected visit to the country in April. The joint statement said that they are working on making the rare trip a "historic" and "successful" one, adding that they hoped there will be a "qualitative shift" in their bilateral ties.

Nuh Yilmaz, a senior advisor at the Turkish foreign ministry, said in a post on X early on Saturday that Baghdad's agreement to join forces with Ankara against the PKK «for the first time,» represents a «turning point,» adding that «We will see the results gradually.»

Top Turkish and Iraqi delegations hold the second round of security meetings in Baghdad on March 14, 2024. Photo: Turkish MFA

Rebar Ahmed, Kurdistan Regional Government's interior minister, also attended Thursday's security meeting.

It is not clear what role the Kurdistan Regional Government (KRG), which enjoys strong security, economic and political ties with Turkey, will play in the dramatic shift in Ankara-Baghdad ties.

The Turkish defense ministry on Tuesday published photos

purportedly showing a top Turkish commander meeting with Kurdish and Iraqi military commanders in the Kurdistan Region.

"The operations we conduct in northern Iraq are carried out in close coordination with Iraqi security units," the ministry said in a post on X, adding that they discussed Iraq-Turkey border security.

Iraqi border forces have increased their presence in areas in the Kurdistan Region known for PKK-Ankara clashes, especially in Duhok province.

Turkey has recently upped its attacks against the PKK in the Kurdistan Region. It has also intensified its targeting of Kurdish fighters in northern Syria due to their alleged ties with the PKK.

The PKK has killed dozens of Turkish soldiers throughout the course of the winter, exploiting harsh weather conditions which disturb Ankara's aerial operations, especially its effective use of drones.

Turkey has carried out retaliatory strikes against the Kurdish administration in northeast Syria (Rojava), targeting the civilian infrastructure of the region, especially oil refineries as well as electricity and water stations. Washington, Syrian Kurds' main ally, told Rudaw in December that it was "dismayed" by the airstrikes which resulted in civilian deaths.

Erdogan said earlier this month that Ankara is close to completing a zone that will "permanently resolve" the security

issues along their border with the Kurdistan Region and Iraq by the summer.

He also called on everyone in the region to respect Ankara's security strategy, "Otherwise, they will be the cause of the tensions that will arise," he said.

«During the summer months, we will have largely completed our fortifications in the Operation Claw region, allowing us to take far more effective measures,» Erdogan said in February.

Operations Claw are a series of military operations by the Turkish army in the mountainous areas of the Kurdistan Region targeting the alleged positions of PKK, aiming to eradicate the group. The first iteration of Operation Claw was launched in May 2019 and was then followed by Operation Claw-Tiger in 2020. The third iteration of the offensive, launched in April 2021, consisted of two simultaneous cross-border campaigns, a ground campaign, and an air campaign, dubbed Operation Claw-Lightning and Operation Claw-Thunderbolt. A year later, Turkey launched Operation Claw-Lock.

In late February, the Christian Peacemaker Teams (CPT), a human rights organization that monitors Turkey's operation in the Kurdistan Region, told Rudaw that Ankara has conducted 1548 attacks in the region in 2023.

A suspected Turkish airstrike last week killed two civilians and wounded another in Duhok province.

L'Iran annonce d'importants contrats pour doper sa production pétrolière

La production de brut est tombée en 2020 à son plus bas niveau depuis trente ans, en raison des sanctions internationales imposées à la suite du retrait unilatéral en 2018 des Etats-Unis de l'accord sur le nucléaire.

Le gouvernement iranien a annoncé, dimanche 17 mars, une série de contrats, d'une valeur de 13 milliards de dollars, pour accroître sa production de pétrole, en dépit des sanctions imposées par les Etats-Unis depuis 2018.

L'ambition de ces projets, qui concernent six gisements dans le sud et le sud-ouest du pays, est d'augmenter la production pétrolière « de près de 400 000 barils » par jour, a déclaré le ministre chargé du pétrole, Javad Owji.

Ce programme devrait augmenter les revenus pétroliers de « 15 milliards de dollars par an », a-t-il ajouté, au cours de la cérémonie de signature organisée à Téhéran, le jour du 73^e anniversaire de la nationalisation de l'industrie pétrolière, en 1951.

M. Owji a récemment fixé à quatre millions de barils par jour la production du pays en mars 2025, terme de la prochaine année du calendrier persan. Le ministère a précisé que ces contrats étaient « les plus importants depuis une décennie », une période durant laquelle le secteur a souffert de sous-investissements.

Production en hausse

Pour les mettre en œuvre, l'Iran



Javad Owji, ministre chargé du pétrole, lors d'un déplacement à Alger, le 1er mars 2024. RAMZI BOUDINA / REUTERS

ne compte « pas sur des entreprises ou des financements étrangers », selon M. Owji. L'Iran, membre de l'OPEP, détient les troisièmes réserves de pétrole et les deuxièmes de gaz au monde, selon les statistiques de l'Agence américaine de l'énergie.

Malgré cette abondance, sa production de brut est tombée en 2020 à son plus bas niveau depuis trois décennies, en raison des sévères sanctions in-

ternationales imposées à la suite du retrait unilatéral en 2018 des Etats-Unis de l'accord sur le nucléaire. Les multinationales étrangères avaient alors quitté l'Iran.

Mais la production de pétrole brut est repartie à la hausse depuis ces derniers mois, portée en particulier par les exportations vers la Chine. L'un des principaux contrats signés dimanche concerne le champ d'Azadegan, dans la province

du Khouzistan (Sud-Ouest), où se trouvent les principaux gisements du pays.

Le gouvernement iranien a récemment dévoilé un programme d'un total de 20 milliards de dollars pour le développement, par quatre entreprises nationales, du plus grand gisement de gaz naturel au monde, South Pars, situé dans le golfe Persique et à cheval sur les eaux territoriales de l'Iran et du Qatar.



Anne Andlauer
correspondante à Istanbul,
17 mars 2024

Turquie : les voix de la gauche pro-kurde convoitées pour les municipales à Istanbul

À Istanbul, le maire sortant d'opposition Ekrem Imamoglu a besoin qu'une large partie des électeurs du DEM votent pour lui, afin de l'emporter face au candidat du pouvoir. Le parti pro-kurde a choisi de présenter sa propre candidate. À l'heure du choix, les électeurs du DEM sont partagés.

Vêtu d'un costume traditionnel kaki, Ümit, un électeur du parti pro-kurde, ne se pose même pas la question : puisque son parti présente une candidate à Istanbul, il votera pour elle. « On n'a pas à rester coincés entre le pouvoir et l'opposition, nous ne sommes pas là pour faire gagner ou perdre untel ! On doit montrer notre force », dit-il.



Partisans du parti pro-kurdes, DEM, célèbrent la fête de Norouz, à Istanbul, ce dimanche 17 mars 2024. AFP - YASIN AKGUL

Le maire d'Istanbul

En 2019, c'est en partie grâce au soutien du parti pro-kurde qu'Ekrem Imamoglu, l'actuel maire, avait gagné le scrutin face au candidat du pouvoir. Cette année, l'opposition est divisée. Mais pour l'emporter à nouveau,

M. Imamoglu a besoin qu'un nombre suffisant d'électeurs des autres partis d'opposition votent pour lui, et non pour le candidat de leur parti.

C'est ce que compte faire Erdal, un électeur du DEM justement :

« Je voterai Imamoglu. C'est un sujet de débat entre militants du parti, mais on sait tous que notre candidate ne peut pas gagner et que si le pouvoir récupère Istanbul, ce sera encore pire. »

Zeynep, 20 ans, est indécise. Si elle vote finalement pour Ekrem Imamoglu, ce ne sera pas de gaieté de cœur. « J'hésite parce que je sais tout le mal que le pouvoir peut faire. Mais Ekrem Imamoglu ne me paraît pas sincère. Il se soucie des Kurdes et se met à dire des mots en kurde uniquement quand il y a des élections », estime-t-elle.

Au sein du parti pro-kurde, les débats entre électeurs sur l'attitude à adopter dureront jusqu'au jour du scrutin, le 31 mars prochain.

LE FIGARO

avec AFP
17 mars 2024

Turquie : la journaliste de l'AFP interpellée à Istanbul a été libérée

Une vague d'arrestations de la police turque a mené à l'interpellation d'une cinquantaine de personnes, dont une journaliste de l'AFP, ce dimanche à Istanbul en marge des célébrations du Nouvel An kurde. Eylül Yasar, journaliste au service vidéo de l'AFP, s'apprêtait à filmer les célébrations de Norouz, le Nouvel An kurde, quand elle a été interpellée à un point de contrôle. Elle a finalement été relâchée par la police en fin de journée après avoir été retenue plus de six heures. La journaliste a annoncé sa remise en

liberté ainsi que celle de quatorze personnes enfermées en même temps qu'elle dans le même fourgon.

Selon des journalistes et des avocats présents, membres de l'Association des Avocats pour la Liberté (ÖHD), la vidéaste s'est opposée à une fouille corporelle qu'elle jugeait « trop insistante » et a été emmenée dans un fourgon de police.

« Nous savons que quatorze personnes détenues ont été libérées », a confirmé à l'AFP Emine Özhasar, une avocate de l'association MLSA,

qui réunit des avocats défenseurs des droits humains et des médias. « De nombreuses personnes ont été arrêtées mais nous ne connaissons pas encore leur nombre » total, a-t-elle ajouté.

Le feu de joie annulé

Selon Erol Önderoglu, correspondant de RSF en Turquie, une cinquantaine de personnes qui venaient assister aux célébrations de Norouz, généralement accompagnées de danses traditionnelles et d'un grand feu de joie, ont été également interpellées sur place. Le feu de joie a été annulé,

a par ailleurs constaté un photographe de l'AFP.

Les Kurdes, qui représentent un cinquième environ des 85 millions d'habitants de la Turquie selon des estimations, font face à d'importantes discriminations dans le pays. L'ex-figure de proue du principal parti prokurde HDP (devenu DEM), Selahattin Demirtas, est emprisonné depuis 2016 pour « propagande terroriste » et plus d'une centaine de maires de localités kurdes avaient vu leur élection annulée aux dernières élections municipales de 2019.



March 18, 2024

Six years after Afrin occupation, violations of human rights persist without any signs of abating

This occupation led to the death or injury of over a thousand Kurdish citizens of Afrin, and forced approximately 350,000 of its residents to flee their homes.

ERBIL (Kurdistan24) – On Jan. 20, 2018, Turkey and the Turkish-backed Syrian National Army (SNA) launched an attack on Afrin, resulting in its occupation along with its surrounding areas after a 58-day war.

This occupation led to the death or injury of over a thousand Kurdish citizens of Afrin, and forced approximately 350,000 of its residents to flee their homes. Unfortunately, even after six years, the violations of human rights, theft, looting, deforestation, encroachment on private property, and demographic changes persist without any signs of abating.

On that day the Turkish army launched a shelling and bombardment campaign on Afrin, targeting its villages and districts, namely Rajo, Shiye, Bulbul, Shera, Jindires, Maabatli, and Şereva. In coordination with the Turkish army, SNA initiated a ground attack.

During the attack, numerous civilian homes, schools, government buildings, hospitals, mosques, historical and sacred sites, were mercilessly bombed and destroyed.



Turkish-backed rebels in Afrin city (Photo: Ömer Alven - AA)

As a result of the 58-day war, Turkish forces and SNA seized Afrin and its countryside on 18 March and started stealing and looting homes, government buildings, shops, and resident properties.

Afrin residents have suffered dangers and threats since March 18. Armed groups have kidnapped tens of thousands of Kurdish people in order to obtain money from their families. Over 8500 residents of Afrin have been abducted during this period, and the fate

of more than 2 thousand others remains unknown.

The demographics of Afrin are also changing as thousands of Arabs from Damascus, Idlib province, and different districts of Syria settle in Kurdish properties and homes. The confiscation of hundreds of thousands of olive trees has resulted in the removal and cutting of hundreds of thousands of olive trees.

As a result of the occupation of Afrin, the Turkish army has de-

stroyed the majority of Afrin's archaeological sites with large excavation tools. Activists state that many antiquities were stolen from Jindires Hill, Nabi Houri Castle, Simeon Castle, and Dederiyeh Cave.

Over 50 historical sites and religious cemeteries have been looted by the Turkish army and its affiliated armed groups. More than 20,000 pieces of antiquities have been stolen and transported to Turkey by the Turkish army and its affiliated armed groups.

Iran: la Nobel de la paix emprisonnée lance un appel à l'ONU

Narges Mohammadi a été maintes fois condamnée et emprisonnée depuis 25 ans pour son engagement contre le voile obligatoire pour les femmes et la peine de mort.

La Nobel de la paix iranienne **Narges Mohammadi**, incarcérée depuis 2021 à Téhéran, a réclamé lundi «une pression systématique et globale» contre l'Iran face au durcissement de la «répression», dénoncée à l'ONU par des dizaines de pays et ONG. «Je m'adresse à vous avec une grande inquiétude», affirme Narges Mohammadi dans sa déclaration lue par l'ONG Ensemble contre la Peine de Mort lors de débats au Conseil des droits de l'homme (CDH) sur l'Iran.



Narges Mohammadi, prix Nobel de la Paix en 2023. - / AFP

«Avec la récente vague de protestations et de mouvements en faveur de la vie et de la liberté des femmes, la répression s'est intensifiée», poursuit-elle, appelant l'ONU et les organisations de défense des droits humains à «exercer une pression systématique et globale» sur l'Iran. Incarcérée depuis novembre 2021, Narges Mohammadi a été maintes fois condamnée et emprisonnée depuis 25 ans pour son engagement contre le voile obligatoire pour les femmes et la peine de mort. Elle souffre, a indiqué lundi le Rapporteur sur l'Iran, Javahid Rehmān, «de graves problèmes de santé, notamment de graves problèmes cardiaques et pulmonaires, ce qui met sa santé en grand danger».

«Mettre fin à la répression systématique»

La Nobel de la paix (2023) a demandé - comme de nom-

breux pays et ONG dont Amnesty International et Human Rights Watch - le renouvellement des mandats de la mission d'enquête de l'ONU sur l'Iran et du Rapporteur spécial. Les mandats de ces experts - qui n'ont pas été autorisés à se rendre en Iran - prennent fin en avril mais une proposition visant à les prolonger est à l'étude, à l'initiative notamment de l'Allemagne. «Nous appelons l'Iran à mettre fin à l'impunité et à la répression systématique de sa population. La mission d'enquête (...) doit poursuivre et achever sa mission», a déclaré la commissaire allemande aux droits humains, Luise Amtsberg, au CDH.

Egalement à Genève, le chef du Haut conseil iranien des droits de l'Homme, Kazem Gharibabadi, a accusé les États-Unis, l'Allemagne, l'Angleterre, la France et le Canada de se couvrir «de vernis humani-

taire» et critiqué les sanctions contre son pays. Publié il y a dix jours, le rapport de la mission d'enquête - que Téhéran a «fermement condamné» - affirme que la répression des manifestations de 2022, après la mort de Mahsa Amini, une jeune femme de 22 ans arrêtée par la police des mœurs pour ne pas avoir porté correctement le hijab, et «la discrimination institutionnalisée» envers les femmes et les filles a mené à «des crimes contre l'humanité».

«Crimes contre l'humanité»

La présidente de cette mission, Sara Hossain, a dénoncé lundi les mesures prises par Téhéran «pour réduire au silence les victimes et leurs familles en quête de vérité et de justice», tandis que le Rapporteur s'est dit «très préoccupé» avec «au moins 834 personnes exécutées en 2023», une hausse de 43%

sur un an. Lui répondant, une représentante iranienne, Sormayeh Karimdoost, a dénoncé un rapport qui n'est «ni factuel, ni professionnel, et encore moins juste et équilibré». Un petit groupe de pays, dont la Russie, le Bélarus, le Venezuela, Cuba, la Corée du Nord, la Syrie et la Chine, ont soutenu l'Iran, rejetant ce qu'ils estiment être une «politisation» des droits humains. Mais des dizaines d'autres pays ont partagé les préoccupations de la Nobel de la paix et des experts de l'ONU, appelant l'Iran à mettre au moins en place un moratoire sur les exécutions.

«16 des 24 femmes exécutées dans le monde en 2022 ont été exécutées en Iran en 2023, le plus grand nombre depuis 2013», a souligné l'ambassadeur français, Jérôme Bonnafont. «De nombreux détenus ont signalé que les autorités avaient recouru à la torture, à la violence sexuelle et fondée sur le genre pour leur arracher des aveux», a dénoncé l'ambassadrice américaine Michèle Taylor, interrompue par la diplomate iranienne qui a fustigé des «propos incendiaires et provocateurs». Un peu moins d'une cinquantaine de personnes ont manifesté devant l'ONU, pour demander «aux Nations unies de tenir l'Iran responsable de crimes contre l'humanité» et au Conseil de sécurité d'examiner la situation, a déclaré à l'AFP Zolal Habibi, une porte-parole du Conseil national de la résistance iranienne (CNRI), regroupant des opposants en exil.



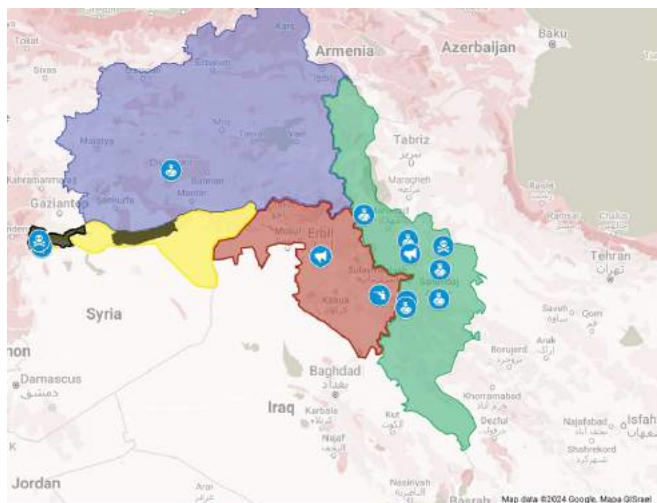
Kurdistan's Weekly Brief | March 19, 2024

A weekly brief of events occurred in the Kurdistan regions of Iran, Iraq, Syria, and Turkey.

Iran

The Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights (OHCHR) Independent International Fact Mission on the Islamic Republic of Iran (FFMI) [presented](#) its findings on the Iranian regime's wanton human rights abuses in Geneva on March 18. FFMI Chair Sara Hossain emphasized that the regime was responsible for the death of the Kurdish woman Zhina Amini. "Our finding showed, based on examination of medical documents, and also a pattern evidence of treatment of women in these situations, that Zhina Mahsa Amini's death was an unlawful death, and we believe the state is responsible," [said](#) Hossain. Hossain also discussed the regime's use of "unnecessary, disproportionate force" against peaceful protesters that resulted in at least 551 "unlawful" killings.

Iranian and Iraqi border guards [continued targeting](#) Kurdish border porters (kolbars) along the Iran-Iraq border and have now [wounded](#) at least two dozen during the past two weeks, one of whom died nine days after being wounded. The Iraqi government is complementing its increasing crack-down on cross-border activity by erecting hundreds of miles of fence along the border of Iranian and Iraqi Kurdistan. The Iraqi government's hardline approach to its northern border with Iran stems from a recent [security agreement](#) it reached with the Iranian regime. That said, the Iraqi government's decision to fence the border has faced protests from local residents in Halabja and other border towns who claim



the planned fences will run through their properties. Separately, the Hengaw Organization for Human Rights reported the Iranian regime's security forces arrested several Kurds, including [two teenagers](#) in Diwandara, an [environmental activist](#) in Senna, an [activist](#) in Saqqez, and a [man](#) in Shinno. Hengaw also claimed regime forces [tortured](#) a protester from Takab to death in a Saqqez prison. Lastly, regime courts sentenced six activists in [Shinno](#) and [Bokan](#) for participation in anti-government protests.

Iraq

The Komala Party of Iranian Kurdistan [announced](#) the Iranian regime assassinated a party member near its headquarters in Sulaymaniyah Governorate's Zerguez village on Saturday. "Shuaib Zarei, a brave Peshmerga and a loyal member of Komala, was assassinated by the dark hands of the mercenaries of the Islamic Republic," read Komala's statement. Komala also said its members are expecting security forces in Iraqi Kurdistan to protect

them from Iranian attacks. Rudaw [reported](#) security forces arrested the perpetrator of Saturday's assassination in Penjwen. The Iranian regime has a long history of assassinating anti-regime dissidents in Iraqi Kurdistan, Europe, and even the United States since it seized power in 1979.

The Iraqi government, despite several agreements and the passage of the nation's budget law, remains unwilling to fully release funding for the salaries of public employees in Iraqi Kurdistan. The Kurdistan Regional Government (KRG) claimed that the Iraqi government released 568 billion Iraqi dinars for February's salaries, which was 300 billion dinars short of what was actually needed. The KRG backed up its claim by releasing a report highlighting the fact the recently passed budget law mandates Baghdad pay Iraqi Kurdistan [over nine trillion dinars](#) for 2023. The KRG's budgetary issues are further exacerbated by a recent Iraqi Federal Supreme Court [ruling](#) that transferred the authority to disburse employee sal-

aries from the KRG to the Iraqi government and ordered Iraq's Ministry of Finance to oversee the opening of bank accounts for the employees. Simultaneously, the Kurdistan Democratic Party (KDP) announced it was boycotting Iraqi Kurdistan's upcoming parliamentary elections. "It is in the best interest of our people and our nation that our party does not endorse decisions or systems imposed externally upon the will of the Kurdistan Regional Government and its constitutional institutions," [read a statement](#) from the KDP Political Bureau. The KDP blamed several successive Federal Supreme Court rulings for its decision, including one that abolished the 11 quota seats for Christians and Turkmen in the Kurdistan Parliament. U.S. Ambassador to Iraq Alina Romanowski [expressed](#) concern regarding the KDP's planned boycott, while the United Nations Assistance Mission for Iraq (UNAMI) emphasized elections were essential and [called](#) for all parties to "work in the interests of the people towards solutions."

Syria

A settler in Turkish-occupied Afrin killed a young Kurdish boy named [Ahmed Khaled Ma'amo](#) on Thursday, March 14, [sparking outrage](#) among the Kurdish community already facing [demographic changes](#) and ethnic cleansing at the hands of Turkey and its proxies. The Autonomous Administration for North and East of Syria (AANES) [condemned](#) the murder, denouncing Turkey's six-year invasion into Afrin as a "stain of shame" for humanity.

They accused the Turkish government of issuing instructions to its Syrian mercenaries to conduct “demographic change, murder, kidnapping, and violations of women’s rights.” This incident coincides with renewed [internal conflicts](#) between Turkish-backed factions in Afrin, with the Syrian Observatory for Human Rights (SOHR) reporting 8,700 kidnappings and arbitrary arrests since the invasion began. The SOHR also highlighted the dis-

placement of [310,000 civilians](#), equivalent to 56% of the indigenous residents, due to the Turkish invasion. In a separate incident, a Turkish airstrike in Aleppo’s countryside (Shahbaa) [killed a civilian](#) and wounded another.

Turkey

On Sunday, [millions of Kurds](#) across the Kurdish region and other major cities celebrated Newroz. However, in

Istanbul, nearly 100 people, [including journalists](#), were arrested by the police. Simultaneously, dozens of organizers in several cities faced arrests, allegedly for “propaganda for a terrorist organization.” During Newroz celebrations, speeches by candidates and officials of the pro-Kurdish Peoples’ Equality and Democracy Party (DEM) addressed the Kurdish question in Turkey and advocated for the freedom of imprisoned Kurdish leader, Abdullah Ocalan.

Ahead of the celebrations, authorities had [already arrested](#) several DEM party members in Istanbul and Diyarbakir (Amed). These developments occurred just twelve days before the local elections in Turkey, during which the DEM party expanded its campaign in major Turkish cities, raising concerns within the ruling Justice and Development Party (AKP).



Azhi Rasul
March 19, 2024

PUK-PKK relations national threat to Turkey

ERBIL, Kurdistan Region - Turkey’s Foreign Minister Hakan Fidan on Monday said that the relation between the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and the Kurdistan Workers’ Party (PKK) poses a “threat” to his country’s national security.

“The relation and cordiality of the PUK leadership and its constituents with the PKK have become more than a problem for us, they now constitute a national security threat,” Fidan said during a televised interview with CNN Turk on Monday night.

According to Fidan, Turkey has previously privately expressed its concerns to the PUK regarding the party’s relations with the PKK, but they recently opted to make their concerns public so that when Ankara takes further measures “it will not surprise the international system and the regional actors.”

“What we want is for the Sulai-



Turkish Foreign Minister Hakan Fidan. Photo: AA

mani leadership to sever its ties with the PKK,” he added.

Speaking to the Turkish A Haber TV last month, Fidan [asserted](#) that Ankara is ready to take “further actions” should the PUK stick to its current policy in relation to the PKK by not preventing the group from accessing infrastructure in Sulaimani province.

Turkey has repeatedly warned PUK leaders about the PKK’s activities, with Defense Min-

ister Yasar Guler stating in late January that his country is “continuously warning” PUK leader Bafel Talabani about what he called “an increase in terrorist activities” in Sulaimani. A flight ban on Sulaimani International Airport by Turkey has been in place since April 3. While the PUK has denied supporting the PKK, Talabani has previously said that groups Turkey considers “terrorists” are legal entities in the Kurdistan Region who have obtained a license to carry out political

activities either from Kurdish authorities or the Iraqi government.

Speaking at a regional forum in Erbil in October, Talabani [said](#) that his party’s issues with Turkey are “hard to resolve.”

Fidan’s Monday comments come days after he headed a high-level Turkish delegation consisting of Defense Minister Yasar Guler and the head of the intelligence agency (MIT) Ibrahim Kalin to Baghdad to [hold](#) a second round of high-level security talks. The first round of talks was held in Ankara in December.

A day after the meeting, The Iraqi National Security Council [banned](#) the PKK from operating in the country, claiming that the group poses a threat to Baghdad and neighboring Turkey.

Iraq’s decision to ban the PKK comes ahead of Turkish President Recep Tayyip Erdogan’s expected visit to the country in

April. The joint statement said that they are working on making the rare trip a “historic” and “successful” one, adding that they hoped there will be a “qualitative shift” in Turkey-Iraq bilateral ties.

Fidan reaffirmed the importance of the ban during Monday’s CNN interview, however, he said that Turkey expects Iraq to take “steps and actions” against the PKK, and that the possibility of joint operations is on the table.

Turkey has recently upped its efforts to curb the threat of PKK on its border with the Kurdistan Region. Erdogan said earlier this month that Ankara is close to completing a zone that will “permanently resolve” the security issues along their

border with the Kurdistan Region and Iraq by the summer. He also called on everyone in the region to respect Ankara’s security strategy, “Otherwise, they will be the cause of the tensions that will arise,” he said.



March 19, 2024

Two dead in Duhok flash floods: Civil defense

ERBIL, Kurdistan Region - Flash floods caused by heavy rainfall swept through downtown Duhok on Tuesday, with the city’s civil defense directorate telling Rudaw that at least two people had lost their lives after their vehicle submerged, according to early assessments.

Torrential downpour battered central Duhok and its vicinities starting on Monday evening, resulting in flooding in many areas. Rainwater swept through multiple houses and shops, causing material damage.

“A vehicle carrying four people was swept away by the floods. Two of them were rescued, but the other two were taken by the current. According to early information, both of them have died, but their bodies have yet to be found,” Bewar Abdulaziz, spokesperson for Duhok’s civil defense, told Rudaw.

Duhok Governor Ali Tatar urged civilians not to leave their houses unless absolutely necessary, adding that Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani has instructed relevant authorities to do whatever



Cars being submerged by rainwater in Duhok on March 19, 2024. Photo: Rudaw/screengrab

needs to be done to protect civilian lives. Duhok civil defense later in the day told Rudaw that early assessments suggest that rainwater swept through nearly 100 houses and submerged around 15 vehicles.

“All of our belongings have been damaged... We call on relevant parties to come to our aid,” said Suham Hussein, a resident of Duhok’s Domiz sub-district.

The floods reached up to the rooftops of some houses in Duhok’s Sarhaldan neighborhood,

which is located approximately 300 meters away from the Hishkaro river basin.

“Flash floods have swept the streets since 8:30 am, and have caused a lot of damage to the houses and the vehicles,” the neighborhood’s chieftain told Rudaw, stressing that no civilian casualties have been reported yet.

Heavy rains also showered the Kurdish capital of Erbil, with meteorologists forecasting potential flooding in parts of the province.

Erbil Governor Omed Khoshnaw stressed that civil defense teams and other relevant authorities are on standby, calling on civilians to not leave their houses between 1:00 pm and 6:00 pm due to the possibility of flash floods, also urging them to stay clear of rivers and areas where water overflow is expected.

Rising water levels and flash floods during the rainy seasons of fall and winter have become a common occurrence in the Kurdistan Region in recent years, at times reaching disastrous levels and resulting in casualties and great damage. A wave of deadly and destructive floods swept through the Kurdistan Region in late 2021 and early 2022, with the Kurdish capital of Erbil bearing the brunt of the heavy rainstorms. At least 826 families were affected by the floods, which killed twelve people, including a ten-month-old baby.

The Ministry of Municipality and Tourism at the time assessed the cost of damages caused by the second flood as more than 21 billion dinars (over \$14 million).

Elections municipales en Turquie : bataille serrée à Istanbul entre l'opposition et le parti d'Erdogan

Dans la mégapole de seize millions d'habitants, la plus riche du pays, le scrutin opposera le 31 mars le maire sortant CHP au candidat de l'AKP, le parti au pouvoir, dans une atmosphère pesante.

Difficile d'imaginer plus banale que cette rue commerçante Alemdag caddesi, à Ümraniye, sur la rive asiatique d'Istanbul : mêmes bruits, mêmes échoppes que dans n'importe quelle zone piétonne, même foule vibrante aussi. Et, comme partout ailleurs, les stands des partis politiques ont fait leur apparition avec leurs tentes plus ou moins grandes, chacune portant leurs couleurs et résonnant de leur musique de campagne en vue des élections municipales du 31 mars.

Les affiches géantes du président Recep Tayyip Erdogan au côté des candidats locaux du Parti de la justice et du développement (AKP, la formation islamo-conservatrice, au pouvoir) voisinent avec celles du maire sortant, Ekrem Imamoglu, chef de file du Parti républicain du peuple (CHP, centre gauche). Le principal mouvement de l'opposition présente également ses propres candidats dans les différents arrondissements de la mégapole.

Il règne pourtant une atmosphère pesante. Les regards paraissent las. L'écrivain et journaliste Bekir Agirdir a appelé cela « la fatigue des



Affiches des candidats représentant le Parti républicain du peuple (CHP, centre gauche) et le Parti de la justice et du développement (AKP, islamo-conservateurs) aux municipales du 31 mars. A Istanbul, le 16 mars 2024. JOHN WREFORD / SOPA IMAGES VIA REUTERS

électeurs » confrontés à une accumulation de scrutins auxquels s'ajoutent les inquiétudes et les difficultés du moment. Depuis 2011, les Turcs ont voté quasiment chaque année sans que rien ne change réellement : le coût toujours plus élevé de la vie n'a eu de cesse de réduire la quantité de nourriture dans les assiettes et de menacer le bien-être des ménages. « Le fossé entre les vrais problèmes du quotidien et l'agenda officiel se creuse de jour en jour »,

précise encore ce spécialiste des sondages, comme si « le gouvernement poussait la société à se dépolitiser ».

Et puis, il y a cet autoritarisme qui caractérise de plus en plus le pouvoir en place. Le 7 mars, un passant se disant proche du CHP a été arrêté en pleine rue, faubourg de Sirinevler, sur la rive européenne, après avoir critiqué le président devant la caméra d'un youtubeur. Embarqué par la police civile, il a été accusé d'« inci-

tation à la haine ». A Kasimpasa, quartier de naissance de Recep Tayyip Erdogan, ce sont des militants AKP qui ont fait irruption dans le local de campagne du CHP. Le 17 mars, lors d'un meeting du chef de l'Etat à Konya, plusieurs dizaines de personnes se sont retrouvées au poste pour avoir exprimé des critiques sur la politique du gouvernement en matière de formation.

Résultat, l'homme de la rue

s'épanche brièvement, sinon rarement, devant les journalistes étrangers. Les pré-noms sont à peine murmurés, et encore, après insistance. « *Les opposants semblent avoir intégré que la coalition gouvernementale maintiendra sa domination jusqu'aux prochaines élections générales et présidentielles [en 2028],* ajoute Bekir Agirdir. *Les électeurs du bloc au pouvoir sont, eux, réticents à montrer un quelconque enthousiasme en raison de la situation économique du pays.* »

Homme providentiel de l'opposition

A Istanbul, Ekrem Imamoglu n'en finit pas de battre campagne. En juin 2019, il avait déjà créé la surprise en remportant haut la main un scrutin qui s'était joué en deux fois après l'annulation du premier vote, en mars, sur requête de l'AKP. Le parti au pouvoir avait persuadé la Haute Commission électorale de l'annuler, évoquant des « *fraudes* ». Mal lui en a pris. De 13 500 voix, le candidat CHP avait obtenu plus de 800 000 voix d'avance au deuxième vote, infligeant un revers historique au président et à son parti, alors maître absolu de la place depuis vingt-cinq ans.

Depuis, le maire de la mégapole de 16 millions d'habitants, la plus riche aussi du pays avec un tiers de son produit intérieur brut, apparaît pour beaucoup comme l'homme providentiel de l'opposition. Les procès intentés contre lui, toujours

en cours, n'ont rien changé. Les divisions fratricides au sein du CHP après la défaite à la présidentielle de mai 2023, non plus. « *Malgré les bâtons dans les roues, les refus de financements du pouvoir central, il a fait montre d'une habilité certaine à conduire les affaires, son ambition a fait le reste,* souligne Yasar Aydin, rédacteur en chef du quotidien indépendant *BirGün*. *Imamoglu apparaît comme étant le seul à être resté sur scène en tant qu'acteur de l'opposition contre Erdogan. C'est un match à distance qui préfigure les années à venir.* »

D'après les sondages, à prendre avec précaution au regard des erreurs passées, l'édile arrive en tête. La différence avec son adversaire de l'AKP, Murat Kurum, un ancien ministre du logement d'Erdogan, sans réelle expérience du terrain, serait, sur la base d'une trentaine d'enquêtes, de 2,5 points en sa faveur depuis février – soit près de 250 000 électeurs. En matière de circonscriptions, le CHP devancerait ou serait au coude à coude avec l'AKP dans une vingtaine d'arrondissements sur les trente-neuf que compte la mégapole.

« *Les quinze derniers jours seront évidemment cruciaux, mais Ekrem Imamoglu est devenu très populaire,* affirme Ates Ilyas Bassoy, journaliste et analyste politique. *Son éloquence et sa capacité à gouverner semblent dépasser de loin celle de son adversaire. D'autant qu'une part non négligeable*

des électeurs AKP, que j'estime à 20 %, vote en fonction des travaux et des réalisations effectués, plus que pour le parti. Ils pourraient faire la différence. »

Porte-à-porte, sans relâche

C'est précisément l'avantage que le candidat Imamoglu cherche à obtenir. Sur scène, à l'entrée de la rue commerçante Alemdag, devant un public relativement nombreux pour un jour de semaine et pour un quartier réputé pour son conservatisme, le maire sortant insiste sur son bilan, sur « *ces crèches qui n'existaient pas avant son arrivée* », « *ces lignes de métro supplémentaires* », « *ces foyers nouveaux pour étudiants* ». Il s'attaque à cette atmosphère lourde et ultrapolarisée en dénonçant, sans les nommer, ceux « *qui menacent du doigt, ceux qui divisent au lieu de rassembler* ».

La voix éraillée, Ekrem Imamoglu recommande à ses soutiens de « *protéger les urnes et les votes, de faire appel aux avocats le jour du scrutin* ». La mise en garde est devenue habituelle en période préélectorale. A ses côtés, parmi une poignée de candidats du CHP, Sinem Dedetas, proche du maire, espère, elle aussi, créer la surprise dans l'arrondissement voisin, le très conservateur Üsküdar. C'est ici où le « *Reis* » (le « *chef* », l'un des surnoms de M. Erdogan) a sa résidence familiale. Ici aussi qu'en 2019 le CHP avait réalisé un score plus élevé que prévu. Aujourd'hui, les enquêtes don-

nent la candidate à moins d'un point derrière son adversaire AKP.

Mahir Polat, ancien secrétaire général adjoint chargé du patrimoine à la municipalité d'Istanbul, s'attaque, de son côté, à un autre fief traditionnel des islamoc-conservateurs, l'arrondissement de Fatih, cœur historique et symbolique de la ville, léché par les eaux noires de la Corne d'or. Le candidat fait du porte-à-porte, sans relâche, jour après jour. Il serre les mains, parle, note avec ses équipes les doléances. A le suivre ainsi, l'accueil paraît plutôt bienveillant. « *Les gens voient peu les élus venir chez eux* », glisse-t-il.

Depuis trois mois, il sillonne cette gigantesque forteresse électorale de 330 000 habitants. Selon les derniers sondages, il se rapprocherait à 6 points du maire sortant AKP, Ergün Turan. « *Fatih est un formidable miroir de la société turque. Or, depuis un quart de siècle, l'AKP dit que tout va bien. Nous, depuis trois mois, on répond que non, tout ne va pas bien.* » La pauvreté, les migrants et les questions relatives aux transformations urbaines reviennent en boucle dans les remarques des boutiquiers et des passants.

Samedi 23 mars, ou dimanche 24, le président Erdogan devrait venir à Istanbul pour battre campagne, avec la ferme intention de reprendre la main sur la ville.



March 22, 2024

Leaders call for resolution of Kurdish issue at Diyarbakir Newroz celebrations

ERBIL, Kurdistan Region - Hundreds of thousands of people on Thursday gathered in Newroz Square at the center of Turkey's Kurdish city of Diyarbakir (Amed) to celebrate Newroz, and the Kurdish New Year, as key political figures called for a peaceful resolution of the Kurdish issue in Turkey.

The public celebration was attended by key political leaders and famous musicians, in addition to many members of the public wearing traditional Kurdish clothes, with Kurdish songs and dances featuring prominently.

Veteran Kurdish politician Leyla Zana, participated in the festival for the first time in eight years, giving a speech to the public in attendance.

"We learned our culture from Mala Mustafa Barzani," Zana said, paying tribute to the legendary Kurdish leader.

The celebration also featured musical performances from Kurdish and international singers, including internationally acclaimed Tunisian singer Emel Mathlouthi who sang in Kurdish.

Political leaders attending the festival renewed their calls for the resolution of the Kurdish issue in Turkey as the crowd cheered in support, a goal that currently appears far-fetched according to Aysegul Dogan, the spokesperson for the pro-Kurdish Peoples' Equality and Democracy Party (DEM Party).

"I, as the spokesperson for the DEM Party, announce that



The Kurdish city of Amed (Diyarbakir) in southeast Turkey hosted a massive Kurdish New Year (Newroz) celebration on March 21, 2024. Photo: Murat Bulut/Rudaw

there are no talks to resolve the Kurdish question," told Rudaw's Hevidar Zana on the sidelines of the Newroz celebrations, saying that there are no ongoing talks between Ankara and the PKK's jailed leader Abdullah Ocalan regarding the resolution of Kurdish issue either.

In an unprecedented and historic move, the Turkish government and the Kurdistan Workers' Party (PKK) announced a peace process in 2013, paving the way for a new era in Turkey. This granted Kurds certain rights that were previously seen as taboo by many Turkish politicians, including elective Kurdish classes in schools and press conferences during which PKK commanders briefed Turkish

and international media about the latest developments. However, the peace ended in 2015 due to renewed tensions between both sides.

Ocalan has been jailed on Imrali Island in the Sea of Marmara since 1999. His family and lawyers have not been able to communicate with him for years due to what they describe as an "isolation" policy by Ankara.

Dogan stressed that as long as Ocalan remains isolated, no peace process is possible.

Selahattin Demirtas, a jailed Kurdish politician, said earlier this month that the only interlocutors of a potential long-lasting peace process between the PKK and Ankara are Ocalan

and Turkish President Recep Tayyip Erdogan who spearheaded the 2013 ceasefire. DEM Party co-Chair Tuncer Bakirhan delivered a speech at the Newroz festival, in which called on the country's ruling parties to take steps towards a democratic understanding between the different components of the country to spread peace.

"We invite you to promptly update the Turkish-Kurdish alliance in a democratic manner instead of opting for war," Bakirhan said.

Bakirhan's comments come in light of Turkey's intensification of its cross-border operations against the PKK in the Kurdistan Region and Ankara's recent threat of a fresh offensive against its fighters in the Re-

gion in summer.

The Turkish defense ministry said on Thursday that Iraq is open to establishing a joint operations center with Ankara to fight the PKK, a week after a high-level security meeting with Iraqi officials. Baghdad officially banned the Kurdish group following the meeting.

Bakirhan also called on the Turkish parliament to stop using the phrase “unknown language” in the legislature’s transcripts when denoting

speeches done in Kurdish, and the phrase “terroristan” used to talk about areas under the rule of Kurdish forces in Syria.

“Abandon the concepts of ‘unknown language’ and ‘terroristan’ that you mentioned in the parliament. What they call the ‘unknown language’ is Kurdish, which we have been speaking on these lands for 13,000 years. What they call ‘terroristan’ is the land divided into four parts, Kurdistan,” he said, addressing the people.

Newroz celebrations hold particular importance for Kurds in Turkey, who were not allowed to celebrate the occasion that signals the beginning of spring for decades and have faced increasing pressure from the government of Erdogan in recent years.

There is a long history of animosity and conflict over Kurdish issues and rights in Turkey. The state has at times gone as far as denying the very existence of Kurds.

Hundreds of thousands of people from the Kurdistan Region, as well as Kurdish regions in Turkey, Iran, and Syria, celebrated the eve of Newroz on Wednesday, also symbolizing a day of freedom from tyranny and resistance and the start of the Kurdish New Year on Thursday.

Every year, Kurds celebrate Newroz on March 21-23 by picnicking in the countryside and lighting bonfires with their families and loved ones.



Azhi Rasul
March 22, 2024

Iraq open to creating joint operations center with Turkey to fight PKK: Ministry

ERBIL, Kurdistan Region - The Turkish defense ministry said on Thursday that Iraq is open to establishing a joint operations center with Ankara to fight the Kurdistan Workers’ Party (PKK), a week after a high-level meeting with Iraqi officials.

A high-level Turkish delegation last week which included Foreign Minister Hakan Fidan, Defense Minister Yasar Guler, and National Intelligence Organization (MIT) head Ibrahim Kalin visited Baghdad, holding the second round of a top security meeting with their Iraqi counterparts. The first round was held in Ankara in December. Brigadier General Zeki Akturk, the Turkish defense ministry’s advisor for media and public relations, told journalists during a presser in Ankara that Iraq and Turkey are prepared to sign a strategic framework document, in which Ankara seeks to establish a joint operations center.



A PKK checkpoint in the Kurdistan Region’s Qandil Mountains. Photo: AFP

“They are positively inclined towards our proposals for the Joint Operations Center and other cooperation efforts in combating terrorism,” said Akturk, adding that Iraq also views the PKK – a Kurdish group at war against Turkey for decades and based in the mountainous areas of the Kurdistan Region – as a threat.

A day following the meeting, Iraq announced that it had des-

ignated the PKK as a “banned organization.”

Iraq’s decision to ban the PKK came ahead of Turkish President Recep Tayyip Erdogan’s expected visit to the country in April. A joint statement between the two countries said they are working on making the rare trip “historic” and “successful” and that they hoped there will be a “qualitative shift” in bilateral ties.

A day after the ban, the Kurdis-

tan Communities Union (KCK), the umbrella organization for the PKK, said in a statement that the greatest threat to Iraq was Turkey and accused Erdogan of wanting to invade and occupy areas of Iraq, including Mosul and Kirkuk, in an attempt to revive the Ottoman Empire.

Turkish forces frequently cross the border southward into the Kurdistan Region, carrying out air raids and ground operations against the PKK. The Turkish army has established several military outposts in northern Duhok province and this summer it expects to complete a safe zone that Erdogan said would “permanently resolve” the PKK issue along the border.

Community Peacemaker Teams (CPT), a human rights organization that monitors Turkey’s operations in the Kurdistan Region, told Rudaw last month that Ankara conducted 1,548 attacks in the Region in 2023.

À Metz, deux militants kurdes sont menacés d'être livrés à la Turquie

Une vingtaine d'associations, de syndicats et de groupes politiques ont manifesté jeudi devant la préfecture de Metz pour exiger la libération de deux jeunes militants kurdes sur le point d'être expulsés en Turquie. Ceux-ci témoignent des actes de répression très précis qu'ils ont déjà subi dans leur pays, et qui les ont amenés à demander l'asile en France.

« J'ai déjà été arrêté quand j'avais 13 ans, pour des graffitis que j'avais faits sur les Kurdes et la résistance », explique Firaz Korkmaz, 24 ans, qui explique que dans sa ville, Igdir, il a toujours participé à tous les meetings et les manifestations du HDP, le Parti démocratique des peuples, organisation pourtant tout à fait légale et qui dispose de nombreux élus. À 18 ans, les menaces de la police turque contre le jeune militant se précisent. Il est arrêté alors que les Kurdes jouaient de la musique et dansaient dans la rue. « On voulait montrer qu'on était là, nous les Kurdes, avec notre culture, alors on l'a fait », dit le jeune militant. Mal leur en a pris. Les gendarmes interviennent pour disperser les danseurs, utilisent les canons à eau, escarmouches et jets de pierre. Firaz rapporte que deux de ses amis sont arrêtés et condamnés à 15 ans de prison. Pas lui, qui réussit ce jour-là à passer entre les mailles du filet, mais l'enquête se poursuit et en 2020, son nom parvient à la police. « J'ai été arrêté, je savais que je pouvais être condamné juste sur la base d'un témoignage à charge, c'est arrivé à plein de gens. Donc je me suis enfui et je suis venu en France », dit-il.

Son avocat, Alexandre André, confirme que Firaz Korkmaz, a déjà été condamné par la justice

turque à une peine de prison ferme et que s'il est expulsé en Turquie, il sera forcément à nouveau incarcéré. « Il a déjà passé plusieurs années en prison, et il y a dix procédures qui ont été lancées à son encontre sur différentes bases », précise l'avocat.

Mehmet Kopal, 37 ans, également incarcéré au centre de rétention de Metz-Queuleu, explique lui aussi avoir toujours été menacé par la police pour son engagement dans le HDP. Il détaille deux de ses arrestations, une fois pour le simple fait d'avoir participé à une manifestation demandant la libération du leader kurde Abdullah Ocalan, l'autre, sans motif, alors qu'il rentrait chez lui. « Des policiers en civil m'ont demandé de monter dans leur voiture. Comme j'ai refusé, ils m'ont frappé et embarqué de force. Toute la nuit j'ai été frappé, ils ne m'ont relâché que le lendemain matin », témoigne le militant kurde. Alexandre André, qui est également son avocat rappelle que Mehmet Kopal fait partie d'une famille connue de militants kurdes dont une partie réside déjà en France, dont son grand-oncle, réfugié politique depuis les années quatre-vingt.

Sans motif apparent

En France, les deux militants, comme des milliers d'autres Kurdes qui se mobilisent régulièrement en Europe contre la répression politique et policière qui sévit en Turquie, sont arrêtés le 26 février à Strasbourg au cours d'une manifestation devant le Conseil de l'Europe, destinée à obtenir des informations sur Abdullah Ocalan emprisonné depuis 25 ans sur l'île d'Imrali, et dont on est sans aucune nouvelle depuis bientôt trois ans.

Les manifestants pénètrent dans le hall du bâtiment où se trouve le Comité contre la torture et les traitements dégradants (CPT) qui est chargé de suivre la situation d'Ocalan en Turquie, mais ne fournit aucune information. À tel point qu'il est impossible de savoir aujourd'hui dans quel état de santé se trouve le leader kurde et ses codétenus qui n'ont plus aucun canal de communication, ni avec leur famille, ni avec leurs avocats, ce qui va à l'encontre de toutes les conventions internationales des droits de l'homme, à commencer par celle du Conseil de l'Europe. Mehmet Kopal témoigne : « Nous avons déplié des banderoles et des drapeaux. Nous n'avons rien fait d'autre, nous n'avons rien touché, rien cassé. Nous étions juste entrés pour demander des nouvelles d'Ocalan. La police nous a contrôlés et nous a emmenés au commissariat pendant deux jours. Ils nous ont dit : « le consulat turc vous veut ». Alexandre André explique qu'après avoir été déboutés d'une première demande d'asile bien qu'ils aient fait valoir des documents prouvant qu'ils étaient menacés en Turquie, et bien qu'une seconde demande soit en cours, les deux militants kurdes se sont retrouvés sous le coup d'une obligation de quitter le territoire français (OQTF). « L'OFPPRA (Office français de protection des réfugiés et des apatrides) a même mis en doute la participation des deux militants kurdes au rassemblement devant le Conseil de l'Europe, c'est grave. Nous avons les éléments dans le dossier », ajoute l'avocat qui rappelle que Firaz Korkmaz n'a jamais reçu sa notification d'OQTF, tandis que Mehmet Kopal a fait de son côté un recours pour son Obligation de quitter le territoire français, devant la Cour d'Appel de Versailles.

État d'urgence

C'est dimanche 24 mars que sera prise la décision de renvoyer ou non les deux militants en Turquie. Jeudi en fin d'après-midi, une vingtaine d'organisations de Metz, dont le PCF de Moselle, ont manifesté devant la préfecture pour s'opposer aux expulsions de Mehmet Kopal et de Firaz Korkmaz. « La France ne peut ignorer la répression exercée au quotidien par le régime turc contre quiconque exprime un engagement en faveur de la cause kurde. Le cas de Mehmet et Firaz s'inscrit dans une approche inadmissible des autorités françaises à l'encontre des militants kurdes qui sont soumis à une répression judiciaire et administrative sans précédent », indiquent les organisateurs du rassemblement. La situation des détenus est d'autant plus préoccupante que de l'un d'entre eux, Mehmet Kopal, est atteint d'une maladie chronique et que son état de santé se dégrade à l'intérieur du centre de détention. L'une des quatre personnes qui ont été autorisées à rendre visite aux détenus, Marc-Vincent Anding, un enseignant, militant de la Confédération nationale du Travail, rapporte l'état d'angoisse et de détresse dans lequel se trouvent les deux militants kurdes et le délabrement physique que leur situation entraîne. « Ce sont deux personnes formidables en pleine souffrance, terrorisées à l'idée d'être expulsés vers la Turquie. J'ai été très impressionné par leur dignité. Comment la France, pays des droits de l'homme, pourrait-elle accepter de livrer ces hommes à qui rien ne peut être reproché, à un pays où tout le monde sait ce qui les attend », dit-il, insistant sur l'importance de la mobilisation de beaucoup d'organisations locales pour défendre les droits des deux militants kurdes.



Emerging Disorder: Observations from Iraq and Syria Post-US Withdrawal

The potential withdrawal of the United States from Iraq and Syria poses a significant threat to US national security, exacerbating the already precarious situation in the region. Such a move would only serve to benefit America's adversaries. Although the US has retaliated by targeting militants directly involved in killing American service members in Jordan and launching dozens of attacks on US bases, temporarily halting Iran's plans, the Iranian regime persists in its goal to expel the US from Iraq and the broader region. Iran has shifted its focus to pressuring the Iraqi government for negotiations with the US, seeking a rapid withdrawal, despite opposition from Kurds, Sunnis, and certain Shiite parties.

Note: Conflict data are sourced from the Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED). ACLED data available at www.acleddata.com <<http://www.acleddata.com>>.

The few hundred US soldiers stationed in Iraq and Syria are integral to a larger international coalition that has been combating ISIS since 2014. While the US presence holds symbolic value, it plays a crucial role in leveraging Iraq and Syria to counter the terrorist group. This presence provides significant support to Iraqi and Kurdish security forces, offering training and equipment.

Despite improvements in the Iraqi military's equipment and training, it still lacks the capability to confront ISIS independently due to issues like the group's strong presence and lack of loyalty within the Iraqi army. In Syria, the situation is

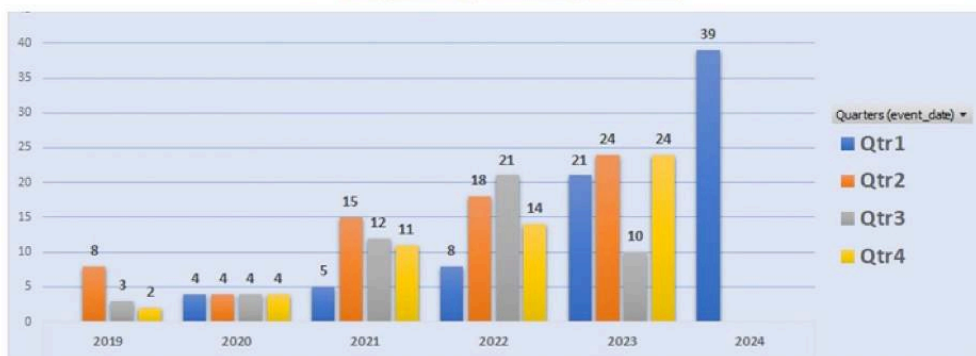
complex, with the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) proving effective against ISIS but lacking international recognition due to Turkish opposition and the Assad regime's stance. The US presence in Syria serves national security interests, deterring Iran, preventing further Russian expansion, and combating terrorist groups like ISIS and al Qaeda, particularly in Turkish-occupied areas. Despite criticism, the Turkish government, led by President Recep Tayyip Erdogan, actively plays a revisionist role, contributing to conflicts in Syria and expanding influence across the Middle East and Africa. China's growing intervention in Iran, Iraq, and Syria adds another layer of complexity to the region.

The following maps and charts depict the resurgence of ISIS following the physical defeat of

the 'caliphate' on March 24, 2019, up to March 1, 2024

The emergence of ISIS in new territories like the Syrian Desert (Badiyat al Sham) of the Homs governorate, is notable. Since 2021, their expansion into the Syrian desert has formed a new nexus of instability, spanning Homs, Raqqqa, and Deir Ez Zor governorates. This expansion potentially grants ISIS easier access to Idlib, where al Qaeda maintains strongholds. It's worth noting that two ISIS leaders were killed in Idlib, including Abu Bakr al Baghdadi. Despite their ideological disparities, the prospect of future collaborations between al Qaeda offshoots like Hay'at Tahrir al-Sham (HTS) and ISIS looms if they face common pressures in their respective territories. It is evident that both Iraq and Syria are poised for a resur-

gence of ISIS and other extremist groups should the U.S. withdraw. The aftermath of the partial U.S. withdrawal from Syria in 2019 led to increased instability, particularly with Turkey's occupation of Sari Kani and Giri Spi, where radical groups supported by Turkey extended their influence strategically. Concurrently, the Assad regime, backed by Russia, gained control of additional areas, weakening the position of the Kurdish-led Autonomous Administration for North and East of Syria (AANES) against Damascus. Furthermore, a significant national security setback occurred when hundreds of ISIS terrorists escaped from a prison targeted by Turkey, leading to a loss for the U.S. and its allies in the region. Equally noteworthy, European powers followed the U.S. lead, highlighting that without Ameri-



can presence, no Western country can effectively maintain a foothold in the region.

The moment U.S. troops depart, the extensive investment made by the U.S. in Iraq since 2003 is at risk of disappearing. Despite a notable decline in the U.S.' soft power over the past decade, the military presence has consistently reinforced diplomatic efforts. Notably, when the U.S. retaliated [against Iranian](#) proxies in Iraq, attacks on military bases and the [embassy ceased](#).

The repercussions of losing Iraq would extend across the entire Middle East, potentially paving the way for rapid replacements by Iran, Russia, China, and Turkey. The aftermath may result in heightened political and military divisions within Iraq, leading to substantial losses for U.S. allies, particularly the Kurds. The Kurdistan region, paying the price for its alliance with the West and the U.S., has faced numerous attacks by the Islamic Revolutionary [Guards \(IRGC\)](#) and their Iraqi proxies since 2018.

Iran leverages the Iraqi supreme court to systematically dismantle the Kurdistan entity within a federal Iraq. Since 2022, the court has issued ten verdicts against Kurdistan, including significant rulings such as halting Kurdish oil production, annulling Kurdistan's parliament, and altering election laws to diminish the authorities of the Kurdistan Regional Government (KRG) over the region.

U.S. and Western investments in Iraqi Kurdistan trace back to 1991 when the international community established a No Fly Zone (Operation Provide Comfort) to halt Saddam Hussein's massacres against the Kurds. Despite minor setbacks, the Kurdish Region has been an unwavering ally to the U.S., even after the independence referendum led to attacks by Iran and its Iraqi militias, with the U.S. seemingly looking away.

In 2003, at the urging of the U.S., the Kurds opted to be part

of a new federal Iraq, post Saddam Hussein's regime, that ensured their rights. However, the Iraqi federal government has consistently undermined the region, including imposing a [financial embargo](#) in 2014 during the Kurdish fight against ISIS.

The US withdrawal signals the potential dismantling of the Kurdistan Regional Government (KRG) and the resurgence of an authoritarian Iraqi government influenced by Iran. Kurdish military forces will resist, leading to more wars and destabilization in the region. Areas of conflict will include the disputed territories, which have witnessed a significant [ISIS presence since 2017](#). These territories hold strategic importance for Iran, providing a shortcut to Syria's northeast, as depicted in the land bridge map below. Notably, on October 16, 2017, during the Kurdistan independence referendum, the deceased Iranian general Qasim [Soleimani orchestrated](#) attacks on the Kurds in the area, utilizing Iraqi proxies, including factions within the Patriotic Union of Kurdistan (PUK). Iran has exerted dominance over the region for over seven years, [exploiting oil](#) and [drug smuggling](#) routes, while leveraging political and geopolitical influence.

Simultaneously, Sunnis face pressure, with the supreme court removing the speaker of the parliament, paving the way for increased oppression by Iranian-backed militias. This could empower radical groups in the western part of the country, as it did from 2003 to 2014. The emergence and [persistence of ISIS](#) were not solely due to the organization's strength; local grievances and the mismanagement by Baghdad played a crucial role. The marginalization of Sunnis provided fertile ground for ideological terrorists and leaders to exploit the issues between Baghdad and the Sunnis, recruiting many into the "caliphate." Secular Shiites and those

not aligned with pro-Iran factions will also likely become targets. Additionally, Iraq faces a democratic backslide with its already limited progress.

Post-U.S. withdrawal, Iraq is likely to experience civil unrest, the resurgence of terrorist organizations, and the dominance of anti-U.S. powers. The Iranian regime holds significant influence over Shiite parties, but it may exploit the instability rather than advocate for a strong Iraq. Despite using proxies to achieve its goals, Iran is unlikely to permit a robust Iraq, even under proxy governance, due to historical nationalist competition.

Like Iraq, Syria will face the same fate if not worse post the U.S. presence and the international community. It's essential to acknowledge Syria has been at crossroads since 2011 as the uprising against the dictatorship failed to achieve its goals and opened a Pandora's box that contains radical regional and local actors.

First, Iran, the main supporter of the Syrian regime, is poised to enhance its influence over Syria, establishing a direct route from Tehran through Iraq to Syria and extending to Lebanon. While Iran's current "land bridge" is operational, it faces hindrances due to the presence of the U.S. in Iraq and Syria. Moreover, Turkey's conflict with the Kurds puts the Kurdish-led Autonomous Administration of North and East Syria (AANES) at risk of dissolution. In the event of their survival within a weakened entity, the Kurds may find themselves compelled to collaborate with Iran, thereby strengthening the Iranian regime. Essentially, Iran is likely to exert pressure on the Assad regime to employ the Kurds as a strategic tool against the Sunnis in the northern regions, transforming them into a symbolic entity.

Iran's landbridge

Second, the paramount concern surrounding the U.S. with-

drawal is the resurgence of ISIS. Regions like Deir Ez Zor are at risk of falling under terrorist control, with potential expansion into areas beyond their previous strongholds like Raqqa, extending west toward Homs. The persistent strength of ISIS, five years post the defeat of their 'caliphate,' can be attributed to the dire economic conditions faced by the population in liberated areas. Western countries have failed to implement effective stabilization programs for these communities. Moreover, the absence of international tribunals or recognition for the AANES courts to prosecute thousands of ISIS captives and their families contributes to the ongoing threat. Turkey's prioritization of anti-Kurdish actions in Syria has further created an environment conducive to ISIS resurgence, enabling attacks on the Syrian Democratic Forces (SDF) whenever Turkey intervenes in the region. Therefore, the return of ISIS is a distinct possibility following the U.S. withdrawal.

Third, since 2011, Turkey has faced criticism for its role in Syria, supporting jihadists under the pretext of opposing the Assad regime. The [country earned](#) the moniker "Highway to Jihad" for serving as a conduit for ISIS to enter and exit Syria. President Erdogan's Muslim Brotherhood ambitions led Turkey to compete for leadership in the Syrian uprising. With Russia's approval, Turkey is expected to occupy more bordering towns and cities, seeking to dismantle the AANES and extend its influence along the borders.

Although Russia may oppose Turkey's occupation of strategic towns like Manbij, it is likely to permit actions in areas such as Kobani, as seen in the 2018 Afrin occupation. Russia has facilitated talks with Turkey to revive the "[Adana Accord](#)," allowing Turkey to occupy Syrian areas and "combat the PKK." Turkey is expected to mobilize radical Syrian proxies, possibly including al-Qaeda af-



filiates, against the Kurds. Russia and Turkey are likely to collaborate after the U.S. withdrawal, with Russia seeking to counterbalance American support for Ukraine. Russia may take control of areas not occupied by Iran in the AANES, gradually restoring Assad's regime power in Syria.

Ultimately, Russia/the Assad regime on one side and Turkey on the other might come to an agreement, designating the Kurdish region as a buffer zone—a sacrificial lamb for a short-term solution in the region.

Fourth, as China gradually expands its influence in the Middle East, recent developments, such as [hosting Assad](#) and winning [massive energy](#) contracts in Iraq, indicate its increasing role in the region. Consequently, these factors may weaken the U.S. alliance with Gulf countries, particularly as the U.S. shifts away from safeguarding its interests through a military presence—a shift criticized by emerging isolationist voices in both the Republican and Democratic parties. The U.S. has a crucial role in

Iraq and Syria, not only for national security but also for maintaining stability in the Middle East and preventing the eruption of conflicts similar to Gaza. The repercussions of reduced U.S. interest are not only felt by the America but also by European nations, considering their geographical proximity and Turkey's provocative role in the refugee crisis. Both the U.S. and Europe must adopt a more realistic approach to unresolved issues, including addressing ISIS detainees, implementing comprehensive stabilization programs, continu-

ing the anti-ISIS campaign, holding Iran accountable for proxy wars, and launching new efforts to ensure the protection of allies such as the KRG, the AANES, and pro-Western parties in the region.

One certainty is that multiple conflicts will erupt in the region, leading to the erosion of America's position. The unfolding reality underscores the Middle East's paramount importance for any major global power.



March 25, 2024

AKP only remembers Kurdish issue during elections: pro-Kurdish party leader

ERBIL, Kurdistan Region - A leader of Turkey's main pro-Kurdish party on Sunday accused the country's ruling Justice and Development Party (AKP) of only remembering the Kurdish issue during the elections cycle, ahead of the March 31 local vote.

Kurds have been oppressed in Turkey for decades, with their mother tongue banned in official settings. The resolution of the Kurdish issue seems distant despite several attempts by a number of Turkish cabinets and Kurdish officials.

Several Kurdish political parties have been shut down for alleged affiliation with the Kurdistan Workers' Party (PKK) and thousands of their members remain in jail on similar charges.

"The Kurdish people have suffered a lot, the people of Turkey have paid a high price. AKP also only remembers the Kurdish problem from election to election," said Tulay Hatimogullari, co-chair of the Peoples' Equality and Democracy Party (DEM Party) while addressing veteran Kurdish politician Leyla Zana's Newroz speech in Turkey's Kurdish city of Diyarbakir (Amed).

Hatimogullari also blasted the AKP for attempting to take advantage of Zana's speech calling for a resolution of the Kurdish issue by saying they will revive the process, "but this is only an imagination and nothing will follow after." "This time they will do the same thing and use the Kurdish issue as a powerful elec-



Tulay Hatimogullari, co-chair of the Peoples' Equality and Democracy Party (DEM Party) speaking at a Newroz celebration in Konya province on March 24, 2024. Photo: Tulay Hatimogullari/X

tion campaign tool for its own benefit," she stressed.

The Kurdish peace process to end decades of bloody conflict started in 2013 between the Turkish government under then-prime minister Recep Tayyip Erdogan and the PKK. The talks were supported by Kurdistan Region officials, including then-president Masoud Barzani, and were mediated by the Peoples' Democratic Party (HDP), DEM Party's sister party.

The talks collapsed in 2015, followed by intense urban fighting in Kurdish areas in the southeast of the country. More recently, the focus of the conflict has shifted across the border into the Kurdistan Region. Some Turkish officials claim that the HDP is the political

wing of the PKK. This is the reason for an ongoing legal case against the party. These accusations forced the HDP to rebrand itself as the DEM Party to avoid potential obstacles in 2023 general elections and the March 31 local vote.

The HDP's former co-president Selahattin Demirtas, who was the main face of the now-collapsed peace process, recently called on the DEM party and the AKP to meet and enter negotiations.

On Thursday, hundreds of thousands of people gathered in Diyarbakir to celebrate Newroz - the Kurdish New Year - and call for a peaceful resolution to the Kurdish issue in Turkey.

There is a long history of animosity and conflict over Kurdish issues and rights in Turkey. The state has at times

gone as far as denying the very existence of Kurds. Turkey's Kurds were provided limited cultural rights when Erdogan's AKP came to power three decades ago.

In light of Turkey's intensification of its cross-border operations against the PKK in the Kurdistan Region and Ankara's recent threat of a fresh offensive against its fighters in the Region in summer, it appears that the Turkish government is not currently seeking a ceasefire with the group.

The Turkish defense ministry said on Thursday that Iraq is open to establishing a joint operations center with Ankara to fight the PKK, a week after a high-level security meeting with Iraqi officials. Baghdad officially banned the Kurdish group following the meeting.

En Turquie, 147 personnes soupçonnées d'appartenir à l'organisation Etat islamique ont été arrêtées

Depuis le 1er juin 2023, un total de 2 919 personnes soupçonnées d'appartenir au groupe djihadiste ont été interpellées dans le pays, a fait savoir le ministre de l'intérieur.

Les autorités turques ont arrêté 147 personnes soupçonnées d'appartenir au groupe djihadiste Etat Islamique (EI), a annoncé mardi 26 mars le ministre de l'intérieur turc, Ali Yerlikaya. Ces suspects ont été arrêtés dans trente des 81 provinces du pays, a précisé le ministre dans un message posté sur X.

Quarante personnes soupçonnées d'appartenance au groupe EI avaient été arrêtées dimanche dans huit provinces du pays, selon les autorités. Depuis le 1^{er} juin 2023, un total de 2 919 personnes soupçonnées d'appartenir au groupe djihadiste ont été interpellées dans le pays, a fait



Ali Yerlikaya, gouverneur d'Istanbul devient ministre de l'intérieur, au palais de Cankaya, après avoir prêté serment au Parlement, à Ankara, le 3 juin 2023. ADEM ALTAN / AFP

savoir le ministre de l'intérieur.

Une source sécuritaire turque

a par ailleurs déclaré mardi à l'Agence France-Presse que deux des suspects arrêtés pour leur participation à l'attentat perpétré vendredi près de Moscou et revendiqué par l'EI avaient séjourné plusieurs semaines sur le sol turc, avant de retourner en Russie par avion le 2 mars.

« Les deux individus étaient libres de se déplacer sans entrave entre la Russie et la Turquie en l'absence de mandat d'arrêt à leur encontre », a précisé ce responsable sous couvert d'anonymat, pour qui « ces deux individus se sont radicalisés en Russie étant donné leur court séjour en Turquie ».

Syrie : des raids aériens sur des positions pro-Iran font au moins neuf morts

Des frappes aériennes nocturnes ont visé des positions de groupes armés pro-iraniens dans l'est de la Syrie faisant au moins neuf morts parmi les combattants, a indiqué mardi l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). « Neuf combattants pro-iraniens dont un dirigeant ont été tués et plus de 20 blessés dans des frappes contre la villa dans laquelle ils se trouvaient et qui faisait office de

centre de communication » dans la région de Deir Ezzor, selon l'OSDH.

L'ONG, qui dispose d'un vaste réseau de sources dans la Syrie en guerre, n'a pas précisé dans l'immédiat qui était à l'origine des frappes. Mais à Damas, des médias proches des autorités ont fait état de « frappes américaines » sur des cibles dans l'est du pays sans fournir d'autres détails.

Les groupes pro-iraniens traqués par les forces israéliennes et américaines

Depuis le début en 2011 de la guerre civile en Syrie, le voisin israélien y a mené des centaines de frappes contre des groupes pro-iraniens qui combattent aux côtés du régime. Les Etats-Unis ont eux aussi visé des groupes pro-iraniens dans l'est de la Syrie.

Selon l'OSDH, quelques heures avant les frappes de mardi, un avion-cargo iranien transportant du matériel technique et des membres des Gardiens de la révolution - l'armée idéologique de l'Iran - a atterri à Deir Ezzor en provenance de Damas. La villa à Deir Ezzor qui a été complètement détruite avait été prise par les Gardiens de la révolution, a ajouté l'ONG. Les dernières frappes similaires remontent à début février,

lorsqu'au moins 29 combattants pro-iraniens dont neuf Syriens, six Irakiens et six Libanais du [Hezbollah](#), avaient été tués

à Deir Ezzor et Al-Mayadine dans des raids américains, selon l'OSDH. Ces raids étaient en riposte à une attaque attri-

buée par Washington à des groupes pro-Iran le 28 janvier contre une base américaine en Jordanie, près des frontières

syrienne et irakienne, dans laquelle trois soldats américains ont été tués.

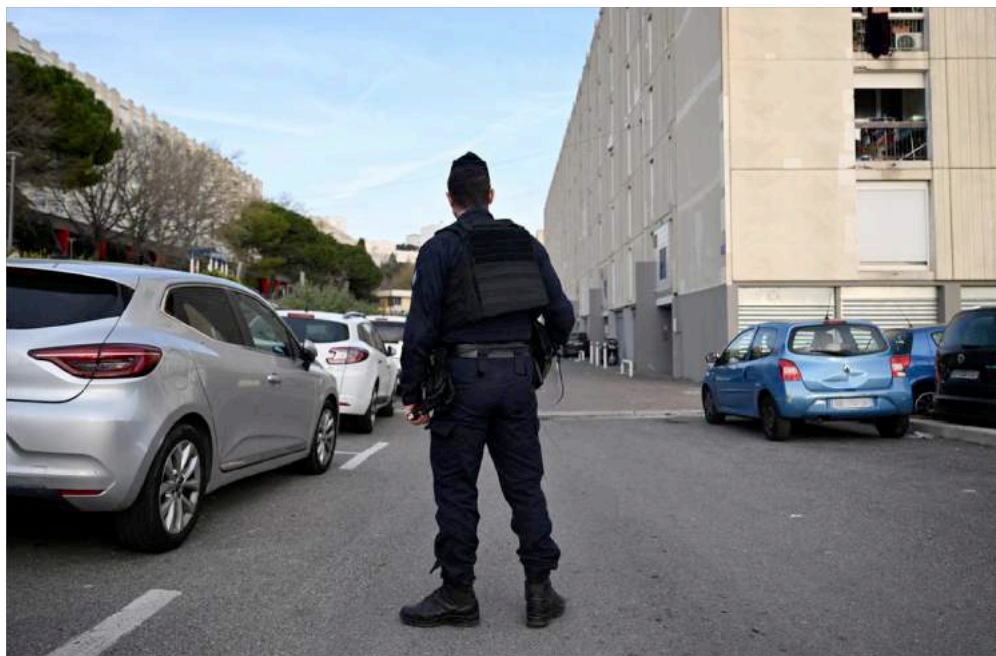
LE FIGARO

Nicolas Farmine
26 mars 2024

À Marignane, une rixe intercommunautaire opposant Kurdes et Turcs éclate en pleine nuit

C'est un affrontement qui aurait pu sérieusement dégénérer sans l'intervention des forces de l'ordre, qui ont contribué à mettre fin à une véritable rixe intercommunautaire opposant des Turcs et des [Kurdes](#) pro-PKK dimanche peu après minuit à Marignane (Bouches-du-Rhône).

De sources policières concordantes, cette véritable «*descente*» sur fond de rivalité entre communautés a été maîtrisée à temps par plusieurs équipages de la [brigade anticriminalité](#) (BAC) qui patrouillaient dans le secteur. Comme relaté par une source, l'un des équipages a d'abord intercepté un groupe d'une «*soixantaine*» d'individus «*au visage dissimulé*», dont certains étaient armés de bâtons et de [cocktails Molotov](#), et porteurs d'écharpes aux couleurs du [Parti des travailleurs du Kurdistan](#) (PKK), une organisation politique armée considérée comme «*terroriste*» par la Turquie, l'Union européenne et une partie de la communauté internationale. Ces individus, clairement menaçants, se dirigeaient à vive allure en direction d'une résidence de Marignane nichée au Parc Camoins, un quartier de la commune connu pour être fréquenté par une importante communauté turque. Conscients qu'ils assistaient aux prémices d'une bagarre générale, les policiers de la BAC ont rapidement appelé des renforts.



Un policier a été légèrement blessé au cours de l'opération (illustration). NICOLAS TUCAT / AFP

9 cocktails Molotov dans le sac d'un suspect

Sur place, les suspects ont commencé à en découdre en envoyant plusieurs cocktails en direction du parking d'une résidence fréquentée par la communauté turque, avant d'être rapidement dispersés par l'intervention des équipages de police munis d'[aérosols lacrymogène de défense](#). Les agents sont parvenus à faire cesser les échauffourées avant qu'elles ne dégénèrent sérieusement, non sans difficulté. Au cours de l'opération, deux jeunes individus ont été interpellés, l'un d'eux bles-

sant légèrement un policier.

Le premier, né en 2003, transportait dans son sac pas moins de neuf cocktails Molotov. Le second, né en 1999, avait quant à lui ciblé les forces de l'ordre à l'aide de l'une des bouteilles en verre remplie d'essence enflammée. Les deux ont été placés en garde à vue, l'un d'entre eux faisant même l'objet d'une obligation de quitter le territoire français (OQTF), d'après une source policière. Le parking de la résidence a été marqué de deux impacts au sol après le jet de cocktail Molotov. Mis à part le policier, la rixe n'a fait aucun autre blessé.

Les affrontements opposant la communauté turque aux Kurdes ne sont pas des faits isolés en France et en Europe. Lundi, un rassemblement bruxellois pro-kurde avait dégénéré en bagarre opposant des partisans du PKK à des membres de la communauté turque. Début janvier 2023 à Marseille, des Kurdes membres du PKK avaient jeté des cocktails Molotov [en direction du consulat général de Turquie](#), situé dans le 8^e arrondissement de la ville. Là encore, deux individus avaient été interpellés par des agents de la BAC lancés à leurs trousses.

The New York Times

Ben Hubbard
March 26, 2024

Turkey Details Visits by Accused Moscow Attackers to Istanbul

A Turkish official said two of the suspects had made recent trips to Turkey, but were radicalized earlier.

Two men accused in the terrorist attack on a Moscow concert hall spent time in Istanbul just weeks before the assault, a senior Turkish security official said on Tuesday, adding that the shortness of the men's visits suggested that they had not been radicalized in Turkey.

The information came on the same day that the Turkish Interior minister, Ali Yerlikaya, wrote on the platform X that the Turkish security services had caught 147 people alleged to have connections to the Islamic State since last June.

Mr. Yerlikaya did not say how many of those suspects had been apprehended since the concert hall attack in Moscow last week or whether any of those previously arrested were believed to have links to that attack. The Islamic State has claimed responsibility for the assault.

Speaking on condition of anonymity because of government protocols, the senior security official said that one of the attack suspects who traveled to Turkey, Saidakrami Rachabalizoda, arrived in Istanbul on Jan. 5 and spent 16 days in a hotel in the city's Fatih District. He left for Moscow on March 2, the official said.

The official did not say whether the men's time in Turkey was believed to have any connection to the planning or preparation for the attack, but said that Turkey's security services had



Saidakrami Rachabalizoda, a suspect in the Moscow terrorist attack, in court on Sunday. Shamil Zhumatov /Reuters

assessed that the men had been radicalized before arriving in Turkey. Both men were from Tajikistan, but had been living in Russia as migrant laborers.

Another suspect, Shamsidin Fariduni, entered Turkey from Russia on Feb. 20 and told Turkish officials that he made the trip because his Russian visa had expired and he had to leave the country, the official said. He stayed in a hotel for six days in late February and posted pictures on social media during that time that ap-

peared to be at a historic Istanbul mosque in the same district where Mr. Rachabalizoda had stayed, the official said.

Shamsidin Fariduni in court in Moscow on Sunday. Yulia Morozova/Reuters

Mr. Fariduni returned to Moscow on March 2 on the same flight as Mr. Rachabalizoda. Both men had traveled freely between Russia and Turkey because neither was subject to an arrest warrant, the official said.

Despite being a member of NATO, Turkey has maintained good relations with Russia throughout the war in Ukraine. There are several direct flights daily between Russia and Turkey.

At the height of the Islamic State's control in Iraq and Syria, the terror group carried out several deadly attacks inside Turkey, but in recent years such attacks have become rare and the Turkish security services frequently publicize their efforts to disrupt terrorist networks.



Azhi Rasul
March 26, 2024

Erdogan accuses main rival parties of PKK ties

ISTANBUL, Turkey - Less than a week ahead of the country's local elections, Turkey's President Recep Tayyip Erdogan on Monday accused a pro-Kurdish party of being a tool of the Kurdistan Workers' Party (PKK) and slammed the main opposition party for cooperating with them.

Speaking at an election rally in the country's northern Tokat province, Erdogan accused the pro-Kurdish Peoples' Equality and Democracy Party (DEM Party) of being the "tool" through which the PKK operates inside Turkey.

"The structure called DEM [Party] is a tool of a terrorist] group that acts like a party. The ones on the stage do not hold authority or weight in this party," Erdogan said.

"This party is not governed from its headquarters in Ankara, but by perverted ideological institutions in Istanbul and the terrorist barons in Qandil," referring to the PKK's headquarters in Mount Qandil, as well as the party's pro-LGBTQ stance within Turkey.

Erdogan's comments come at a time when there are speculations about the possibility of the restart of a new peace process within the country.

In an unprecedented and historic move, the Turkish government and the Kurdistan Workers' Party (PKK) announced a peace process in 2013, paving the way for a new era in Turkey. However, the peace ended in 2015 due to renewed tensions between both sides.

While Erdogan is strongly opposed to a new peace with the PKK his party has expressed an openness to reviving the process, albeit being harshly criticized for simply



Turkish President Recep Tayyip Erdoğan during an election rally in the country's northern province of Tokat on March 25, 2024. Photo: Turkish presidency

instrumentalizing the Kurdish issue to garner more votes in the upcoming elections.

During a televised interview on Saturday night, DEM Party Tulay Hatimogullari accused AKP of only remembering the Kurdish issue during the election cycle, "AKP also only remembers the Kurdish problem from election to election," she said.

In a letter to the public recently shared on X Jailed Kurdish politician Selahattin Demirtas encouraged the DEM party to hold talks with Erdogan's ruling Justice and Development Party (AKP). Veteran Kurdish politician and DEM Party MP Ahmet Turk, who is also running for the mayoralty of the city of Mardin, told Rudaw during an interview earlier this month that they have talked peace process "with some personalities" inside the Turkish parliament, without disclosing their names or the positions they hold

Turk noted that the decision for a peace process ultimately lies in the hands of Erdogan.

"Our demand is peace. Our desire is the brotherhood of peoples... Someone like Erdogan, who today controls all the institutions, can do that, and solve the problem if he wants to," Turk said.

During the Monday rally, Erdogan also slammed the main opposition party, the Republican People's Party (CHP) for "cooperating" with the DEM party.

"You see who is leading the alliance with the DEM [Party] just to gain a few more municipalities, don't you? Where do the instructions come from? From Qandil, and they are implemented in Ankara," Erdogan said, referring to agreements between the CHP and the DEM Party in a few municipalities of Istanbul to field strong candidates both parties approve of.

DEM Party candidates Murat

Cepni and Meral Danis Bestas are running in Istanbul, but the party refrained from fielding candidates in 39 districts, including in Esenyurt, where DEM has a strong base following talks with CHP, which agreed to nominate a candidate that the DEM Party approves of in return for its withdrawal from Esenyurt.

On Sunday, Erdogan and the AKP hope to reclaim the municipalities of Ankara and Istanbul, which they lost to CHP in 2019 after nearly two decades of dominance. According to the Turkish electoral commission, 52 candidates will vie for the Istanbul mayoralty in March, as 22 parties fielded candidates and 30 others will compete independently. AKP fielded Murat Kurum, Turkey's former environment minister, as Istanbul candidate mayor, to compete against the incumbent mayor CHP's Ekrem Imamoglu, and DEM Party's Cepni and Bestas.



Kurdistan's Weekly Brief | March 26, 2024

Iran

Dozens of human rights organizations, including Human Rights Watch, [released](#) a letter calling on members of the United Nations (UN) Human Rights Council to renew the Independent International Fact-Finding Mission on the Islamic Republic of Iran's (FFMI) mandate. The letter follows the FFMI's [presentation of its findings](#) on the Iranian regime's human rights violations in response to the massive anti-government protests that were sparked by Iranian authorities' killing of the Kurdish woman Zhina Amini in September 2022. The letter also called for the renewal of the UN's Special Rapporteur on the situation of human rights in the Islamic Republic of Iran's mandate. "The continuation of these two distinct and complementary mandates is essential for the Human Rights Council to fulfill its mandate of promotion and protection of human rights in Iran," read the letter. On a separate note, the Iranian rial hit a [new record low](#) as the nation's economy continues to deteriorate. Lastly, the Wall Street Journal [reported](#) Iran displayed drones at an exposition in Qatar that it claimed could carry 13 precision-guided bombs and fly over 1,200 miles at 35,000 feet.

Iranian security forces arrested several Kurdish activists and organizers of Newroz celebrations, including a famous singer named [Hassan Kakai](#), who was tortured after performing at a Newroz concert, and an activist named [Semko Naserolahi](#) in Bokeran. Iranian authorities also detained [Jalal Khwamardi](#) and a singer named [Arman Saedpanah](#) in Senna, [Saber Ebra-](#)

[himi](#) and [four others](#) in Shinno, and [Lutfollah Parwiz](#) in Kermanshah. Though celebrated by non-Kurds, Newroz is the Kurds' most significant holiday and holds a special meaning for them because it commemorates the triumph of freedom over oppression. Separately, the Hengaw Organization for Human Rights [reported](#) the regime sentenced five Kurds to prison for "membership" in opposition parties. Additionally, Mehabad's Islamic Revolutionary Court [sentenced](#) a former political prisoner to 13 years in prison for "waging war on God."

Iraq

The Association of the Petroleum Industry of Kurdistan (APIKUR) released a [report](#) on the status of the ongoing freeze of Iraqi Kurdistan's oil exports on the freeze's one-year anniversary. The exports were halted last March when the International Chamber of Commerce in Paris [ruled](#) in favor of Baghdad over Ankara regarding the latter's support of independent oil exports from Iraqi Kurdistan through Turkey. The APIKUR report estimated Iraq has lost at least 11 billion dollars and hundreds of millions of dollars in investments since the freeze began. The APIKUR's report also called for the Biden administration and the U.S. Congress to cancel the planned visit of Iraqi Prime Minister Mohammed Shia al Sudani unless the pipeline from Iraqi Kurdistan to Turkey is reopened, foreign oil companies begin receiving payments, and Baghdad implements the 2024 budget law and provides the Kurdistan Regional Government (KRG) with its share of the federal budget. Concurrently, the Kurdistan Min-

ister of Natural Resources (MNR) [stated](#) that since March of 2023, Kurdistan had delivered 11 million oil barrels to Baghdad but had not received "a single dinar" in return. The MNR highlighted that Kurdistan's oil exports constituted only 10% of Iraq's total exports and that the revenue derived from oil formed only a portion of the financial entitlements allocated to the region within Iraq's budget. The MNR further emphasized that the halt in oil exports had precipitated a "financial crisis," causing delays in the disbursement of public salaries.

According to the Community Peacemaker [Teams \(CPT\)](#), since 2024, Turkey has bombed the Duhok province 141 times, including 75 on the Gara mountain, the stronghold of the Kurdistan Workers' Party (PKK). The CPT report notes that four civilians have been killed by Turkish airstrikes and bombings, and one other was wounded. "The aim of the bombings is to pressure and force the villagers and civilians in Gara mountain to leave so that Turkey can establish and control a larger area to conduct their operations. This tactic has been frequently used by the Turkish military in Iraqi Kurdistan to seize control of civilian areas," read the report. [Hundreds of Kurdish and Christian villages](#) have been evicted due to Turkey's operations since 2015.

Syria

The Syrian Democratic Forces (SDF) [thwarted an escape](#) attempt from the al Hol camp, which houses ISIS (Da'esh) captives and their families. The SDF reported that two individuals, identified as "Cubs of the

Caliphate" from Turkmenistan and Indonesia, tried to escape with the help of a Syrian smuggler. However, the operation was foiled, leading to the apprehension of all three perpetrators. While al Hol camp remains a "[ticking time bomb](#)," hundreds of Iraqi families returned from al Hol earlier this month in an effort to mitigate the security risk and prevent the resurgence of the 'caliphate', as a significant portion of the camp's population remains loyal to the terrorist organization. Additionally, the SDF [eliminated "Samir al Shikhan,"](#) a senior Iraqi terrorist, in an operation in Raqqa on March 24. Furthermore, on the fifth anniversary of the physical defeat of the Da'esh 'caliphate', the SDF issued a warning that the terrorist organization still "[poses a great danger](#)," urging the world to collaborate effectively with the SDF and emphasizing the vital role of the International Coalition in the ongoing struggle.

On World Water Day, observed on March 22, the Autonomous Administration for North and East of Syria (AANES) [urged](#) the international community to intervene and halt Turkey's "water war policy" in the region, which has left millions of Syrians without access to water. In recent years, as part of its campaign against the Kurdish-led AANES, the [Turkish government](#) has significantly reduced the flow of the Euphrates River into Syria, violating an international treaty signed between [Syria and Turkey](#).

According to the Syrian Observatory for Human [Rights \(SOHR\)](#), the Turkish organization "White Hands" has inau-

gured a new housing complex for families affiliated with the Turkish-backed faction in the occupied Afrin. The newly established settlement comprises 80 apartments located in the Shirawa district. Since the Turkish occupation of Afrin in 2018, thousands of housing units have been constructed as part of [Turkey's demographic](#) restructuring plan, primarily aimed at altering the ethnic composition of the region by resettling non-Kurdish

populations.

Turkey

During the Newroz celebration, the jailed Kurdish politician, [Gül-tan Kışanak](#), who is running for a co-mayorship from her prison cell, [released a message](#) via a fellow party member, vowing to "build bridges of social peace from Diyarbakır to Ankara." Thousands of pro-Kurdish Peoples' Equality and Democ-

racy (DEM Party) members gathered in Ankara as the local elections will be held on Sunday, March 31. Since March 16, the DEM Party has held dozens of public events, coinciding with the Newroz celebrations, many of which called for a solution to the Kurdish questions and ending the isolation of the jailed Kurdish leader, Abdullah Ocalan. Separately, the DEM Party accused the government of "smear campaigns" after pro-

government released footage of a person claiming a hidden agreement between the pro-Kurdish party and CHP in the mayoral race of Istanbul. "The government and the media apparatus under its control, which previously targeted our party with lies, slander, and montage videos, have made hostility to the DEM Party and Kurds the main policy in this election as well," [read a statement](#) by the party.



26 Mars 2024

Bagarres dans le Limbourg, attaque d'un café à Cheratte : les tensions entre Kurdes et Turcs s'intensifient en Belgique

Les Kurdes revendiquent la création d'un État indépendant, et dénoncent en l'espèce une promesse non tenue. À la fin de la première guerre mondiale, lors du démantèlement de l'Empire ottoman, le traité de Sèvres (1920) prévoyait une Turquie beaucoup plus limitée qu'elle ne l'est aujourd'hui. «*En réalité, on ne leur avait pas promis un État. C'est plus subtil que cela : on leur avait promis qu'on allait étudier la question.*»

Toujours est-il qu'avec l'avènement de Mustafa Kemal Atatürk à la tête de la Turquie (1923), leurs espoirs seront douchés. «*Sa doctrine repose sur plusieurs principes, dont celui d'un peuple, un pays*», explique Vincent Effling. Or, les Kurdes ne vont jamais accepter d'abandonner leurs spécificités culturelles, ethniques, linguistiques

pour se fondre dans la turcité.»

La lutte armée du PKK

«*A partir de la fin des années 70, début des années 80, de jeunes étudiants vont se laisser séduire par les idées d'extrême gauche, et cela va donner naissance au PKK.*» Le PKK, parti des Travailleurs du Kurdistan, va entrer en conflit armé avec les autorités turques à partir de 1984. «*C'est un conflit qui a fait entre 40 et 50.000 victimes.*»

C'est un conflit qui a fait entre 40 et 50.000 victimes.

Le PKK est considéré comme une organisation terroriste par la Turquie, les États-Unis et l'Union européenne, mais pas par la Belgique. Selon Vincent Effling, ce sont des considérations politiques qui sont en

jeu : «*Le PKK, en tant que mouvement de gauche, qui se présente comme un mouvement de liberté, qui prône une laïcité exacerbée et une égalité stricte entre les hommes et les femmes, séduit auprès de la classe politique en Belgique, en particulier le PS, Ecolo, et même au sein du cdH (Les Engagés), même si cela a un peu changé maintenant.*»

Les Loups gris, un mouvement «profondément anti-kurde»

Les manifestants kurdes à Bruxelles dénonçaient ce lundi les agissements des «Loups gris». Ce sont leurs ennemis de longue date. «*C'est un mouvement ultra-nationaliste, profondément anti-kurde, parce qu'ils visent l'homogénéité culturelle de la Turquie*, affirme encore le spé-

cialiste de la Turquie. 'Un pays, un peuple'. Ils prônent des valeurs très dures, très traditionnelles, quasi militaristes. Chez nous, on les qualifierait d'extrême droite.» Le tout teinté d'une identité musulmane sunnite.

Chez nous, on les qualifierait d'extrême droite.

Le mouvement est né dans les années 60, il s'agissait alors de la section jeunesse du MHP, le Parti d'action nationaliste, un parti extrémiste proche de l'idéologie fasciste, actuellement allié du parti du président Erdogan (AKP), lui-même réputé proche des Loups Gris.

Dans les années 80, ces derniers se sont fait connaître par leurs actions violentes, contre des militants de gauche et des minorités.

« Si une coalition contre l'EI devait rassembler ceux qu'il a ciblés, elle réunirait l'Iran, l'Afghanistan, la Russie et les Etats-Unis, soit des régimes que tout oppose »

Comme le montre l'attentat mené à Moscou par l'organisation Etat islamique au Khorassan, le djihadisme est totalement indifférent au nouveau cours de l'histoire ouvert le 24 février 2022 avec l'invasion de l'Ukraine décidée par Vladimir Poutine, rappelle, dans sa chronique, Gilles Paris, éditorialiste au « Monde ».

Dans le discours prononcé le 29 février devant l'Assemblée fédérale de Russie, avant sa reconduction pour un cinquième mandat présidentiel lors d'une parodie d'élection, Vladimir Poutine s'en était pris une nouvelle fois au « soi-disant Occident » et aux Occidentaux. « Ils veulent reproduire en Russie ce qu'ils ont fait dans de nombreux autres pays, dont l'Ukraine », avait-il assuré : « Semer la discorde chez nous et nous affaiblir de l'intérieur. » Le terrorisme international n'avait été évoqué qu'une seule fois – et encore, au passé.

Moins d'un mois plus tard, le maître du Kremlin peut compter sur des médias aux ordres pour tenter de faire entrer l'attentat dévastateur perpétré le 22 mars dans une salle de concert de la banlieue de Moscou par l'organisation Etat islamique au Khorassan (EI-K) dans la seule case prévue pour les menaces : celle qui induit nécessairement une implication de l'Ukraine.

Ce bain de sang constitue pourtant un rappel dramatique de la résilience d'une idéologie qui a survécu à la destruction du « califat » installé au Moyen-Orient dans les espaces en déshérence d'Etats affaiblis par des guerres civiles nées de leur barbarie, en Syrie, ou des conséquences d'une invasion étrangère, en

Irak. Le djihadisme est totalement indifférent au nouveau cours de l'histoire ouvert le 24 février 2022 avec l'invasion de l'Ukraine décidée par Vladimir Poutine.

Le retour de la guerre conventionnelle entre Etats sur le sol européen a remis en branle de lourds mécanismes d'alliances stratégiques et de remobilisation d'une industrie de la défense européenne atrophiée par plus de trois décennies d'illusion de paix perpétuelle et de doux commerce, pendant lesquelles les conflits armés se limitaient souvent à l'envoi de forces spéciales contre de lointaines milices. L'invasion de l'Ukraine, comme ultérieurement la guerre à Gaza, a aussi mis en évidence l'isolement d'un camp occidental face à un ensemble de pays résumé imparfaitement par l'expression « Sud global », convaincu que les principes du premier sont à géométrie variable.

Un problème redoutable

L'attentat du 22 mars superpose à ces lignes de fracture une grille d'analyse qui n'en a que faire. Une publication de l'organisation Etat islamique (EI), *Al-Naba*, avait résumé en 2022 l'agression russe à une « guerre entre croisés » pendant qu'une autre de la franchise qui a revendiqué l'attaque terroriste de Moscou, *Voice of Khurasan*, renvoyait dos à dos « l'Amérique (...), un

ennemi furieux de l'islam au siècle dernier », et « la Russie », qui « n'a pas montré qu'elle était différente ».

Cette juxtaposition pose un problème redoutable. Parmi les derniers attentats revendiqués par l'EI-K figure ainsi celui qui a été perpétré le 3 janvier, en Iran, contre la foule venue rendre hommage à l'ancien commandant de la Force Al-Qods du corps des gardiens de la révolution, Ghassem Soleimani, tué à Bagdad, en 2020, par une frappe américaine. Il s'agissait de l'opération terroriste la plus meurtrière en Iran (quelque 90 morts) depuis la révolution de 1979, alors que celle visant la salle de concert russe a été la plus sanglante (139 morts) depuis deux décennies.

Si une coalition contre cette franchise de l'EI devait rassembler ceux qu'elle a ciblés, elle réunirait, outre la République islamique, les talibans afghans, Moscou et Washington, soit des régimes que tout oppose. Autant dire qu'elle n'est pas près de voir le jour, alors que la meilleure parade aux capacités de nuisance de l'EI reste multilatérale, avec d'autres moyens que ceux de la guerre conventionnelle qui siphonnent déjà les budgets militaires.

Près d'un quart de siècle s'est écoulé depuis que Vladimir Poutine, deux semaines après

le 11-Septembre, professait sous les ovations du Bundestag allemand, à l'occasion d'une visite à Berlin, sa volonté de participer à « une lutte déterminée, mondiale et soigneusement coordonnée contre le terrorisme ».

Affaiblissement des alliances

Les Etats-Unis ont eu beau prévenir publiquement, au début du mois de mars, la Russie de l'imminence d'une attaque, Moscou n'a voulu y voir qu'une « provocation ». Car la coordination d'hier a cédé aujourd'hui la place à la compétition entre grandes puissances dans laquelle la lutte contre le terrorisme international est reléguée à la périphérie.

C'est notamment le cas en Afrique, où l'éviction annoncée des Etats-Unis de leur base d'observation stratégique au Niger, qui leur permettait de mesurer en temps réel l'état des forces de la nébuleuse djihadiste présente au Sahel, pourrait être le préalable à un déploiement de l'*Africa Corps*, la société de sécurité qui a pris le relais du Groupe Wagner après la disgrâce et la mort de son chef, Evgueni Prigojine, en 2023.

Cette compétition ne se déroule pas dans un cadre ordonné de blocs, comme ce fut le cas pendant la guerre froide. L'heure est, au contraire, aux désordres alimentés par des

plurilatéralismes d'opportunité, à géométrie variable, qui pénalisent les centres potentiels au bénéfice de puissances intermédiaires. Le retour du trumpisme à la Maison Blanche y ajouterait l'affaiblissement des alliances occidentales par un mentor étatsunien

tenté par le fantasme d'une Amérique forteresse.

Ces désordres font le jeu des groupes djihadistes, ces acteurs « *non westphaliens* », selon la formule du spécialiste du djihadisme Hugo Micheron dans un entretien, publié le

25 mars par la revue de géopolitique *Le Grand Continent*, car ils y gagnent des marges de manœuvre.

Comme l'illustre le sort des anciens soldats de l'EI détenus dans l'est de la Syrie par des milices kurdes pro-occiden-

tales, elles-mêmes sous la menace constante des troupes d'une Turquie pourtant membre de l'Alliance atlantique, la collision des conflictualités produit une algèbre géopolitique qui additionne les ennemis sans jamais en retrancher.



De notre correspondante à Istanbul,
27 mars 2024

Turquie : à l'approche du scrutin, les élections municipales suscitent peu d'engouement

On peut dire que c'est en **Turquie** la campagne la plus plate, la moins enthousiaste des quinze dernières années, si ce n'est plus. Et pourtant, chaque camp a beaucoup à perdre ou à gagner dans la bataille. Mais du côté des dirigeants politiques comme du côté des électeurs et, parfois même, des candidats eux-mêmes, on ressent une fatigue, un manque d'engouement ou d'inspiration, et l'envie que cette échéance électorale soit passée.

Que ce soit au niveau national ou au niveau des grandes villes – puisque ce sont les niveaux les plus visibles de cette campagne, qui concerne autant Istanbul et ses 16 millions d'habitants que le plus petit village d'Anatolie – aucune image, aucun slogan, aucun discours n'a marqué les esprits.

Des campagnes qui manquent d'entrain

Du côté du pouvoir, le **président Erdogan s'est**

certes impliqué dans la campagne, mais moins que lors des précédentes municipales. Pas de promesses de projets grandioses, pas de stratégie de polarisation à outrance comme lors de sa campagne présidentielle de l'an dernier. Recep Tayyip Erdogan et ses candidats se sont pour l'essentiel contentés de dépeindre leurs adversaires en incompetents corrompus et de se présenter comme les seuls capables de gérer correctement les villes.

Du côté de l'opposition, même pour le maire d'Istanbul Ekrem Imamoglu, qui joue sa réélection et sans doute son avenir politique, on est loin de la campagne pleine d'entrain de 2019, avec son fameux slogan « Tout ira très bien ». Cette fois-ci, le maire défend son bilan et espère garder son fauteuil malgré un handicap : contrairement à 2019, il n'est pas soutenu par une alliance de partis d'opposition, mais par son seul parti, le CHP social-démocrate.

Des électeurs lassés et une

opposition désillusionnée

Les électeurs sont touchés par cette fatigue électorale et cela se ressent dans le quotidien. Les élections sont par exemple loin de monopoliser les conversations, dans les meetings politiques les partisans sont moins nombreux que lors des précédents scrutins. Le président Erdogan s'en est plaint, d'ailleurs, le week-end dernier à Istanbul, lorsqu'il a dit depuis l'estrade : « *On était habitué à 1,5 million de personnes, là, j'ai 650 000 personnes face à moi.* »

Comment expliquer alors que cette campagne municipale manque à ce point de souffle ou d'intérêt ? Sans doute par le fait que la Turquie a vécu beaucoup de campagnes ces dernières années. C'est la neuvième en dix ans, voire la dixième si l'on compte les dernières élections municipales à Istanbul, qui s'étaient jouées en deux fois, en mars et juin 2019. Il y a un effet de lassitude. Les **Turcs** ont par ailleurs d'autres priorités, à commencer par leur pouvoir d'achat en

chute libre depuis deux ans.

Et puis pour les électeurs de l'opposition, le choc de la défaite aux élections présidentielle et législatives de l'an dernier est encore dans tous les esprits. Beaucoup avaient cru dur comme fer que l'opposition unie allait enfin battre Recep Tayyip Erdogan dans les urnes. Aujourd'hui, c'est une opposition désunie et désillusionnée qui se présente face aux électeurs. Étonnamment, pour trouver un peu d'enthousiasme, il faut se tourner vers le parti islamiste **Yeniden Refah**. Né en 2018, mais héritier d'une longue tradition de l'islam politique turc, ce parti est en pleine ascension. Il assure avoir gagné plus de 230 000 membres depuis l'an dernier – dont beaucoup d'électeurs déçus de Recep Tayyip Erdogan – et présente pour la première fois ses propres candidats. Ces derniers, motivés par l'envie de faire leurs preuves, ont fait une campagne remarquée et attendent avec impatience le scrutin de dimanche.

En Turquie, la candidature symbolique de Gültan Kisanak, figure politique kurde incarcérée depuis sept ans

Emprisonnée depuis sept ans dans le cadre du procès dit « de Kobané », cette figure de la politique kurde a été nommée tête de liste par le parti prokurde du DEM à Ankara. Une candidature qui a le mérite de rappeler sa mémoire.

Gültan Kisanak, c'est le courage qu'on voudrait avoir si l'on n'était bon qu'à ça. Femme politique d'une espèce rare, drôle et caustique comme pour tenir à distance la noirceur de ce qui se joue devant elle, l'ancienne maire de Diyarbakir, la métropole kurde du sud-est de la Turquie, est une détenue à part, incarcérée dans une prison de haute sécurité et candidate aux élections municipales de ce 31 mars. Elle n'est pas la première dans la longue histoire carcérale turque. Ni certainement la dernière. Mais son cas est un des plus emblématiques des dysfonctionnements de la justice et de la violence d'Etat.

La période maximale de détention de Gültan Kisanak, emprisonnée depuis sept ans dans le cadre du procès dit « de Kobané », a expiré voilà plus de quatre mois. Selon la loi turque, elle devrait être libérée sur-le-champ. Ce qui n'est pas le cas, malgré les demandes répétées de ses avocats. Alors qu'en janvier, devant ses juges, elle organisait une énième fois sa défense, son nom a été annoncé comme tête de liste pour la mairie d'Ankara, la capitale, par le parti prokurde DEM (ancien HDP, Parti démocratique des peuples). Une candidature à tout le moins symbolique, mais qui a le mérite de rappeler sa mémoire. Une mémoire sans âge, les autorités ont refusé qu'un photographe lui tire le portrait pour les affiches de campagne.



Gültan Kisanak, alors candidate du parti Paix et démocratie à la mairie de Diyarbakir (Turquie), le 30 mars 2014. ILYAS AKENGİN / AFP

Enseignante, journaliste, féministe, mère d'un enfant et députée, Gültan Kisanak est l'un des noms les plus importants de la politique kurde en Turquie. L'écrivaine Oya Baydar dit d'elle qu'elle « est une blessure sur notre conscience et un miroir de nos péchés historiques ».

Déjà arrêtée en 1980, après le coup d'Etat militaire du 12 septembre, elle passe deux ans

dans la tristement célèbre prison numéro 5 de Diyarbakir, que le quotidien britannique *The Times* désignera comme étant l'une des dix pires au monde. Elle y sera torturée, comme des centaines d'autres détenus. Elle côtoiera les morts et les traumatismes. Plus tard, elle dira : « Les putschistes voulaient capturer l'âme des Kurdes, surtout avec les atrocités commises dans la prison

de Diyarbakir. Mais cela a provoqué l'effet inverse et déclenché un mouvement de défense de notre dignité. »

Elue à la tête de Diyarbakir en 2014

En 1991, elle rejoint le journal *Güneş* avant de collaborer à différents quotidiens et magazines de gauche prokurde. Tout juste trentenaire, elle s'implique dans les mouvements des femmes, importants dans la région. Et travaille un temps comme consultante pour la municipalité de Diyarbakir. Aux élections de 2007, Gültan Kisanak est élue députée sur une liste indépendante et se fait très vite remarquer avec sa rhétorique sur la nécessité d'un changement d'approche sur la question kurde. L'heure est encore à l'ouverture et aux négociations avec Ankara.

Gültan Kisanak rejoint le Parti de la paix et de la démocratie (BDP) dès sa création et en devient coprésidente aux côtés de [Selahattin Demirtaş](#). À l'écran, on la suit dans le documentaire *What a Beautiful Democracy !*, diffusé sur la chaîne Arte avec le titre *Démocratie au féminin*. Et puis, en 2014, elle est élue maire de la municipalité de Diyarbakir, avec 55 % des voix.

Mais l'heure n'est déjà plus aux réjouissances. Le processus de paix engagé entre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et la Turquie s'effondre. Une guérilla urbaine embrase

les villes kurdes du Sud-Est turc à la suite d'une série d'attentats inexpliqués à ce jour. Le pays plonge dans un climat de guerre civile dont le principal perdant sera la branche légale du mouvement kurde, criminalisée après les résultats historiques obtenus aux législatives de juin 2015. Menacé de fermeture, le BDP change de nom, avant d'être remplacé par le HDP.

Gültan Kisanak est interpellée le 25 octobre 2016. Des dizaines d'autres élus seront arrêtés dans les mois suivants. A Diyarbakir, un administrateur (un *kayyum*, en turc) est nommé par le pouvoir pour diriger la ville. Sa première décision sera de licencier la troupe de théâtre de la municipalité. Par la suite, près de 1 300 agents ou responsables municipaux perdront

leur emploi. L'édile, de son côté, est condamnée à quatorze ans de prison pour « appartenance à une organisation terroriste ». Elle fait appel et obtient une annulation du verdict. Nouveau procès.

Interminable procès

En parallèle, son nom s'est invité dans l'enquête du procès dit « de Kobané », du nom de cette ville frontalière kurde-syrienne assiégée par les djihadistes de l'organisation Etat islamique (EI) pendant plusieurs mois à partir de septembre 2014. A l'époque, l'armée turque avait empêché les Kurdes turcs de venir en aide à leurs proches de l'autre côté de la frontière. Plusieurs responsables locaux, dont Selahattin Demirtas, avaient alors appelé à manifester contre cette situation.

Le 20 juillet 2015, une explosion tue 34 militants de gauche pro-kurdes et en blesse 104 autres, lors d'un rassemblement à Suruç, ville jumelle de Kobané, située en territoire turc. Ankara attribue l'attentat à l'EI ; le mouvement kurde désigne le gouvernement d'Erdogan. S'ensuit l'ouverture de cet interminable procès, qui compte aujourd'hui 108 prévenus accusés de crimes terroristes, en lien avec les manifestations.

« Oui, j'ai participé à cette manifestation et je me souviens de ces jeunes morts, a lancé Gültan Kisanak, en janvier, aux magistrats. Depuis ma cellule, je rends hommage à leur mémoire et je maudirai ce massacre jusqu'à mon dernier souffle. Personne ne devrait oser qualifier cet acte [de participer à une telle manifestation] de

crime. » Et d'ajouter : « Cela me fait mal de devoir me défendre contre des accusations qui ignorent toutes les valeurs humaines. »

A l'annonce de la candidature depuis sa prison de Gülten Kisanak, l'écrivaine Oya Baydar admettra avoir ressenti « un pincement au cœur » : « Non pas parce qu'elle ne le mérite pas ou parce que je trouve mal que le parti DEM présente des candidats à Ankara. Mais parce que je pense que la robe de candidature donnée à Kisanak est bien trop grande pour la politique turque actuelle. Les résultats seront inévitablement annoncés en pourcentage de voix. Et ce pourcentage sera bien inférieur à ce qu'elle mérite réellement. »



De notre correspondant
de retour des monts Qandil
27 Mars 2024

Le PKK se prépare à une offensive Dans l'attente d'une offensive terrestre

Ici à Qandil, montagne sanctuaire du PKK. Aujourd'hui, 2 000 guérilleros et sympathisants célèbrent le Nouvel An kurde. Chants, slogans et discours politiques résonnent. C'est une fête en zone de guerre. Les bombardements turcs, ici, sont quotidiens.

« Bien sûr qu'il y a des risques à être ici à Qandil. La Turquie ne perd aucune opportunité de tuer des membres du PKK ou des civils », explique Diar, un combattant du PKK de 28 ans. « Si ça se trouve, elle peut même frapper cette cérémo-

nie. Ce midi encore, il y avait des drones turcs au-dessus de Qandil. La Turquie utilise des armes chimiques par des drones. C'est pourtant interdit. Rien ne l'arrête. »

Depuis des mois, la Turquie intensifie ses bombardements sur les positions PKK du nord de l'Irak. Tous attendent maintenant de pied ferme l'offensive terrestre, comme ces deux guérilleros.

« Récemment, on a mis au point une arme anti-drone. On en a abattu 15 ces derniers

jours. On a aussi des grottes pour nous protéger », précise l'un d'eux. « Les membres du PKK ont grandi dans ces montagnes. On connaît bien la région, c'est pratique pour tendre des embuscades. Quand les soldats turcs arrivent, nous, on les attend. On a nos tunnels, notre connaissance des montagnes. La Turquie n'arrivera pas à prendre Qandil. Ce pays essaye depuis 40 ans, mais n'a jamais réussi », assure l'autre.

Mais cette fois-ci, c'est différent. La Turquie dispose du soutien apparent du gouverne-

ment kurde irakien et de l'Irak fédéral.

Madina est une mère de famille. Sa sœur et sa fille sont mortes dans la guerre contre la Turquie. « L'Irak, la Turquie, le gouvernement kurde irakien, n'importe qui... Personne ne peut défaire le PKK et prendre nos montagnes. Qandil, Zab ou Matine, dans leurs rêves ! », s'exclame-t-elle.

La fête s'est poursuivie sous la pluie, des nuages épais qui rassurent : ils empêchent les drones turcs de frapper.

En Syrie, l'organisation Etat islamique reconstitue ses réseaux et mène des embuscades meurtrières

Selon des experts onusiens, l'EI compte encore 3 000 à 5 000 membres dans la zone irako-syrienne, notamment dans son sanctuaire du désert de la Badiya, steppe au sud de l'Euphrate.

De son sanctuaire syrien, le désert de la Badiya, au sud de l'Euphrate, où elle a reconstruit ses capacités opérationnelles, l'organisation Etat islamique (EI) étend son influence de l'est d'Homs jusqu'à la province de Diyala, à la frontière entre l'Irak et l'Iran. Cinq ans après la défaite de Baghouz, en mars 2019, qui avait marqué l'effondrement du « califat », qu'il avait proclamé sur un tiers de l'Irak et de la Syrie en 2014, le mouvement djihadiste au drapeau noir est engagé dans une guerre d'usure. Attelées à reconstituer leurs réseaux, ses cellules mènent des embuscades meurtrières et, parfois, des attaques d'envergure.

« Nous continuons de voir une menace réelle en Irak et en Syrie », a souligné Ian McCary, l'envoyé spécial adjoint auprès de la coalition internationale de lutte anti-EI au département d'Etat américain, dans [un entretien pour le Washington Institute for Near East Policy \(Winep\)](#), le 21 mars. L'action que mène la coalition en appui aux Forces démocratiques syriennes (FDS, à dominante kurde), dans le Nord-Est syrien, et aux forces irakiennes depuis 2014 a toutefois « considérablement réduit la capacité de l'orga-

nisation à mener des attaques », a-t-il précisé. Depuis mars 2023, seulement un tiers des 1 120 attaques revendiquées par l'EI dans le monde ont eu lieu en Irak et en Syrie, a recensé Aaron Zelin, expert au Winep, tandis que ses franchises en Afghanistan et en Afrique montent en puissance.

Si la répétition d'un scénario qui verrait l'Etat islamique prendre à nouveau le contrôle de territoires entiers, en Syrie et en Irak, semble exclue, le risque d'une résurgence du groupe djihadiste est pointé par les experts onusiens chargés d'évaluer cette menace, et ce, malgré des pertes significatives dans la direction du groupe. Dans [un rapport daté de février](#), ils estiment que l'EI dispose encore de 3 000 à 5 000 membres en Syrie et en Irak.

L'effondrement des institutions étatiques syriennes et la fragmentation du paysage milicien en Syrie ont permis à l'organisation de se constituer un sanctuaire dans le désert de la Badiya, une zone de trafics sous le contrôle des forces loyales au président Bachar Al-Assad et de milices pro-iraniennes, notent Patrick Haenni et Arthur Quesnay dans [une note pour l'Institut universitaire européen](#).

Libération de combattants aguerris

Au-delà, l'Etat islamique étend son influence jusque dans les provinces de Rakka et de Deir ez-Zor, là où les forces kurdes peinent à imposer leur contrôle à la population arabe. Dans la province d'Idlib, dans le nord-ouest de la Syrie, où plusieurs de ses chefs ont trouvé refuge avant d'y être éliminés, l'EI tire partie du faible contrôle que le groupe islamiste Hayat Tahrir Al-Cham, la force dominante dans cette région, exerce sur les zones rurales. En Irak, l'organisation se recompose dans les territoires disputés entre Bagdad et Erbil, dans le nord-est du pays, ainsi que dans les provinces en proie à des tensions confessionnelles entre sunnites et chiites, et parmi les millions de personnes déplacées dans des campements informels depuis la fin de la guerre contre l'EI, en 2017.

L'Etat islamique affermit son contrôle par différentes méthodes, soulignent Patrick Haenni et Arthur Quesnay : le recrutement, l'extorsion des commerçants et des attaques contre les représentants locaux pour les forcer à se repentir et à lui prêter allégeance. Les prisons et

les camps de déplacés dans le nord-est de la Syrie sont pour lui un vivier privilégié de recrutement. Environ 11 000 combattants présumés de l'EI, dont une moitié d'étrangers, sont détenus par les forces kurdes. Dans les camps fermés d'Al-Hol et de Roj se trouvent encore 48 500 personnes ayant des liens présumés ou familiaux avec le groupe, dont deux tiers d'enfants. En 2023, seules 5 500 personnes ont été rapatriées dans leur pays, dont 4 000 Irakiens.

La libération de combattants aguerris est un pilier de la stratégie de recomposition de l'Etat islamique. Les mutineries se multiplient dans les prisons sous le contrôle des forces kurdes en Syrie. Des dizaines de combattants avaient été libérés lors de [l'attaque, le 20 janvier 2022, de la prison Al-Sinaa, à Hasaké](#). Cette attaque complexe, qui a fait des centaines de morts dans les rangs de l'EI et des FDS, a montré que l'Etat islamique reste une « organisation centralisée, se coordonnant de façon efficace au niveau régional », soulignent MM. Haenni et Quesnay.

Débat sur le maintien des forces américaines

Il avait fallu l'appui de troupes américaines et britanniques aux forces kurdes pour reprendre le contrôle de la prison. Deux ans plus tard, le soutien de la coalition reste décisif, ce qui alimente les craintes des experts alors que le débat sur le maintien des forces américaines en Irak et en Syrie est relancé. La confrontation ouverte entre les forces américaines et les milices irakiennes pro-iraniennes, qui ont mené plus d'une centaine d'at-

taques contre des bases américaines en Irak et en Syrie depuis octobre 2023, a décidé les autorités de Bagdad à réclamer de nouveau le retrait des troupes étrangères d'Irak, estimant que la menace que pose l'EI ne justifie plus leur maintien.

Si un retrait américain de Syrie n'est pas évoqué à ce stade, les experts redoutent un éventuel retour de Donald Trump à la Maison Blanche.

En 2019, l'ancien président avait ordonné ce retrait, avant de se raviser sous la pression de son administration. « Si les Américains partent de Syrie, il y aura une fragmentation du Nord-Est syrien sous l'effet de la forte compétitivité entre la Turquie au nord et les forces d'Assad et les milices pro-iraniennes au sud, et une résurgence de l'EI dans ce contexte de chaos », estime un observateur qui a requis l'anonymat.

« En l'absence de consolidation et d'un accord avec la Turquie, les forces kurdes ne tiendront pas et l'on assistera à un effondrement et à un échec total de l'action contre-insurrectionnelle », poursuit cette source. Un constat que partage l'expert Aaron Zelin, qui n'exclut pas que l'Etat islamique minimise aujourd'hui ses attaques en Syrie pour inciter les forces américaines à se retirer.



27 mars 2024

«Une capitale restera toujours une capitale» : l'essor de Konya sous l'AKP

Avec 73 % des voix obtenues lors du deuxième tour de l'élection présidentielle de mai 2023, Recep Tayyip Erdoğan a réalisé dans la province de Konya l'un de ses meilleurs scores, augmentant au passage le nombre de ses électeurs par rapport à 2018 (y compris au premier tour). Ce résultat témoigne du soutien massif de la population locale au gouvernement et au Parti de la justice et du développement (Adalet ve Kalkınma Partisi – AKP), alors même que le président se retrouvait pour la première fois mis en ballottage au niveau national, sur fond de mauvaise gestion du terrible séisme de février 2023 et de crise économique rampante. Peu d'analystes prévoient un tel succès de l'AKP, largement annoncé comme en recul, y compris dans ses bastions. Or, à Konya, les sièges perdus par le parti d'Erdoğan aux élections législatives sont allés à son allié ultranationaliste, le Parti d'action nationaliste

(Milliyetçi Hareket Partisi – MHP); autrement dit sans aucun progrès pour l'opposition.

C'est pour mieux comprendre cet ancrage local de l'AKP et de ses alliés que le Programme Turquie/Moyen-Orient de l'Ifris s'est rendu dans la ville de Konya en mai 2023, concomitamment avec le double scrutin présidentiel et législatif : il s'agissait d'y rencontrer, en amont du scrutin, des représentants du secteur économique et des acteurs politiques de la ville pour comprendre les spécificités de cette dynamique. La présente étude, nourrie des observations d'une seconde mission post-élections, est le prolongement de ce travail de recherche. Elle vise à comprendre les raisons du succès ininterrompu de l'AKP dans une province qui lui est fidèle contre vents et marées depuis des décennies, celle de Konya, une ville reculée d'Anatolie centrale (İç Anadolu) moins étudiées que d'autres grandes villes

telles que Istanbul ou Ankara. Pourtant, cette province est l'une des plus peuplées de la Turquie, ses 2 300 000 habitants la plaçant en sixième place du classement derrière Antalya et devant Adana. Elle en est également la plus vaste, avec une superficie comparable à celle de la Suisse ou des Pays-Bas (41 000 km²).

Le poids de l'islam politique à Konya, dans laquelle s'inscrit la performance de l'AKP de nos jours, n'est pas nouveau. Le fondateur de l'islamisme turc, mentor d'Erdoğan et premier des Premiers ministres islamistes qu'a connus la Turquie (1996-1997), Necmettin Erbakan, y a été élu député dès 1969, et la mairie métropolitaine de la ville est restée depuis 1989 aux mains du parti islamiste dominant (le Refah, puis le Fazilet, et enfin l'AKP depuis 2002). Ce succès s'explique par la sociologie de la ville connue pour être l'une des plus conservatrices de Turquie, mais

aussi par l'alliance au niveau local entre des entrepreneurs efficaces (les « tigres anatoliens ») et les formations politiques islamistes : ces dernières recrutent parmi les dirigeants de petites et moyennes entreprises (PME) et, une fois parvenues au pouvoir, servent leurs affaires en retour grâce aux ressources conférées par l'institution municipale. Les équipes municipales mobilisent par ailleurs les politiques sociales au profit de réseaux clientélistes pour assurer leur maintien au pouvoir. Enfin, le niveau local constitue un marche-pied vers des positions institutionnelles nationales pour les partis islamistes, notamment par l'acquisition d'une légitimité gestionnaire et la formation d'un personnel professionnalisé. Ces schémas d'entraide sont la condition d'une métamorphose économique et sociale qui garantit l'ampleur et la solidité de l'ancrage de l'AKP.

« Une attaque directe contre l'Iran ferait entrer le Hezbollah dans la guerre »

INTERVIEW. Christophe Ayad, grand reporter et spécialiste du Moyen-Orient, explique la stratégie de la milice libanaise, qui reste en retrait depuis le début de la guerre entre le Hamas et Israël.

Les échanges de tirs sont quasi-quotidiens entre l'armée israélienne et le Hezbollah, allié du Hamas, depuis le début de la guerre à Gaza. Puissant, déterminé, menaçant à l'égard d'Israël, le Hezbollah libanais n'est pourtant pas entré dans la guerre ouverte par l'attaque terroriste du 7 octobre. Alors qu'il y était prêt.

Auteur de *Géopolitique du Hezbollah**, grand reporter au *Monde* et spécialiste du Moyen-Orient, Christophe Ayad revient sur la vision stratégique et les options militaires de la milice libanaise.

Le Point : Alors que la guerre fait rage entre le Hamas et Israël, le Hezbollah libanais est demeuré très en retrait et n'a pas pris d'initiative militaire. Pourquoi ?

Christophe Ayad : Si le Hezbollah n'a pas choisi de mettre à profit cette opportunité, c'est qu'il a été pris de court par l'attaque-surprise du 7 octobre. Très semblable d'ailleurs à celle qu'il préparait lui-même contre le nord d'Israël, ce dont attestent leurs entraînements à base de franchissements de clôtures, de manœuvres de motos, d'envois de drones. Ils préparaient une opération offensive et l'avaient fait savoir, pour convaincre Israël qu'ils en sont capables. Je crois qu'ils se sont fait voler leur idée. Autre point : le très mauvais état du Liban. En cas de guerre, l'ensemble de ses infrastructures s'effondrerait et le Hezbollah n'est pas certain de pouvoir y faire face. Enfin, il ne disposait pas

de feu vert iranien pour lancer une attaque.

Selon vous, deux hypothèses pourraient conduire le Hezbollah à la guerre « totale » : une attaque d'Israël contre l'Iran, ou une invasion israélienne du Liban...

N'oubliez pas que l'Iran n'est pas le parrain du Hezbollah. Il est son père. Il l'a créé. Une attaque directe contre lui ferait entrer le Hezbollah dans la guerre. L'autre hypothèse est celle d'une attaque généralisée contre le Liban, du type de l'opération Paix en Galilée de 1982, ou de la guerre de 2006. Le Hezbollah, qui cherche à dissuader Israël, ne pourrait pas laisser passer, sous peine de perdre toute crédibilité.

Pourquoi évoquez-vous une « gémellité stratégique » entre Force al-Qods, unité d'élite des Gardiens de la révolution iraniens, et le Hezbollah ?

Les objectifs de la Force al-Qods, à tout le moins du vivant de son chef Qassem Soleimani assassiné en 2020, sont identiques à ceux du Hezbollah. Il n'y a pas eu la moindre différence entre eux au Yémen, en Irak ou en Syrie. Dans ce dernier pays, c'est sur instruction de l'Iran que le Hezbollah est intervenu au secours de Bachar el-Assad en 2013. En Irak, le Hezbollah a contribué à former militairement les milices qui sont aujourd'hui le relais du pouvoir iranien. Au Yémen, il a littéralement formé les houthis, logistiquement soutenus par l'Iran. C'est une collaboration étroite dans toute la région, bien au-delà de ce qui peut se

passer entre Israël et le Liban. **La milice du Hezbollah est devenue une armée de haut niveau, disposant d'armements sophistiqués en quantité invraisemblable dans tous les domaines.**

Qui sont les grandes figures de cette relation ?

À l'origine se trouvent Qassem Soleimani et le cleric-diplomate Ali Akbar Mohtashamipour, ancien ambassadeur d'Iran en Syrie, tous deux disparus. Et côté Hezbollah, les figures de pointe sont Hassan Nasrallah, en relation personnelle très forte avec le guide suprême iranien Ali Khamenei, Naïm Kasseem, présent en Iran dès 1979. Et, bien sûr, le chef des opérations extérieures Imad Moughniyah, assassiné à Damas en 2008. Il était notamment responsable des attentats commis pour le compte de l'Iran contre les marines américains et les soldats français de l'immeuble Drakkar en 1983.

Vous décrivez dans votre ouvrage l'énormité de l'arsenal du Hezbollah, diversifié et abondant. Comment s'explique une telle accumulation ?

Cela fait bientôt deux décennies, depuis la guerre de 2006, que le Hezbollah acquiert des armements de tous types. Ils passent par les voies maritimes ou terrestres à travers le nord de l'Irak et la Syrie, à la faveur d'une liaison entre l'Iran et la plaine de la Bekaa, au Liban, établie durant la guerre contre Daech. Cet arsenal est le fruit d'une accumulation patiente,

tenace, constante et jamais démentie. Roquettes, missiles de tous types, drones et équipements de toute nature remplissent des entrepôts innombrables. Il semble bien que le nombre de roquettes et de missiles à la disposition du Hezbollah, évalué à 15 000 en 2006, soit passé à 150 000. Cette milice est devenue une armée de haut niveau, disposant d'armements sophistiqués en quantité invraisemblable dans tous les domaines (terre, air, mer) et d'une logistique adaptée. Le territoire syrien est mis à profit : il fait partie de la profondeur stratégique du Hezbollah.

Enlèvements, attentats : le Hezbollah a fait dans le passé ses preuves de maître des stratégies indirectes. Qu'en est-il aujourd'hui ?

Cela n'a pas changé. Mais d'une certaine manière, le Hezbollah est devenu trop gros pour conduire ce type d'opérations. C'est une armée, dont les préoccupations essentielles concernent la gestion des forces, hommes, équipements, implantations. Il existe une force de l'ombre, active par moment en Asie du Sud et surtout en Amérique latine. Les réseaux de soutien financier du Hezbollah y sont très entreprenants et les services de renseignement américains s'y sont intéressés de particulièrement près. Le très bon documentaire de Jérôme Fritel et Sofia Amara, *Hezbollah, l'enquête interdite*, démonte les rouages de ces financements clandestins, notamment à travers les réseaux de trafic de drogue.

Le Hezbollah est présent aux États-Unis, où il se montre très soucieux de ne pas entrer dans une confrontation ouverte.

Vous qualifiez le Hezbollah de « cas unique au monde de parti-milice aux ramifications terroristes ». Faut-il craindre d'éventuelles initiatives en Europe ?

Ses activités sont très suivies en Europe, où la surveillance s'est accrue. Le réseau existe, mais quel est son but stratégique ? Le tout n'est pas d'être en mesure de faire sauter des bombes dans des capitales occidentales, il faut aussi savoir quand et pourquoi... Mais on peut imaginer que ces réseaux

soient activés un jour, dans un futur plus ou moins proche. Avec une présidence américaine plus agressive, voire avec des Européens qui seraient plus allants pour se débarrasser de la menace iranienne, les choses pourraient évoluer. Le Hezbollah n'avait pas particulièrement réagi quand Emma-

nuel Macron avait dit à son propos à Beyrouth qu'« il ne peut pas être à la fois une armée en guerre contre Israël, une milice déchaînée contre les civils en Syrie et un parti respectable au Liban ». La donne pourrait changer en cas d'attaque de l'Iran.



Kirkuk Minute | March 28, 2024

A biweekly brief of events and news occurred in the disputed territories.

Kirkuk

The Prime Minister's scheduled meeting with the winners of Kirkuk's provincial council blocs on March 18 [was postponed](#) to an unknown date. The cancellation occurred due to the failure of Arab, Turkmen, and Kurdish parties to reach agreements regarding the formation of the local administration. [Previous meetings](#) with Prime Minister Mohammed Shia al Sudani discussed the formation of the administration, with the third meeting intended to announce consensus. However, the parties remain far from agreements, with ultra-nationalist Turkmen politician Arshad Salahi acknowledging [interference](#) from Iran and Turkey in Kirkuk's government formation. Salahi also [mentioned](#) the possibility of annulling the election results via the constitutional court if parties fail to reach an agreement. Furthermore, on March 19, Sunni leader Khamis [Khanjir announced](#) from Kirkuk that the formation of the administration is imminent. However, divisions persist within the Sunni Arab winners, as acting governor Rakan al Jabouri did not participate in Khanjir's meeting in Kirkuk. Similarly, divisions exist among the Kurds between the Kurdistan Democratic Party (KDP) and the Patriotic Union

of Kurdistan (PUK) over the post of the governor, despite suggestions from Turkey and Baghdad for Kurds to agree on rotational governance among Arabs and Kurds for the governor's post. Meanwhile, Iranian-backed politician [Mohammed al Baiati](#), leader of the Badr Organization, stated that the parties of Kirkuk have authorized Prime Minister al Sudani to designate a minister from his cabinet to run the province until consensus is reached. Disagreements among the parties have led some of the [Sunni Arabs](#) to advocate for keeping the current acting governor, al Jabouri, in office. Since [October 16, 2017](#), Kurds have been marginalized in the province, with Baghdad dismissing its Kurdish governor and removing hundreds of Kurdish officials from their posts following the independent referendum held by Kurds.

According to a report by [Iraq Today](#), the Iraqi Oil Ministry has completed the renovation of the Kirkuk-Turkey pipeline, which traverses Saladin and Nineveh provinces. The pipeline suffered damage from Da'esh terrorists in 2014, rendering it inoperative. The report cites an Iraqi official stating that the pipeline is now operational for exporting Kirkuk's oil directly

to the Ceyhan port in Turkey, bypassing Kurdistan's pipeline, which Baghdad had utilized since 2014 until Kurdish oil exports were halted. The Kirkuk field can export up to 350,000 oil barrels daily. Concurrently, after a decade, Kirkuk's oil is once again [being transported](#) to the Daura refinery in Baghdad, following repairs to the pipeline damaged during the emergence of the Da'esh 'caliphate.'

In Kirkuk, the police [arrested a Kurdish](#) man for displaying a picture of Abdullah Ocalan on his vehicle. This action coincides with Iraq's National Security Council's prohibition of Kurdistan Workers' Party (PKK) activities in Iraq, following an [agreement with Turkey](#). Media reports and statements from Turkish officials suggest a potential Turkish military operation within Iraqi Kurdistan against the PKK, following multiple visits by Turkish officials to Baghdad and the agreements reached therein.

On March 18, security forces [arrested a group](#) of ISIS (Da'esh) terrorists known as the "al Qadisiya division," comprising eleven individuals, nine of whom admitted to being members of the group. Additionally, two members confessed to being part of Da'esh's

Nineveh branch. Separately, the government has decided not to hand over the security file of Kirkuk province to the local police.

Shingal (Sinjar)

On March 28, displaced Yazidis in [Zakho staged](#) protests against the meager compensation allocated by the Iraqi government for each family, which is insufficient to support their return to their homes in Shingal. Shingal continues to face significant security, political, and service-related challenges. Recently, the Ministry of Displacement and Migration announced plans to close all displaced camps in the Kurdistan Region, compelling residents to return to their respective areas and providing only \$2,600 in compensation. Tens of thousands of Yazidis and Sunni Arabs sought refuge in Kurdistan following Da'esh attacks in 2014. [Naif Saido](#), the mayor of Shingal, expressed skepticism about the feasibility of displaced people returning, citing the inadequacy of compensation relative to the district's devastation. These developments coincide with efforts by the Nineveh Provincial Council to [elect a new mayor](#) for Shingal.

Attentat de Moscou : en Turquie, la traque des nombreux et actifs réseaux de l'EI

La police turque multiplie les opérations contre des personnes suspectées d'être liées à l'organisation Etat islamique. Deux des auteurs présumés de l'attentat de Moscou auraient transité par Istanbul.

Une nouvelle est tombée peu après midi. Dans la nuit et la matinée du lundi 25 au mardi 26 mars, les autorités turques ont arrêté 147 militants présumés de l'organisation Etat islamique (EI) dans trente villes du pays, a annoncé le ministre de l'intérieur, Ali Yerlikaya. Un coup de filet spectaculaire qui fait suite aux quarante arrestations de dimanche, dans huit villes, lors de raids coordonnés. Et aux vingt-quatre arrestations de samedi, la veille, également dans huit différentes localités. Soit au total, 211 gardes à vue et détentions depuis l'attaque survenue au Crocus City Hall, dans la banlieue de Moscou, revendiquée par l'organisation Etat islamique au Khorassan (EI-K), la filiale du groupe djihadiste en Afghanistan.

Sur son compte X, M. Yerlikaya a insisté sur sa détermination à lutter contre les « terroristes de Daech » et rappelé les 1 329 opérations menées contre ce groupe par les forces de police turques, depuis le 1^{er} juin 2023. Quelque 2 919 suspects ont été appréhendés et interrogés, selon son décompte, parmi lesquels 692 ont été incarcérés et inculpés.

Ces annonces interviennent alors que les médias russes ont rapporté que deux des auteurs présumés de l'attentat perpétré en périphérie de Moscou s'étaient rendus en Russie en venant de Turquie. Dès la diffusion des premières images de leur arrestation, on a pu voir l'un d'eux, Shamsiddin Fariduni, originaire du Tadjikistan, déclarer « avoir voyagé de la Turquie

vers la Russie, le 4 mars », dans une vidéo partagée au moment de sa capture. Selon l'agence de presse russe RIA Novosti, l'homme a publié huit photos d'Istanbul sur les réseaux sociaux. Des clichés pris à Fatih, au cœur de la péninsule historique, dans le vieux et très conservateur quartier d'Aksaray, connu pour ses réfugiés, ses touristes du Golfe, ses vendeurs à la petite semaine et ses hôtels en pagaille. Sur l'une des photos, Fariduni semble prendre un selfie à l'intérieur d'une grande et haute mosquée, vraisemblablement celle de Fatih. **Un des pays les plus affectés par l'EI**

Dans un premier temps, ni les autorités turques ni celles de Russie n'ont commenté ce séjour dans la mégapole du Bosphore. Ce n'est que mardi qu'un responsable des services de sécurité turcs, sous le couvert de l'anonymat, a donné à l'agence Reuters des précisions qui soulèvent plus d'interrogations qu'elles ne donnent de réponses. Les deux auteurs présumés de l'attentat auraient fait un aller-retour en Turquie, selon lui, pour renouveler leur permis de résidence en Russie. « Les suspects, originaires du Tadjikistan, vivaient légalement à Moscou depuis longtemps et ne faisaient pas l'objet d'un mandat d'arrêt, ce qui leur a permis de voyager librement entre la Russie et la Turquie », a-t-il tenu à souligner. « Les hommes ne sont pas restés suffisamment longtemps sur le sol turc pour s'y être radicalisés », a-t-il même assuré, précisant qu'ils étaient repartis en

Russie, début mars, par le même vol.

« Leur passage, ici, en Turquie, n'est pas facile à analyser, à cette heure, mais il peut y avoir quelques hypothèses, avance Dogu Eroglu, journaliste d'investigation et auteur du livre référence *Isid Aglari* ("les réseaux EI", 2018, Iletisim, non traduit). *L'alibi du séjour pour le renouvellement de leur visa permet de brouiller [les pistes au sujet de] leurs points d'entrée en Russie. Le vol est simple et peu cher. Il se peut aussi qu'ils aient eu simplement besoin de moyens financiers pour couvrir les coûts de l'attaque en Russie. Les hawala [réseaux informels de transfert de fonds] en Turquie restent très opérationnels. »*

Longtemps, la Turquie a été montrée du doigt pour sa négligence aux frontières. Au début de la guerre civile en Syrie, des dizaines de milliers de combattants étrangers ont ainsi traversé illégalement la frontière turque pour rejoindre l'EI et d'autres groupes jihadistes et lutter contre le régime de Damas. Un peu partout, des groupes se sont installés sur le territoire turc. « Un nombre élevé de communautés religieuses étrangères différentes se sont disséminées à Istanbul, [dans la province de] Sakarya, à Bursa ou encore à Samsun, ajoute le spécialiste. Elles sont plus ou moins sous contrôle, mais les services de sécurité ont tendance à n'agir qu'une fois leur action accomplie, ici même, ou à l'étranger. »

Le résultat est que la Turquie est redevenue un des pays les

plus affectés par la menace de l'EI, abonde Levent Kemal, journaliste spécialiste des conflits au Moyen-Orient. Les attaques de l'organisation djihadiste avaient fait des centaines de morts entre 2014 et 2017, dans le pays. « Avec la défaite et la désintégration de l'EI au Levant, en 2019, de nombreux militants ont fui vers différents pays, dont la Turquie. A cet égard, le fait que deux des assaillants de Moscou soient venus en Turquie a alerté les autorités et entraîné des arrestations visant à prévenir toute mobilisation potentielle de l'EI ou de l'EI-K. »

Les révélations des écoutes

L'enquêteur rappelle ainsi l'attentat commis le 28 janvier, à Istanbul, dans l'église catholique Santa-Maria, où deux hommes armés ont tué un citoyen turc. Hamza Amirjon Kholikov et David Tanduev, respectivement originaires du Tadjikistan et de Russie, ont été retrouvés dans les heures suivant l'assassinat et appréhendés. Plus de quarante-cinq personnes soupçonnées d'avoir des liens avec l'organisation djihadiste ont été arrêtées par la suite. Bien que le groupe EI-Province turque ait revendiqué l'attentat, de nombreux éléments laissent à penser que les véritables responsables de la planification de l'opération faisaient partie de la branche afghane du groupe. Parmi ces indices, la présence de militants d'Asie centrale en son sein, « représentant une indication majeure de l'implication de l'EI-K », selon Çagatay Cebe et Riccardo

Valle, auteurs d'une enquête publiée récemment sur le site d'information en ligne *Al-Monitor*.

Les deux auteurs rappellent que le premier signe visible de la présence de l'EI-K en Turquie est apparu le 22 novembre 2021, lorsque les avoirs d'Ismatullah Khalozai, accusé de diriger des entreprises de transfert d'argent pour le groupe djihadiste, ont été gelés. A plusieurs reprises, des écoutes ont permis de comprendre à quel point des militants tadjiks critiquent les autorités turques pour avoir aidé les pays d'Asie centrale dans leur lutte contre l'EI et multiplié les arrestations. Parmi ces détenus se trouvait un certain Shamil Hukumatov, un Tadjik membre de l'EI-K, arrêté à Istanbul en 2023, accusé d'avoir élaboré un montage financier de 2 millions de dollars (1,8 million d'euros) via une chaîne Telegram.

Un rapport du Conseil de sécurité des Nations unies, publié en janvier, a également mis en évidence de fréquents mouvements de djihadistes entre l'Afghanistan et la Turquie. En Iran,



Capture d'une vidéo montrant les ruines du Crocus City Hall, à la périphérie de Moscou, le 26 mars 2024. RUSSIAN EMERGENCIES MINISTRY / VIA REUTERS

selon des responsables locaux, les kamikazes qui ont perpétré l'attaque de l'EI dans le sud du pays, le 3 janvier, qui a tué près de cent personnes, étaient des ressortissants tadjiks. Ils s'étaient rendus, eux aussi, en Afghanistan via la Turquie, où ils auraient reçu une formation et des instructions.

« Les tentacules du groupe terroriste se sont étendus au-delà de la région, atteignant également l'Europe, confirmant la capacité du groupe à attirer une pléthore de militants d'origines ethniques et linguistiques différentes, grâce à sa capacité à aborder et à organiser soigneusement sa stratégie d'internationalisation », concluent

les deux enquêteurs d'*Al-Monitor*. En juillet 2023, une cellule de l'EI-K composée de ressortissants tadjiks, turkmènes et kirghiz a ainsi été démantelée en Allemagne et aux Pays-Bas. Trois mois avant l'attaque de Moscou, des ressortissants tadjiks d'une autre cellule de l'EI-K ont été arrêtés, cette fois-ci à Vienne.



29/02/2024

Le Malheur Kurde

Edouard Lagourgue se rend au Kurdistan depuis les années 1990. Récemment il a mené plusieurs missions humanitaires en Irak et en Syrie et partage avec Défis Humanitaires son regard croisé et actualisé sur les deux Kurdistan.

« **Le Malheur Kurde** » ... ainsi que le décrivait Gérard Chaliand, c'est le Kurdistan qui fait de nouveau face à une menace existentielle loin des projecteurs. Solinfo, ONG française intervient depuis 2012 dans les deux Kurdistan, irakien et syrien, en animant des sessions de soutien psycho social et des ateliers d'art thérapie auprès des enfants victimes de guerre,

déplacés de Kobané à Raqqa, ainsi qu'auprès d'orphelins et jeunes d'Erbil et Sulaymaniya.

En Syrie, aujourd'hui, en plein cœur de l'hiver, plus de 12 millions de syriens soit 65% de la population ne se nourrissent pas régulièrement selon le Programme Alimentaire Mondial (PAM) et ont besoin d'une aide humanitaire vitale. Au Nord Est

Syrien (NES) les taux de malnutrition aigüe et chronique sont deux fois plus élevés que la moyenne nationale du pays. Cela concerne en premier lieu les déplacés au NES de plus en plus nombreux à fuir les zones de conflit. L'Office des Affaires Humanitaires (HAO) basé à Raqqa déplore le désengagement humanitaire marqué par la réduction des contri-

butions et du nombre d'ONG internationales actives.

En Irak, les kurdes du nord n'ont plus accès de façon autonome aux revenus de leurs ressources pétrolières et font face eux à une crise financière majeure. Les salaires des fonctionnaires (près de 40% de la population) tardent à être versés avec 3 à 4 mois de retard.



©Solinfo – Edouard Lagourgue, président de Solinfo, avec quelques-uns des enfants du centre psycho social de Kobané

C'est tout l'équilibre social de la région qui est menacé.

Au même moment, les deux Kurdistan redoutent un départ de la coalition occidentale anti-terroriste basée dans le nord est syrien (NES) et dans la Région du Kurdistan Irakien (KRI). En effet, le gouvernement central de Bagdad comme le gouvernement de Syrie goûtent assez peu le désir de consolidation de l'autonomie des kurdes sur des territoires internationalement reconnus comme leur appartenant.

Les régions peuplées de Kurdes, divisées principalement entre l'Iran, la Turquie, la Syrie et l'Irak rassemblent une population de près de 40 millions d'individus. Les promesses du traité de Sèvres en 1920, qui sur les ruines de l'Empire Ottoman annonçait la création d'un état kurde, ont fait long feu. Depuis, maltraités et parfois niés dans leur identité par leurs états nationaux, les kurdes sont de nouveau menacés dans le contexte géo-politique actuel amplifié par les conséquences de la guerre entre Israël et le Hamas.

Au nord de l'Irak ou Kurdistan Irakien, le gouvernement régional du Kurdistan (KRG) est dominé par le Parti Démocratique du Kurdistan et comprend aussi l'UPK (Union Patriotique

du Kurdistan), différents partis comme le parti des Assyriens ou des Yaesidis. L'actuel président de l'Irak, Abdel Latif Rachid est issu de l'UPK.

On constate actuellement que la tension est de nouveau vive au Kurdistan irakien exacerbée par le conflit financier avec le gouvernement central et les soubresauts internationaux liés au conflit de Gaza. Cela se traduit par des attaques de milices chiïtes aux ordres de l'Iran sur les bases de la coalition internationale et des destructions opportunistes des Turcs sur les sites supposés abriter le Parti des Travailleurs Kurdes (PKK). Les Iraniens pèseraient ainsi sur l'Irak pour obtenir le départ des forces de la coalition internationale.

Au Kurdistan d'Irak, les infrastructures routières, agricoles (grandes fermes), énergétiques, immobilières, éducatives et productives (usines) se sont considérablement développées ces dernières années grâce aux revenus pétroliers, aux investissements étrangers et de nombreux hommes d'affaires irakiens d'autres régions. Le ralentissement de la manne pétrolière entraîne une baisse de la dépense publique et une crise économique, même si le gouvernement central de Bagdad pourrait finalement verser



©Solinfo – Nord-Est Syrien – cimetière des combattants des Forces Démocratiques Syriennes (FDS) à Kobané



© Solinfo – séance d'art thérapie – février 2024

une part des revenus pétroliers revenant au KRG, objet actuel de négociations et d'espoir.

Ainsi le Kurdistan d'Irak ne souhaite pas perdre la protection des forces de la coalition internationale et son autonomie fi-



© Solinfo – Nord-Est Syrien – centre psycho social pour déplacés de Manbij

nancière, ce qui menacerait l'équilibre même de la région du Kurdistan d'Irak.

En Syrie, le Nord Est Syrien (NES) comprend le Rojava avec les principales villes kurdes (Qamishli, Kobane, Hassaké, Afrin) et les villes provinciales de Raqqa, Mambij, Derezor, Shaba à Alep qui constituent le NES placé sous une administration autonome gérée démocratiquement par des représentants kurdes, arabes et syriaque.

Chacun se souviendra que le NES compte la présence ou l'occupation de tous les acteurs au conflit en Syrie : Gouvernement syrien, Russie, Iran, coalition des forces occidentales, Forces Démocratiques Syriennes (FDS), Turquie et son bras armé, la National Army, et autres groupes Djihadistes... La configuration de ces forces hétérogènes est assez complexe avec une présence géographique disséminée sur l'ensemble du territoire syrien. Ces paramètres rendent le NES très fragile face aux initiatives des différents acteurs politico-militaires dont les intérêts fondamentaux sont de surcroît profondément divergents. L'ethnie kurde reste minoritaire sur le territoire qu'elle contrôle. Pour l'heure les mouvements de certaines tribus arabes, la pression djihadiste qui renaît, les attaques des proxys iraniens sur les bases de la coalition internationale ainsi que la pression de la Turquie qui détruit les infrastructures électriques, hydrauliques, agricoles, mènent des attaques ciblées par drones, réduit le niveau d'eau de l'Euphrate, rendent la situation du NES extrêmement instable.

Dans le même temps sur le plan social, la population du NES connaît une extrême pauvreté avec un revenu moyen estimé à 40 US\$/mois. **Elle est confrontée à une inflation annuelle sans précédent qui rend la vie intenable dans la région.** Ainsi par exemple le prix du pain (sac standard) est passé de 500 à 1000 Syrian Pounds en un an. La population

vit en état de survie, résignée, sans espoir d'une vie meilleure, avec une incertitude grandissante quant à l'avenir et un désœuvrement qui touche même les plus talentueux. Ceci encourage l'émigration même si la frontière turque semble dissuasive et dangereuse pour les candidats qui tentent le passage.

Le Nord-Est Syrien est lui aussi suspendu au départ des forces de la coalition internationale sous pression des proxys iraniens, menacé par le contrôle que la Turquie veut étendre à la frontière nord, enfin sous la pression du régime syrien comme de la menace réelle de résurgence des groupes armés djihadistes.

Ce chaos qui s'installe au Kurdistan loin des projecteurs, pose deux enjeux humanitaires : l'accès aux populations en danger et le financement de l'aide humanitaire dans ces circonstances.

Ainsi, les deux Kurdistan sont suspendus à la rumeur de la menace du départ des forces de la coalition internationale dont le mandat est rappelons-le de combattre la réminiscence du djihadisme internationale et non de défendre l'autonomie des kurdes d'Irak ou de Syrie. Certains ne l'ont sans doute pas oublié et en joueront dans les mois qui viennent... les kurdes en sont conscients et veulent convaincre qu'ils sont toujours des alliés sûrs des peuples menacés par le terrorisme djihadiste.

Edouard Lagourgue

Edouard Lagourgue : Aventurier-humaniste et ancien président de Solidarité Internationale (2013-2018), il est membre-expert de Défis Humanitaires et président de l'ong SOLINFO. Il soutient de nombreuses associations dont deux intervenant auprès des blessés et victimes des violences armées et du terrorisme. Ancien dirigeant d'une entreprise en Afrique, il est aujourd'hui administrateur d'entreprises et d'associations.

Municipales en Turquie : un incident en marge des élections fait un mort et douze blessés à Diyarbakir, la principale ville kurde

« Des affrontements ont éclaté entre deux groupes pendant les élections, dimanche, et ont fait un mort et douze blessés » a déclaré un responsable à l'Agence France-Presse.

Une personne a été tuée, et douze ont été blessées, selon une première estimation, dimanche 31 mars en Turquie lors d'incidents survenus en marge des élections municipales à Diyarbakir, la principale ville kurde (Sud-Est), a annoncé le ministère de la santé. « Des affrontements ont éclaté entre deux groupes pendant les élections, dimanche, et ont fait un mort et douze blessés » a également déclaré un responsable à l'Agence France-Presse (AFP), précisant que ces incidents avaient eu lieu dans un village situé à 30 kilomètres de la capitale provinciale.

Les Turcs ont commencé à voter dimanche pour choisir leurs maires, un scrutin perçu par certains électeurs comme un vote pour ou contre le président, Recep Tayyip Erdogan, déterminé à reprendre son « joyau », Istanbul. Devant les bureaux de vote, qui ont ouvert en deux temps, d'abord dans l'Est, puis une heure plus tard dans le reste du pays, les électeurs se présentent sans enthousiasme excessif, ont constaté les correspondants



Des personnes arrivent à un bureau de vote lors des élections locales à Diyarbakir, en Turquie, le 31 mars 2024. SERTAC KAYAR / REUTERS

de l'AFP. Même si le chef de l'Etat n'est pas candidat à ces élections locales, son ombre plane sur les urnes. A 70 ans, dont vingt et un au pouvoir, M. Erdogan a jeté toute sa stature d'homme d'Etat dans la campagne, parcourant son pays, de 85 millions d'habitants, aux

côtés des candidats de son Parti de la justice et du développement (AKP, islamo-conservateur).

Il s'est particulièrement investi dans la bataille d'Istanbul – dont il fut maire pendant les années 1990, avant de conquérir le pouvoir – pour

soutenir son candidat, un ancien ministre peu charismatique, Murat Kurum.

Les bureaux fermeront à 17 heures, heure locale (16 heures, heure de Paris), dans l'Ouest, et les premiers résultats significatifs sont attendus pour la fin de journée.

Les dépêches de l'afp de Mars 2024

1 mars 2024

Les Iraniens aux urnes, victoire attendue des conservateurs

Téhéran, 1 mars 2024 (AFP)

— Les Iraniens ont voté vendredi pour des élections législatives dont le principal enjeu est le taux de participation car les conservateurs sont assurés de conserver une large majorité.

Ce scrutin national est considéré comme un test pour le pouvoir car il est le premier depuis le vaste mouvement de contestation ayant secoué le pays à la suite de la mort en septembre 2022 de la jeune Mahsa Amini, peu après son arrestation par la police pour non-respect du strict code vestimentaire du pays.

Outre le Parlement, les 61 millions d'électeurs sur 85 millions d'habitants étaient appelés à renouveler l'Assemblée des experts, chargée de désigner le guide suprême, la plus haute autorité de la République islamique.

Les autorités se sont félicitées de "la bonne" participation dans les 59.000 bureaux de vote, souvent installés dans des écoles et des mosquées.

Le scrutin, qui devait être initialement clos à 18H00 (15H30 GMT), a été fermé à minuit (20H30 GMT) "en raison de la vaste participation de la nation", selon le ministère de l'Intérieur.

La participation a été de "plus de 40%" selon l'agence Fars, se félicitant de "l'échec du plan

de boycott des élections fomenté par des ennemis de l'étranger".

Il y a quatre ans, seuls 42,57% des électeurs s'étaient déplacés, soit le taux le plus faible depuis la proclamation de la République islamique en 1979, selon les chiffres officiels.

Les résultats des législatives, auxquelles participent un nombre record de 15.200 candidats, sont attendus dimanche, et la nouvelle assemblée se réunira en mai.

L'un des premiers à voter, le guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, a exhorté les Iraniens à participer à ces "élections fortes et ferventes" car "il est important de montrer au monde que la nation est mobilisée".

La télévision d'Etat a ensuite montré des images de bureaux de vote où femmes et hommes faisaient calmement la queue, séparément, pour s'approcher des urnes avant de ressortir, un doigt encre de bleu pour preuve de leur vote. Les forces de sécurité ont été déployées en nombre dans le centre de Téhéran, a constaté un journaliste de l'AFP.

- "Mécontents" -

Dans un bureau de vote du sud de la capitale, Mme Moradiani, une institutrice de 35 ans, a expliqué à l'AFP avoir voté car "le guide suprême a

dit que participer était une obligation pour tout le monde. Comme celle de prier".

Mais pour Hashem, un artiste de 32 ans du Kouzestan (sud-ouest), "beaucoup de gens ne votent pas car ils sont mécontents de la situation politique et économique", avec "des prix qui augmentent tous les jours" en raison d'un taux d'inflation proche de 50%.

"Imaginons que je vote, à quoi cela servirait-il ? Les élus ne respectent pas leurs promesses", a dénoncé Hanna, une étudiante de 21 ans, qui boycotte le scrutin au Kurdistan (ouest).

L'enjeu de la participation est d'autant plus crucial pour le pouvoir qu'il le présente comme une preuve de sa légitimité sur la scène internationale sur fond de fortes tensions géopolitiques.

"Les ennemis de l'Iran veulent voir si le peuple est présent" car, dans le cas contraire, "ils menaceront votre sécurité d'une façon ou d'une autre", a prévenu l'ayatollah Khamenei.

Selon lui, "les Etats-Unis, une majorité de pays européens, les sionistes malveillants, les capitalistes et les grandes entreprises" ont "peur de la puissance du peuple iranien".

Les Etats-Unis ont déclaré jeudi "ne pas s'attendre" à ce que les élections iraniennes

soient "libres et équitables".

- Les conservateurs en force -

Aucun bouleversement des équilibres politiques au sein de la chambre du Parlement (Majlis) n'est attendu, selon des experts.

Le camp majoritaire, composé de groupes conservateurs et ultraconservateurs parfois rivaux, va continuer à la dominer très largement, comme il le fait dans le Parlement sortant dont il contrôle plus de 230 des 290 sièges.

Les formations centristes, réformatrices et modérées ont été marginalisées depuis le scrutin de 2020 et ne peuvent espérer qu'une poignée d'élus après la disqualification d'un nombre important de leurs candidats.

Les conservateurs vont également renforcer leur contrôle de l'Assemblée des experts, un collège de 88 religieux chargé de nommer et éventuellement de démettre le guide suprême.

Un total de 144 candidats sont en lice mais des personnalités notables ont été disqualifiées, au premier rang desquelles l'ancien président modéré, Hassan Rohani (2013-2021).

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

3 mars 2024

Iran: exécution d'une personne accusée d'espionnage pour le compte d'Israël

Téhéran, 3 mars 2024 (AFP)

— La justice iranienne a exécuté une personne pour une attaque de drone ayant visé un site du ministère de la Défense dans le centre de l'Iran l'année dernière, ont rapporté dimanche des médias d'Etat.

Cette personne "avait prévu de faire exploser le complexe d'ateliers du ministère de la Défense à Ispahan sous la conduite de l'officier du renseignement du Mossad", l'agence de renseignement extérieur d'Israël, selon la télévision d'Etat.

La date de l'exécution et l'identité du "terroriste", comme l'a appelé la télévision d'Etat, n'ont pas été précisées.

Le ministère du Renseignement iranien avait indiqué en février 2023 avoir arrêté les "principaux acteurs" impliqués dans l'attaque de drone.

En janvier 2023, un système antiaérien avait détruit un drone et deux autres avaient explosé lors d'une attaque contre une infrastructure du ministère de la Défense dans la province d'Ispahan.

D'après le ministère, l'attaque nocturne n'avait pas fait de victime et n'avait causé que des dégâts mineurs au site.

Les autorités n'ont pas donné de détails sur les activités sur le site, mais l'agence de

presse officielle iranienne Irna a indiqué que la frappe avait visé "une usine de fabrication de munitions".

Iran et Israël se livrent depuis des années une guerre larvée.

Israël accuse l'Iran - qui dément - de vouloir acquérir la bombe atomique et dit chercher par tous les moyens à l'en empêcher. Israël veut aussi contrer l'influence de l'Iran au Moyen-Orient.

Téhéran l'accuse en retour d'être à l'origine d'une série de sabotages et d'assassinats visant son programme nucléaire.

En août 2023, l'Iran avait affirmé avoir déjoué un projet

"très complexe" initié par le Mossad de "sabotage" de son industrie de missiles balistiques.

En janvier dernier, la justice iranienne a pendu quatre membres de la minorité kurde pour espionnage au profit d'Israël.

Les quatre hommes avaient été arrêtés le 23 juillet 2022 alors qu'ils préparaient une opération contre un centre du ministère de la Défense à Ispahan, selon les autorités.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

5 mars 2024

L'Iran a exécuté au moins 834 personnes en 2023, chiffre sans précédent depuis 2015 (ONGs)

Paris, 5 mars 2024 (AFP) —

L'Iran a exécuté au moins 834 personnes en 2023, soit une augmentation "alarmante" de 43% par rapport à 2022 et le chiffre le plus haut depuis 2015, selon le rapport annuel des ONG Iran Human Rights et Ensemble contre la peine de mort.

"Le nombre d'exécutions a littéralement explosé en 2023", souligne ce 16e rapport des ONG sur la peine de mort en Iran.

"C'est la seconde fois en 20 ans que le nombre d'exécutions dépasse le seuil de 800 par an", font valoir ces organisations, qui dénoncent un chiffre "effroyable".

Les exécutions en Iran - un des pays qui exécute le plus avec la Chine et l'Arabie saoudite - s'effectuent par pendaison-strangulation.

En 2023, au moins 22 femmes ont été exécutées dans la République islamique d'Iran, le nombre le plus élevé de ces dix dernières années, rapportent ces ONG.

En 2015, les autorités iraniennes avaient procédé à l'exécution de 972 personnes, rappellent Iran Human Rights (IHRNGO), basé en Norvège, et Ensemble contre la peine de mort (ECPM), basé à Paris.

Dans ce rapport de 100 pages, ces ONG accusent l'Iran de recourir à la peine de mort

comme un "outil de répression politique" après le vaste mouvement de contestation dans ce pays.

Ce mouvement a été déclenché par la mort en septembre 2022 de Mahsa Amini, une Kurde iranienne de 22 ans, trois jours après avoir été arrêtée par la police des mœurs pour un voile mal ajusté. Sa famille et les militants des droits humains soutiennent qu'elle a été battue à mort, ce que réfutent les responsables iraniens.

Les manifestations, qui avaient secoué pendant plusieurs semaines le régime de la République islamique, se sont désormais calmées face à une répression qui a entraîné la mort de centaines de per-

sonnes d'après des associations de défense des droits, et des milliers d'arrestations selon l'ONU.

"Instiller la peur dans la société est le seul moyen pour le régime de s'accrocher au pouvoir, et la peine de mort est son instrument le plus important", dénonce Mahmood Amiry-Moghaddam, directeur d'IHRNGO, dans un communiqué.

Le rapport n'inclut pas dans ses statistiques les "551 personnes, au moins, tuées lors des manifestations ou d'autres exécutions extrajudiciaires à l'intérieur et à l'extérieur des prisons", relève le communiqué.

Selon ces ONG, au moins huit manifestants figurent au nombre des personnes exécutées en 2023, dont six avaient été arrêtées dans le contexte des manifestations et condamnées.

- "Mauvais signal" -

Selon le rapport, au moins 471 personnes (56% du total des exécutions) ont été exécutées pour des affaires liées à la drogue - soit plus de 18 fois que le chiffre enregistré en 2020 - et au moins 282 personnes (34% du total des exécutions) ont été exécutées pour meurtre.

L'Iran, qui affiche l'un des taux les plus élevés au monde de

consommateurs d'opiacés, est une des principales voies d'acheminement vers l'Europe et le Moyen-Orient de drogues en provenance de l'Afghanistan voisin.

"L'escalade spectaculaire du nombre d'exécutions liées à la drogue en 2023 est particulièrement préoccupante", estiment les ONG. "Les personnes exécutées pour infraction à la législation sur les stupéfiants appartiennent aux communautés les plus marginalisées de la société, et les minorités ethniques, en particulier les Baloutches, sont largement surreprésentées parmi les personnes exécutées", dénonce le rapport.

Raphaël Chenuil-Hazan, directeur d'ECPM, critique dans le communiqué que l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDD) soit, selon lui, "resté silencieux". "L'abolition de la peine de mort pour les infractions liées à la drogue doit être une condition préalable à toute coopération future entre l'ONUDD et l'Iran en matière de lutte contre le trafic de stupéfiants", exhorte-t-il.

Mahmoud Amiry-Moghaddam se dit très inquiet "du manque actuel de réaction forte au niveau international" face à ces exécutions, dans le contexte de la focalisation de la communauté internationale sur la guerre entre Israël et le Hamas.

Ce manque de réaction "envoie un mauvais signal aux autorités" iraniennes, déplore-t-il, estimant qu'"augmenter le coût politique des exécutions par la pression internationale peut ralentir la machine à tuer du régime" iranien.

Iran Human Rights et ECPM exhortent la communauté internationale "à placer la peine de mort en tête de l'ordre du jour de tout dialogue avec les représentants de la République islamique".

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

8 mars 2024

Irak: trois personnes tuées lors d'un raid aérien imputé à la Turquie

Erbil (Irak), 8 mars 2024 (AFP) — Une frappe de drone a tué vendredi un commandant du PKK dans la région autonome du Kurdistan, dans le nord de l'Irak, selon les autorités locales, portant à trois le nombre de morts dans des frappes imputées à la Turquie.

L'armée turque, qui mène régulièrement en Irak des opérations terrestres et aériennes contre le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), classé organisation "terroriste" par la Turquie, commente rarement ses opérations.

"Deux personnes ont été tuées et deux autres blessées alors qu'elles ramassaient des herbes après que des avions de guerre turcs ont lancé des frappes" sur un village isolé dans la région montagneuse de Sheladiz, dans le nord de la province de Dohuk, a déclaré Razkar Sarki, un responsable du district de Sheladiz.

Selon des médias locaux, les victimes sont des civils.

Plus tard dans l'après-midi, "un drone turc a visé un groupe de combattants du PKK tuant un

commandant des services de renseignements et blessant son garde dans le secteur de Sinjar", dans le nord-ouest de l'Irak, ont indiqué les services antiterroristes du Kurdistan dans un communiqué.

La Turquie a installé depuis 25 ans plusieurs dizaines de bases militaires au Kurdistan irakien pour lutter contre le PKK, qui dispose également de bases arrières dans cette région.

Le 20 février, deux civils avaient été tués au Kurdistan

irakien dans un bombardement turc, selon une source de sécurité et un responsable médical.

Bagdad et le gouvernement régional du Kurdistan irakien ont été accusés de tolérer les activités militaires de la Turquie afin de préserver leurs liens économiques étroits.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

10 mars 2024

Les Kurdes irakiens numérisent des livres anciens pour préserver leur histoire

Dohouk (Irak), 10 mars 2024 (AFP) — A l'arrière d'une camionnette, Rebin Pishtivan scanne soigneusement une à une les pages jaunies d'un livre ancien et usé datant de plusieurs décennies, dans le

cadre de sa mission de numérisation d'ouvrages et manuscrits kurdes anciens.

"Nous cherchons à numériser des livres anciens, rares et vulnérables, afin qu'ils ne dispa-

raissent pas", explique cet homme de 23 ans en explorant la bibliothèque publique de Dohouk, une ville de la région du Kurdistan autonome, dans le nord de l'Irak.

"Préserver la culture et l'histoire du Kurdistan est un travail sacré", dit-il en scannant la biographie déchirée d'un enseignant kurde publiée en 1960.

A bord de leur petite camion-

nette blanche, Pishtivan et ses deux collègues partent une fois par semaine d'Erbil, capitale du Kurdistan, à la recherche de livres "rares et anciens", renfermant des informations sur les Kurdes et remontant à plus de 40 ans, voire des siècles.

A quelque 150 kilomètres de là, ils fouillent dans des étagères en bois de la bibliothèque publique de Dohouk, en quête de joyaux cachés.

Ils choisissent plus de 35 ouvrages en lambeaux, des livres de poésie, de politique, de langue et d'histoire, écrits dans différents dialectes kurdes et certains en arabe.

Pishtivan tient un livre usé d'anciennes histoires populaires kurdes intitulé Xanzad, du nom d'une princesse kurde du XVI^e siècle, et feuillette doucement un fragile ouvrage religieux, passant le bout des doigts sur la calligraphie arabe.

De retour dans la camionnette, équipée de deux scanners connectés à un écran, la petite équipe entame le processus de numérisation qui peut durer plusieurs heures avant de ren-

dre les livres à la bibliothèque.

- "Propriété de tous les Kurdes" -

Longtemps persécutés sous Saddam Hussein, les Kurdes d'Irak ont établi une région autonome de facto dans le nord du pays, reconnue comme telle par la Constitution irakienne de 2005, à la suite de la chute de l'ancien régime après l'invasion américaine de 2003.

Tout au long de leur histoire, de nombreux documents ont été perdus ou détruits, et ceux qui restent sont dispersés dans des bibliothèques publiques et privées, des universités ou des collections privées.

En l'absence d'archives en ligne, le Centre du Kurdistan pour les arts et la culture (KCAC), une ONG fondée par le neveu du président de la région, Nachirvan Barzani, a lancé le projet de numérisation en juillet.

L'équipe espère mettre en ligne ces documents et livres anciens sur le nouveau site internet du KCAC en accès libre à partir d'avril.

Plus de 950 ont déjà été numérisés, notamment une collection de manuscrits datant des années 1800 et appartenant à la principauté kurde de Baban, dans l'actuelle région de Souleimaniyeh.

"L'objectif est de fournir des sources primaires pour les lecteurs et chercheurs kurdes," explique Mohammed Fateh, directeur exécutif du KCAC.

"Cette archive sera la propriété de tous les Kurdes pour les aider à avancer dans notre compréhension de nous-mêmes."

- Bibliothèque électronique -

Dans la bibliothèque de Dohouk, que gère Masoud Khaled, de vieux manuscrits et documents remplissent les étagères.

"Nous avons des livres qui ont été imprimés il y a longtemps — leurs propriétaires ou auteurs sont décédés — et les maisons d'édition ne les réimprimeront pas", explique le quinquagénaire.

Leur numérisation permettra

au final l'ouverture d'une "bibliothèque électronique", s'est-il félicité.

Hana Hirani, l'imam d'une mosquée de la localité de Hiran, a dévoilé un trésor à l'équipe du KCAC — des manuscrits vieux de plusieurs générations d'une école religieuse fondée au XVIII^e siècle.

Depuis sa fondation, l'école a acquis bon nombre de manuscrits, mais beaucoup ont été détruits lors de la première guerre entre l'Irak et les Kurdes en 1961, selon l'imam.

"Il ne reste aujourd'hui que 20 manuscrits" parmi lesquels des poèmes vieux de plusieurs siècles, dit-il.

L'imam attend maintenant le lancement du site internet du KCAC en avril: "Il est temps de les sortir et de les rendre accessibles à tous."

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

10 mars 2024

De Dubaï au Chili, les séries turques étendent leur empire

Istanbul, 10 mars 2024 (AFP) — La jeune femme déboule en hurlant, menottée dans le dos et agrippée par le policier qui la pousse vers la voiture. Dans le ciel de Tophane, à Istanbul, le drone de la production affole les mouettes.

Scène ordinaire dans les rues de la mégapole turque, décor favori de la soixantaine de séries télé qui se tournent annuellement en Turquie et s'en vont conquérir la planète.

Depuis une quinzaine d'années, la Turquie s'est solidement installée sur les écrans du monde entier, jusqu'à devenir le premier exportateur de séries derrière les Américains

et les Britanniques, dans près de 170 pays.

"Après le monde arabe, nos séries sont aussi suivies en Europe du sud et en Amérique Latine", remarque Erdi Isik, directeur du développement chez Ay Yapim, premier exportateur turc en 2023, dont la production "Yargi" (Family Secrets) a reçu cet automne l'Emmy de la meilleure telenovela.

"Nos séries racontent des histoires de famille proches de la culture latine: quand je montre un extrait, même en turc qu'ils ne parlent pas, les acheteurs comprennent immédiatement ce qu'ils voient", explique-t-il.

Les contraintes de la censure en Turquie ménagent aussi la pudeur des publics familiaux, comme au Moyen-Orient ou en Espagne, où les téléspectateurs ont coutume de regarder les feuilletons en famille.

Cependant, "nous produisons d'abord pour le marché turc, car l'audience réalisée ici compte pour l'export, même si on choisit des acteurs qui peuvent correspondre au marché international", précise-t-il en mentionnant "une liste d'une vingtaine de noms qui peuvent séduire le public" hors du pays.

- amours contrariées -

La Turquie étend son empire à

tous les continents. Ses feuilletons historiques, ses intrigues familiales et ses histoires d'amour contrariées sont ultra populaires au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et dans les Balkans, les contours de l'ancien territoire ottoman, jusqu'aux Etats-Unis où ses séries séduisent le marché hispanique.

"Elles sont désormais diffusées en prime-time en Espagne, en Arabie Saoudite et en Egypte", signale Xavier Rambert, responsable Etudes et Marketing chez Glance, spécialiste international de la mesure d'audiences, qui salue "l'efficacité" des productions.

“Leur capacité à fournir des kilomètres de contenus à des coûts très maîtrisés permet de remplir les grilles à des prix tenus”, pointe-t-il.

Au total, selon le ministère turc de la Culture, près de 700 millions de téléspectateurs se régalaient des telenovelas “alla turca”.

Un succès dû à la qualité des réalisations, juge Özlem Özsümbül, directrice des ventes chez Madd, la société qui distribue notamment Ay Yapim: elle rappelle que toutes les séries sont réalisées “en extérieur”.

Autre particularisme: chaque épisode est écrit et tourné d’une semaine sur l’autre, à partir d’une trame générale qui évolue pour s’ajuster à l’audience. Soit un épisode de deux heures intégralement écrit, tourné et produit en six jours.

Ce qui implique de sacrifier

parfois un personnage ou de le rétrograder: seuls les acteurs les plus connus ont une garantie minimum d’une douzaine d’épisodes, prévient Mme Özsümbül.

Mais la recette coûte cher: “Les séries turques ne peuvent pas être amorties sur le seul marché national”, souligne Özlem Özdemir, fondatrice du magazine spécialisé Episode.

- “nouvelle génération” -

D’où l’importance du marché extérieur qui suppose d’adapter ces épisodes fleuves de deux heures et plus.

“Ils sont réédités en trois épisodes quotidiens de 45 minutes pour l’international, conformes au format des diffuseurs internationaux et des contraintes publicitaires”, explique Ahmet Ziyalar, co-fondateur des sociétés de production Inter Medya et Inter Yapim.

Avec Inter Yapim, il s’est lancé

dans les séries dites de “nouvelle génération” en huit à douze épisodes destinées aux plateformes de streaming: “Plus courtes, plus rythmées, plus audacieuses, moins soucieuses de censure”, résume-t-il.

C’est ainsi que l’héroïne de “Degenler”, la série policière en tournage dans le quartier populaire de Tophane ne craint pas de lancer des slogans pro-kurdes au policier qui l’interpelle.

“On peut être plus politique quand on produit pour une plateforme”, reconnaît le scénariste, Sarp Kalfaoglu. Degenler sera diffusée en Turquie par la plateforme Gain.

“Nous pensons que ces séries de nouvelle génération ont aussi leur place sur le marché international, comme celles, grand public, que nous continuons de produire”, insiste Can Okan, PDG d’Inter Medya, qui viendra bientôt les présenter au festival international Sé-

ries Mania à Lille (France).

Can Okan annonce en passant un accord signé avec le principal diffuseur colombien Caracol pour une série fleuve de 120 épisodes en espagnol: on n’abandonne pas une recette qui marche.

La Turquie commence également à produire directement en arabe pour le géant du secteur MBC, à Dubaï.

“On sait que (le président Recep Tayyip) Erdogan n’apprécie pas toujours nos contenus... mais il ne peut rien dire, ça rapporte de l’argent!”, plaisante Erdi Isik.

Sans compter les touristes, spectateurs enthousiastes en pèlerinage sur les lieux de tournage le long du Bosphore.

Les informations ci-dessus de l’AFP n’engagent pas la responsabilité de l’Institut kurde de Paris.

10 mars 2024

Irak: 157 familles rapatriées du camp d’Al-Hol en Syrie

Bagdad, 10 mars 2024 (AFP) — Au moins 157 familles irakiennes, soit 625 personnes, ont été rapatriées du camp syrien d’Al-Hol, qui abrite notamment les proches de jihadistes du groupe Etat islamique (EI), ont annoncé dimanche les autorités irakiennes.

Dans le cadre du dernier effort de rapatriement, “157 familles, soit 625 personnes” sont rentrées samedi en Irak depuis Al-Hol, a déclaré à l’AFP Ali Abbas, porte-parole du ministère irakien des Migrations et des Déplacés.

Plus de 43.000 personnes vi-

vent dans le camp délabré et surpeuplé d’Al-Hol, sous administration kurde. Il s’agit de déplacés syriens, de réfugiés irakiens et de milliers d’étrangers originaires d’au moins 45 pays, dont des familles de jihadistes de l’EI.

Le retour en Irak de proches de jihadistes continue de faire polémique parmi une population dont une partie a été martyrisée pendant trois ans par les exactions de l’EI, organisation ultraradicale qui a occupé jusqu’à un tiers du territoire irakien à partir de 2014 et jusqu’en 2017.

Pour modérer l’hostilité qui peut attendre ces familles rentrant de Syrie, elles sont d’abord hébergées à Al-Jadaa, au sud de Mossoul, où elles devraient suivre, selon des responsables, “une réhabilitation psychologique” visant à s’assurer qu’elles ne posent aucun danger, outre des vérifications sécuritaires.

Le conseiller irakien à la sécurité nationale, Qassem Al-Araji, a déclaré le 2 mars que plus de 1.920 familles irakiennes avaient été transférées à Al-Jadaa. Sur ce total, 1.230 familles ont été autorisées à rentrer chez elles, avait-il pré-

cisé.

Malgré les appels répétés de l’administration kurde, la plupart des pays occidentaux refusent de rapatrier leurs citoyens de ces camps, par crainte d’éventuels actes terroristes sur leur sol.

L’Irak est un des rares pays à rapatrier avec régularité ses ressortissants d’Al-Hol, un engagement salué tant par l’ONU que par les Etats-Unis.

Les informations ci-dessus de l’AFP n’engagent pas la responsabilité de l’Institut kurde de Paris.

11 mars 2024

Le drapeau suédois hissé au siège de l'Otan après deux ans d'attente

Bruxelles (Belgique), 11 mars 2024 (AFP) — Le drapeau de la Suède sera hissé lundi en fin de matinée au siège de l'Otan, épilogue d'un long parcours de deux ans pour ce pays scandinave, devenu officiellement jeudi le 32^e membre de l'Alliance.

Le secrétaire général de l'Otan Jens Stoltenberg accueillera le nouvel ambassadeur suédois, qui représentera son pays au Conseil atlantique, principal organe politique de l'Alliance. Ils assisteront ensuite à l'envoi du drapeau suédois bleu et jaune, qui flottera désormais aux côtés des 31 autres, déployés en vaste cercle devant l'imposant bâtiment de l'Alliance à Bruxelles.

La Suède a choisi, après l'invasion russe de l'Ukraine le 24 février 2022, de renoncer à deux siècles de neutralité et de non alignement militaire, pour rejoindre la principale alliance militaire dans le monde.

"C'est une victoire pour la li-

berté", a lancé jeudi à Washington le Premier ministre suédois Ulf Kristersson, en remettant au secrétaire d'Etat américain Antony Blinken les documents officiels gravant dans le marbre l'adhésion de son pays à l'Alliance atlantique. Les Etats-Unis sont dépositaires du Traité de l'Atlantique nord, signé dans la capitale américaine en 1949.

L'adhésion de la Suède "renforce l'Otan et rend l'ensemble de l'Alliance plus sûre", a assuré de son côté Jens Stoltenberg.

- De haute lutte -

La ratification de cette accession a été obtenue de haute lutte après de longues négociations avec certains membres de l'Alliance.

"Tout vient à point à qui sait attendre", a estimé M. Blinken, jugeant aussi que l'adhésion de la Suède était le "meilleur exemple" de la "débâcle stratégique qu'est devenue pour la

Russie son invasion de l'Ukraine".

Avec l'adhésion de la Suède, après celle de la Finlande, tous les Etats riverains de la mer Baltique, à l'exception de la Russie, sont désormais membres de l'Alliance atlantique.

Ces deux pays, bien que proches militairement des Etats-Unis de par leur appartenance à l'Union européenne, ont historiquement préféré se tenir à l'écart de l'Alliance, formée lors de la Guerre froide face à l'Union soviétique.

La Suède bénéficie désormais de la protection de l'article 5, "la garantie totale pour la liberté et la sécurité" de ses membres".

Pilier de l'Alliance, ce dernier prévoit l'obligation pour chaque pays de l'Alliance de venir en aide en cas d'attaque contre un ou plusieurs de ses membres. Il n'a été utilisé qu'une seule fois, à l'égard des Etats-Unis, après les attentats du 11 septembre 2001.

Ancien pays neutre, la Suède apporte néanmoins des forces armées performantes et une industrie de défense de pointe.

La Finlande avait obtenu son accession à l'Alliance en avril, mais le processus d'adhésion de la Suède a été ponctué de tractations avec la Turquie, qui accusait le pays scandinave de mansuétude envers des militants kurdes réfugiés sur son sol, considérés pour certains comme "terroristes" par Ankara.

La Suède a également dû composer avec les réticences du Premier ministre hongrois. Viktor Orban avait certes donné de longue date son accord de principe mais, avant de boucler le processus, il exigeait du "respect" de Stockholm, après des années de "dénigrement" de sa politique.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

13 mars 2024

Syrie: la Suède n'aidera pas au rapatriement d'enfants des camps de prisonniers jihadistes

Stockholm, 13 mars 2024 (AFP) — La Suède ne rapatriera ni enfants ni adultes des camps de prisonniers jihadistes du nord-est de la Syrie, a annoncé mercredi son ministre des Affaires étrangères.

"Le gouvernement n'agira pas pour que les citoyens suédois et les personnes ayant des liens avec la Suède qui se trouvent dans des camps ou des centres de détention dans le nord-est de la Syrie soient amenés en Suède", a dit le ministre Tobias Billström dans un message à l'AFP.

"La Suède n'a aucune obligation

légale d'agir pour amener ces personnes en Suède. Cela vaut pour les femmes, les enfants et les hommes", a-t-il ajouté.

Plus de 43.000 personnes vivent dans le camp délabré et surpeuplé d'Al-Hol, sous administration kurde. Il s'agit de déplacés syriens, de réfugiés irakiens et de milliers d'étrangers originaires d'au moins 45 pays, dont des familles de jihadistes du groupe Etat Islamique.

Selon le ministre suédois, les Suédois encore détenus "se sont vu offrir la possibilité de quitter (ce

camp) et de venir en Suède, mais ont refusé à maintes reprises".

Selon la chaîne de télévision publique TV4, cinq enfants ayant des liens avec la Suède restent dans les camps avec leurs mères et dix hommes dans les prisons kurdes.

Le ministre estime que la dégradation de la situation sécuritaire pour les intérêts suédois justifie de ne plus rapatrier personne.

"Nous ne pouvons pas exclure la possibilité que les citoyens suédois adultes et les personnes ayant des liens avec la Suède qui sont encore dans des camps ou

des centres de détention dans le nord-est de la Syrie puissent constituer une menace pour la sécurité de la Suède s'ils rentraient", a ajouté le ministre.

De son côté, La France a cessé à l'été 2023 les rapatriements collectifs de femmes de jihadistes et de leurs enfants détenus dans les camps du nord-est de la Syrie, faute de volontaires et après avoir mené quatre opérations en un an.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

Mercredi 13 mars 2024

Une délégation turque en Irak jeudi pour un sommet sécuritaire

Istanbul, 13 mars 2024 (AFP)

— Les ministres turcs des Affaires étrangères et de la Défense se rendront jeudi à Bagdad pour un sommet sécuritaire, a annoncé mercredi Ankara, qui menace de durcir ses opérations contre les combattants kurdes réfugiés dans le nord de l'Irak.

“Les questions de sécurité et de coopération militaire seront le point prioritaire de l'ordre du jour”, a indiqué le porte-parole

du ministère turc des Affaires étrangères Öncü Keçeli.

Les responsables turcs et irakiens devraient également discuter de la reprise des exportations de pétrole depuis le Kurdistan d'Irak via la Turquie, gelées depuis un an par Ankara.

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a dit la semaine dernière vouloir sécuriser “définitivement” la frontière turco-irakienne, évoquant un

possible élargissement des opérations turques dans la région à l'été.

L'armée d'Ankara est depuis des années aux prises avec des combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans le nord de l'Irak, au Kurdistan autonome et dans la région montagneuse du Sinjar.

Neuf soldats turcs ont encore été tués en janvier dans une attaque contre une de leurs

bases du nord de l'Irak, selon un bilan officiel. L'armée turque annonce régulièrement avoir “neutralisé” des combattants kurdes.

Le PKK, qui mène une guérilla contre l'Etat turc depuis 1984, est considéré comme terroriste par Ankara, l'Union européenne et les Etats-Unis.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

15 mars 2024

Discussions à Bagdad entre ministres irakiens et turcs

Bagdad, 14 mars 2024 (AFP)

— Une délégation de hauts responsables turcs a tenu des discussions jeudi à Bagdad sur des dossiers de sécurité et d'énergie, avant une visite prévue du président turc Recep Tayyip Erdogan, a annoncé le ministre irakien des Affaires étrangères Fouad Hussein.

Le ministre turc des Affaires étrangères turc Hakan Fidan, et celui de la Défense Yasar Guler, ainsi que le patron des services de renseignement turcs Ibrahim Kalin, ont participé à cette réunion avec leurs homologues à Bagdad.

“Nous avons parlé d'un grand nombre de sujets bilatéraux et régionaux, et de la visite prochaine” du président Erdogan en Irak, a indiqué sur X M. Hussein, sans donner de date.

“Nous avons souligné la nécessité de renforcer la coopération dans les domaines de la sécurité, du commerce, de

l'énergie, de l'eau, de l'éducation et de tout ce qui est dans l'intérêt de nos pays”, a-t-il ajouté.

La présence en Irak du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), une organisation considérée comme terroriste - et interdite - par Ankara et ses alliés occidentaux, “représente une violation de la constitution irakienne”, est-il écrit dans un communiqué conjoint publié à l'issue de la réunion.

D'après ce même communiqué, la Turquie a salué la décision prise de classer le PKK en tant qu'“organisation interdite” en Irak.

Les relations entre l'Irak et la Turquie ont été mises à mal ces dernières années, notamment en raison des campagnes militaires turques dans le nord de l'Irak.

L'armée turque y mène régulièrement des opérations terres-

tres et aériennes contre le PKK.

La Turquie, qui menace d'élargir ses opérations à l'été dans la zone, a installé plusieurs dizaines de bases militaires dans la région autonome du Kurdistan irakien pour lutter contre le PKK, qui dispose de bases arrière dans cette région.

Bagdad et le gouvernement régional du Kurdistan irakien ont été accusés de tolérer les activités militaires de la Turquie afin de préserver leurs liens économiques étroits.

Les deux parties sont aussi en discussion sur les exportations de pétrole irakien vers la Turquie.

Après avoir fait cavalier seul des années pour exporter du pétrole via la Turquie, le Kurdistan irakien a dû se plier en mars 2023 à une décision d'un tribunal international en faveur

de Bagdad quant à la gestion de ce pétrole.

Après ce verdict, la Turquie a cessé le transit sur son territoire via un oléoduc du pétrole kurde.

Le porte-parole du ministère turc des Affaires étrangères Öncü Keçeli a indiqué mercredi qu'il espérait que l'oléoduc rouvrirait “dès que possible”, et que cette question serait discutée lors de la visite de M. Erdogan en Irak.

Ce déplacement doit avoir lieu après le mois de jeûne musulman du ramadan qui se termine en avril, selon le communiqué commun publié au sortir de la rencontre de jeudi.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

17 mars 2024

Turquie : libération d'une journaliste de l'AFP interpellée en marge du Nouvel An kurde

Istanbul, 17 mars 2024 (AFP)

— Une journaliste de l'AFP a été interpellée dimanche par la police turque et relâchée après avoir été retenue plus de six heures sous une pluie d'insultes, en marge des célébrations du Nouvel An kurde à Istanbul.

Eylul Yasar, du service vidéo de l'AFP, a annoncé sa remise en liberté ainsi que celle de quatorze personnes enfermées en même temps qu'elle, en majorité des femmes, dans le même fourgon.

Elle s'apprêtait à filmer les célébrations de Norouz, le Nouvel An kurde, quand elle a été interpellée à un point de contrôle, avaient expliqué des journalistes présents.

Des avocats de l'Association des Avocats pour la Liberté (ÖHD), présents, avaient évoqué une cinquantaine d'interpellations au total.

"Nous savons que quatorze

personnes détenues ont été libérées", a confirmé à l'AFP Emine Özhasar, une avocate de l'association MLSA, qui réunit des avocats défenseurs des droits humains et des médias.

"De nombreuses personnes ont été arrêtées mais nous ne connaissons pas encore leur nombre" total, a-t-elle ajouté.

- Pluie d'insultes -

Eylul Yasar, retenue avec dix femmes et trois hommes dans le même fourgon, a raconté avoir été "menottée très serrée".

Selon elle, l'interpellation s'est passée "extrêmement vite" après qu'elle eut protesté contre une fouille corporelle qu'elle jugeait "brutale et trop insistante".

"La police nous a insultées, traitées de fientes de porcs, de terroristes, de traîtres", a-t-elle témoigné : "Outre les commentaires sexistes, ils nous ont dit

qu'on avait de la chance de ne pas être brûlées vives et transformées en savons comme les juifs", une allusion aux camps d'extermination nazis de la Deuxième guerre mondiale, a-t-elle poursuivi.

Par ailleurs, deux journalistes du site internet d'information Bianet qui filmaient les arrestations ont déclaré avoir été jetés au sol et battus par la police. Ils ont annoncé leur intention de porter plainte.

La direction de l'AFP a regretté ces faits dimanche soir.

"L'AFP déplore la détention de notre journaliste Eylul Yasar qui ne faisait que son métier. Tout en saluant sa remise en liberté, l'AFP appelle les autorités turques à respecter les droits des journalistes et à les traiter avec respect".

Erol Önderoglu, correspondant en Turquie de l'ONG Reporters sans frontières (RSF), a "dénoncé cette interpellation arbi-

traire qui l'aura empêchée de faire son travail", a-t-il dit à l'AFP.

Les Kurdes, qui représentent un cinquième environ des 85 millions d'habitants de la Turquie selon des estimations, font face à d'importantes discriminations dans ce pays.

L'ex-figure de proue du principal parti prokurde HDP (devenu DEM), Selahattin Demirtas, est emprisonné depuis 2016 pour "propagande terroriste".

Selon le classement RSF des pays en fonction de leur respect de la liberté de la presse, la Turquie se classait en 2023 au 165^e rang sur 180, en recul de seize places par rapport à 2022 (149^e).

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

Lundi 18 mars 2024

En conflit avec la Cour suprême, un parti kurde irakien boycotte les élections locales

Erbil (Irak), 18 mars 2024 (AFP)

— Le principal parti de la région autonome du Kurdistan dans le nord de l'Irak a annoncé lundi qu'il boycotterait les élections locales, accusant la Cour suprême basée à Bagdad d'ingérence dans les affaires locales.

Le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) a déclaré qu'il ne participerait pas au scrutin du 10 juin à la suite d'une décision prise en février par la Cour suprême fédérale visant à modifier la loi électorale.

Cette décision émanant de la plus haute juridiction du pays a réduit le nombre de sièges du Parlement

kurde de 111 à 100, supprimant de fait un quota réservé aux minorités turkmène, arménienne et chrétienne.

Elle a également statué que la Commission électorale irakienne devrait superviser le vote à la place des comités locaux.

"Nous estimons qu'il est dans l'intérêt de notre peuple que notre parti ne se conforme pas à une décision anticonstitutionnelle et à un système imposé de l'extérieur", a estimé le PDK dans un communiqué.

Le PDK a ajouté qu'il ne participe-

rait pas à un vote "imposé" par la cour, qui "viole la loi et la Constitution".

Ce parti détient la majorité au sein du Parlement kurde sortant, avec 45 sièges, devançant l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), qui en compte 21 et qui entretient des relations plus conciliantes avec le gouvernement fédéral de Bagdad.

En vertu d'un accord tacite entre les deux partis, un membre de l'UPK occupe la présidence irakienne, tandis que le président de la région kurde est choisi parmi les membres du PDK.

Un boycott des élections locales par le PDK pourrait retarder davantage le scrutin initialement prévu pour le 22 octobre.

La semaine dernière, les partis politiques chrétiens et turkmènes ont eux aussi annoncé leur intention de boycotter ces élections.

La région du Kurdistan est autonome depuis 1991. Les relations avec Bagdad ont toujours été tendues, principalement en ce qui concerne les fonds alloués par les autorités fédérales à la région du Kurdistan et les revenus de ses abondantes ressources pétrolières.

Lundi 18 mars 2024

Les Iraniens se serrent la ceinture pour fêter le Nouvel An persan

Téhéran, 18 mars 2024 (AFP)

— Des millions d'Iraniens ont pris la route pour célébrer en famille le Nouvel An persan, Norouz, mais les festivités s'annoncent frugales à cause de la forte inflation qui grève leur pouvoir d'achat.

C'est précisément mercredi à 06H36 (04H06 GMT) que les Iraniens fêteront l'entrée dans l'année 1403 du calendrier persan, à l'heure astronomique de l'équinoxe du printemps.

Dans le monde, quelque 300 millions de personnes se souhaiteront "Bonne année" ("Norouz mobarak" en persan) en Iran mais aussi en Afghanistan, au Kazakhstan et chez les Kurdes en Turquie ou en Irak.

"C'est la fête la plus importante de l'année, celle où on oublie les problèmes pour se retrouver avec ses proches et rêver à une année meilleure", témoigne Marjane, une jeune Téhéranaise.

Célébrée depuis 3.000 ans, Norouz marque une parenthèse de deux semaines pendant lesquelles les Iraniens voyagent dans le pays ou, pour les plus fortunés, à l'étranger.

Mais nombre d'entre eux ont prévu de réduire les agapes. Car "les produits alimentaires sont beaucoup trop chers à cause de l'inflation", regrette

Mlle Afshar, une comptable de 44 ans, interrogée dans le bazar de Tajrish, dans le nord de Téhéran.

Devant une échoppe qui déborde de pistaches et d'épices, M. Karbalee, un professeur retraité, évalue "à 400%" la hausse des prix en un an. Officiellement, l'inflation s'élève à 44% en rythme annuel après avoir atteint 46% l'an dernier.

"J'ai acheté de la viande rouge à 700.000 tomans le kilo (environ 12 euros), mais je ne gagne que 9,8 millions (160 euros) par mois après 30 ans de carrière", se désole le Téhéranais de 68 ans.

- "Amertume" -

"La situation est déplorable", renchérit M. Ghassemi, en faisant remarquer que les allées du bazar étaient "plus grouillantes" ces dernières années à l'approche de Norouz.

Cet agent immobilier de 28 ans appelle donc le gouvernement "à se mobiliser pour améliorer la situation et mieux gérer le pays".

L'an dernier, dans son discours de Norouz, le guide suprême Ali Khamenei avait reconnu que les Iraniens ressentaient de "l'amertume" face "aux prix élevés, en particulier de la nourriture et des produits de première nécessité". Il avait

donc fait du "contrôle de l'inflation" la priorité pour le gouvernement.

Les autorités mettent en cause les sévères sanctions économiques imposées depuis 2018 par les Etats-Unis après leur retrait unilatéral de l'accord international sur le nucléaire iranien. Elles ont provoqué un effondrement du rial, la monnaie nationale, et une chute du nombre de touristes étrangers.

Mais le pouvoir se félicite que l'économie tienne bon avec une croissance plus forte que prévu en 2023 (5,4% selon le FMI) portée par une hausse de la production de pétrole, exporté notamment vers la Chine.

Le président iranien, Ebrahim Raïssi, a récemment dénoncé "la stratégie de l'ennemi" qui vise "à créer le désespoir au sein de la société".

Il s'exprimait deux semaines après les législatives du 1er mars, auxquelles seuls 41% des Iraniens ont participé, taux le plus faible depuis le début de la République islamique en 1979.

Les Iraniens "boudent" car leur "insatisfaction" est élevée face à la situation "économique, de l'emploi, de la pauvreté ou des inégalités", a estimé le religieux Hassan Khomeini, le petit-fils de l'imam Khomeini,

fondateur de la République islamique, dans un entretien critique vis-à-vis des conservateurs au pouvoir, publié samedi par le quotidien réformateur Etemad.

- En plein ramadan -

Pour la deuxième année consécutive, les traditions païennes de Norouz se heurtent aux obligations du ramadan qui a débuté le 11 mars en Iran, un pays peuplé en quasi totalité de musulmans.

Pour s'adapter, les pratiquants s'abstiennent de manger de l'aube au crépuscule se rassembleront en famille dès 05H00 mercredi pour le premier repas de Norouz, sans attendre l'heure officielle, à laquelle le jour sera déjà levé.

Les autorités ont par ailleurs un peu assoupli les strictes règles en vigueur durant le ramadan. Il reste interdit de manger, boire et fumer dans les lieux publics, mais certains cafés et restaurants sont autorisés à ouvrir durant la journée à condition de couvrir leurs fenêtres pour que l'intérieur ne puisse être visible pour les passants à jeun.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

18 mars 2024

Al-Hol, principal camp des familles de jihadistes en Syrie

Beyrouth, 18 mars 2024 (AFP) — Le camp surpeuplé d'al-Hol est le plus grand du nord-est de la Syrie abritant les familles des jihadistes du groupe État islamique, qui avait un temps établi un "califat" à cheval entre l'Irak et la Syrie.

Administré par les Forces démocratiques syriennes (FDS), soutenues par les États-Unis et dirigées par les Kurdes, sa population a grimpé à plus de 70.000 résidents avec la défaite du "califat" autoproclamé en mars 2019.

Les Irakiens ont toujours été "la nationalité dominante" dans le camp, leur nombre ayant atteint par le passé 30.000, selon Médecins sans frontières (MSF).

Jusqu'à 11.000 femmes et enfants "étrangers" (ni syriens ni irakiens) y étaient détenus.

Après la prise de Baghouz, dernier bastion de l'EI, par la coalition internationale antijihadiste emmenée par Washington en mars 2019, plusieurs pays

ont lentement commencé à rapatrier leurs ressortissants.

Al-Hol, créé en 1991 pour accueillir les réfugiés irakiens de la guerre du Golfe, s'étend sur 320 hectares.

Il abrite plus de 43.000 personnes originaires de 47 pays, dont la France, la Suède, les Pays-Bas, la Russie, la Turquie et la Tunisie, y compris 21.500 enfants, selon les derniers chiffres.

Les Irakiens constituent le groupe le plus important (20.144), suivis par les Syriens (16.710).

Les deux-tiers des 6.612 "étrangers" sont des enfants de moins de 17 ans, selon l'administration du camp.

De nombreux Européens ont été transférés à Roj, un camp plus petit et mieux entretenu situé près de la frontière turque et abritant aujourd'hui 2.500 personnes, dont plus de 2.140 étrangers.

- Supervision kurde, financement américain -

Les forces de sécurité kurdes et les FDS gardent le camp d'al-Hol, tandis qu'une administration civile kurde est chargée de sa supervision.

Des dizaines d'agences onusiennes et ONG internationales et locales fournissent des services de santé, d'eau, d'assainissement, d'éducation et de protection.

Mais la gestion du camp est assurée par le groupe américain Blumont, principalement financé par le Département d'Etat américain. Le Quai d'Orsay subventionne également une partie de l'aide humanitaire et l'amélioration des infrastructures.

Le camp est divisé en deux sections. Les Syriens et les Irakiens vivent dans le camp principal, tandis que les étrangers sont détenus dans "l'annexe" sous haute sécurité, isolée du camp principal.

Les responsables du camp affirment que de nombreux étrangers n'ont pas révélé leur nationalité ou en ont donné une fausse.

Dans le camp principal, où vivent quelque 3.000 hommes, de nombreux mariages sont conclus avec des mineures, y compris des filles âgées d'à peine 13 ans, selon les travailleurs humanitaires. Ceux-ci ne sont pas enregistrés, pas plus que leurs enfants, l'administration kurde ne reconnaissant pas les mariages précoces.

Beaucoup d'hommes prennent une seconde épouse. Ces mariages ne sont pas non plus reconnus. En conséquence, le camp "regorge d'enfants non enregistrés", a déclaré un travailleur humanitaire.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

Lundi 18 mars 2024

Un important parti du Kurdistan d'Irak veut boycotter les élections locales

Erbil (Irak), 18 mars 2024 (AFP) — Le principal parti de la région autonome du Kurdistan dans le nord de l'Irak a annoncé lundi son intention de boycotter les élections locales, accusant la Cour suprême basée à Bagdad d'ingérence dans les affaires locales.

Le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) a déclaré qu'il ne participerait pas au scrutin du 10 juin à la suite d'une décision prise en février par la Cour suprême fédérale visant à modifier la loi électorale.

Cette décision émanant de la plus haute juridiction du pays a réduit le nombre de sièges du Parlement kurde de 111 à 100, supprimant de fait un quota réservé aux minorités turkmène, arménienne et chrétienne.

Elle a également statué que la Commission électorale irakienne devrait superviser le vote à la place des comités locaux.

"Nous estimons qu'il est dans l'intérêt de notre peuple que notre parti ne se conforme pas à une décision anticonstitution-

nelle et à un système imposé de l'extérieur", a estimé le PDK dans un communiqué.

Il a ajouté qu'il ne participerait pas à un vote "imposé" par la cour, qui "viole la loi et la Constitution".

Les Etats-Unis se sont dits "préoccupés" par la décision du PDK et ont appelé à "une pleine participation à des élections libres, équitables, transparentes et crédibles".

"Nous comprenons aussi les inquiétudes soulevées par les

Kurdes irakiens concernant les récentes décisions prises par les institutions fédérales", a déclaré le porte-parole du département d'Etat, Vedant Patel, aux journalistes à Washington.

Mais, a-t-il souligné, "nous ne pensons pas que le boycott des élections servira les intérêts" des Kurdes ou des Irakiens en général.

Le PDK détient la majorité au sein du Parlement kurde sortant, avec 45 sièges, devançant l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), qui en

compte 21 et qui entretient des relations plus conciliantes avec le gouvernement fédéral de Bagdad.

En vertu d'un accord tacite entre les deux partis, un membre de l'UPK occupe la présidence irakienne, tandis que le président de la région auto-

nome kurde est choisi parmi les membres du PDK.

Un boycott des élections locales par le PDK pourrait retarder davantage le scrutin initialement prévu le 22 octobre dernier.

La semaine dernière, les partis

politiques chrétiens et turkmènes ont eux aussi annoncé leur intention de boycotter ces élections.

La région du Kurdistan est autonome depuis 1991. Les relations avec Bagdad ont toujours été tendues, principalement en ce qui concerne les fonds al-

loués par les autorités fédérales à la région du Kurdistan et les revenus de ses abondantes ressources pétrolières.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

Mercredi 20 mars 2024

En Syrie, les enfants de l'EI croupissent dans des camps

Camp d'Al-Hol (Syrie), 20 mars 2024 (AFP) — A 12 ans, Ali a vécu des expériences qu'aucun enfant ne devrait connaître et a déjà passé la moitié de sa vie dans un camp réservé aux familles de jihadistes, une prison à ciel ouvert dans le désert syrien.

Le gamin ne rêve même pas de liberté. Un ballon de football serait la lune pour lui. "Vous en avez un pour moi?"

Cinq ans après la chute du "califat" du groupe Etat islamique (EI), des dizaines de milliers de femmes et d'enfants proches de jihadistes sont détenus par les forces kurdes syriennes alliées des Etats-Unis dans des camps où règne la violence.

Plus de 40.000 personnes, pour moitié des enfants, vivent dans celui d'Al-Hol, dans le nord de la Syrie, entouré de barbelés et de tours de guet, apparemment sans plan de rapatriement en vue.

Peu d'enfants vont à l'école et la plupart n'ont jamais vu de télévision ou mangé de glace. Ils vivent les uns sur les autres dans des tentes aux accès sanitaires limités.

Selon un expert de l'ONU, dès l'âge de 11 ans, les garçons sont retirés à leur mère par les gardes du camp, en violation du droit international.

Les autorités kurdes affirment que cette démarche vise à empêcher leur radicalisation.

Elles admettent que les jihadistes contrôlent certaines parties du camp par la terreur, les châtiments, voire le meurtre.

Même le petit Ali en est conscient: "Ils entrent dans les tentes la nuit et tuent les gens", dit-il.

"Ce n'est pas une vie pour les enfants (...) ils paient le prix de quelque chose qu'ils n'ont pas fait", commente pour l'AFP un humanitaire.

Lorsque la coalition internationale antijihadistes et ses alliés des Forces démocratiques syriennes (FDS) dirigées par les Kurdes ont pris Baghouz, le dernier bastion de l'EI en Syrie en mars 2019, les familles de jihadistes présumés ont été transportées vers Al-Hol.

Cinq ans plus tard, des dizaines de pays refusent toujours de rapatrier leurs ressortissants. Des milliers de jihadistes du monde entier avaient afflué en Syrie, proclamée nouvelle terre de jihad après le début du conflit en 2011, et avaient combattu dans les rangs de l'EI.

Pour le chef des FDS Mazloum Abdi - dont les soldats gardent le camp financé par l'Occident - Al-Hol est une "bombe à retardement".

- "L'annexe" pour les étrangers -

Lors d'un rare accès à ce camp, l'AFP a pu interroger des veuves de combattants de l'EI,

des humanitaires, des membres des forces de sécurité et des employés de l'administration.

Dans "l'annexe" sous haute sécurité, qui constitue un camp dans le camp, se trouvent les femmes "étrangères", avec leurs enfants, venues de 45 pays dont la France, les Pays-Bas, la Suède, la Turquie, la Tunisie et la Russie ou encore du Caucase et d'Asie centrale.

Plus radicales, ces femmes étrangères sont tenues à l'écart des Syriens et des Irakiens, les "locaux". Certaines ont demandé à rester anonymes par crainte de représailles.

Pour compliquer les choses, quelque 3.000 hommes sont détenus avec les femmes et les enfants dans les secteurs syrien et irakien du camp. Certains sont de simples réfugiés, d'autres sont suspectés par les Kurdes d'être d'anciens combattants de l'EI.

Même les gardes ne s'y aventurent pas la nuit, sauf lors de descentes.

Dans cet immense camp poussiéreux - construit à l'origine pour les réfugiés fuyant les guerres en Irak et en Syrie -, il est presque impossible de marcher entre les tentes délabrées tant les résidents sont entassés.

L'intimité y est inexistante, les cuisines et les toilettes communes sont sordides et insuffisantes, affirment les hu-

manitaires qui fournissent des services de base en plus de l'aide alimentaire grâce à laquelle les détenus survivent.

Derrière les hautes clôtures du camp, des enfants, l'air las et frustré, jettent des pierres aux visiteurs. Face à la caméra, un petit blond mime, le doigt sur la gorge, un geste de décapitation.

La plupart essaient de gagner un peu de sous en transportant de l'eau, en nettoyant ou en réparant les tentes de ceux qui reçoivent de l'argent envoyé par leurs familles.

D'autres travaillent au marché du camp ou échangent leur aide alimentaire.

"Vivre et grandir à Al-Hol est asphyxiant pour les enfants", commente Kathryn Achilles de l'ONG Save the Children. Ils "ont enduré de graves privations, des bombardements et ils sont maintenant dans le camp depuis près de cinq ans".

- "On nous laissera ici" -

"Comment nos enfants peuvent-ils rêver s'ils n'ont jamais vu le monde extérieur?" demande à l'AFP une mère de cinq enfants détenue dans l'annexe.

Les deux tiers des 6.612 détenus de ce quartier de haute sécurité sont des enfants, selon les administrateurs du camp.

Cette femme de 39 ans a donné

naissance à son benjamin à al-Hol, après avoir fui en 2019 Baghouz où son mari, un combattant de l'EI, a été tué.

Comme toutes les femmes du camp, elle est intégralement voilée d'un niqab qui laisse entrevoir ses yeux sombres, et porte des gants noirs.

Des femmes d'al-Hol ont déclaré à l'AFP ne pas oser enlever le niqab par crainte des extrémistes.

"C'est une vie amère et le pire, c'est qu'ils disent qu'on va rester ici", déplore cette femme.

Les autorités locales ont commencé à construire de nouvelles sections où chaque tente disposera de ses propres toilettes et de sa cuisine. Ces travaux sont menés "parce que le camp pourrait rester en place à long terme", confirme Jihan Hanane, directrice de l'administration civile du camp.

La responsable admet que la vie est "difficile pour les résidents". "Mais elle l'est également pour nous, compte tenu de la situation sécuritaire et du contexte régional global", dit-elle.

- Meurtres et violences sexuelles -

Les organisations humanitaires s'inquiètent surtout de ce qui arrive aux enfants.

En 2022, deux Égyptiennes, âgées de 12 et 15 ans, ont été égorgées dans l'annexe et leurs corps jetés dans une fosse septique.

La même année, Rana, une jeune Syrienne, a été blessée au visage et à l'épaule par des hommes armés qui l'ont accusée d'avoir eu un enfant hors mariage à 18 ans.

"Ils m'ont kidnappée pendant 11 jours et m'ont frappée avec des chaînes", raconte-t-elle à l'AFP.

D'autres enfants sont victimes de violences sexuelles et de harcèlement, déclare à l'AFP

une agente de santé. En trois mois en 2021, elle dit avoir traité 11 cas de violences sexuelles sur enfants.

Parfois, des enfants en maltraitent d'autres. "Ils ne savent peut-être pas qu'ils se font du mal", poursuit-elle en soulignant qu'un enfant coupable de violences sexuelles est susceptible d'en avoir été lui-même victime ou témoin.

Dans un rapport de 2022, Save the Children indiquait que les enfants d'al-Hol avaient été témoins de meurtres, "de fusillades, de coups de couteau et d'étranglements".

Un traumatisme qui déclenche troubles du sommeil et comportements agressifs, selon le rapport.

"J'essaie de ne pas laisser mes enfants socialiser pour les protéger, mais c'est presque impossible parce que le camp est bondé", raconte Chatha, une mère irakienne de cinq enfants. "Chaque fois que mes enfants sortent, quand ils reviennent ils ont été roués de coups."

Mais confiner les enfants dans leur tente revient à les enfermer "dans une prison à l'intérieur d'une prison", commente une travailleuse sociale.

- "Je n'arrive pas à dormir" -

Toutes les mères avec lesquelles l'AFP s'est entretenue à al-Hol - en particulier dans l'annexe sous haute sécurité - sont terrifiées à l'idée que leurs fils leur soient retirés par les gardes et envoyés dans des "centres de réadaptation".

Les forces de sécurité prennent régulièrement des garçons de plus de 11 ans lors de raids nocturnes sur l'annexe ou de descentes sur le marché, une politique qu'un expert de l'ONU a qualifiée de "séparation forcée et arbitraire".

Zeinab, une mère égyptienne, raconte que son fils de 13 ans lui a été enlevé il y a un an. Elle craint maintenant que ce soit le tour de son garçon de

11 ans.

"Je n'arrive pas à dormir la nuit. Quand j'entends des bruits dehors, j'ai peur qu'ils viennent chercher mon fils", dit-elle.

Des mères empêchent leurs garçons de sortir ou vont même jusqu'à les cacher dans des trous ou tranchées qu'elles creusent elles-mêmes.

"Certains garçons ont peut-être 20 ans, mais nous ne savons pas où ils se cachent", admet un membre des forces de sécurité.

Les autorités affirment qu'elles emmènent ces garçons pour les protéger des "violences sexuelles" et d'un environnement "radicalisé".

Le Pentagone a déclaré à l'AFP être au courant du transfert de jeunes "vers des centres de jeunesse et de détention".

"Nous gardons le bien-être des enfants au centre de nos politiques et encourageons les autorités locales à veiller à ce que leurs actions servent au mieux (leurs) intérêts", a-t-il ajouté.

- Cellules de l'EI -

Les forces kurdes mettent depuis longtemps en garde contre le danger que constituent les cellules de l'EI dans le camp - avec en 2019 un pic dans le nombre des meurtres, incendies criminels et tentatives d'évasion.

Des fusils, des munitions et des tunnels ont été découverts lors de fouilles régulières du camp.

Une Syrienne, qui a fui le camp en 2019, a raconté qu'un membre de l'EI connu sous le nom d'Abou Mohamed rendait visite aux veuves chaque mois et leur versait entre 300 et 500 dollars.

"Il avait l'habitude de venir en uniforme des forces de sécurité et de promettre que le groupe reviendrait", a-t-elle dit.

Sur le triste marché de l'annexe, des femmes examinent les quelques morceaux de viande disponibles tandis que d'autres transportent des bouteilles d'eau et des tapis dans des chariots à trois roues ou des caddies de fortune, faits de cordes et de cartons.

A la vue des journalistes, certaines lèvent leur index ganté vers le ciel, geste fréquemment utilisé par les jihadistes de l'EI pour rappeler "l'unicité de Dieu".

Si de nombreuses femmes se repentent, d'autres ne cachent pas leur fidélité à l'EI.

Le groupe avait proclamé en juin 2014 un "califat" sur les territoires conquis en Syrie et en Irak et y avait instauré un régime de terreur, imposant une stricte application de la loi islamique et se livrant à de nombreuses exactions, dont des exécutions notamment par décapitation, en public.

L'EI "est toujours là et sa présence est plus forte dans certains secteurs du camp", dit Abou Khodor, un Irakien de 26 ans qui y vit depuis sept ans.

- "La mort ne nous fait pas peur" -

"Il y a des partisans de l'EI et d'autres qui sont devenus encore pires", affirme une femme du camp. D'autres, en revanche, "ne veulent plus rien avoir à faire avec ça".

Lors d'une manifestation contre les descentes de sécurité dans le camp plus tôt cette année, une femme a été filmée disant aux gardes: "Nous sommes ici maintenant, mais un jour, ce sera votre tour".

"L'Etat islamique ne disparaîtra pas, même si vous nous tuez et nous battez (...). La mort ne nous fait pas peur", a-t-elle ajouté.

Une Égyptienne a ensuite été vue en train d'appeler au calme en disant: "Nous ne voulons pas de problèmes".

La méfiance est telle que cer-

taines femmes refusent d'être traitées par la médecine occidentale, ce qui entraîne des épidémies, comme récemment la rougeole.

Les femmes et les enfants de l'annexe doivent obtenir une autorisation pour se rendre dans les centres de santé situés à l'extérieur du camp.

Cela prend "des jours, des semaines, voire des mois" pour les cas moins critiques, selon Liz Harding, chef de mission de Médecins sans frontières (MSF) dans le nord-est de la Syrie.

"La peur, les restrictions de mouvement, l'insécurité et le manque de services d'urgence la nuit" les privent de soins, ajoute-t-elle.

Certains font entrer clandestinement des médicaments et au moins une femme effectue des interventions dentaires clandestines, ce qui a conduit à

des cas de septicémie.

"Elle n'a pas les outils nécessaires, mais il n'y a pas d'autres soins dentaires", se plaint une Russe.

- Un fardeau énorme -

La situation pèse lourdement sur les Kurdes syriens qui dirigent le camp.

De nombreux gardes ont perdu leurs camarades tués par des combattants de l'EI dont ils doivent désormais protéger les familles.

"C'est un problème majeur, (...) un fardeau à la fois financier, politique et moral", déclare à l'AFP le chef des FDS Mazloum Abdi.

Les ONG présentes dans le camp estiment que les enfants ne devraient pas avoir à payer le prix des actions de leurs parents.

"Les mères veulent que leurs enfants aillent à l'école, grandissent en bonne santé et espèrent qu'ils ne seront pas victimes de discrimination à cause de tout ce qu'ils ont vécu", affirme Mme Achilles de Save The Children.

Interrogé par l'AFP sur le sort de ces femmes et de ces enfants, le Pentagone a déclaré que "la seule solution durable à long terme pour les résidents (...) est le retour ou le rapatriement des personnes déplacées vers leurs régions ou pays d'origine".

Les autorités kurdes exhortent constamment les pays à rapatrier leurs ressortissants, mais elles ont peu d'espoir.

Selon Jihan Hanane, la directrice de l'administration civile du camp, il y a "des nationalités qui n'intéressent personne".

La Suède vient de déclarer qu'elle ne rapatriera ni enfants

ni adultes des camps de prisonniers jihadistes du nord-est de la Syrie.

La France a cessé à l'été 2023 les rapatriements collectifs faute de volontaires et après avoir mené quatre opérations en un an.

L'Irak a commencé à lentement rapatrier ses ressortissants, mais le retour des Syriens dans les zones contrôlées par le gouvernement semble impossible.

"Nous souhaitons que tous puissent rentrer chez eux", dit Mme Hanane.

Cela ne suffit pas à rassurer une mère russe de deux enfants qui déclare à l'AFP se sentir abandonnée. "Il n'y a nulle part où aller. Il n'y a pas de solution."

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

Dimanche 24 mars 2024

Turquie: Fatih Maçoğlu, le "maire communiste" à la conquête d'Istanbul

Istanbul, 24 mars 2024 (AFP) — Seul maire communiste de Turquie, Fatih Maçoğlu a marqué les esprits à Tunceli, une petite province rurale d'Anatolie. L'élu part désormais à l'assaut de Kadiköy, l'un des arrondissements les plus branchés d'Istanbul.

Connu comme le "maire communiste", l'édile à l'épaisse moustache s'est fait connaître en ouvrant grand les portes de sa permanence, sa manière d'incarner la transparence.

M. Maçoğlu, 55 ans, a été élu en 2019 à Tunceli (ex-Dersim), une ville kurde alévie de l'Est de la Turquie foncièrement laïque et de gauche, cinq ans après avoir été élu maire d'un bourg de montagne dans la même province.

Mais cette année, il fait cam-

pagne sur la rive asiatique d'Istanbul, 900 km plus à l'Ouest, dans le très animé arrondissement de Kadiköy favori des artistes, des jeunes et des membres de la communauté LGBT+ qui s'y sentent à l'aise.

Accessoirement aussi, un bastion du Parti républicain du peuple (CHP), principale formation de l'opposition au président Recep Tayyip Erdogan.

Objectif: y être élu lors des élections municipales du 31 mars, une mission quasi impossible.

"Le monde va de plus en plus mal mais je crois que les socialistes peuvent inverser cette tendance", explique à l'AFP celui qui préfère l'étiquette de socialiste à celle de communiste.

Le Parti communiste turc (TKP)

ne compte aucun député à l'assemblée, dominée depuis 2002 par l'AKP, le parti islamo-conservateur du président Erdogan.

Qu'importe: "les socialistes sont compétents pour diriger ce pays et le monde", affirme-t-il, jugeant que ses deux mandats écoulés sont la preuve qu'une bonne gouvernance est possible.

- "approche honnête" -

À Tunceli, où il a succédé à un administrateur nommé par l'Etat — après que le maire pro-kurde a été emprisonné —, l'élu communiste a refusé d'utiliser sa voiture de fonction et affiche les comptes de la municipalité à l'extérieur de la mairie.

Il a promu l'agriculture biologique et réduit le prix des transports publics, notamment pour les étudiants.

"J'ai suivi ses décisions (...) et j'ai été séduite par son approche honnête de la politique", confie Sevgi Celik, 42 ans, une habitante de Kadiköy qui se dit "convaincue qu'il fera la même chose ici".

Murat Karabiyik voit lui aussi sa candidature d'un bon œil.

"Nous ne pouvons pas trouver de logement, nous ne pouvons pas manger, nous ne pouvons pas boire, nous ne pouvons pas voyager. Cela doit changer. Les politiciens courent en général après l'argent. Ce n'est pas son cas", affirme cet autre quadragénaire.

Fatih Maçoğlu assure que, s'il est élu à Istanbul, il poursuivra sur sa ligne.

Mais sa candidature à Kadiköy, un quartier fourmillant de bars,

de restaurants et de galeries d'art, lui vaut la foudre d'autres partis d'opposition, qui auraient préféré qu'il se présente dans un arrondissement ouvrier ou reste à Tunceli plutôt que de le voir chasser sur leurs terres.

Lui dit simplement vouloir offrir aux électeurs un "meilleur programme" et assure n'être "contre aucun parti". "Soyez assurés que nous l'emporterons", lâche-t-il.

24 mars 2024

Municipales en Turquie, Erdogan veut sa revanche

Istanbul, 24 mars 2024 (AFP) — Les Turcs élisent leurs maires dimanche 31 mars, un scrutin au parfum de revanche pour le président Recep Tayyip Erdogan, déterminé à reconquérir Istanbul pour laver l'affront de 2019.

Cette année-là, l'opposition turque avait infligé son pire revers électoral au chef de l'Etat en raflant la mégapole et la capitale, Ankara, tenues depuis vingt-cinq ans par son Parti de la justice et du développement (AKP, islamo-conservateur) et ses prédécesseurs islamistes.

L'opposition, partie unie il y a cinq ans, avance cette fois en ordre dispersé, minée par sa défaite à la présidentielle de 2023. Le parti pro-kurde DEM (ex-HDP), troisième force au parlement, présentera des candidats dans toutes les grandes villes de ce pays de 85 millions d'habitants.

"Avec la permission de Dieu, envoyons-les à la retraite le 31 mars à Ankara, Istanbul et Izmir", a lancé dimanche dernier M. Erdogan en visant les maires d'opposition des trois principales villes turques.

Mais c'est à Istanbul que ses troupes concentrent leurs efforts et là aussi que l'AKP semble le plus à même de l'emporter. Même si les sondages créditent le maire sortant Ekrem Imamoglu (CHP, social-démocrate) d'une légère

- "mode de vie" -

Ses chances sont toutefois infimes, même si des observateurs notent qu'il pourrait séduire des électeurs déçus par le CHP qui a raflé les deux tiers des voix en 2019.

Aux habitants de l'arrondissement, Fatih Maçoğlu promet transparence et libertés, notamment pour les LGBT+, régulièrement qualifiés de "pervers" par le président Erdogan,

avance.

L'édile, opposant médiatique, avait été élu en 2019 après que l'AKP, arguant d'irrégularités lors du scrutin, eut exigé un nouveau vote et suscité en réaction un raz-de-marée en sa faveur.

Le président Erdogan, qui présente ces élections à un tour comme les dernières sous son pouvoir, doit tenir dimanche un grand meeting dans la ville, espérant unir ses soutiens derrière Murat Kurum, le très technocrate ex-ministre de l'Environnement qu'il a désigné pour reprendre Istanbul.

- "provinces-pivots" -

"Istanbul est notre porte sur le monde", résume le responsable provincial de l'AKP, Osman Nuri Kabaktepe, dont les équipes disent frapper chaque week-end à la porte de 500.000 foyers de la ville, la plus riche du pays, pour "conquérir les coeurs des (électeurs) hésitants".

"La reconquête d'Istanbul est extrêmement importante pour Erdogan et pas seulement pour des raisons symboliques", explique Berk Esen, politiste à l'université Sabanci d'Istanbul.

"Évidemment, c'est sa ville et il en a été le maire. Mais au-delà, Istanbul est une ville avec d'énormes ressources municipales qui fournit

mais qui jouissent d'une plus grande tolérance à Kadiköy.

L'élu promet aussi un meilleur partage des ressources de la municipalité, fidèle au projet communiste.

"Le communisme est un mode de vie. Le système capitaliste et impérialiste a créé une très mauvaise perception (du communisme), que les communistes ne méritent pas", juge-t-il.

des services à seize millions de citoyens", dont onze millions d'électeurs susceptibles d'ajuster leur vote aux scrutins nationaux selon la qualité de ces services, souligne-t-il.

Réélu l'an dernier pour un troisième mandat, le président Erdogan, arrivé au pouvoir en 2003 en tant que Premier ministre, fait une campagne "moins polarisante" qu'en 2019, analyse M. Esen.

"Il a couru le pays en privilégiant des provinces-pivots où des candidats (de son parti) risquent d'être défaits", relève-t-il.

Le président, qui dispose d'un temps d'antenne illimité, enchaîne les meetings jour après jour, les grandes chaînes de télévision ne laissant que des miettes à l'opposition. Mais il doit composer avec une inflation à près de 70% et une concurrence issue des rangs ultraconservateurs.

Le Yeniden Refah, formation islamiste, a rassemblé de larges foules dans des localités conservatrices d'Anatolie, suscitant l'inquiétude à l'AKP qui avait remporté en 2019 près de 60% des municipalités du pays.

- "course très serrée" -

À Ankara, où le président Erdogan a participé à un meeting samedi, mais où le maire sortant CHP Man-

"Partout où je vais dans le pays, il y a des millions de personnes qui disent ne pas être de cet avis, mais qui disent que si le communisme c'est ce que je fais, alors c'est très bien."

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

sur Yavas est donné en tête, "une course très serrée" pourrait se jouer, juge Eren Aksoyoglu, expert en communication politique, qui souligne que les alliés nationalistes de l'AKP "mettent tout leur poids dans la bataille".

Dans les 81 provinces du pays, ces élections sont avant tout une affaire d'hommes: l'AKP ne compte que 2,2% de femmes parmi ses candidats, le CHP 9,3% et le parti DEM 31%.

Selon les observateurs, le parti DEM, accusé par les autorités de liens avec les combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) — ce qu'il dément —, va rafler de nouveau plusieurs grandes villes du sud-est à majorité kurde, dont Diyarbakir, sa capitale informelle.

Dans cette région, une cinquantaine de maires élus en 2019 sous l'étiquette du HDP (devenu DEM) ont été remplacés par des administrateurs nommés par l'Etat, ce qui pourrait jouer sur la mobilisation.

"Certains électeurs pourraient se dire : +si c'est pour qu'un administrateur soit nommé, pourquoi se rendre aux urnes encore et encore ?+", estime M. Aksoyoglu.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

Dimanche 24 mars 2024

En Turquie, un candidat amputé tente de combattre le populisme

Bolu (Turquie), 24 mars 2024 (AFP) — Veli Saçılık a perdu un bras en prison. L'activiste combat désormais la rhétorique anti-réfugiés qui domine la campagne des élections municipales turques du 31 mars à Bolu (nord-ouest).

Le candidat du parti pro-kurde Dem veut "offrir une alternative démocratique" aux habitants de la ville, "coincés entre le racisme et l'économie de rente".

Sa tâche s'annonce ardue, avec des adversaires qui ont bâti leur campagne sur le sentiment anti-migrants, comme le maire sortant Tanju Özcan, élu du principal parti de l'opposition CHP, qui s'est illustré par le passé en tendant une bannière hostile aux réfugiés syriens à l'entrée de sa ville.

Le sort des 3,3 millions de Syriens installés en Turquie pour fuir la guerre dans leur pays a agité la présidentielle de mai 2023, plusieurs partis d'opposition promettant de les expulser quand le président Recep Tayyip Erdogan prônait des retours volontaires.

Depuis, le sujet a quasiment disparu des débats, sauf à Bolu.

La ville compte moins de 4.000 réfugiés syriens, soit 1,2% des 320.000 habitants, mais le maire sortant veut poursuivre

sa politique anti-immigrés comme sa tentative, annulée par la justice, de leur facturer l'eau dix fois plus cher ou de leur retirer des permis d'activité commerciale.

Sollicité par l'AFP, M. Özcan n'a pas répondu à une demande d'interview.

"Tanju Özcan fait du populisme. Si vous ne luttez pas contre les guerres et pour l'environnement, vous ne pouvez pas résoudre les questions liées à l'immigration", affirme M. Saçılık, accompagné de sa colistière, Birsen Bas.

"Nous sommes les candidats des anti-populistes, des jeunes et des urbains pauvres", ajoute-t-il.

- Identités multiples -

Militant socialiste depuis trois décennies, M. Saçılık, 47 ans, a perdu un bras en prison en 2000, lors d'une intervention de la police contre des grévistes de la faim.

L'ex-prisonnier a surtout marqué les esprits avec une photo prise à Ankara en 2017 lors des manifestations contre les purges dans la fonction publique : on l'y voit se débattre de son seul bras gauche face aux boucliers anti-émeutes.

À première vue, tout oppose le

socialiste Veli Saçılık à sa colistière, voilée et issue d'une famille conservatrice.

Mais il veut transformer ces différences en avantage. "En tant qu'homme et femme, Alévi et sunnite, handicapé et valide, laïque et conservatrice, nous embrassons toutes ces identités", sourit-il.

Cette alliance leur ouvre les portes des quartiers populaires et conservateurs de Bolu, où vivent près de 20.000 électeurs d'origine kurde.

"Ici, la majorité des femmes sont condamnées à rester chez elles, elles ont même peur d'être prise en photo sans l'autorisation de leur mari. Je leur parle des droits des femmes et je les rassure", dit Mme Bas.

- "Menace constante" -

Nombre d'habitants craignent cependant d'être vus avec les candidats pro-kurdes. Des attaques en 2015 contre des commerçants et des ouvriers d'origine kurde hantent encore les mémoires.

"Je suis à Bolu depuis trente ans, mes enfants sont nés ici, ne parlent même pas le kurde. Mais mon restaurant a été caillassé par mes voisins", regrette un commerçant requérant l'anonymat.

Troisième formation politique au parlement, le parti pro-kurde fait l'objet d'une répression implacable depuis 2016, année où son chef de file Selahattin Demirtas a été emprisonné.

"Le nationalisme est en hausse à Bolu à cause des discours populistes du maire. Même certains enseignants nous regardent de travers", déplore Metin, étudiant d'origine kurde.

Özkan Üstün, co-président du syndicat des travailleurs de la santé, regrette que le racisme ambiant empêche d'évoquer le "travail au noir, les problèmes d'environnement, de transports ou le risque sismique à Bolu".

Symboles de la ville, les cigognes ne s'arrêtent plus à Bolu à cause de la déforestation et de la construction d'un bassin d'irrigation, affirme-t-il.

M. Saçılık ironise, tenant le maire sortant responsable.

"Il a annoncé qu'il ne voulait plus d'immigrés, donc les oiseaux migrants ne viennent plus", sourit-il.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

Mercredi 27 mars 2024

Belgique: le Premier ministre appelle au calme après des incidents entre Turcs et Kurdes

Bruxelles (Belgique), 27 mars 2024 (AFP) — Le Premier ministre belge Alexander De Croo a lancé mercredi un appel au calme après une série d'incidents violents survenus entre les communautés turque et kurde de Belgique, dans le contexte des élections municipales prévues dimanche en Turquie.

“Arrêtons cette violence, ces provocations et ces manifestations de soutien à des organisations classées terroristes”, a déclaré le dirigeant libéral flamand en mettant en cause le PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan, classé organisation “terroriste” par la Turquie et l'Union européenne.

Lundi une manifestation de mi-

litants prokurdes brandissant des drapeaux du PKK a dégénéré en bagarres dans le quartier européen de Bruxelles.

La police a dû faire usage de canons à eau pour disperser des manifestants qui bloquaient la circulation, certains scandant “Erdogan assassin”, en référence au président turc Recep Tayyip Erdogan.

Selon les médias, ces militants entendaient protester après les violences survenues dimanche dans la province du Limbourg (est), où une famille de Kurdes syriens aurait violemment été prise à partie par des ultranationalistes turcs.

A propos de ces faits, NavBel, le conseil des communautés

kurdes de Belgique, a dénoncé “une attaque brutale” imputée à “des groupes de Loups gris”, un mouvement ultranationaliste turc. L'organisation kurde a également appelé au calme mardi soir.

Car entre-temps, des représailles anti-Turcs ont ciblé un café de Visé, près de Liège, dans la nuit de lundi à mardi. Plusieurs personnes ont été blessées lorsque le café a été pris d'assaut par des individus munis de battes de base-ball, selon les médias belges.

Jointes par l'AFP, les parquets de la province de Limbourg et de Liège ont confirmé enquêter sur ces différents incidents violents. Aucune précision n'a été donnée sur les faits poursuivis,

ni sur les suspects.

Mercredi, s'exprimant en conférence de presse après un conseil national de sécurité, M. De Croo a mis en cause “des gens venus de l'étranger”, accusés de violences qui menacent “des décennies de vivre-ensemble” en Belgique.

“Nous suivons cela de près parce qu'il y a d'autres moments clés dans les jours qui viennent”, a ajouté le Premier ministre en allusion au contexte électoral en Turquie, avec les municipales ce week-end.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

Vendredi 29 mars 2024

Municipales en Turquie: cinq choses à savoir

Istanbul, 29 mars 2024 (AFP) — Soixante-et-un millions d'électeurs turcs sont appelés aux urnes dimanche pour élire leurs maires, un scrutin dont le président Recep Tayyip Erdogan a annoncé qu'il serait le dernier organisé sous son autorité.

Cinq choses à savoir sur ces élections:

Une élection à tiroirs

Les habitants des grandes villes du pays éliront leur maire mais aussi leurs conseillers municipaux, leur maires d'arrondissement et leur muhtar, sorte de chef de quartier.

À Istanbul, où les électeurs auront le choix entre 49 candidats pour le fauteuil de maire, le bulletin de vote mesure 97 centimètres de large, selon la commission électorale.

Istanbul, “trophée” convoité

Seize millions d'habitants, 30% du produit du produit intérieur brut et un tremplin vers le pouvoir: passée aux mains de l'opposition en 2019 au terme d'une âpre élection en deux actes, Istanbul est “le plus gros trophée de la politique turque”, résume Berk Esen, politiste à l'université Sabanci d'Istanbul.

La principale ville de Turquie, qui a perdu son rang de capitale au profit d'Ankara en 1923, est une immense vitrine politique dont le président Recep Tayyip Erdogan, maire d'Istanbul dans les années 1990, a tiré profit pour se forger un destin national.

Face au maire sortant Ekrem Imamoglu, le parti AKP (islamo-conservateur) au pouvoir présente un ancien ministre peu

charismatique, Murat Kurum, dont la défaite n'entamerait pas le crédit du chef de l'Etat.

Scrutin à risque pour Erdogan ?

Selon les enquêtes d'opinion, Istanbul et Ankara devraient rester aux mains du Parti républicain du peuple (CHP, social-démocrate), principale formation d'opposition qui les avait conquises il y a cinq ans.

Izmir, troisième ville du pays et bastion du CHP, semble rester hors de portée de l'AKP.

Le parti au pouvoir pourrait par ailleurs reculer dans plusieurs grandes villes d'Anatolie au profit d'une formation ultra-conservatrice (Yeniden Refah), prédisent des analystes qui ont noté une moindre affluence aux meetings tenus en présence du chef de l'Etat - possiblement

à cause du jeûne du ramadan.

Cependant, donné en mauvaise posture avant la présidentielle de mai 2023, Erdogan avait été réélu avec 52,2% des voix.

Une “dernière” pour le “Reis”?

Au pouvoir depuis 2003, d'abord comme Premier ministre puis comme président à partir de 2014, M. Erdogan a annoncé début mars que ces municipales seraient les “dernières élections” organisées sous son autorité, la constitution actuelle ne l'autorisant pas à briguer un nouveau mandat, sauf en cas d'élection anticipée.

Des observateurs spéculent sur ces déclarations du président, qui a fêté ses 70 ans fin février: adieu sincère ou manœuvre destinée à convaincre les Turcs d'accorder une dernière fois

leur blanc-seing à son parti?

Le vote kurde

Les voix des Kurdes, qui représentent un cinquième environ des 85 millions d'habitants de Turquie, selon des estimations, sont cette année encore très convoitées.

Dans le sud-est à majorité kurde, le parti pro-kurde de l'Égalité des peuples et de la démocratie (DEM, ex-HDP), troisième force au parlement, devrait rafler de nombreuses villes, malgré une percée attendue du Hûda Par, un parti kurde d'extrême droite.

Ailleurs dans le pays, une part

significative des électeurs kurdes pourrait se ranger derrière le CHP afin de faire barrage à l'AKP, selon des enquêtes d'opinion.

Par ailleurs, la révocation de nombreux maires pro-kurdes élus en 2019, remplacés par des "kayyums", des administrateurs désignés par le pouvoir,

risque de dissuader des électeurs de se déplacer, selon des observateurs.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

31 mars 2024

Syrie: 8 soldats tués par des combattants de l'EI

Beyrouth, 31 mars 2024 (AFP) — Des membres du groupe État islamique (EI) ont "exécuté" huit soldats syriens à la suite d'une embuscade, portant à quatorze le nombre de soldats tués ces derniers jours par le groupe jihadiste, a indiqué dimanche l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

Les troupes se dirigeaient vers la ville syrienne de Deir Ez-Zor lorsqu'elles ont été attaquées cette semaine dans cette zone désertique, a indiqué l'ONG, sans préciser la façon dont elles ont été tuées.

Au total, les jihadistes ont "exécuté huit membres des forces du régime, dont un officier", a-t-elle précisé.

Six autres soldats ont égale-

ment été tués cette semaine "après qu'ils ont été faits prisonniers" à la suite d'une embuscade distincte le long de la route entre Al-Soukhna et Palmyre dans la province de Homs, selon l'Observatoire qui est basé en Grande-Bretagne.

Le groupe jihadiste, qui a pris le contrôle de pans entiers du pays à partir de 2014, a été défait territorialement en mars 2019 par une coalition internationale antijihadiste dirigée par les États-Unis et les forces kurdes.

Malgré cette défaite, des cellules de l'organisation jihadiste disséminées dans le désert syrien y mènent régulièrement des attaques meurtrières.

Depuis le début de l'année, plus de 200 soldats et combat-

tants affiliés ont été tués dans des attaques, embuscades et explosions de l'EI dans le désert syrien, notamment dans les provinces de Deir Ez-Zor, Homs et Raqqa, selon l'Observatoire.

Les attaques djihadistes ont également tué au moins 37 civils au cours de la même période, tandis que les forces gouvernementales et les combattants affiliés ont tué 24 membres de l'EI, selon la même source.

La semaine dernière, l'Observatoire a déclaré qu'une attaque de l'EI dans le nord de la Syrie avait tué au moins 11 personnes chassant des truffes.

Dans un pays plongé dans une crise économique sévère

après 13 années de guerre, la valeur élevée des truffes de sables en fait une ressource précieuse pour une population durement éprouvée.

Selon un rapport des Nations unies publié en janvier, la "force combinée" de l'EI en Irak et en Syrie "a été évaluée entre 3.000 et 5.000 combattants".

En Syrie, l'EI "a intensifié ses attaques depuis novembre", souligne le rapport, ajoutant que le désert de la Badia, vaste désert syrien où les combattants sont repliés depuis 2019, "a servi de centre logistique et opérationnel" au groupe.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

31 mars 2024

Les Turcs aux urnes pour choisir leurs maires, un test pour Erdogan

Istanbul, 31 mars 2024 (AFP)

— Les 61 millions d'électeurs turcs ont commencé à voter dimanche pour choisir leurs maires, un scrutin local à valeur de test pour l'administration du président Recep Tayyip Erdogan qui compte bien reprendre le "trésor national", Istanbul.

Les bureaux ont ouvert en deux temps, dans l'est d'abord puis, une heure plus tard, dans l'ouest du pays dont Istanbul et Ankara depuis 08H00 (05H00 GMT), ont constaté les correspondants de l'AFP.

A 70 ans, M. Erdogan a jeté toute sa stature d'homme d'Etat dans la campagne, labourant son pays de 85 millions d'habitants aux côtés des candidats de son parti, l'AKP (islamo-conservateur), tenant jusqu'à quatre meetings par jour et partageant chaque soir l'iftar, le repas de rupture du jeûne de ramadan.

Il s'est ainsi personnellement investi au côté de son candidat pour Istanbul, un ancien ministre peu charismatique, Murat Kurum, dont le portrait apparaît généralement flanqué du sien sur les bannières électorales.

Il s'agit de laver l'affront de 2019 en délogeant le maire sortant Ekrem Imamoglu, figure de l'opposition qui lui a ravi la principale et plus riche ville du pays et qui, en cas de

reconduction sur les rives du Bosphore, fera figure de favori pour prendre la tête de l'Etat en 2028.

Samedi encore, veille du scrutin, M. Erdogan a tenu trois meetings à Istanbul, l'ancienne Constantinople qualifiée de "joyau" et de "trésor national", dont il fut maire dans les années 90 avant de conquérir le pouvoir.

De nouveau il a insisté sur les manquements, selon lui, de M. Imamoglu qu'il dépeint en ambitieux peu soucieux de sa ville, "maire à temps partiel" obsédé par la présidence.

"Istanbul a été abandonnée à son sort ces cinq dernières années. Nous aspirons à la sauver du désastre" a-t-il lancé avant d'aller prier à la mosquée Sainte-Sophie.

Les sondages donnaient en fin de semaine l'avantage au maire sortant. En mai 2023, ils avaient toutefois prédit une défaite à la présidentielle de M. Erdogan, qui avait pourtant été reconduit avec 52% des voix.

- Opposition dispersée -

Contrairement aux municipales de 2019, l'opposition part cette fois en ordre dispersé: le CHP (social-démocrate), son principal parti, n'a pas réussi à obtenir le soutien des autres formations, que ce soit à Istanbul

en faveur de M. Imamoglu, ou ailleurs dans le pays.

Le parti pro-Kurde Dem, en particulier, part en cavalier seul au risque de favoriser le parti au pouvoir, lui-même menacé par endroits par la poussée du parti islamiste Yeniden Refah.

Le CHP veut toutefois y croire: "Nous allons remporter une grande victoire demain, qui ne sera la défaite de personne", a assuré samedi le président du parti, Özgür Özel, déambulant dans Izmir, ville de l'ouest du pays qui devrait rester acquise à l'opposition, tout comme Ankara, la capitale.

"A la fin, c'est la Turquie qui va gagner", a-t-il martelé.

A Istanbul, M. Imamoglu pour sa part a veillé à rester sur des enjeux locaux, en énumérant ses réalisations et celles à venir.

Dans un pays confronté à 67% d'inflation officielle sur douze mois et au dévissage de sa monnaie (passée de 19 à 31 livres pour un dollar en un an), les électeurs peuvent être tentés de donner l'avantage aux opposants au chef de l'Etat.

Pour les observateurs, le niveau de la participation, traditionnellement élevée, jouera un rôle déterminant. Notamment à Istanbul si les électeurs se déplacent en moindre nom-

bre pour soutenir M. Imamoglu.

"Si Imamoglu parvient à se maintenir, il aura gagné sa bataille au sein de l'opposition pour s'imposer" comme chef de file pour la prochaine présidentielle, note Bayram Balci, chercheur au Centre d'études et de recherches internationales (Ceri)-Sciences-Po à Paris.

Mais à l'inverse, "s'il arrive à regagner Istanbul et Ankara, Erdogan y verra un encouragement à modifier la Constitution pour se représenter en 2028" et briguer un quatrième mandat, relève-t-il.

Dans les grandes villes, les électeurs turcs choisiront leur maire mais aussi les conseillers municipaux, les maires d'arrondissement et les muhtars (chefs de quartier). À Istanbul, le bulletin de vote approche ainsi le mètre de longueur.

Les bureaux fermeront à 17H00 (14H00 GMT) dans l'ouest et les premiers résultats significatifs sont attendus en fin de journée.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

31 mars 2024

Municipales en Turquie, Istanbul au cœur des convoitises

Istanbul, 31 mars 2024 (AFP)

— Les opérations de vote se sont achevées en Turquie où les électeurs étaient appelés dimanche à choisir leurs maires, avec une attention particulière pour le sort d'Istanbul que le président Recep Tayyip Erdogan s'est montré déterminé à reconquérir cinq ans après l'avoir perdue.

Les bureaux de vote des 81 provinces du pays ont fermé leurs portes entre 16H00 et 17H00 (13H00 et 14H00 GMT), et les premiers résultats partiels sont attendus en début de soirée.

Face à la crise économique sévère qui frappe les classes moyennes en particulier, les maires d'opposition des deux plus grandes villes du pays, Istanbul et Ankara la capitale, étaient donnés favoris par les instituts de sondage.

"Il y a un besoin d'équilibre au moins au niveau local contre le gouvernement", estimait par ailleurs Serhan Solak, 56 ans, un habitant d'Ankara soucieux de ne pas favoriser la concentration des pouvoirs en s'appropriant à voter pour le maire sortant du CHP (social-démocrate), Mansur Yavas.

Si le chef de l'Etat n'est pas candidat à ces élections locales, son ombre a plané plus que jamais sur les urnes.

À 70 ans, dont vingt-et-un au

pouvoir, M. Erdogan a jeté toute sa stature d'homme d'Etat dans la campagne, labourant son pays de 85 millions d'habitants aux côtés des candidats de son Parti de la justice et du développement (AKP, islamo-conservateur).

"Cette élection marquera le début d'une nouvelle ère pour notre pays", a-t-il affirmé après avoir voté à Istanbul à la mi-journée.

- Bataille d'Istanbul -

Le chef de l'Etat s'est particulièrement investi dans la bataille d'Istanbul, dont il fut maire dans les années 90 avant de conquérir le pouvoir, pour soutenir son candidat, un ancien ministre peu charismatique, Murat Kurum.

Il s'agissait pour lui de reprendre la principale ville du pays et la plus riche au maire sortant (CHP) Ekrem Imamoglu, qui la lui avait ravie en 2019, lui infligeant son pire revers électoral.

"J'espère qu'Istanbul et la Turquie se réveilleront (lundi) par un beau matin de printemps", a lancé le maire après avoir voté, en compagnie de sa famille.

S'il est reconduit, l'ambitieux édile, que M. Erdogan dépeint en "maire à temps partiel" dévoré par ses ambitions nationales, marquera des points pour la présidentielle de 2028.

Pour les observateurs, la participation, traditionnellement élevée, jouera un rôle déterminant notamment à Istanbul, où une mobilisation moindre pourrait nuire à M. Imamoglu.

- Opposition dispersée -

Dans le sud-est du pays, la journée a été marquée par des affrontements aux abords d'un bureau de vote de la province à majorité kurde de Diyarbakir (sud-est), qui ont fait un mort et douze blessés.

Le parti pro-kurde DEM, archifavori dans nombre de localités de la région, dit avoir recensé des irrégularités "dans presque toutes les provinces kurdes": il a notamment dénoncé l'inscription suspecte, selon lui, de plusieurs dizaines de milliers de membres des forces de l'ordre sur les listes électorales des régions kurdes.

Une délégation d'observateurs venue de France s'est même vue refuser l'accès à un bureau de vote de la région, selon l'association d'avocats MLSA.

Le pouvoir a pu, pendant la campagne, compter sur l'absence de pluralisme qui lui a permis d'imposer son seul discours dans tous les médias, avec une mainmise flagrante sur la télévision publique", a dénoncé l'ONG Reporters Sans Frontières.

Dans un pays confronté à 67% d'inflation sur douze mois et au dévissage de sa monnaie (passée de 19 à 32 livres pour un dollar en un an), l'opposition espérait que les électeurs lanceraient un avertissement au gouvernement.

Mais contrairement aux municipales de 2019, elle est partie cette année divisée, plombée par sa défaite à la présidentielle de l'an dernier.

Le parti DEM, troisième force au parlement, a fait cavalier seul au risque de favoriser le parti au pouvoir, lui-même menacé par endroits par la poussée du parti islamiste Yeniden Refah.

"Si Imamoglu parvient à se maintenir, il aura gagné sa bataille au sein de l'opposition pour s'imposer" comme chef de file pour la prochaine présidentielle, note Bayram Balci, chercheur au Centre d'études et de recherches internationales (Ceri)-Sciences Po à Paris.

Mais à l'inverse, "s'il arrive à regagner Istanbul et Ankara, Erdogan y verra un encouragement à modifier la Constitution pour se représenter en 2028" et briguer un quatrième mandat, relève-t-il.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

31 mars 2024

Voiture piégée dans un marché en Syrie: au moins huit morts

Beyrouth, 31 mars 2024 (AFP) — Une voiture piégée a explosé tôt dimanche matin sur un marché d'une ville du nord de la Syrie tenue par les forces proturques, tuant au moins huit personnes et en blessant plus de 20, a indiqué l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

L'explosion survenue à Azaz, dans la province d'Alep, s'est produite peu après minuit, alors que la foule faisait des achats tardifs, comme c'est le cas habituellement au cours du mois de jeûne musulman du Ramadan, selon un correspondant de l'AFP.

Au moins "huit personnes ont été tuées et 23 autres blessées" quand "une voiture piégée a explosé en plein marché" à Azaz, a indiqué l'ONG, précisant que le bilan était provisoire.

Selon l'Observatoire, basé en Grande-Bretagne mais qui dispose d'un important réseau de sources en Syrie, l'explosion a causé des "dégâts importants"

et déclenché un incendie.

Un responsable de la police militaire locale, qui a requis l'anonymat, a affirmé qu'il n'était pas clair qui était derrière l'explosion, alors que le groupe Etat islamique (EI), les forces kurdes ou d'autres groupes armés figurent parmi les suspects potentiels.

La police a "renforcé tous les points de contrôle" et vérifié les caméras de surveillance, a ajouté le responsable.

Les attaques à la bombe sont fréquentes dans les zones tenues par les forces proturques dans le nord de la Syrie, où les rivalités entre factions armées ainsi que le risque d'attaques des jihadistes de l'EI exacerbent une situation sécuritaire déjà précaire après des années de guerre et de chaos.

- "Nous avons couru" -

Khaled el-Nowmeh, 36 ans, qui tient une pharmacie à Azaz, raconte être allé au marché avec sa femme et ses en-

fants pour acheter des vêtements lorsque l'explosion est survenue.

"Nous avons entendu le bruit et nous avons couru (...) mon fils s'est mis à pleurer", a-t-il témoigné.

Thaer Hafar, 34 ans, qui travaille dans un magasin à Azaz, a déclaré pour part qu'il se rendait au marché, en famille, lorsque l'explosion a eu lieu.

"Nous n'avons entendu que l'explosion", a-t-il dit, ajoutant que les personnes présentes étaient terrifiées à l'idée d'une possible seconde voiture piégée.

Au début du mois, un homme a été tué et deux policiers militaires ont été blessés lorsqu'une voiture piégée a explosé à un poste de contrôle dans la ville frontalière d'Al-Rai, à l'est d'Azaz, rappelle l'OSDH.

Cette semaine, plusieurs membres de l'EI se sont échappés d'une prison dans la

région d'Afrin, à l'ouest d'Azaz, selon cette ONG.

L'OSDH avait annoncé un peu plus tôt samedi que 52 soldats et combattants syriens et du Hezbollah libanais avaient été tués dans les frappes attribuées à Israël vendredi à Alep.

La Syrie a été morcelée par la guerre qui a éclaté en 2011 après la répression de manifestations prodémocratie, et l'armée turque y contrôle avec des groupes affiliés deux vastes zones frontalières après avoir mené des opérations d'envergure contre les groupes kurdes.

Les combattants de l'EI, cachés dans le désert syrien, ont eux renouvelé depuis le début de l'année leurs attaques contre les troupes du régime de Bachar al-Assad.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

31 mars 2024

Municipales en Turquie: première tendance favorable à l'opposition à Istanbul et Ankara

Istanbul, 31 mars 2024 (AFP)

— Le dépouillement partiel des urnes en Turquie dimanche soir des élections municipales annonce une tendance favorable à l'opposition à Istanbul et Ankara, malgré l'investissement dans la campagne du président Recep Tayyip Erdogan.

les deux principales villes du pays.

Face à la crise économique qui frappe les ménages, les maires d'opposition d'Istanbul et Ankara, la capitale, étaient donnés favoris par les instituts de sondage.

Sur 33% des urnes dépouillées à 20H00 locales (17H00 GMT), le maire CHP (social-démocrate) sortant d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, était crédité de 49,7 % contre 41,5% à son principal adversaire du parti au pouvoir, AKP. Et à Ankara, le maire CHP Mansur Yavas était en bonne voie d'être reconduit avec 57,1% contre 35,6% à son opposant, après dépouillement de 15,4 % des urnes.

Le président Recep Tayyip Erdogan, au pouvoir depuis plus de deux décennies, a jeté tout son poids dans la campagne, en particulier à Istanbul, la capitale économique et culturelle

du pays dont il a été le maire dans les années 1990 et qui avait basculé dans l'opposition en 2019.

Mais son engagement n'a pas suffi, semble-t-il, au vu des premiers résultats.

Une réélection de M. Imamoglu à la tête de la plus grande ville du pays le lancerait d'ores et déjà dans la course à l'élection présidentielle de 2028.

Le maire sortant a voulu rester prudent: "La photo que nous avons sous les yeux nous fait plaisir, mais attendons les résultats complets", a déclaré M. Imamoglu à la presse dimanche soir.

À Ankara, la capitale politique, Mansur Yavas, autre poids lourd du CHP, s'orientait aussi vers une réélection confortable, avec 56,3% des voix après dépouillement de 12,4% des urnes. À Izmir (ouest), la troisième ville du pays - fief du parti social-démocrate - son candidat est également donné largement en tête.

"Il y a un besoin d'équilibre au moins au niveau local contre le gouvernement", affirmait dimanche matin à l'AFP Serhan Solak, 56 ans, un habitant

d'Ankara venu voter pour Mansur Yavas.

Dans le reste du pays, les candidats de l'AKP font comme attendu la course très largement en tête dans plusieurs grandes villes d'Anatolie (Konya, Kayseri, Erzurum) et de la mer Noire (Rize, Trabzon), bastions du président Erdogan, tandis que le parti pro-kurde DEM est donné vainqueur dans les grandes villes du sud-est à majorité kurde, dont Diyarbakir, la capitale informelle des Kurdes de Turquie.

- Bataille de 2028 -

Tout au long de la campagne, le président Erdogan a enchaîné deux à trois meetings par jour, bénéficiant d'un temps d'antenne illimité.

Une nouvelle défaite de son Parti de la justice et du développement (AKP, islam-conservateur) à Istanbul serait lourde de conséquences pour le chef de l'Etat.

S'accrochant à la ville, le président y avait fait rejouer l'élection municipale de 2019, pour finalement voir M. Imamoglu l'emporter de plus belle lors d'un second scrutin organisé trois mois plus tard, subissant ainsi son pire revers électoral

depuis son arrivée au pouvoir en 2003 en tant que Premier ministre.

Le maire d'Istanbul, abonné au podium des personnalités politiques préférées des Turcs, n'a eu de cesse depuis de se poser en rival direct du chef de l'Etat, qui l'a pourtant dépeint en "maire à temps partiel" dévoré par ses ambitions nationales.

Une victoire dimanche soir renforcerait son aura.

Le match de la prochaine présidentielle pourrait se jouer entre les deux hommes, qui partagent des origines communes de la mer Noire et une même passion pour le ballon rond.

Âgé de 70 ans, le chef de l'Etat a affirmé début mars que ces élections seraient ses "dernières", laissant entendre qu'il quittera le pouvoir en 2028.

A moins de réviser la Constitution pour s'offrir une nouvelle candidature.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.